CONSEIL COMMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2022

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE

Date: Jeudi 28 Avril 2022
Horaire: 18:00
Lieu: Hôtel de ville et d'agglomération

Commission finances et évaluation

1 - Adoption du projet de territoire de Quimper Bretagne Occidentale (DFCP) - Rapporteur : Didier LEROY
DEBAT PRELIMINAIRE
DELIBERATION
DEBAT

Commission territoire durable

5 - Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Etude prospective sur l'organisation de la collecte des déchets sur le territoire - Finalisation de la phase 2 (DCED) - Rapporteur : Daniel LE BIGOT
DELIBERATION
DEBAT

Commission territoire au quotidien

6 - Construction d'une médiathèque pour le pays Glazik et Quéméneven - Validation du projet et désignation du jury de concours (DPEL) - Rapporteur : Didier LEROY

DELIBERATION

DEBAT

Commission finances et évaluation

7 - Signature du marché relatif à la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage d'urbaniste coordonnateur pour la requalification des quartiers Avenue de la Libération, Eau blanche et Hippodrome et maîtrise d'oeuvre urbaine pour le quartier Eau blanche (DFCP) - Rapporteur : Anna-Vari CHAPALAIN

DELIBERATION

8 - Nouvelle composition des commissions communautaires (DGS) - Rapporteur : Dominique LE ROUX

DELIBERATION

DEBAT

9 - Information des élus municipaux des communes membres de Quimper Bretagne Occidentale (DGS) - Rapporteur : Dominique LE ROUX

DELIBERATION

DEBAT

Commission territoire durable

10 - Transports collectifs - Avenant 8 de la DSP transport (DIMEP) - Rapporteur : Marie-Pierre JEAN-JACQUES
DELIBERATION
DEBAT

11 - Transports collectifs - tarifs 2022-2023 (DIMEP) - Rapporteur : Marie-Pierre JEAN-JACQUES
DELIBERATION
DEBAT

12 - Règlement d'utilisation des boxes vélos individuels (DIMEP) - Rapporteur : Marie-Pierre JEAN-JACQUES
DELIBERATION
DEBAT

13 - Avenant n°23 au contrat de délégation de service public pour la gestion du réseau Herminéo - Modification du catalogue tarifaire (DETI) - Rapporteur : Thomas FEREC
DELIBERATION

14 - Opération" Quimper coeur de ville" - Mise en oeuvre d'une 2ème Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain sur le centre-ville de Quimper (DSUH) - Rapporteur : Alain DECOURCHELLE
DELIBERATION
DEBAT

15 - Vente sur WebEnchères (DPEL) - Rapporteur : Christelle QUERE
DELIBERATION

16 - Contrat d'affermage pour la gestion du service de l'assainissement collectif de la périphérie de Quimper - Avenant n°10 (DFCP) - Rapporteur : Jean-Paul COZIEN
DELIBERATION

17 - Avenant n°11 au contrat de délégation par affermage du service public de l'assainissement collectif sur le périmètre des communes d'Ergué-Gabéric, Guengat, Plogonnec, Plonéis, Plomelin et Pluguffan (DCED) - Rapporteur : Jean-Paul COZIEN
DELIBERATION

18 - Avenant n°10 au contrat de délégation par affermage du service public de l'assainissement collectif sur le périmètre de la ville de Quimper (DCED) - Rapporteur : Jean-Paul COZIEN
DELIBERATION

19 - Contrat d'affermage pour la gestion du service de l'assainissement collectif de la ville de Quimper - Avenant n°09 (DFCP) - Rapporteur : Jean-Paul COZIEN
DELIBERATION

20 - Avenant n°5 au contrat de délégation par affermage du service public de distribution de l'eau potable sur le périmètre de la commune de Pluguffan (DCED) - Rapporteur : Jean-Paul COZIEN
DELIBERATION

21 - Avenant n°8 au contrat de délégation par affermage du service public de distribution de l'eau potable sur le périmètre de la ville de Quimper (DCED) - Rapporteur : Jean-Paul COZIEN
DELIBERATION

22 - Avenant n°2 au contrat de délégation par affermage du service public de production et de distribution de l'eau potable sur le périmètre des communes de Guengat, Plogonnec, Plonéis, Plomelin (DCED) - Rapporteur : Jean-Paul COZIEN
DELIBERATION

23 - Avenant n°7 au contrat de délégation par affermage du service public de distribution de l'eau potable sur le périmètre de la commune d'Ergué Gabéric (DCED) - Rapporteur : Jean-Paul COZIEN
DELIBERATION

24 - Avenant n°7 au contrat de délégation par affermage du service public de distribution de l'eau potable sur le périmètre de la commune de Locronan (DCED) - Rapporteur : Jean-Paul COZIEN
DELIBERATION

Commission territoire attractif

25 - Secteur de Tréodet à Ergué-Gabéric - Création d'une zone d'activités économique "Kerourvois 3" (DAGP) - Rapporteur : Hervé HERRY
DELIBERATION

26 - Convention de financement de la ligne aérienne Quimper-Paris dans le cadre de l'Obligation de Service Public (DETI) - Rapporteur : Marc ANDRO
DELIBERATION
DEBAT

27 - Financement du colloque Bio2actives organisé par Biotech Santé Bretagne (DETI) - Rapporteur : Forough-Léa DADKHAH
DELIBERATION

28 - Subvention au festival de Cornouaille pour l'organisation du "Village Cornouaille gourmand" du 22 au 25 juillet 2022 à Quimper (DETI) - Rapporteur : Marc ANDRO
DELIBERATION
DEBAT

29 - Acquisition d'un terrain avec bâtiment sur le Port du Corniguel (DETI) - Rapporteur : Hervé HERRY
DELIBERATION

30 - Radio Kerne : Subvention Yalc'had 2022 (RC) - Rapporteur : Marc ANDRO
DELIBERATION
DEBAT

Commission territoire au quotidien

31 - Subvention 2022 au Centre intercommunal d'action sociale (SOL) - Rapporteur : Matthieu STERVINOU
DELIBERATION

32 - Association Ulamir e Bro Glazik - Subvention 2022 (RC) - Rapporteur : David LE GOFF
DELIBERATION

33 - Attribution de subventions aux associations oeuvrant pour l'insertion des jeunes (RC) - Rapporteur : David LE GOFF
DELIBERATION

Commission finances et évaluation

34 - Comité social territorial (DRH) - Rapporteur : Christian CORROLLER
DELIBERATION
DEBAT

35 - Commission administrative commune et commission consultative paritaire commune. Modificatif de la délibération n°8 du 5 avril 2018 (DRH) - Rapporteur : Christian CORROLLER
DELIBERATION

36 - Convention de groupement de commandes - prévoyance maintien de salaire et assistance technique et juridique (DRH) - Rapporteur : Christian CORROLLER
DELIBERATION

37 - Démarche Open Data - Conventionnement avec le conseil départemental du Finistère pour adhérer à "Open data 29", plateforme de publication de données (DCSI) - Rapporteur : Jacques LE ROUX
DELIBERATION

38 - Adhésion au service RGPD du Centre de gestion du Finistère - Convention (DCSI) - Rapporteur : Jacques LE ROUX
DELIBERATION

39 - Décisions de la présidente prises par délégation du conseil communautaire (DGS) - Rapporteur : Isabelle ASSIH
DELIBERATION

40 - Signature de marchés publics après consultations (DFCP) - Rapporteur : Anna-Vari CHAPALAIN
DELIBERATION

41 - Accord préalable pour la démolition d'un bâtiment situé au 29 rue Henri de Bournazel à Quimper dans le cadre du programme de construction ACADIE de la SA d'HLM Le Logis Breton (DFCP) - Rapporteur : Uisant CREQUER
DELIBERATION
DEBAT

42 - Piscine Aquacove - Reconduction des dispositions de l'avenant n°9 relatif aux subventions complémentaires (DFCP) - Rapporteur : Daniel LE BIGOT
DELIBERATION

43 - Supports de communication externe - Avenant n°1 à la convention de groupement de commandes (CAB) - Rapporteur : Bernard JASSERAND
DELIBERATION

44 - Garantie d'emprunt de la SA HLM Aiguillon Construction auprès de la Banque des Territoires - Construction de 8 logements situés Saint-Philibert sur la commune de Plomelin (DFCP) - Rapporteur : Pierre-André LE JEUNE
DELIBERATION

45 - Garantie d'emprunt de la SA HLM Aiguillon Construction auprès de la Banque des Territoires - Construction de 18 logements situés 16 - 16bis impasse du stade sur la commune de Pluguffan (DFCP) - Rapporteur : Pierre-André LE JEUNE
DELIBERATION

46 - Garantie d'emprunt pour l'association SATO RELAIS auprès de la Caisse d'Epargne Bretagne-Pays de Loire dans le cadre du transfert d'activités de l'association AGEHB (DFCP) - Rapporteur : Pierre-André LE JEUNE
DELIBERATION

47 - Garantie d'emprunt de la SA d'HLM Aiguillon Construction auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations - Construction de 6 logements situés 18 rue des Korrigans à Pluguffan (DFCP) - Rapporteur : Pierre-André LE JEUNE
DELIBERATION

48 - Garantie d'emprunt de la SA d'HLM Aiguillon Construction auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations - Acquisition en VEFA de 29 logements situés 21 rue de Pont l'Abbé à Quimper (DFCP) - Rapporteur : Pierre-André LE JEUNE
DELIBERATION

49 - Garantie d'emprunt de la SA d'HLM Aiguillon Construction auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations - Acquisition en VEFA de 36 logements situés rue de Pont l'Abbé à Quimper (DFCP) - Rapporteur : Pierre-André LE JEUNE
DELIBERATION

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2022

Convoqué le 22 avril 2022

Présidé par Madame Isabelle ASSIH

Le conseil communautaire de Quimper Bretagne occidentale s'est réuni le 28 avril 2022, à 18 heures, à l'hôtel de ville et d'agglomération, sous la présidence de Madame Isabelle ASSIH, présidente.

Nombre de conseillers en exercice : 56

ETAIENT PRESENTS :

Mme Isabelle ASSIH, **présidente**,
MM. HERRY, FEREC, ANDRO, DECOURCHELLE, Mme JEAN-JACQUES, MM. LEROY, LE BIGOT, CORROLLER, COZIEN, Mme DADKHAH, MM. LE ROUX (Dominique), LE JEUNE, **vice-présidents**,
MM. LECLERCQ, LE GOFF, MESSAGER, CORNIC, BOEDEC, CROUAN (jusqu'à 23h30), GRAMOULLE, LESVENAN, Mme DORVAL, M. STERVINOU, Mmes HUET MORINIERE, RAINERO, M. LE ROUX (Jacques), Mmes LE TREUST, CHAPALAIN, M. CREQUER (à partir de 18h20), Mme PHILIPPE (Margaux), M. JASSERAND, Mme PRIGENT,
M. TROGLIA, Mme QUERE, M. JOLIVET, Mme LEVRY-GERARD (à partir de 18h25),
M. MENGUY, Mme POSTIC (à partir de 19h00), M. FONTAINE, Mme LE MEUR (Annaïg) (jusqu'à 23h35), M. GUEGUEN (à partir de 19h00), Mmes LEDUCQ, LE BORGNE,
M. PLATEL, Mme PLOUHINEC, M. L'HER, Mmes FLOCHLAY, LE STER, conseillers communautaires.

ABSENTS AYANT DONNÉ POUVOIR :

M. BROUDEUR	à	M. JASSERAND
Mme LECERF-LIVET	à	M. JOLIVET
Mme LE MEUR (M.L.)	à	M. HERRY
Mme GEFFROY	à	M. LE JEUNE
M. GUEGUEN	à	M. HERRY (jusqu'à 19h00)
M. LE GRAND	à	M. MESSAGER
M. PERINAUD	à	Mme LEDUCQ
Mme DAO	à	M. FEREC
Mme PHILIPPE (Annick)	à	M. LEROY

***

Mme PHILIPPE a été élue Secrétaire de Séance

Propos liminaires

Mme Assih : *« Mesdames, messieurs, il y a un mois nous étions rassemblés à la halle des sports de Penhars. Ce soir, pour plusieurs élus, c'est le retour dans la salle du conseil d'agglomération. Pour plusieurs élus, ce sera même le premier conseil dans ce lieu. Il était important de nous retrouver dans une salle plus conviviale, petit format presque. Cela était attendu de tous.*

Avant d'évoquer le travail de notre conseil, quelques mots sur le scrutin présidentiel qui vient de s'achever : le premier mot est un mot de remerciement à tous les citoyens bénévoles, aux agents de nos mairies qui ont œuvré pour faire vivre ce moment démocratique et républicain. Je souhaite également apporter tout mon soutien à notre collègue députée qui a vu sa permanence parlementaire taguée dimanche soir dernier : ces méthodes ne sont pas dignes du débat démocratique. Ils sont à dénoncer et à punir. Je souligne qu'en Cornouaille, comme en Bretagne, les voix se sont portées massivement vers le candidat républicain Emmanuel Macron. Je lui adresse mes félicitations. Le refus de l'extrême droite caractérise la Bretagne, même si nous observons une montée du vote en faveur de la candidate de l'extrême droite. Si, d'un côté, nous pouvons noter dans notre région la force de la persistance des liens sociaux, l'importance du service public de proximité, la densité du tissu associatif ainsi que le dynamisme du monde de l'entreprise et de l'emploi, il est essentiel d'œuvrer, au quotidien, dans la lutte contre les inégalités afin de contrer le sentiment d'un déclassement social qui s'est installé chez une partie des citoyens. Il convient d'en prendre acte. Les collectivités locales et les élus ont bien pour rôle d'apporter des réponses concrètes aux besoins des habitants dans leur vie quotidienne, tout en agissant sur les défis communs qui se posent à notre communauté d'agglomération. C'est le sens du projet communautaire, proposé ce soir et que notre collègue Didier Leroy présentera. Ce projet s'est construit dans un contexte particulier : en toile de fond, il y a d'abord l'urgence d'engager les transitions écologiques et énergétiques ; plus proche de nous, la sortie de la période « covid » et ses conséquences. C'est un projet ambitieux et réaliste qui donne un cap et nous engage pour l'avenir, au-delà de la durée du mandat. Il fixe les possibilités d'intervention en faveur de notre territoire, dans tous les champs où il est possible de peser et de porter la voix des habitants. Je pense, par exemple, aux questions d'accessibilité de la pointe bretonne mais aussi à la défense de nos structures hospitalières. C'est enfin un projet réaliste car il intègre la nécessité de penser cette novelle attractivité en intégrant l'impératif écologique. Il s'impose à nous et explique la volonté de renforcer notre action en faveur des transitions. Nous entrons en effet dans une période où le modèle des métropoles va se trouver concurrencé par l'attractivité renforcée d'agglomérations de taille moyenne. Nous en avons tous les atouts et c'est ce que met en avant notre projet communautaire. Pour autant, nous ne devons pas oublier que la situation nationale ou internationale nous impacte également. Elle touche d'abord les ménages et leur pouvoir d'achat. Elle touche également les collectivités qui devront s'adapter, notamment du fait de l'augmentation actuelle des prix. S'il nous faut être prudents quant aux dépenses, il nous faut aussi monter en puissance en ingénierie financière afin d'optimiser nos ressources et nos recettes. Ces éléments font que ce projet sera nécessairement adaptable et évolutif au fil des ans.

Plusieurs rapports inscrits à l'ordre du jour du présent conseil déclinent les engagements du projet communautaire. Dans le domaine de la transition écologique, nous examinerons ainsi le projet de refonte de la politique de gestion et de collecte des déchets. Le travail mené propose de faire un saut qualitatif pour répondre à un objectif : celui de réduire les quantités de déchets produits, de renforcer leur valorisation et d'accompagner les habitants dans leurs changements

de pratiques. Ce soir également sera proposé au vote le projet de médiathèque du pays Glazik. Cet équipement, au service des habitants de plusieurs communes, vient illustrer l'attachement de notre communauté d'agglomération à mailler le territoire de services de proximité. Enfin, plusieurs rapports viennent également traduire le second axe de notre projet, celui qui vise à construire et accompagner l'attractivité de notre territoire. Cela passe par le renforcement de la capacité d'accueil des entreprises sur le bassin de vie. C'est, par exemple, l'objet du rapport relatif à l'extension de la zone de Kerourvois ou encore du bordereau n°7 qui mêle les enjeux d'aménagement tertiaire, d'équipements structurants et du développement du logement dans les secteurs de l'Eau Blanche, de l'avenue de la Libération et de l'Hipprodrome.

Avant de laisser la parole à notre collègue Didier Leroy, je vous précise que les rapports n°2, n°3 et n°4, concernant l'ajustement de la gouvernance, sont reportés au conseil du mois de juin, afin de proposer au vote un portage politique global de l'ensemble du projet communautaire. Je vous remercie de votre attention et je passe donc la parole à Didier Leroy. »

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Didier LEROY

N° 1

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Adoption du projet de territoire de Quimper Bretagne Occidentale

Les élus de la communauté d'agglomération ont souhaité se doter d'un nouveau projet de territoire. Issu d'un travail collectif ayant débuté au printemps 2021, ce projet est soumis à la délibération et au vote du conseil communautaire.

1/ QBO, Horizon 2030 :

Notre projet de territoire reflète l'ambition politique de Quimper Bretagne Occidentale pour son développement.

C'est un document majeur qui décline les ambitions collectives structurantes de la collectivité pour la décennie.

Le projet de territoire présente une vision forte, fixe un cap et inspire l'ensemble des politiques publiques de la communauté d'agglomération.

C'est une feuille de route qui vit, qui sait s'adapter. Les priorités à mettre en œuvre et les actions opérationnelles énoncées peuvent ainsi évoluer en fonction du contexte, des expérimentations ou autres innovations. Il est surtout le garant de la cohérence et du respect des engagements portés par les élus communautaires.

Car QBO est avant tout une intercommunalité de projets communs, de développement local et d'aménagement harmonieux au bénéfice des 14 communs membres.

Les principes de subsidiarité et de solidarité sont les fondamentaux de cette construction collective.

A ce titre, le rôle des communes est fondamental. Elles assurent le lien indispensable dans la relation avec le citoyen.

C’est pourquoi le projet de territoire porte une attention particulière à ce que, dans le creuset communautaire, chaque commune reste forte et vivante.

De même la recherche du consensus, règle de fonctionnement de nos instances de décisions, renforce la confiance naturelle entre les membres.

La spécificité unique de chaque bassin de vie est reconnue, la déclinaison des politiques transversales peut y être ainsi différenciée.

Cette ambition politique collective majeure portée par le projet de territoire, partagée par les élus municipaux de Quimper Bretagne Occidentale, est porteuse d’une vision ambitieuse et durable au service des habitants et de toutes les forces vives qui font la force et la renommée de notre territoire.

2/ Les forces et atouts de notre territoire :

Pour regarder vers l’avenir, notre Agglomération peut s’appuyer sur le caractère des femmes et des hommes qui y habitent et sur les valeurs partagées incarnant les lignes de force de notre territoire.

La solidarité : le partage, la force des réseaux professionnels et personnels, l’échange, l’entraide et l’acceptation de l’autre, la mutualisation, le soutien, l’engagement et l’implication dans la vie locale / associative / économique. Des relations de confiance, solides, loyales.

La coopération / le collectif : la Cornouaille, l’ouest breton, la Bretagne. Une habitude de travail collectif, entre les territoires, entre les entreprises locales, entre les collectivités.

La transmission : des traditions revisitées, des marqueurs du patrimoine, des savoir-faire, des entreprises familiales / emblématiques, de l’histoire, mais aussi des paysages naturels avec la volonté de transmettre aux générations futures un environnement préservé.

L’exigence, la qualité, l’excellence de nos spécialités, de nos produits, de nos filières pourvoyeuses d’emplois. L’engagement aussi, dans le travail, la persévérance, la ténacité.

La créativité et l’innovation : un cadre de vie et de travail source d’inspiration pour la créativité artistique, culturelle, entrepreneuriale, sociale …

La quête d’une meilleure qualité de vie guide de nouveaux comportements, projets de vie, une nouvelle mobilité résidentielle. Quimper et son agglomération, et plus largement les villes moyennes, peuvent être les grands gagnants de cette nouvelle donne.

Une identité culturelle et industrielle, locomotive de la Cornouaille.

L’agglomération de Quimper est un territoire qui cultive ses particularités. Concentré d’une culture bretonne vivante, le territoire porte une identité locale forte et préservée qui s’incarne dans les mots et la vivacité de la langue bretonne, dans les projets artistiques et

culturels, dans le potentiel d'innovation et dans l'état d'esprit des entrepreneurs du territoire… Ces marqueurs forts du territoire appuient sa notoriété et nourrissent les entrepreneurs, artisans, acteurs locaux, les savoir-faire et compétences, les événements, … d'une teinte particulière.

Pôle économique majeur, le territoire de Quimper Bretagne Occidentale est pourvoyeur d'emplois et rayonne sur la Cornouaille. Une économie dynamique qui le positionne solidement sur l'échiquier régional pour jouer sa partition dans l'avenir de la région. L'excellence des filières de l'aliment est à accompagner pour nous permettre de se positionner comme leader sur l'alimentation et le bien-manger. De nouvelles filières se structurent, les acteurs de l'innovation sont en place, de nouvelles pépites émergent : QBO doit notamment s'affirmer comme un territoire pilote dans le domaine de l'innovation et des transitions énergétiques.

Territoire d'équilibre

QBO et les 14 communes qui la composent forment un véritable territoire d'équilibre. Un équilibre fécond entre espaces urbains et ruraux pour les 100 000 habitants afin de s'épanouir, grandir, entreprendre. Un équilibre où chacune des 14 communes propose des espaces de vie différents entre villes, villages, et campagne. Un équilibre construit autour de valeurs de solidarité qui guident le développement et l'aménagement du territoire, autour des enjeux liés au logement, aux équipements de proximité, aux mobilités …

Un moteur pour la Cornouaille

Quimper Bretagne Occidentale doit prendre toute sa place au sein de la Cornouaille, espace de coopération privilégié entre les 7 communautés qui composent ce territoire de projets. Quimper est la capitale de la Cornouaille et doit être le moteur de ce territoire mosaïque. Une Cornouaille où chaque ville et village contribue au développement global dans une logique de complémentarités « gagnant-gagnant ». Une Cornouaille où les entreprises, les projets, les hommes et les femmes circulent, collaborent en faisant finalement abstraction des frontières institutionnelles.

Cette logique de fonctionnement en réseau s'ouvre et se complète de relations et de complémentarités avec la métropole brestoise. Quimper et Brest doivent jouer le rôle de "locomotives" au service du développement de l'Ouest breton. L'agglomération de Quimper a également tout à gagner d'une coopération accrue avec les agglomérations de Lorient et Vannes qui constituent avec elle un axe stratégique, attractif et dynamique sur le littoral sud de la Bretagne.

Le projet de territoire affirme également une exigence d'accessibilité renforcée de l'ouest breton avec, toujours, l'objectif d'une liaison Quimper-Paris en 3 h à l'horizon 2035 ; et, à une échéance proche, une augmentation des liaisons journalières en 3h30.

« Faire de QBO un territoire d'excellence apportant à la Cornouaille et à l'Ouest Breton ses savoir-faire traditionnels, ses filières innovantes et la force de ses réseaux professionnels et personnels dans le cadre d'un développement économique à la fois volontaire et maîtrisé

visant une qualité de vie et de travail favorable au bien-être de ses habitants et à la créativité entrepreneuriale, artistique, et sociale.
Terre inspirante à l'environnement naturel préservé, à la culture et à l'identité fortes, QBO se fixe comme exigence de travailler sur les transitions énergétiques et industrielles participant à la transmission d'une richesse patrimoniale matérielle et immatérielle aux générations futures ».

3/Trois axes du projet de territoire :

-Agir en faveur des transitions

QBO doit être exemplaire pour apporter de véritables réponses face à la crise écologique et aux enjeux environnementaux, économiques et sociétaux actuels. Notre projet engage notre Agglomération à mettre en œuvre des solutions qui réduisent nos impacts : impact carbone des activités, impact sur les ressources pour préserver le patrimoine naturel de ce territoire, impact des matières qui peuvent être réemployées… Le territoire entend ainsi anticiper ce mouvement, déjà largement engagé par des acteurs du territoire.

- Une recherche d'équilibre entre attractivité et hospitalité

Le contexte actuel rebat aussi les cartes de l'attractivité. Les opportunités pour accélérer notre attractivité sont là! Le territoire a une véritable carte à jouer en s'appuyant sur la richesse des métiers qui s'y exercent, mais aussi sur les conditions d'hospitalité et de cadre de vie. Nous devrons impérativement trouver l'équilibre entre développement de l'attractivité de QBO et la nécessité de répondre aux enjeux socio-environnementaux d'aujourd'hui. Le projet de territoire conjugue ainsi les enjeux de cohésion et de solidarité, de développement économique et de préservation de notre cadre de vie. Ce cadre de vie qui fait notre force et participe fortement de cette nouvelle attractivité.

-Solidarité et proximité : des réponses aux besoins des habitants de notre territoire

Répondre aux besoins des habitants à tous les âges de la vie : c'est aussi le rôle de notre collectivité. Cela se traduit par une attention continue à la question de l'accès à la santé pour tous et au maintien de la qualité des services aux publics. Des services accessibles qui doivent être au plus proches des véritables besoins, présents sur l'ensemble de nos communes.

Accueil du jeune enfant, accompagnement des personnes en situations de fragilité, accompagnement au bien-vieillir et lutte contre toutes les formes de discriminations..., ce sont autant de défis qu'il nous faut relever collectivement pour permettre à chacun de trouver sa place sur notre territoire.

4/ Un cadre de travail commun pour des défis partagés

Dans le respect de la vision posée pour le territoire, la déclinaison des axes dresse une véritable feuille de route, des objectifs opérationnels et des actions à mener pour les prochaines années.

Il s'agit d'un programme ambitieux pour un territoire. Il peut parfois dépasser le cadre des compétences d'une communauté d'agglomération.

Le rayonnement culturel, le sport de haut niveau, l'aménagement du territoire avec la mise en œuvre d'un éventuel Plan local d'urbanisme intercommunal (PLU-i)...sont autant de thématiques qu'il nous faut travailler durant le mandat en misant sur les trois principes : la subsidiarité, la solidarité et le respect.

Subsidiarité par des politiques publiques construites et portées au niveau le plus pertinent en tenant compte des réalités de vie des habitants.

Solidarité entre les communes par une ingénierie communautaire renforcée et la poursuite des démarches de mutualisation. Elles pourront prendre la forme d'un schéma communautaire de mutualisation mais également de liens entre communes, de démarches souples et ouvertes de mises en commun d'outils, d'équipements, d'ingénierie, dans la tradition de partage qui caractérise notre Agglomération.

Le respect du rôle de chacun, entre les communes, porte d'entrée des politiques publiques du territoire pour les habitants et une Agglomération d'abord au service des habitants, du territoire et des communes qui la composent.

Le projet de territoire s'inscrit aussi dans une logique de bassin de vie et de communauté de destins au travers les ambitions déjà affirmées et construites avec les autres territoires de Cornouaille. Le Contrat de relance et de transition écologique signé avec l'État en 2021 à cette échelle en est la traduction concrète. QBO souhaite y prendre toute sa place pour porter cette dynamique aux côtés des autres communautés.

Le projet nous positionne clairement en partenaire des autres acteurs publics en proposant d'agir en complémentarité sur certaines thématiques de compétence régionale ou départementale.

Il nous donne enfin un rôle de fédérateur pour impulser ou accompagner les acteurs de terrain et associatifs dans leurs projets lorsqu'ils rencontrent les objectifs de notre Agglomération.

C'est en se positionnant à ces différents niveaux d'intervention que ce projet pourra déployer toute sa force et toute son ambition.

Enfin pour son déploiement, il s'attachera à respecter les règles de fonctionnement arrêtées dans le Pacte de gouvernance. Celui-ci décrit la manière et les méthodes selon lesquelles les communes et l'EPCI travaillent ensemble et la façon dont les élus municipaux et communautaires sont associés à la mise en œuvre des politiques publiques développées par QBO.

La déclinaison opérationnelle du projet de territoire s'appuie sur l'organisation des services ainsi que sur les outils de programmation à disposition de la communauté d'agglomération.

Les programmations pluriannuelles, en fonctionnement et en investissement, permettent, en lien avec la stratégie financière et les capacités de la communauté d'agglomération, de prévoir et financer les actions, projets et investissements de la feuille de route politique fixée.

Révisées annuellement, ces programmations prennent en compte également le pacte fiscal et financier, par les mesures de solidarité territoriale qu'il a pu organiser sur son premier volet et la fixation de la trajectoire financière de l'agglomération qu'il propose.

Ces instruments sont au service du projet de territoire et des communes, par la lisibilité et la prévisibilité qu'ils donnent aux acteurs du territoire.

Tout en répondant à ces enjeux de développement et de création de valeur sur le territoire, Quimper Bretagne Occidentale se doit d'être un territoire hospitalier, qui prend soin des hommes et des femmes qui vivent ici. L'objectif est non seulement de maintenir les forces vives, mais aussi plus globalement de renforcer la qualité de la vie pour les habitants du territoire, la cohésion qui s'y opère, et les solidarités mises en œuvre pour toutes et tous.

Ce projet de territoire, comme cela a déjà été indiqué, n'est pas un catalogue de mesures mais une feuille de route à décliner et mettre en œuvre dans les mois et années à venir.

L'animation de ce projet communautaire est d'ailleurs au cœur de la démarche pour permettre que la feuille de route vive et se déploie sur le territoire.

****

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés, d'adopter le projet de territoire de Quimper Bretagne Occidentale et de mettre en œuvre les objectifs qu'il propose.

Débats sur le dossier n°1 :

M. Leroy : *« En préambule, un petit mot sur la méthode : nous avons été accompagnés sur ce projet par les cabinets « Inkipit » et « Déclic ». Ces derniers ont constitué des groupes de travail qui ont associé les élus, les services de la communauté d'agglomération, les habitants volontaires pour participer à ce travail. En complément, on a constitué un comité de pilotage qui a réalisé la version finale du document que vous avez sous les yeux. Ce document est composé de deux parties :la première décrit l'esprit et le contenu de ce projet de territoire. Nous avons passé beaucoup de temps à rédiger ce propos introductif ; nous avons débattu parfois longuement et âprement pour le choix d'un mot, d'un verbe, d'une phrase, avant de valider cette version finale… A un moment donné, il faut bien s'arrêter. De l'importance de la sémantique ; pour s'accorder sur les idées, il faut déjà s'entendre sur les mots. La seconde partie décrit le contenu du projet : elle aborde de manière exhaustive l'ensemble des compétences et des objectifs de notre communauté. Nous savons que nous devrons faire preuve d'adaptabilité, au gré des circonstances et des aléas. Qui aurait prévu, il y a quelques mois, le Covid ou la guerre en Ukraine et leurs conséquences pour notre société ? Cette feuille de route décrit nos objectifs qui se veulent ambitieux, atteignables et, bien-sûr, vérifiables.*

Plutôt que de vous imposer la lecture complète du document que vous avez sous les yeux, nous allons vous présenter un document de synthèse et je laisserai ensuite mes collègues vice-présidents ou ceux qui le souhaitent compléter le propos. Nous sommes sur un projet, à horizon 2030 - peut-être même au-delà, qui présente la vision et fixe le cap des politiques publiques, les priorités à décliner, à adapter en fonction de l'évolution du contexte et des besoins. Il s'appuie sur les principes de subsidiarité, de solidarité. Le rôle de la commune est fondamental pour son déploiement, la commune étant la « porte d'entrée » pour les citoyens, les habitants. Ce projet de territoire fera l'objet d'une déclinaison des objectifs tous les ans et sera évalué. Je crois qu'il est fondamental de s'arrêter régulièrement afin de voir de quelle manière on a avancé et si les projets avancent au rythme que l'on s'est imposé. Les valeurs d'un territoire, les objectifs d'un projet, la solidarité, la coopération, la transmission, l'exigence, la qualité, l'excellence, la créativité et l'innovation sont les valeurs qui guident la construction de ce projet de territoire. Une identité culturelle et industrielle, au cœur des dynamiques de la Cornouaille, à valoriser et renforcer. Un territoire qui se veut exemplaire sur les transitions écologiques et énergétiques. Un territoire qui veut poursuivre son attractivité tout en la maîtrisant. Un territoire qui souhaite renforcer la cohésion et les solidarités.

Vous avez pu voir que le projet est constitué de trois axes principaux. L'axe 1 concerne l'action pour les transitions environnementales et énergétiques :

> *- Un premier sujet concerne la gestion de l'eau, pour maintenir et renforcer la qualité de l'eau. Il s'agit de préserver cette ressource tout en travaillant sur les risques d'inondations.*
>
> *- Il s'agit également d'assurer une gestion des déchets pour en produire la plus petite quantité et les valoriser au mieux. Comme Daniel Le Bigot le répète régulièrement : « le meilleur déchet est celui qu'on ne produit pas » !*
>
> *- Il s'agit encore de promouvoir l'intégration de l'économie circulaire dans les programmes de la communauté d'agglomération, de concourir à la transition*

énergétique tant par la réduction des consommations que par le développement d'une production locale d'énergies renouvelables.

- Toujours dans le même axe : agir sur les mobilités bas carbone en favorisant les infrastructures et les pratiques pour toutes et tous ainsi que leur accès.

- Développer l'offre d'habitat en assurant la sobriété foncière, en densifiant les zones d'habitat et en poursuivant la lutte contre la vacance. Vous voyez que, dans plusieurs domaines, les objectifs peuvent paraître contradictoires : ici, développer l'habitat et, en même temps, être économe en consommation de terres agricoles. Il y a là une équation à résoudre sur laquelle il faudra qu'on soit bons !

- Préserver la biodiversité ensuite, la favoriser par un renforcement de la connaissance et des actions de protection.

- Développer une alimentation durable et de proximité, en s'appuyant sur le projet alimentaire de territoire, nos filières d'excellence et en soutenant l'agriculture locale et responsable.

Je vais passer à l'axe 2 qui a pour objectif de maintenir une dynamique pour une attractivité maîtrisée. Voilà un mot sur lequel on a beaucoup débattu : « maîtrisée », « raisonnée »… On aura peut-être l'occasion d'y revenir. Axe 2 donc :

- Assurer l'attractivité économique en concentrant l'appui aux secteurs définis prioritairement, minimiser la consommation d'espace – on y revient -, dans un climat de confiance propice au développement des entreprises.

- Assurer l'attractivité du territoire par le développement des filières d'excellence.

- Développer l'emploi, la formation et l'insertion.

- Développer l'offre d'habitat, diversifier et rendre l'offre de logements, fédérer les acteurs, créer une maison de l'habitant.

- Valoriser le territoire et ses atouts autour des actions en matière de tourisme, notamment professionnel ; promouvoir le tourisme durable. Faire rayonner le territoire, notamment par l'événementiel.

Notre objectif est de continuer à maintenir une certaine dynamique, en termes d'attractivité, tout en préservant la qualité de vie des habitants. Là aussi, les enjeux peuvent être un peu contradictoires mais « préserver la qualité de vie des habitants » est une notion à laquelle nous tenons beaucoup. Je poursuis :

- Affirmer des politiques à l'égard de la jeunesse, pour l'accès aux droits, à l'information et l'insertion professionnelle. C'est un sujet qui me concerne un peu plus, ainsi que David Le Goff, puisque nous travaillons, vous le savez, sur la création d'une maison de la jeunesse.

- Développer l'accessibilité numérique pour les professionnels et les ménages. Soutenir les acteurs locaux du numérique. Lutter contre la fracture numérique.

- Renforcer l'accessibilité du territoire.

-Promouvoir le breton et développer le bilinguisme français/breton.

L'axe 3 est relatif au renforcement de la cohésion et des solidarités :

- Agir pour préserver la qualité des services au public de proximité.

- Assurer un parcours de santé répondant aux besoins des habitants.

- Favoriser le maintien et l'accès au logement des personnes en situation de fragilité.

- Accompagner le bien-vieillir.

- Développer la politique d'inclusion.

- Proposer une offre d'accueil adaptée aux besoins des habitants en matière de petite enfance. Là aussi, c'est un sujet qui me concerne plus directement avec un projet majeur qui concerne le déménagement de la structure de « l'arche de Noé ».
- Poursuivre l'amélioration de l'offre en matière de lecture publique, avec, ici, le projet de construction de la médiathèque du pays Glazik et de Quéménéven.

- Mettre en œuvre le schéma directeur des piscines.

- Améliorer l'accueil des habitants, la diffusion de l'information et la participation à la vie démocratique, en s'appuyant tant sur les communes que sur les actions de participation citoyenne.

- Assurer et approfondir la solidarité entre Quimper Bretagne Occidentale et ses communes membres.

- Agir pour l'égalité entre les femmes et les hommes et lutter contre les discriminations.

Voilà une petite synthèse du document que vous avez sous les yeux et qui est, lui, beaucoup plus complet. Je propose à mes collègues vice-présidents de compléter mon propos. En conclusion, je m'adresse à mes collègues élus et aux services de l'agglomération sans lesquels rien ne sera possible. C'est maintenant que le plus dur commence. Nous avons écrit ce que nous voulons faire. Maintenant, il va falloir faire ce que nous avons écrit… C'est devant le mur que l'on juge le maçon. Alors, rendez-vous dans quatre ans pour le bilan de notre action ! »

Mme Assih : *« Merci Didier, sachant cependant que « le maçon » a commencé son ouvrage… On a initié des projets dès le début du mandat et ils sont évidemment intégrés à ce projet communautaire. »*

M. Menguy *: « C'est un projet de territoire intéressant et, finalement, assez consensuel, que vous nous présentez et qui a été travaillé par tous. Merci Didier pour cette présentation succincte. QBO a beaucoup d'atouts pour réussir un développement de qualité et pour assurer*

sa prospérité. Que l'on soit dans une commune rurale ou dans le centre de Quimper, je pense qu'on en a tous conscience. On a encore plus d'atouts ces dernières années qu'il y a dix ans : on a un avantage géographique incontestable, une qualité environnementale importante, une vitalité économique et un tissu culturel, sportif et associatif. Le territoire est confronté à des défis, vous l'avez évoqué, qui sont aussi, aujourd'hui, beaucoup plus important qu'il y a encore quelques années : la disponibilité du foncier, par exemple, pour le logement, pour accueillir des entreprises et donc pour l'emploi, est un défi. La pression importante sur ce foncier et sur l'immobilier pose, très concrètement, des difficultés aux habitants, pas seulement à Quimper d'ailleurs. C'est une nouveauté.
Ce n'est pas du tout évoqué dans le document (et je le comprends, car il faut faire preuve de « diplomatie » dans ce travail) mais la concurrence entre les territoires existe : nous avons tout de même une métropole assez gloutonne dans le Finistère, qui veut aspirer des fonctions de notre ville-préfecture. Je pense qu'il ne faut pas sous-estimer ce risque-là et qu'il faut se mettre un peu en « mode combat » pour défendre les intérêts de nos territoires et de nos habitants. Un quatrième enjeu est évoqué mais il est, à mon avis, un peu survolé : vous avez parlé d'accessibilité et le sujet du maintien des équipements et des infrastructures est essentiel, évidemment, à l'attractivité. Il y a une menace très actuelle sur une des infrastructures majeures de notre territoire : c'est, bien-sûr, la menace sur l'aéroport de Pluguffan et la liaison Quimper-Paris. Je trouve que c'est une question à laquelle le projet de territoire ne répond pas. Il y a un objectif opérationnel qui est assez « soft » : il évoque l'évaluation de l'OSP en cours, le travail avec les partenaires et une étude sur le potentiel de diversification du site aéroportuaire. Aujourd'hui, le site est clairement menacé. Il est d'autant plus menacé, je trouve, que le président de la Région, dans des propos de ce début d'année (le 18 février), a laissé entendre que, de toute façon, après 2023, il faudrait trouver une nouvelle solution, que l'OSP n'était plus une solution de son point de vue, en parlant même de « réflexion sur des activités décarbonnées ». La menace est donc lourde. Elle vient directement de la Région. Je pense que vous avez quelque proximité avec ce président de Région. Vous allez peut-être pouvoir nous rassurer sur les propos de Loïg Chesnais-Girard mais je pense que, au-delà de la dimension très consensuelle de ce projet de territoire, il y a quand même des questions majeures qu'il faut aborder. Il y a une délibération sur le financement de l'OSP qui doit être votée un peu plus tard dans ce conseil. Il est tout de même étrange qu'une telle collectivité territoriale réclame le co-financement de cette OSP, quelques années après son début. Il n'empêche que ce n'est pas la question fondamentale : il faut payer évidemment ; c'est un engagement initial des collectivités territoriales. Il faut payer l'OSP pour ce qu'elle est aujourd'hui. Mais la fin de l'OSP arrivera vite et les menaces sont très prégnantes. »

Mme Assih : *« Je retiens deux points dans votre intervention. D'abord, celui du risque lié à la concurrence entre les territoires. Je rappelle tout de même qu'il s'agit d'un projet de territoire qui a été co-construit par tous les élus qui voulaient bien participer, y compris par vous. On parle tout de même beaucoup de coopération et il y a du travail à mener, notamment à l'échelle de la Cornouaille et avec la métropole brestoise. Il y a encore une coopération qu'il convient d'initier avec les villes et agglomérations de Lorient et de Vannes. On a des choses à construire ensemble. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de concurrence. Nous ne sommes pas naïfs. Il me semble que c'est par ce travail partenarial qu'on arrivera à avancer et à faire valoir notre territoire, d'une manière renforcée. Maintenant, c'est facile de le dire. C'est autre chose de le mettre en œuvre. Je puis vous assurer que nous sommes au travail sur beaucoup de politiques : aménagement, politiques de l'eau et bien d'autres sujets qui sont travaillés au travers de l'Entente avec Brest. Je pense qu'il faut d'abord renforcer les partenariats afin de d'éviter d'être lésés sur certains choix d'implantation ou en ce qui concerne le maintien de centres de décision au niveau de la ville-préfecture.*

Concernant l'infrastructure aéroportuaire de Pluguffan, j'ai déjà répondu à Ludovic Jolivet (je crois que c'était en conseil municipal) que je ne répondrai pas à la place de Loïg Chesnais-Girard, le président de la Région Bretagne ! Il est vrai que nous sommes proches, pour autant l'un n'est pas l'autre. Mais nous aurons l'occasion de parler plus amplement de ce sujet lors du rapport qui concerne la convention de financement de l'OSP. Je ne comprends pas trop votre sous-entendu sur le fait que l'on va payer maintenant : il se trouve que des collectivités se sont désengagées et, par conséquent, il faut délibérer à nouveau. Tout simplement. Toujours est-il que QBO est présente et sera présente pour défendre la ligne aérienne et l'aéroport de Pluguffan. Nous en reparlerons tout à l'heure. J'étais, ce matin, en visioconférence avec le vice-président en charge des mobilités de la Région et j'aurais d'autres éléments sur lesquels échanger. Y a-t-il d'autres demandes d'intervention concernant le projet communautaire ? »

M. Créquer : *« Comme l'indiquait Didier Leroy - qui travaille sur les mêmes enjeux démocratiques que moi au niveau de la commune de Quimper -, le travail va commencer pour que ce projet de territoire soit connu et compris des habitants. Il y a un vrai enjeu, pour nous, à faire connaître les compétences, la route à suivre, les enjeux, auprès des habitants mais également des conseils municipaux. Par la suite, il faudra garder cela à l'esprit : faire comprendre et expliquer vers quoi on souhaite se diriger, ce qui permettra aux citoyens de voir si on applique notre projet, de l'évaluer. Tout le travail va consister à se donner des rendez-vous réguliers avec la population pour présenter ce travail qui, j'en suis sûr, ne restera pas au stade d'une présentation, comme ce soir, mais va se décliner très concrètement et touchera le quotidien des habitants sur les grands enjeux de la mobilité, des déchets, de l'égalité femmes-hommes, de la transition écologique… Tout cela va les concerner mais ils ne savent pas forcément qui est « à la manœuvre » (la ville ou l'agglomération) et comment on souhaite le décliner dans les années à venir. »*

Mme Assih : *« Il est important de pouvoir continuer à proposer ces dispositifs de participation citoyenne à la construction des politiques publiques. Nous avons actuellement des politiques qui sont concernées comme, notamment, les mobilités. Il est également prévu d'aller dans les communes pour présenter le projet communautaire. Il y aura des temps forts au niveau des communes de l'agglomération. »*

M. Gramoullé : *« Un projet communautaire est extrêmement important pour le territoire et il importe d'en échanger et d'en débattre. Il faut noter l'importance des trois orientations-clés et il est vrai qu'il faudra, aujourd'hui, maîtriser une attractivité, sur toute la façade atlantique, qui n'existait pas – du moins à ce point-là – il y a dix ans. Il y a là un changement essentiel qu'il faut prendre en compte. Tout le contexte actuel, dans toutes ses dimensions, montre bien que ces trois dimensions sont essentielles. Cela sera évidemment complété par des programmes d'actions.*
Je pense que nous voyons aussi apparaître dans ce document les grands projets du futur mandat : la grande salle, la transition énergétique, toute une autre vision du quartier de la gare et de l'Hippodrome, le projet de Kerjaouen à dominante industrielle intégrant la transition écologique, la recherche et l'innovation… On voit également que la question du logement et du foncier va se poser de manière de plus en plus importante. Comment notre jeunesse va-t-elle pouvoir se loger dans les années à venir ? Il faudra là proposer des réponses nouvelles, à différentes échelles qui devront s'emboîter : nationale, régionale, départementale et locale. Il faudra inventer des stratégies. Sinon, on se retrouvera sur des impasses. Or, le sujet est trop important pour cela. Il devient stratégique.
Dans ce projet, il faudra aussi œuvrer au plus proche des habitants, avoir cette préoccupation en permanence. Il y a une articulation à affirmer entre QBO et les communes. Il s'agit d'être

dans une forme de continuité et, en même temps, d'inventer un chemin nouveau. Il ne faut pas dire que nous sommes « condamnés » à inventer. C'est au contraire une chance !
Sur l'aéroport, c'est vrai que c'est un véritable enjeu et qu'il faut se battre. Nous le ferons tous ensemble, avec détermination. Parallèlement, il ne faut pas réduire le projet communautaire à cette dimension-là. C'est un aspect parmi plein d'autres. Et, à terme, l'un de enjeux d'avenir - lorsqu'on arrivera à une République moins jacobine, à une République des territoires, peut-être à une République fédérale –, qu'il s'agit de penser ou d'envisager dès maintenant, c'est une forme d'autonomie dans la manière dont les territoires sont gérés. Pour le moment, le lien est obligatoire avec Paris. Il le sera encore pendant un temps et il ne disparaîtra pas complètement mais, d'une part, il faut penser à créer de l'autonomie sur le territoire et, d'autre part, à s'ouvrir très largement : s'ouvrir, cela signifie s'ouvrir à toute la Bretagne, à toutes les autres communautés du sud et du nord de la Bretagne, mais aussi à l'hexagone, à l'Europe et au monde. C'est cela notre ambition et notre avenir. C'est une autre approche. Il faut commencer à percevoir le développement différemment.
Il est important de souligner que ce projet n'est pas qu'un document, surtout pas un document qu'on range dans le tiroir et qu'on oublie. C'est un processus qui doit être vivant. On évalue, on voit ce qui marche, ce qui ne marche pas, on l'améliore régulièrement. S'il est vivant, il doit évoluer au fur et à mesure du mandat.
Pour terminer – ce qui pourra sembler un détail à certains mais qui ne l'est pas -, tout ne peut pas être dans un projet, tout ne peut pas être décliné. Il y a un élément qui me tient à cœur : au-delà des fonctions directes et quotidiennes des médiathèques et du réseau de lecture publique – et qui sont très bien faites -, je souhaiterais qu'on lance un nouvel événement – et que ce soit un engagement du projet communautaire - autour de la lecture et de l'écriture. On avait connu, il y a quelques années, « l'Odyssée des mots » qui s'est arrêtée. C'était une belle expérience. Cet événement permettrait à tous les publics, en particuliers aux publics qui sont loin de l'écriture et de la lecture, de s'investir, avec résidences d'écrivains, en associant les centres d'apprentis, les écoles, les classes… Je pense que ce serait une bonne chose que notre communauté s'engage dans ce chemin. Je signale que, depuis une dizaine d'années, la ville de Quimper a émis 40 000 euros pour un projet d'événementiel. Ces 40 000 euros sont toujours dans le budget du réseau de lecture publique. Cela fait déjà une base de départ. Au cœur de notre projet, il y a évidemment la population de notre territoire mais surtout la jeunesse et les générations futures et cet événement autour de l'écrit pourrait être essentiel. »

M. Férec : *« Je tiens tout d'abord à remercier les personnes ayant participé à ce travail long, intense et passionnant, en particulier Didier Leroy qui a mené cela de main de maître ainsi que tous les collègues et les services qui ont contribué à la rédaction de ce document. Cela a été dit : c'est une matrice, c'est la volonté commune sur laquelle on veut s'engager pour les années qui viennent.*
Avant de revenir plus spécifiquement sur les transitions énergétiques, je tenais aussi à rajouter un point qui me paraît extrêmement important : celui de la place des communes au sein de l'agglomération. Il faut bien démontrer que ce projet de territoire est fait par les communes et pour les communes, au sein d'une communauté qui est là pour les faire travailler ensemble. C'est bien de le rappeler, c'est bien de l'avoir écrit. Cela fait partie du prologue du projet communautaire et c'est excessivement important.
Plus spécifiquement donc, un des objectifs, qui est très ambitieux – et la géopolitique nous le rappelle malheureusement avec une accointance particulière -, c'est la transition énergétique. Il faut avoir l'honnêteté intellectuelle de dire que les travaux avaient été engagés sous la précédente mandature. Nous sommes donc dans la continuité mais avec un « coup de collier » supplémentaire sur différents aspects : la réhabilitation des bâtiments par exemple. Si je reprends l'expression de Daniel Le Bigot par rapport aux déchets, je pourrais dire que « la

meilleure énergie, c'est celle qu'on ne consomme pas ». Tout un travail est aujourd'hui engagé sur les bâtiments communautaires et ceux des différentes collectivités. On doit vraiment impulser en ce domaine. Pour être très terre-à-terre, lorsqu'on voit l'explosion du coût des fluides dans les bâtiments communaux ou intercommunaux, il faut impérativement et massivement s'engager dans cette voie-là.
En ce qui concerne le développement des énergies renouvelables sur le territoire, on a tendance à considérer que, potentiellement, les énergies renouvelables ne sont pas efficaces. Loin de là : le cadastre solaire a permis de démontrer que l'équipement des toitures de l'agglomération permettait à lui seul de produire la totalité de l'énergie électrique consommée. Des projets sont également engagés – dont les prémices datent de plusieurs années – pour la création d'un « réseau bois » afin alimenter notamment la piscine de Kerlan Vian. Nous sommes également en train de réfléchir, avec la Région Bretagne, à l'alimentation des lycées présents sur la zone. On travaille aussi avec les promoteurs et les bailleurs sociaux. Je pense qu'on ne pourra pas réaliser cette révolution énergétique sans travailler avec les habitants. Je prends le projet éolien d'Edern qui, pour moi, est assez extraordinaire au sens littéral du terme : on a des agriculteurs qui montent un projet éolien. Ça ne suscite pas d'inquiétudes particulières parce que, justement, ils portent ce projet. Les collectivités l'accompagnent et le capital est ouvert aux citoyens. Cela veut dire que les habitants s'approprient cette question énergétique. On le fait aussi, madame la présidente, sur le potentiel solaire de Kerjéquel. L'association des habitants sur les questions de transition énergétique sera donc indispensable pour parvenir à nos ambitions. Mais je ne doute pas que nous allons réussir. »

M. Le Bigot : *« Le projet, tel qu'il a été présenté par Didier Leroy, nous convient. Je pense qu'il prend en compte l'essentiel des préoccupations de la population. Il est important qu'on puisse ainsi se poser et réfléchir à ces grands axes. C'est fondateur pour un territoire et cela correspond aux attentes des citoyens. Quelqu'un a dit tout à l'heure : « C'est au pied du mur qu'on voit le maçon ». Et, en effet, toute la difficulté sera de conjuguer nos différentes perspectives en terme de développement. Cela n'est pas un hasard s'il a été difficile de choisir certains mots parce que chacun d'entre nous a ses propres nuances ou points de vue. Je pense que nous aurons là un gros travail. Cependant, je suis confiant car, vu la manière dont les gens ont travaillé sur ce projet, ils devraient aussi être capables de le mettre en œuvre.*
En complément de ce que vient de dire Thomas Férec, je pointe le Projet d'Alimentation Territorial (PAT) qui est un élément structurant en terme d'alimentation. Cela peut paraître un détail ou un dispositif de plus, mais c'est plus que cela : il s'agit de rechercher la liaison entre les producteurs et les consommateurs, sur un territoire, c'est-à-dire aller au plus près. Cela peut concerner la mise à disposition de terrains pour que les gens puissent produire ; cela peut concerner la commande publique pour que les producteurs aient des débouchés locaux… Il y a un véritable travail à mener sur ce PAT. On a démarré et je pense qu'on va le mener avec beaucoup d'énergie.
En ce qui concerne l'économie circulaire, je pense qu'on se situe à un point de bascule aujourd'hui : jusqu'à présent, on a connu l'économie linéaire, c'est-à-dire qu'on puisait à la ressource, on la transformait et on la balançait… C'était comme ça l'économie linéaire sur laquelle s'est fondé notre développement. Aujourd'hui, on tend de plus en plus vers l'économie circulaire : on puise toujours dans la ressource (mais on essaie de le faire moins), on utilise des produits mais, une fois que ces derniers sont arrivés en fin de vie, ils deviennent de la matière première pour d'autres types de construction. L'économie circulaire se diffuse : par exemple, au niveau de la station d'épuration du Corniguel, on utilise un procédé chimique pour faire du gaz qu'on vient ensuite injecter dans le réseau. Autre exemple : faire en sorte que les cendres de l'usine d'incinération de Briec puissent être utilisées, non pas pour aller dans un centre d'enfouissement à Rennes, mais en tant que matière première pour faire des

soubassements de routes. Il y a plein de choses qui vont nous amener à mettre en œuvre cette économie circulaire qui est économe en matières. Cela ne veut pas dire qu'on va cesser de se développer. On va développer du « mieux vivre » et non du « consommer plus ». Je crois que c'est extrêmement important.
Dernier point : je sais que le sujet n'est pas simple (il viendra en son temps lorsque les uns et les autres seront prêts à y travailler) mais je pense qu'il faudra que l'on ait également un document de planification en matière d'urbanisme qui soit à l'échelle de notre territoire – et non plus la simple addition de documents d'urbanisme locaux. Il faudra le temps nécessaire. Il faudra que les gens soient prêts à travailler là-dessus. Ce n'est pas toujours simple, j'en conviens parfaitement. Nous devrons cependant y venir à un moment donné parce que notre territoire fait corps. Pour qu'il fasse corps, il faudra bien qu'on ait aussi une réflexion commune sur ces documents structurants. »

Mme Assih : *« Il y a une partie qui évoque ce dernier point. On a prévu, d'abord, de travailler ensemble sur ce qu'est un PLU intercommunal, afin de voir dans quelle mesure on y va ou pas et sur quelle temporalité. Cela est prévu et écrit dans le cadre de notre projet communautaire. »*

Mme Rainero : *« J'ai bien entendu que ce projet communautaire - dont je me félicite qu'il existe parce qu'il est important qu'il y ait une démarche commune pour répondre aux besoins et aux attentes des habitants - n'est pas « un petit livre rouge », figé et définitif, qui aurait prévu toutes les situations et toutes les réponses. Il définit des orientations.*
Sur la question importante de la santé (lors des ateliers préliminaires au lancement du projet de territoire, l'offre de soins est un sujet qui est apparu, très fortement, dans tous les groupes), j'ai quelques insatisfactions tout de même mais provisoires parce que je me dis qu'avec le Contrat local de santé qui démarre (le premier atelier, pour définir des fiches d'actions, avait lieu aujourd'hui) il y aura moyen de donner plus de chair à cette partie du projet.
J'ai entendu aussi qu'il y a eu beaucoup de discussions sur la sémantique. Derrière les mots, il y a parfois des réalités importantes. Alors, je voudrais faire observer qu'il y a deux expressions qui me chiffonnent un peu : dans la partie « cohésion et solidarité » - et c'est repris d'ailleurs dans le préambule -, il est question « des services au public ». C'est une expression qui me gêne. Je pense qu'il vaut mieux parler de « Services Publics » qui peuvent d'ailleurs être délégués. « Services au public », cela peut cacher à peu près n'importe quoi et des choses totalement privées, totalement lucratives et n'allant pas forcément dans le sens des attentes de la population. Je pense donc qu'il faudrait supprimer un petit mot. Je me rappelle d'ailleurs que, lors de l'ouverture de la Maison des Services Publics à Quimper, il y avait eu débat entre les citoyens, les élus, etc. sur la dénomination. L'idée de « Services au public » avait été avancée également. Le choix avait finalement été fait de dénommer l'équipement « Maison des Services Publics ». Toujours dans cette partie, dans l'objectif opérationnel n°1, nous lisons « soutenir nos structures de soins, Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille et structures privées du territoire ». D'abord, je vous fais remarquer que nous avons oublié une grosse structure de soins, très importante sur notre territoire : l'EPSM qui est un des grands établissements de santé mentale de la région et qui joue un rôle important dans la réponse aux besoins de la population. Il est dommage d'oublier cet établissement dans le contexte actuel, où l'on sait que les questions de souffrance mentale sont importantes après deux années de restriction des liens sociaux et de la vie « normale ». D'ailleurs, je signale que deux membres de notre assemblée participent au conseil de surveillance de l'EPSM et qu'il y a aussi une élue de Quimper qui fait partie de ce conseil de surveillance. Sur la fin de la formulation « soutenir les structures privées du territoire », je trouve qu'il y a une certaine ambiguïté : on peut soutenir des structures, y compris privées bien entendu (il ne s'agit pas de demander la nationalisation de la médecine libérale !), cela va de soi. En revanche, s'il s'agit de soutenir

l'implantation d'établissements de type « Korian » ou « Orpea », pour ce qui me concerne – et je pense que je ne suis pas la seule -, je n'y mettrai pas beaucoup d'enthousiasme ! Je pense qu'il faudrait formuler autrement. On pourrait écrire, par exemple : « soutenir les structures de soins de notre territoire et particulièrement le Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille et l'EPSM du Finistère-Sud ». Je pense qu'en tant que collectivité territoriale, on doit mettre en évidence ce qui est tout de même le pivot de la réponse aux besoins de la population, ce qui fonctionne 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, en collaboration aussi avec les établissements privés, en appui aussi à la médecine de ville. Je pense que ce serait une meilleure formulation ! Je vous remercie. »

Mme Assih : *« Concernant l'EPSM, je propose de le rajouter évidemment. Je suis d'ailleurs étonnée que ça n'ait pas été proposé lors du travail en commissions parce que, là, il me semble difficile d'aller sur des propositions de reformulation par enjeux… Mais pour le coup, oui, il s'agit d'un oubli regrettable et il convient de le compléter. Concernant les formulations « Services au public » ou « Service Publics », la première est plus large. D'ailleurs, sur Kermoysan, il s'agit d'une des rares maisons de « Services Publics ». Elles sont toutes devenues des MSAP : des maisons « de services au public ». Dans la mesure où l'on est dans une dimension plus large, cela n'exclut pas les Services Publics de mon point de vue. »*

Mme Le Meur (Annaïg) : *« Je voudrais remercier les élus qui ont œuvré et travaillé sur ce projet. J'apprécie beaucoup la diversité des thématiques qui ont été abordées. Cela montre la diversité de notre territoire et sa richesse. C'est intéressant de le souligner. Effectivement, c'est un projet, donc quelque chose de dynamique, qui va aller de l'avant : on se projette - non pas comme des « gestionnaires » mais comme des « visionnaires » - pour l'avenir de notre territoire. Je trouve intéressante, en politique, cette notion de « projection » sur plusieurs années.*
On a beaucoup parlé de sémantique. J'ai repris les mots utilisés : « améliorer », « accompagner », « renforcer », « développer », « encourager », « faciliter »… Il y a un mot que je ne vois pas souvent, c'est « prévention », « prévenir ». Je me dis que lorsqu'on parle d'écologie, par exemple, la notion de « prévention » est tout de même importante. Le mot apparaît peu. Il apparaît dans les actions que l'on mène, notamment, sur la prévention des risques de submersion, sur la qualité de l'air, etc. On aurait dû utiliser ce terme davantage pour signifier que nous sommes sensibles à un avenir possible. De même, on retrouve peu, à mon goût, cette notion de « prévention » dans le domaine de la santé. Je l'associe souvent au logement : prévenir les risques au niveau de la santé, risques qui ne sont pas seulement fonctionnels mais relèvent aussi, parfois, de l'isolement psychologique, ou risques qui surviennent lorsque le logement n'est plus adapté à notre état de santé et à notre parcours de vie. Tout cela, ce sont des choses que nous devons anticiper, ensemble, sur notre territoire. Ces adaptations des logements, il va falloir les prévenir. Je pense qu'il y a là une vraie réflexion à mener, ensemble : quels types de logements, quels services apporter aux gens au cours de leur vie, en fonction des besoins ? Je pense par exemple au numérique, aux aides à domicile, à de la domotique adaptée… Il y a toute une réflexion à mener pour proposer peut-être, à terme, des « parcours résidentiels » afin de prévenir tous les risques possibles, qui ne sont pas seulement des risques physiques. Quand on parle de notre territoire, on parle souvent du vieillissement des populations. Cela apparaît sur la fin mais je l'aurais mis à tous les niveaux, notamment au niveau des emplois qu'il va falloir anticiper, etc. L'attractivité dépendra aussi de cela.
J'apprécie que l'on parle de jeunesse. J'avais fait une remarque sur la partie consacrée aux « filières d'excellence » : je voulais souligner que, lorsqu'on parle de « filières d'excellence », on ne parle pas que du « post-Bac » et de niveaux élevés d'études. Pour moi, l'excellence est à tous les niveaux. J'ai pu lire, dans ce projet communautaire, qu'il s'agit aussi des entreprises,

etc. Merci d'avoir adapté ce point-là parce que l'excellence, elle se trouve partout, que l'on soit boulanger, couvreur, artisan…
Voilà principalement les points que je souhaitais aborder. Mettre plus en avant la notion de « prévention » : il vaut mieux anticiper les risques que les subir et s'y adapter. »

M. Platel : *« Je salue le travail qui a été fourni autour de ce projet de territoire. Je crois qu'il faut le saluer aussi pour d'autres raisons : d'abord, ce projet de territoire – il n'est pas anodin de le dire – est adapté à nos réalités locales. Nous ne sommes pas face à un énième outil étatique qui nous dirait ce que nous devons faire. Beaucoup de choses de ce genre existent... Ensuite, on doit le saluer – et Thomas Férec l'a souligné – parce qu'il rappelle le rôle fondamental des communes, notamment dans les relations de proximité avec les citoyens. Enfin, il faut saluer ce projet parce que, dans les objectifs proposés, il ne tombe pas dans le manichéisme : vous n'avez pas l'agriculture bio contre l'agriculture conventionnelle ; vous n'avez pas la transition écologique contre l'attractivité économique ; vous n'avez pas une opposition entre « les problèmes de fin du monde » et « les problèmes de fin du mois », avec la place prépondérante qui est donnée, dans ces objectifs, aux questions de solidarité. Il faut souligner le lien qui existe entre tous ces défis qui, de toute façon, n'ont plus lieu d'être opposés.*
En lien avec ce projet de territoire, il y a deux défis qui nous attendent, un de fond et un de forme. Sur le fond tout d'abord : ce projet doit aussi s'intégrer dans une ambition plus large qui est celle de la contribution de notre territoire à la vitalité démocratique de notre pays. Cela a d'autant plus d'acuité depuis ce qu'on a vu aux élections présidentielles. C'est-à-dire : comment faire en sorte – Uisant Créquer a abordé ce sujet – que ce projet de territoire suscite l'intérêt et la participation de toutes les habitantes et de tous les habitants de QBO ? Comment faire en sorte qu'il donne suffisamment de marges de manœuvre aux communes, en lien avec l'intercommunalité, pour ne pas renforcer le sentiment d'abandon ? On a vu quelles sont ses conséquences électorales ou en terme de désintérêt démocratique. Enfin, un autre défi nous attend, beaucoup plus de forme celui-là : il faudrait que ce projet, à terme, ait l'ambition d'avoir -j'utilise des guillemets - « force de Loi », c'est-à-dire qu'à un moment, il doit devenir un véritable outil de décision aux mains de QBO et des collectivités territoriales, dans un pays encore trop jacobin à mon goût, qui aurait enfin compris que les collectivités territoriales sont les mieux à mêmes de saisir ce qui compte pour les habitants et leurs aspirations quotidiennes. Ce pourrait être l'ambition des futurs projets de territoire : s'inscrire au sein de collectivités territoriales qui auraient des compétences et des moyens financiers renforcés. »

Mme Dadkhah : *« Un mot sur la méthode : il faut avouer que nous avons passé de bons moments ! C'était très amical, très intense. Didier Leroy disait qu'il y a eu des débats sur la sémantique. Pas seulement : on avait aussi des débats sur le fond. C'était très enrichissant. Ce qu'il est important de souligner c'est que, à la fin, cette diversité est arrivée à une convergence de vues qui constitue, au final, le projet de territoire. Nous sommes fiers de ne pas avoir fait de « copier/coller » de textes qui viennent d'ailleurs. Il s'agit vraiment d'une co-construction et c'est un motif de fierté.*
La présidente a dit que le fil conducteur était la coopération entre les territoires. Je dirais même qu'il s'agit aussi de coopération avec les institutions. Pour parler, par exemple, de ma délégation (l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation), seuls on ne peut rien faire. Nous avons besoin de l'État, des Régions, des Départements et toutes les autres collectivités. Nous avons donc besoin de fixer un cap, reposant sur un diagnostic. Annaïg Le Meur avait raison : le vieillissement de la population a toujours été en arrière-plan de nos projets. Nous avons en effet établi le diagnostic que le territoire est, certes, attractif mais vieillissant. Il faut donc tout mettre en œuvre pour attirer les jeunes et établir les conditions pour qu'ils puissent rester. De là l'importance de l'enseignement supérieur, de la recherche, de formations qui

répondent à la fois aux besoins des entreprises et à ceux du territoire et de la population. Par exemple, les aides à domicile ou les aides-soignants, tout ce qui relève du domaine de la santé. Mais il s'agit aussi et surtout de préparer les métiers d'avenir, les formations futures. Cela montre du reste que « tout est dans tout » : quand on parle de transitions énergétique et écologique, il faut que nous montions en compétences. Sans les compétences nécessaires, nous ne pourrons pas nous engager dans ces transitions. C'était tout le travail de ce projet de territoire que de trouver des cohérences entre les différentes thématiques.
Enfin, cela a été dit et répété et c'est pour nous une assurance : ce projet n'est pas figé. On a vu, depuis deux ou trois ans, que nous sommes confrontés à des crises successives : crise liée au Covid, crise en Ukraine, et après ? Ce projet doit par conséquent rester évolutif et c'est dans cet état d'esprit que nous l'avons construit. Encore une fois, je voudrais remercier les collègues parce que c'était, aussi, de beaux moments de fraternité. »

M. Jolivet : *« Bon, finalement, c'est un projet qui tient la route. Je crois que nous avons une chance inouïe : celle d'être dans un territoire qui a des avantages naturels. D'emblée. C'est indéniable. Il y a pire que nous. Les hommes ont façonné ce territoire depuis des années et des années. Il devient aujourd'hui de plus en plus attractif. Il y a des territoires qui nous jalousent beaucoup. Alors, je ne dis pas que nous n'avons à résoudre que des problèmes de riches parce qu'il faut toujours être vigilants. La preuve avec ce qui se passe dans le monde. Il n'empêche que nous avons là un territoire qui, d'emblée, constitue avec ses atouts un facteur « clef de succès » - si l'on veut parler en terme de marketing territorial. Tous ceux qui l'ont bâti, avant nous, avec cohérence, lui ont donné beaucoup de sens.*
Je voudrais vous rassurer, madame la présidente : nous allons voter ce projet, en vous disant que vous n'avez pas fâché grand monde avec sa rédaction. Il y a trois axes, clairs, mais derrière chaque axe, vous avez beaucoup écrit… Ça s'ouvre… Chacun y trouve son bonheur. Vous avez beaucoup écrit mais il faudra maintenant réaliser et, probablement, établir un phasage. C'est ce qui sera plus compliqué. En tous cas, vous n'avez fâché personne, j'aurais tendance à dire que vous avez fait du « en même temps » !
Deux choses tout de même. Sur l'urbanisme – sujet important que Guillaume Menguy et Gilbert Gramoullé ont évoqué : la Bretagne va gagner entre 700 000 et un million d'habitants. La difficulté est qu'on ne sait pas si ce seront des jeunes qui investiront le territoire ou si ce seront d'anciens Bretons qui y reviendront. Je vous rappelle le calcul de l'INSEE : un million d'apports sur une bande de 40 kilomètres de la base littorale. Nous sommes donc concernés et ce sera de toute façon un apport dans « notre porte-monnaie », celui des finances publiques. Mais il faudra aussi prévoir des infrastructures. S'agira-t-il de retraités ou ces afflux de population permettront-ils la création de richesses ? Il ne s'agit donc pas d'un territoire qui se meurt, bien au contraire : c'est un territoire qui s'enrichit. On doit y être prêts.
Deuxième chose : l'aménagement du territoire. Il est capital pour nous de maintenir l'aéroport et le train. Pour ma part, je me fais peu d'illusion sur l'aéroport de Quimper. J'ai vu que vous étiez engagée, madame la présidente. Tant mieux. Cependant, vous savez dans quel cadre l'OSP a été créée : pour la liaison entre Paris et Quimper. Lorsqu'il y a eu l'abandon de Notre-Dame-des-Landes, le président Macron a souhaité que le territoire ne soit pas oublié et il a donc proposé, avec la Chambre de commerce de Brest, cette OSP. Bon. Nous étions obligés d'y trouver de l'intérêt mais j'ai toujours fait partie de ceux qui considéraient que nous n'avions pas besoin d'OSP, que nous avions un potentiel de clients réguliers et qu'avec cela nous pouvions remplir un avion. Mais il y a eu des volontés croisées : celle d'Air France, celle de quelques-uns qui voulaient supprimer un certain nombre d'aéroports en Bretagne. La Région a été magnanime là-dedans et l'État aussi, compte tenu du désengagement à Notre-Dame-des-Landes. On nous a proposé cette affaire. Air France se serait désengagé. Je rappelle aussi aux uns et aux autres que, sur la gestion de la plateforme aéroportuaire, Valérie Gacogne avait

proposé qu'il y ait une gestion commune, que celui qui prenait la gestion de Brest assurait aussi celle de Quimper. Si nous n'avions pas engagé cela, je pense que nous n'aurions eu personne pour gérer l'aéroport de Quimper. Plus de gestionnaire de l'aéroport. Et plus d'avions. Il faut donc que nous soyons vigilants sur cette affaire et reprendre une proposition que j'avais faite en 2013. J'étais conseiller régional et je voyais bien qu'il y avait une volonté, non pas affichée mais sous-tendue, de réduire le nombre d'aéroport et que, Quimper, un jour, disparaîtrait. J'avais proposé, dans ces conditions, que l'aéroport « cornouaillais » soit Brest et que nous soyons prioritaires pour le TGV à trois heures de Paris. Et là, notre collègue brestois n'était pas favorable. Lors d'une réunion du « B16 », il s'était opposé parce qu'il fallait une volonté commune de Brest et Quimper pour l'avion. A un moment donné, il faut peut-être poser les choses clairement : organisons des passerelles très fortes entre Quimper et Brest permettant aux Cornouaillais d'aller rapidement à Brest, par le train, avec – souvenez-vous de mon papier – une passerelle permettant d'aller directement à l'aéroport, sans passer par Landerneau. C'était coûteux mais c'était de l'aménagement du territoire. De même, dans ces conditions, nous devions être prioritaires pour les 3 heures entre Paris-Rennes-Quimper. Brest serait arrivée dans un second temps mais cela, ça ne faisait pas l'unanimité à la pointe occidentale de la Bretagne... Ce sont toujours des chemins qu'il faut prendre. Il faudra que nous soyons vigilants.
Je n'ai pas d'inquiétudes sur la Bretagne, sur la Cornouaille, sur leurs capacités d'innovation. Votre projet est vaste, ouvert, consensuel. Je le voterai sans problème. »

M. Fontaine : *« Comme le disait Ludovic Jolivet, c'est un projet fourni. Forcément, faire un projet pour un territoire, donne envie d'en mettre pour tout le monde. C'est un peu comme faire un projet électoral ! Il ne faut oublier personne... Bon, vous l'avez fait, je vous en félicite. Je n'ai pas pu assister aux réunions malheureusement mais c'est très bien. Je voudrais poser des questions sur trois points. Premièrement, j'insisterai, comme ma collègue Yvonne Rainero, sur le caractère crucial du déficit de soins en santé. C'est quelque chose qui n'apparaît pas dans votre document. C'est normal, vous ne pouviez pas le mettre mais j'insiste là-dessus : on assiste actuellement, sur notre territoire, à une désertification majeure en nombre de médecins, de dentistes, d'accès aux soins, d'accès à l'imagerie, etc. Cela va poser un problème de santé publique à court terme. Je sais que ce n'est pas aux élus de le résoudre mais c'est aux élus d'en avoir conscience et de tout faire pour changer cela, pour aider la population à accéder aux soins. Ce n'est pas facile.*
Le deuxième point sur lequel je voudrais poser une question concerne l'éolien : les habitants du territoire sont en droit de connaître quel va être le nombre d'éoliennes que vous comptez rajouter, ainsi que leur taille. Peut-être que vous répondrez maintenant ou plus tard à cette question mais c'est quelque chose que les habitants doivent connaître, parce que cela a un impact majeur sur les paysages de notre joli territoire.
Enfin, je m'interroge sur un troisième point : on parle de foncier, de gens qui vont arriver. On va avoir un problème : le mitage des terres agricoles. La Loi nous empêche d'agrandir les surfaces habitables, les surfaces industrielles, etc. vers les zones naturelles ou agricoles. Comment va-t-on résoudre cette équation difficile ? Comment allons-nous nous en sortir, dans les communes, pour loger ces populations, avec le déficit de logements qu'on connaît par rapport au nombre actuel d'habitants ? »

M. Férec : *« Pour répondre rapidement sur l'éolien : une étude a été faite et la réglementation est aujourd'hui très stricte. Elle interdit les éoliennes de taille importante à moins de 500 mètres des habitations. Au regard du mitage breton que l'on connaît, sur le territoire de QBO, il y a deux sites : le site d'Edern et, à un moment donné, il y avait des réflexions sur Quéménéven. Sur le reste du territoire, il est impossible, techniquement parlant et au regard de la*

réglementation, de mettre des éoliennes. Surtout – je laisserai Jean-Paul Cozien intervenir s'il le souhaite -, à Edern, nous sommes sur du moyen-éolien : des éoliennes assez basses, en cohérence avec ce que souhaitait les habitants et la collectivité. En tous cas, le potentiel éolien sur le territoire de QBO est très limité. »

M. Cozien : *« Je ne peux que confirmer ce que le maire de Briec vient de dire. Une analyse avait été faite, globalement, sur tout le territoire de QBO, sur la possibilité d'implanter des éoliennes. Il y avait deux parties du territoire susceptibles de recevoir des éoliennes : une sur Quéménéven (assez restreinte, avec des problématiques de co-visibilité vis-à-vis du site emblématique de Locronan) et une autre sur Edern qui est partiellement exploitée. La crainte de voir une forêt d'éoliennes sur le territoire de QBO et, plus spécifiquement, sur le territoire d'Edern, est déplacée parce que ce ne sera techniquement pas possible. Sur Edern, les éoliennes, en tête de mat, font 45 mètres par rapport au sol. Nous sommes donc, effectivement, sur du moyen-éolien. Il y aurait la possibilité, peut-être, en optimisant, de rajouter deux ou trois éoliennes. Comme cela a été rappelé, il s'agit d'un projet porté par des acteurs locaux, des agriculteurs ; d'un projet citoyen parce que le capital est ouvert aux citoyens, commune et communauté ayant fait un petit pas dans le financement. Objectivement, je dirais qu'il n'y a pas de risques majeurs. Nous sommes en co-visibilité avec une ligne de moyenne tension qui traverse les Montagnes Noires et qui passe sur le site emblématique de Karreg an Tan en Gouézec. Du grand-éolien est complètement impossible du fait, entre autres, des distances et de l'existence d'un couloir aérien sur la protection duquel il est impossible de déroger. Ainsi, il n'y a pas du tout de crainte à avoir quant à un « mitage éolien » qui viendrait polluer visuellement notre territoire. »*

Mme Assih : *« Je répondrai à la question de la santé dans la conclusion que je ferai avant la mise au vote du rapport. Concernant le foncier, c'est effectivement très complexe. Nous serons de plus en plus contraints. La Loi s'impose à nous. Cela ne concerne pas que notre territoire. Il va falloir que nous entamions la révision de notre SCoT et les mêmes problématiques existent sur le pays fouesnantais. Là, nous avons une véritable stratégie à construire pour savoir comment on va faire de l'habitat, en densifiant, en étalant le moins possible et d'une manière concertée. Ceci avec toutes les limites et les difficultés que l'on rencontre partout, quelques soient les communes. Cette question de l'habitat et du logement est effectivement majeure. Du fait de notre attractivité renforcée, elle va l'être encore plus demain. Et puis, il y a aussi la question du foncier pour les entreprises, pour les industries qui sont consommatrices. Cela dépend de l'activité. Là aussi, je crois vraiment à l'importance, dans le cadre de notre projet communautaire, de construire une stratégie d'accompagnement des entreprises, afin d'utiliser moins de foncier, notamment en développement le conseil autour de tout ce qui est recherche et innovation. Cela va peut-être faire « tousser » mais, ce matin, lors de la conférence de presse préalable au conseil, j'ai rappelé quelque chose qui est passé au second plan concernant l'implantation d'Amazon : ce n'était pas rien, en début de mandat, que d'exiger d'Amazon qu'ils rendent du foncier. C'est typiquement, de mon point de vue, ce qu'il est nécessaire d'engager avec les porteurs de projets. Il se trouve qu'il s'agissait d'Amazon mais cela aurait pu être une autre entreprise. Cela a amené le porteur du projet à revoir la surface au sol, pour le stationnement par exemple. Là, on peut gagner au niveau du foncier, avec du stationnement en étages par exemple. Et puis, ce n'est pas rien, cela permettra d'accueillir une autre entreprise. Pour le coup, nous avons optimisé cet espace-là. C'est un exemple qui peut nous guider sur des stratégies à développer. Je sais que Hervé Herry est engagé dans ce travail, avec la direction du développement économique : accompagner les porteurs de projets afin qu'ils aient suffisamment de foncier mais sur un espace moindre. On ne pourra plus faire demain comme on faisait hier, ça c'est certain. Il est important que, du côté des services de*

l'agglomération, en lien avec nos structures d'attractivité, on puisse être force d'accompagnement des entreprises par rapport à cet impératif. »

M. Herry : *« C'est un vrai sujet. Ce que vient de dire Isabelle Assih est tout à fait exact. Cependant, ce dont on parlait tout à l'heure, c'est du « zéro consommation foncière ». Ce n'est pas du tout la même chose. Je voudrais simplement dire ici que, lorsqu'on a réalisé le SCoT de l'Odet, il y a déjà quelques années, on avait déjà décidé de réaliser 30% d'économie foncière par opération d'habitat, d'équipement de loisir ou économique. C'est ce que nous avons fait. Les chiffres sont là. Nous avons réalisé, sur le mandat précédent, sur l'ensemble de nos communes, 30% d'économie foncière par rapport à ce qu'on faisait avant. On peut encore faire mieux. Il faut encore faire mieux. Mais on peut, peut-être, raisonner sur 30% de moins sur les 70% restants. Peut-être 50% de moins sur les 70% restants. C'est une ineptie totale de penser qu'on peut continuer à faire évoluer la société, à accueillir de nouvelles personnes, à leur donner du travail sans consommation foncière. Une entreprise, pour se développer, a besoin de foncier. Simplement, il faut faire très attention maintenant – j'ai bien compris le message de la présidente et je crois que je l'applique depuis quelque temps – mais, de là à aller à zéro consommation foncière, c'est absurde ! Je réitère ici mon point de vue : il faudra prévoir des solutions mais pas des solutions « zéro ». Mesdames et messieurs les candidats aux élections législatives, il faudra, de ce point de vue, revoir la Loi. Ce qui est vrai ici est vrai ailleurs. On parle ici de secteurs qui n'ont pas de friches. Il y a quelques friches industrielles, sur Quimper, qui peuvent être reconquises pour faire de l'habitat essentiellement. Cela, il faut bien entendu le faire. Cependant, si on le fait, où mettra-t-on les nouvelles entreprises ou celles qui veulent s'étendre ? Il faudra donner des possibilités sur du foncier aujourd'hui inscrit comme agricole dans nos PLU.*
Ludovic Jolivet l'a dit : davantage d'habitants viendront sur notre territoire, des jeunes et des anciens. Il faudra les loger. Je ne suis pas sûr que s'ils viennent chez nous ce soit pour aller dans de l'habitat vertical… Rappelons-nous tout de même que nous avons détruit récemment de l'habitat vertical du côté de Penhars. Face à cela, il y a un problème sociétal : comment voulons-nous vivre chez nous ? Je me souviens que lorsque j'étais enfant, nous étions trois générations à vivre dans la maison. Il y avait les grands-parents, les parents et les enfants. Ce n'est pas si vieux que ça. Nous sommes plusieurs ici à avoir vécu cela. Mais c'est fini. C'est pour ça d'ailleurs que nous nous sommes étendus. C'est pour cela que, chaque mois, une ferme de 80 hectares disparaissait dans le Finistère. Il faut faire très attention aujourd'hui de ne pas reproduire ce genre de choses. Aujourd'hui aussi, les familles monoparentales existent. Chaque enfant, dans ce cas-là, a un lit chez papa et un lit chez maman, ce qui fait deux chambres. Il ne faut pas ignorer cet aspect sociétal, la question « comment voulons-nous vivre ensemble ? » ou « comment pouvons-nous vivre ensemble ? ». Uisant Créquer était intervenu en disant que les nouvelles générations faisaient moins d'enfants, voire pas du tout. J'avais gentiment écouté l'argument mais, sauf à vouloir une société où il n'y ait que des vieux avec quelques jeunes se promenant parmi eux, je ne peux pas entrer dans ce type de raisonnements. Voilà ce que je voulais dire. Comme le disait Isabelle Assih, on ne peut plus continuer comme on l'a fait : c'est vrai pour l'habitat, pour l'économie comme pour les activités de loisir. D'un autre côté, je ne voudrais pas qu'on s'achemine vers un gros problème sociétal.
Je reviens aussi sur l'argument selon lequel on ne pourrait plus consommer des terres agricoles parce qu'il nous faudrait nourrir la Planète : aujourd'hui, nous sommes capables de produire mieux sur la même surface agricole. On sait aussi, qu'à l'avenir, on aura moins besoin de nourriture animale et plus de nourriture végétale, ce qui permettra également de consommer moins de surfaces agricoles. Je ne raisonne pas ici sur QBO mais à l'échelle de la Planète. Demain aussi, qu'on le veuille ou non, grâce aux OGM - je sais que c'est un gros mot pour beaucoup mais pas pour moi -, on saura produire un certain nombre de richesses agricoles, on

pourra faire pousser un certain nombre de cultures là où il n'y a pas d'eau. Evidemment, lorsque je parle d'OGM, ce sont des OGM qui auront été vérifiés et assurés au niveau de la santé. Les tomates que nous mangeons aujourd'hui sont toutes des OGM. Les carottes que nous mangeons aujourd'hui sont toutes des OGM. Les pommes de terre que nous mangeons aujourd'hui sont toutes des OGM. Je vais terminer ainsi, madame la présidente. »

M. Andro : *« Je vais essayer de vous expliquer pourquoi j'ai une lecture très positive de ce projet de territoire et en souligner les caractères novateurs.*
Pour la première fois, l'axe 1 consiste à agir pour les transitions écologique et énergétique. Soyons clair : il y a dix, jamais nous n'aurions mis cet axe en n°1 ! Nous sommes face à l'urgence climatique. Le seul fait de mettre cela en axe 1 est très positif et novateur.
En ce qui concerne le développement économique et la maîtrise du foncier, je crois que l'objectif est d'assurer le développement en maîtrisant notre attractivité. Je suis tout à fait d'accord avec ce qu'a dit Ludovic Jolivet sur le fait qu'on change de situation, que notre territoire est de plus en plus attractif. On voit des tas de choses qui se passent aujourd'hui : des gens qui viennent travailler ici, en télétravail, en prestataires, pour des donneurs d'ordres qui sont éloignés, parfois très éloignés. Ils apportent une vraie richesse au pays. Sur le foncier économique, nous sommes très volontaires parce que nous sommes presque « à sec » ! Il y a sans doute eu quelques difficultés pour anticiper et, aujourd'hui, on essaie de mettre le paquet. Cependant, il y aura deux ou trois années, peut-être plus, au cours desquelles cela va être très difficile. Il faudra être extrêmement économes et savoir gérer au mieux.
Sur l'habitat, avec quelques nuances par rapport à ce qu'a dit Hervé Herry, je pense que l'on va tout de même densifier, notamment en ville. On se donne, là aussi, des objectifs très ambitieux. Je voudrais attirer votre attention sur le fait que, aujourd'hui, dans l'évolution récente, avec la pression foncière et immobilière, la fuite vers le littoral de gens qui travaillent à Quimper sera beaucoup moins évidente. Ça monte beaucoup trop, notamment au niveau des biens d'occasion (l'occasion est la majeure partie du marché). C'est quelque chose qui, de fait, va augmenter la demande sur notre agglomération et sur la ville-centre. Il faut donc savoir gérer cela, dans un contexte où la contrainte de limitation de la consommation foncière va nous être rappelée régulièrement. Les ambitions sont affichées ici et il faut que nous les concrétisions.
Le dernier problème de l'attractivité que je voudrais souligner et dont il faut faire une lecture très positive, c'est le fait que la situation du marché de l'emploi a un peu changé. Avant, lorsqu'on parlait du problème de l'emploi, l'idée était de trouver du travail pour ceux qui n'en avaient pas. Aujourd'hui, lorsqu'on parle du problème de l'emploi, il s'agit aussi de trouver des candidats pour des postes qui sont offerts. Cela a toujours existé un peu mais, franchement, cela a énormément évolué sur la période récente. Par conséquent, il faut que notre politique d'attractivité soit forte pour accueillir de nouveaux actifs sur le territoire, pour développer la formation (tout ce dont a parlé Forough Dadkhah). Il faut aussi travailler sur l'insertion pour ceux qui restent fort éloignés de l'emploi, parce qu'ils en restent encore beaucoup et beaucoup trop. Je pense donc qu'il y a, dans ce projet de territoire, beaucoup de choses novatrices, parce que la situation elle-même est nouvelle.
Sur l'axe 3 (cohésion et solidarité), je voudrais rappeler que la communauté de communes, puis d'agglomération, a été construite sans que la dimension « solidarité », « cohésion », soit très marquante. On était plutôt sur le développement économique, sur tous les grands Services Publics délégués, sur les questions d'équipements. Là, on voit que la communauté devient aussi un niveau auquel se discutent les politiques de cohésion et de solidarité. On a toujours eu cela un peu, à travers la politique d'insertion, à travers le logement. Mais cela se renforce, notamment pour trouver des solutions à ceux qui veulent devenir propriétaires et qui, aujourd'hui, se trouvent exclus de cette possibilité à cause de l'inflation, à cause de la hausse

des taux d'intérêt et surtout en raison de la pression sur les biens d'occasion. Là-dessus, sur l'habitat et l'insertion, on aura de plus en plus de politiques de cohésion et de solidarité.
Suite aux décisions de transfert de compétences qui avaient été prises sous le précédent mandat, à savoir les EHPAD et la petite enfance, il y a là deux grands nouveaux pans de la politique de cohésion et de solidarité qui arrivent à l'échelle communautaire. Ce n'était pas le schéma que nous avions au départ. Et puis, il y a aussi le secteur, cher à Yvonne Rainero, de la santé. Nous allons être obligés de nous occuper de ce domaine, ce que nous ne faisions pas du tout auparavant. Pour le moment, il n'y a aucune ligne budgétaire particulière dédiée. Il faudra donc trouver de nouvelles formules. C'est le but du Contrat Local de Santé (CLS). Mais, ensuite, à un moment donné, il faudra bien parler budget et faire du « lobbying » pour obtenir un certain nombre de choses. Beaucoup de mesures, en ce domaine, dépendent de l'État. Toujours est-il que cet axe 3 porte sur la cohésion et la solidarité. Je souligne le caractère novateur d'avoir placé cette dimension en axe essentiel de la politique communautaire.
Un dernier mot pour souligner que tout ceci se fait en ayant le souci de la proximité et du rôle des communes, réaffirmé d'ailleurs dans le pacte de gouvernance que nous avions adopté. Ce projet communautaire fait suite au pacte de gouvernance, au premier versant du pacte fiscal et financier. Je pense qu'il nous faudra, avant la fin de l'année, reprendre la réflexion sur le pacte fiscal et financier pour voir quel est l'effort que l'on fera par rapport aux ambitions affichées dans le projet de territoire. »

Mme Assih : *« Je vais donc conclure cette présentation. Nous avons eu beaucoup d'échanges intéressants, variés, non exhaustifs cependant : je note que nous avons très peu parlé des mobilités. Or, notamment dans le cadre de l'axe 1 relatif aux transitions écologiques, la question des mobilités est une question majeure - pour laquelle tout un dispositif participatif existe permettant d'imaginer les mobilités de demain. Ce document n'est pas exhaustif mais il est tout de même très complet. Je le crois. Faillait-il être aussi complet ? Je ne sais pas. Toujours est-il que ce n'est pas pour faire plaisir à tout le monde. C'est parce qu'il s'agit d'enjeux du quotidien pour les habitants de notre territoire. Il ne fallait pas oublier des pans importants de ce quotidien. Je suis évidemment d'accord avec notre collègue Marc Andro lorsqu'il souligne les aspects novateurs de ce projet : commencer par l'enjeu fort des transitions écologiques et affirmer l'importance des politiques de solidarité à l'échelle de l'agglomération. Il y a eu une fusion avec une communauté de communes lors du précédent mandat. Il y a eu des difficultés lors de cette fusion, cela n'a pas été simple. Le pacte fiscal et financier a permis de rectifier, de réajuster la solidarité. Ce n'est pas le seul élément. Maintenant, je crois que nous sommes prêts à aller plus loin. Il y a eu également des transferts de compétences avec les EHPAD, la petite enfance. Mais il s'agissait surtout de transferts de structures. Maintenant, nous sommes prêts à être davantage « en mode projet » autour de ces politiques, ce qui est une bonne chose.*
J'ai entendu aussi l'idée que les axes seraient un peu comme des « tunnels ». L'exercice de cette présentation pose en effet le problème de la transversalité. On y a pensé ! Ça ne se voit peut-être pas trop mais on y a vraiment pensé. Par exemple, on retrouve la politique jeunesse à plusieurs endroits de notre projet. De même en ce qui concerne les transitions. De même en ce qui concerne le travail et l'insertion qui sont du côté du développement économique mais aussi des solidarités. On aurait pu faire de même pour le tourisme, l'inclure au projet de manière transversale. On en n'est pas loin : on enrichit les enjeux autour de l'attractivité touristique, en insistant sur la dimension événementielle notamment, dimension qui sera à porter politiquement.
Je voudrais rajouter un autre point d'information, avant que nous votions, et qui va dans le sens de ce que j'ai entendu au sujet du plaisir du travail collectif, du plaisir que cela a été de travailler ensemble autour de ce projet. Nous avons été accompagnés par deux cabinets au

début de la démarche. Ce sont eux, d'ailleurs, qui ont permis la mise en place des ateliers participatifs et qui ont impulsé cette démarche de construction du projet. Eh bien, figurez-vous que cela fait longtemps que la mission est terminée ! C'est assez étonnant mais c'est très intéressant. Leur mission est terminée depuis quasiment deux mois et nous, nous avons continué à travailler. Par conséquent, il s'agit véritablement de notre *projet de territoire. Nous avons eu la volonté de continuer et de l'améliorer. On n'arrivera jamais à quelque chose de parfait mais je crois que ce travail a été porté collectivement. Il ne demande plus qu'à être mis en œuvre.*
Je souligne le fait que cela nous engage au-delà de notre mandat électif. Cela nous engage parfois sur des champs qui ne relèvent pas de nos compétences, la santé par exemple. Or, on voit bien, dans les différentes interventions de ce soir, que cela correspond à de vraies attentes, à de vrais besoins. Quant au débat « jacobin/pas jacobin », c'est tout de même aux élus et aux habitants des territoires de porter ce qui est essentiel, notamment la santé. Par rapport à cela d'ailleurs, nous sommes en train d'élaborer le CLS. Ce n'est cependant pas non plus l'alpha et l'oméga des politiques de santé. On est d'accord ? Je tiens à le dire. Dans un des axes du CLS, il y a un enjeu prioritaire qui est « l'accès à la santé ». Pour en revenir à ce que disait Georges-Philippe Fontaine, on va en effet dans le mur : à un moment donné, sincèrement, on ne pourra plus soigner les personnes, nos voisins, nos voisines, nous-mêmes ou nos enfants ! C'est une réalité. Il y a des difficultés importantes à obtenir un rendez-vous. Il s'agit de santé publique, de choses élémentaires, fondamentales ! Lors de l'élaboration du CLS, lorsque j'ai posé cette question de l'accès aux soins aux chargées de mission, elles ont répondu qu'elles n'avaient pas la main ! Cela m'a interpelé. Et ce que j'ai entendu ce soir me renforce dans l'idée que nous devons avoir la main sur les politiques de santé sur nos territoires. Par exemple, quelles sont nos marges de manœuvre au niveau de l'hôpital ? À quand des élus dans les conseils d'administration des hôpitaux publics et non pas dans des conseils de surveillance ? Quels liens tisse-t-on avec les représentants de l'État pour avoir la main sur le diagnostic et les besoins de politiques de santé sur le territoire ? Je tenais vraiment à mettre l'accent là-dessus. Nous sommes là, lorsque j'évoque ces questions, bien au-delà de notre quotidien d'élus d'une communauté d'agglomération mais ce projet est innovant de ce point de vue-là : nous sommes sur nos fondamentaux mais allons bien au-delà, dans les périmètres d'intervention, dans la représentation des citoyens, dans la temporalité sur laquelle ce projet nous engage.
Je tiens à remercier, évidemment, très chaleureusement, les collègues impliqués, tous les collègues puisque cela est allé jusqu'à l'échelle des communes. Tout le monde a participé à un moment ou à un autre de la démarche. Je salue particulièrement Valérie Leducq, impliquée dans le comité de pilotage de ce projet communautaire, les services qui nous ont accompagnés. Cela n'a pas été simple, il y a eu des moments de stress mais c'est cela la dynamique de projet. A des moments, on trouvait que ça n'allait pas du tout. C'est pour ça que son examen a été reporté d'un mois d'ailleurs. C'était pour être sûr de parvenir à un document stabilisé qui nous convienne globalement. Je crois que c'est le cas. Merci, évidemment, au responsable du comité de pilotage, Didier Leroy, pour ce travail. Nous allons maintenant continuer en mettant en œuvre ce projet, avec cette force collective qui s'est affirmée. »

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Daniel LE BIGOT

N° 5

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage Etude prospective sur l'organisation de la collecte des déchets sur le territoire - Finalisation de la phase 2

Collecte des déchets ménagers et assimilés : validation de la stratégie, lancement et signature du marché

***

Contexte

Le bureau communautaire du 11 mars 2021 a été informé du contexte local, des évolutions sociétales/comportementales et réglementaires, notamment liées à la Loi de Transition Energétique et à la Loi anti gaspillage alimentaire et économie et de la circulaire du 10 février 2020. Les prenant en compte, le bureau a débattu de l'ambition du projet de la collectivité pour optimiser la gestion des déchets. Il a confirmé la volonté des élus de réduire et de valoriser les déchets.

En ce sens, le contenu de la mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage a été détaillé afin de préparer les conséquences de l'expiration des contrats d'exploitation le 1 janvier 2023.

Phase 1 :

Réalisation d'un diagnostic du service : analyses techniques, RH, financières/fiscales et réglementaires.

Phase 2 :

Élaboration d'une stratégie/d'un programme de plusieurs scénarios d'harmonisation et d'optimisation de la gestion des déchets, d'études spécifiques, de travaux, présentés sous la forme d'un Plan Pluriannuel de Fonctionnement et d'Investissement.

Phase 3 :

Concernant la future organisation de la collecte, le prestataire assiste la collectivité dans le choix des différents scénarios qu'il conviendra d'étayer (régie, délégation, marchés, …). Une fois cette future organisation validée ainsi que son mode de gestion, le prestataire assistera la collectivité pour la mise en œuvre de ce nouveau service public.

Evolution du dossier

Le résultat de cette 1ère phase a été présenté au Copil le 17 mai 2021 et au Comité Stratégique le 8 juin 2021. Le 4 juillet, un séminaire a, une nouvelle fois, été réuni sous forme d'ateliers pour aborder les pistes d'évolutions les plus importantes :

- la tarification incitative ;

- la problématique des biodéchets ;

- les modes de collecte en porte à porte (PAP) ou en point d'apport volontaire (PAV) ;

- les apports de déchets verts en déchèteries.

Le 23 septembre 2021, le bureau d'étude a présenté une synthèse du diagnostic et des principales pistes d'évolution du service. Le bureau communautaire a validé la phase 1 et a retenu la liste des évolutions à étudier.

Ainsi, d'octobre 2021 à décembre 2021, devant les élus des communes membres qui en ont fait la demande, une synthèse de la phase 1 et des évolutions potentielles du service ont été présentées. De plus, 8 ateliers de travail ont été organisés sur l'ensemble du territoire de QBO où des élus et des concitoyens ont réfléchi aux changements possibles.

Suite à cette démarche de concertation, le Copil réuni le 7 décembre 2021 a retenu un scénario de base :

La proposition de base

Les enjeux / Evolutions de base du service	Réduction des quantités	Amélioration de la valorisation	Réglementaire	Optimisation du service
Tri à la Source des biodéchets (collecte en apport volontaire des biodèchets sur les centres-bourgs et les centres-villes, les élus communaux peuvent décider d'étendre ce périmètre, ce sera le cas sur l'ensemble de la ville de Quimper)	X	X	X	
Contrôle d'accès en déchèterie pour la régulation des flux et limiter les sites aux seuls habitants de QBO	X	X		
Déploiement progressif de la collecte des déchets en PAV (OM, emballages, cartons…) au Centre Ville de Quimper	X			X
Actualisation et harmonisation de la Redevance Spéciale			X	X
Suppression de la collecte des sacs (jaunes) en porte à porte substituée par une collecte en bacs individuels ou en PAV				X
Mise en place d'une cellule de l'Environnement dédiée à l'information et au contrôle, et associée à l'évolution du service prévention animation			X	

La conférence des maires du 24 mars 2022, a pu ainsi préciser l'ambition politique de la collectivité de faire évoluer un service de collecte des déchets cohérent à l'échelle du territoire, en tenant compte des priorités suivantes :

- réduction des déchets produits ;

- l'amélioration de la valorisation ;

- le respect des contraintes réglementaires ;

- la limitation des nuisances pour un coût supportable par tous.

Les leviers d'optimisation ont été ensuite détaillés. Les avis suivants ont été recueillis :

A) Les biodéchets

Eu égard à l'évolution de la réglementation, la séparation des biodéchets se traduira par une collecte des biodéchets en PAV dans les centres-bourgs et les centres villes.

Les élus communaux sont sollicités pour délimiter le périmètre pertinent sur leur commune. A leur demand, ces périmètres pourront également être étendus à la zone périurbaine et/ou à des quartiers ou à l'intégralité du territoire communal.

C'est ainsi que pour Quimper, la collecte des biodéchets en PAV doit être envisagée sur toute la commune.

Pour rappel, les dispositifs de soutien de l'ADEME prévoient qu'un ratio d'1 PAV pour 150 foyers engendre le versement d'une subvention de 10 € par habitant desservi en fonctionnement et d'une subvention de l'ordre de 55 % pour l'investissement.

Les élus peuvent déployer la collecte des biodéchets en PAV au-delà des centres bourgs et des centres villes, voire à l'ensemble des territoires communaux même si en milieu rural le compostage individuel est maintenu. Il n'y a pas d'incompatibilité à disposer des deux systèmes. Les concitoyens auront le choix du dispositif.

Les élus proposent que pour des raisons de propreté, ces PAV soient prioritairement enterrés.

Il est indiqué que la collecte en PAV des autres déchets n'est pas intégrée au scénario de base. Pour autant, cette question fera l'objet d'un examen complémentaire commune par commune. Le service déchets de QBO et le prestataire de collecte détermineront les emplacements des PAV en pleine concertation avec les élus communaux. Le nombre de PAV sera défini en fonction du nombre de logements en cohérence avec les exigences de l'ADEME.

Il est demandé au service d'établir une fiche détaillée sur la collecte des biodéchets en PAV. Le service devra élaborer un bilan carbone qui doit conforter les choix pris par les élus.

La problématique de la propreté autour des PAV soulève la question de la répartition des compétences entre l'EPCI et la commune qui doivent travailler ensemble pour traiter les problèmes de dépôts de déchets et assurer la propreté urbaine.

A cet égard, l'EPCI peut constituer une Cellule de l'Environnement afin de :

- informer, sensibiliser ;
- communiquer ;
- contrôler, voire sanctionner.

La question du transfert de la compétence propreté urbaine des PAV vers l'EPCI peut s'envisager à l'instar d'autres collectivités (exemple Brest) mais les moyens devront être dimensionnés en conséquence.

Il est par ailleurs rappelé que le maire dispose de son pouvoir de police pour sanctionner et qu'il est important de l'utiliser si les faits sont récurrents et les auteurs sont retrouvés.

B) Cellule de l'Environnement

Après avoir présenté les missions de la cellule de l'Environnement, les élus demandent que la création de cette cellule et l'évolution du service animation retenus par le Copil de décembre 2021 soient élaborées/constituées en cohérence et simultanément. Une fiche descriptive concernant la Cellule de l'Environnement, le service animation/prévention sera élaborée afin de détailler les missions, les rôles, le dimensionnement des deux entités.

Une attention sera apportée à son impact sur les ressources humaines bien que la collecte des déchets se traduira par la création d'un budget annexe en 2023.

C) Le contrôle d'accès aux déchetteries

L'intérêt du contrôle d'accès dans les déchetteries a été rappelé. Les élus demandent que soit étudiée ultérieurement la possibilité de ne plus accepter les professionnels dans les déchetteries communales compte tenu de l'existence de deux déchetteries professionnelles privées sur le territoire.

D) La redevance spéciale

La problématique de la redevance spéciale est également soulignée. Environ la moitié des redevables n'y est pas soumise pour diverses raisons.

Cette analyse doit être conduite pour permettre une actualisation et une harmonisation. Le registre devra être régulièrement mis à jour. Les métiers de bouches sont les principales entreprises concernées.

E) La collecte de sacs

La collecte des sacs en porte à porte sera supprimée au regard de la réglementation liée au travail. Ainsi, ils seront substitués par des bacs individuels lorsque la collecte s'effectuera en porte à porte et par des conteneurs ou des colonnes collectives lorsque celle-ci sera pratiquée en Point d'Apports Volontaires

F) Le déploiement progressif de la Collecte des déchets en PAV (Omr, emballages, cartons, biodéchets, ...) en centreville de Quimper

L'implantation définitive des PAV enterrés en centre ville de Quimper sera précédée d'une phase transitoire qui permettra de tester les emplacements, l'ABF tenant aux équipement enterrés.

De la même façon, chaque commune pourra bénéficier d'une phase transitoire avec pose de colonnes aériennes lors des déploiements des PAV.

G) Autres points complémentaires utiles au Marché non évoqué

Le périmètre d'exploitation actuel apporte satisfaction. Compte tenu des évolutions déjà apportées au service, à ce stade, il est proposé de conserver cette configuration dans la mesure où le futur marché de collecte doit être effectif le 1 janvier 2023. Il est cependant essentiel de bien prévoir la constitution des lots lors de la constitution du marché afin de répondre aux obligations réglementaires au regard des différents périmètres des collectes.

Concernant la tarification incitative, il est proposé une poursuite des réflexions relatives aux différentes configurations et potentiels calendriers de mise en œuvre.

Avis des membres du bureau communautaire du 31 mars 2022 :

Les membres du bureau communautaire réunis le 31 mars 2022 ont retenu les différents leviers d'optimisation composant la nouvelle stratégie en matière de collecte des déchets ménagers et assimilés, exposés lors de différents Cotech, Copil, Bureaux Communautaire et à la Conférence des maires et notamment :

- le scénario de base et le développement de la collecte en PAV des flux de déchets dont les biodéchets ;

- les réflexions et les prestations préalables à la mise en œuvre d'une tarification incitative seront poursuivies.

Ils ont également décidé, dans la continuité du fonctionnement actuel organisationnel et géographique, suite au Copil du 28 mars 2022, de :

- lancer un marché d'une durée de trois ans pour assurer la collecte des emballages du territoire de l'ex-pays de Glazik ;

- lancer un marché alloti, composé de 3 lots sur une durée de 6 ans :

  - Lot N°1 : pour la collecte des Omr, emballages, papiers, cartons, encombrants et biodéchets, sur le territoire hors pays de Glazik ;

  - Lot N°2 : pour la collecte du verre sur l'ensemble du territoire de QBO ;

  - Lot N°3 : pour le lavage des contenants sur l'ensemble du territoire de QBO.

- proposer, dans l'analyse des offres, que la motorisation à énergie propre soit la règle. Que celle-ci devra être effective le plus tôt possible, à partir du 01/01/2023 et qu'en tout état de cause, l'intégralité de la flotte devra ainsi être motorisée au 31/12/2024. Le calendrier de mise en place de ce type d'énergie fera partie des critères de choix.

- autoriser le lancement du marché de collecte qui intègre les leviers d'optimisation présentés aux différentes réunions.

***

Après avoir délibéré (2 abstentions ; 54 suffrages exprimés dont 4 voix contre et 50 voix pour), le conseil communautaire décide :

1 - d'approuver la stratégie de collecte des ordures ménagères et assimilés ;

2 - d'autoriser madame la présidente à publier la consultation sur la base d'un appel d'offres en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique décomposé en trois lots comme suit :

- Lot N°1 : collecte des Omr, emballages, papiers, cartons, encombrants et biodéchets, sur le territoire hors pays de Glazick, pour un montant estimatif de 18 123 758 € H.T pour la durée du marché ;

- Lot N°2 : collecte du verre sur l'ensemble du territoire de Quimper Bretagne Occidentale pour un montant estimatif de 2 203 715€ H.T pour la durée du marché ;

- Lot N°3 : lavage des contenants sur l'ensemble du territoire de Quimper Bretagne Occidentale pour un montant estimatif de 628 362 € H.T pour la durée du marché.

3 - d'autoriser madame la présidente, après attribution par la CAO, à signer les marchés pour une durée de six ans.

Débats sur le dossier n°5 :

M. Le Bigot : *« Ce rapport touche au quotidien de tous les habitants de notre territoire. C'est en ce sens qu'il est important. Il s'agit de valider la stratégie en matière de collecte des déchets. Je ne vais pas reprendre la délibération parce que je sais que vous l'avez lue et analysée. Je vais simplement rappeler quelques points forts et préciser un certain nombre de choses.*
Le contrat de collecte arrive à échéance le 31 décembre. La collectivité ne peut, évidemment, rester sans contrat. Sinon, le service ne serait plus assuré. Il est donc nécessaire, afin d'assurer la continuité du service, de lancer une consultation pour définir un nouveau contrat qui prendra effet à partir du 1er janvier 2023. Pour QBO, c'est l'occasion de réfléchir et de définir sa politique, sa stratégie, en ce qui concerne les déchets. Les grands axes, définis au niveau national, consistent à maîtriser les ressources de la Planète et donc à valoriser au maximum, par le recyclage, tout ce qui peut l'être. On l'a évoqué tout à l'heure en parlant de l'économie circulaire.
On voit bien que quatre axes principaux se dégagent : réduire nos déchets ; valoriser au maximum ; respecter les réglementations ; faire en sorte que la stratégie soit acceptée par la population d'un point de vue financier mais aussi du point de vue de la salubrité. Il ne faudrait pas qu'on se retrouve avec des déficiences à ce niveau.
Actuellement, le territoire de QBO produit, annuellement, par individu, 640 kilos de ce qu'on appelle « les déchets ménagers et assimilés » : cela comprend l'ensemble des déchets (ceux allant en déchetterie ; les déchets recyclés ; les déchets ménager résiduels…). Sur ces 640 kilos, 221 sont des « OMR » ou des « DMR », des déchets ménagers résiduels. Les déchets ménagers résiduels correspondent à « la poubelle grise » qu'on trouve sur d'autres territoires. On retrouve 50 kilos, par an et par habitant, d'emballages, 35 kilos de verre et 341 kilos de déchets qui finissent en déchetterie. Cela représente un volume important pour les déchetteries. Il dépasse le volume de nos OMR. On note une certaine stabilité depuis quatre ans. Ça n'a pas vraiment bougé malgré les politiques menées et la pédagogie. On se situe autour des mêmes chiffres depuis quatre ans. On peut s'en satisfaire parce qu'on a connu une légère augmentation de la population sur le territoire sans connaître une augmentation de la production de déchets. Un fait important : dans cette « poubelle grise », qui correspond donc à 221 kilos par habitant, 80% de ce qui s'y trouve n'est pas à la bonne place. On considère donc qu'il y a 175 kilos qui sont valorisables : 63 kilos en biodéchets et 80 kilos d'emballages (plastique, verre ou autres). Ces chiffres sont issus de ce qu'on appelle une « caractérisation », c'est-à-dire que les agents de la collectivité ont trié les déchets contenus dans un camion d'OMR. Il y a donc des marges de progression possibles sur cette « poubelle grise », à condition d'avoir une stratégie adaptée.
Un autre rappel : le coût total du service représente 11,4 millions d'euros. 1,8 millions de recettes proviennent de la vente de matériaux qui ont été récupérés (plastique, verre ou autres). Il y a donc 9,6 millions d'euros qui restent à la charge des habitants, via la TEOM. Cela représente à peu près 96 euros par habitants.
Des lois nous poussent aujourd'hui à agir : la loi sur la transition énergétique, reprise d'ailleurs au plan régional de réduction des déchets. Cette loi dit que nous devrons, pour 2030, baisser notre production de déchets de 25% par rapport à 2016. Cela veut dire que nous allons devoir diminuer de 137 kilos par habitant. C'est considérable. C'est un véritable challenge. La seconde loi est la loi « AGEC », anti-gaspillage et pour une économie circulaire : elle dit que, d'ici fin 2025, nous devrons arriver à 65% de valorisation produit-matière. Aujourd'hui, nous nous situons entre 47% et 50%. Quand on parle de « produit-matière », on ne parle pas du tout de valorisation énergétique. Par exemple, ce qui est issu de l'usine de Briec et qui est vendu sous forme d'électricité n'est pas considéré comme une valorisation matière. Seul est considéré

comme « valorisation matière » ce qui est retiré de la poubelle, ramené au centre de tri et valorisé en tant que tel (plastique, papier ou autres). Ainsi, il est important d'avancer ne serait-ce qu'en raison de ces deux lois.
Il est important de bien avoir à l'esprit un autre point : sur notre territoire, nous avons deux périmètres légèrement différents. Celui de l'ex-Quimper Communauté est géré par un prestataire qui assure la mission pour le compte de la collectivité. En l'occurrence, il s'agit de Véolia. Sur le territoire de l'ex-Communauté de communes du Pays Glazik, le service est historiquement assuré en régie. Il a été décidé de garder distincts ces deux périmètres. On aurait pu tout uniformiser mais le choix a été fait de conserver l'existant. On a constaté que les deux systèmes pouvaient très bien cohabiter. Les deux ont des avantages et des inconvénients mais ils apportent des réponses satisfaisantes. On restera donc, sur une partie du territoire, avec un prestataire et, sur l'autre, en régie. Cependant, la stratégie sera commune.

Qu'est-ce qui va changer à l'avenir ? Tout d'abord, il va être instauré une gestion des biodéchets, ce qui n'existe pas actuellement, du moins de manière publique. Beaucoup de gens, aujourd'hui, valorisent déjà les biodéchets en compostant dans leur jardin. Le compostage individuel, le compostage semi-collectif vont continuer à exister mais la collecte des biodéchets, en particulier dans les centres urbains (les bourgs et la ville de Quimper), n'existe pas à l'heure actuelle. Elle va donc être mise en place, non pas par un ramassage quotidien ou hebdomadaire mais par ce qu'on appelle des « points d'apport volontaire » : ces derniers vont être installés sur l'ensemble du territoire, progressivement. Ceux qui le souhaitent, et qui ne valorisent pas individuellement leurs déchets par du compostage, pourront y apporter leurs biodéchets. La collectivité en assurera le ramassage et, ensuite, la valorisation. En terme de valorisation, il y a deux grandes lignes : soit la méthanisation, soit le compostage industriel. La décision prise aujourd'hui est de placer systématiquement ces points d'apport volontaire dans les centres urbains, centres-villes et centres-bourgs. Il est laissé à l'appréciation des différents maires de développer ces points d'apport volontaire sur l'ensemble du territoire de leur commune, s'ils le souhaitent. Quimper et d'autres communes (Edern, Pluguffan, Quéménéven…) nous ont déjà fait part de leur souhait de développer ces points d'apport volontaire sur l'ensemble de leur territoire. On va y aller progressivement. Je pense que toutes les communes de QBO y viendront. On aura alors un système pour les biodéchets. Sur l'ensemble de QBO, il y a, potentiellement, 7 000 tonnes de biodéchets. Sur ces 7 000 tonnes, on considère que l'on peut collecter 3 000 tonnes, le reste ayant vocation à être composté de manière individuelle.
Le deuxième point concerne les OMR, c'est-à-dire les poubelles grises : de la même manière, dans les centres-bourgs, les centres-villes, on va prioriser l'apport volontaire. Il n'y aura plus de ramassage systématique par les camions - en tournées quotidiennes dans le centre-ville de Quimper ou en tournées hebdomadaires dans les différentes communes – mais des points d'apport volontaire. Il y aura une douzaine de points d'apport volontaire au cœur de la ville de Quimper, l'idée étant qu'on ait un point d'apport volontaire dans un rayon de 150 mètres, afin que tout le monde dispose d'une solution. Il y a plusieurs avantages à ces points d'apport volontaire, dans le cœur de ville en particulier : tout d'abord, il n'y aura plus le passage de camions sur la place Terre-au-Duc, sur la place au beurre ou rue du Frout qui, tout de même, en période estivale, vient gêner les gens qui se restaurent sur ces espaces. Ensuite, les gens pourront se rendre sept jours sur sept aux points d'apport volontaire. Il n'y aura plus à se préoccuper de l'heure de passage. Les gens pourront aller déposer leurs déchets à l'heure qu'ils souhaitent dans la journée, en allant faire autre chose, prendre leur pain ou autres… L'avantage, en particulier pour le centre-ville de Quimper, c'est que nous n'aurons plus le ramassage des sacs noirs. Vous l'avez remarqué : à partir de 19h00, c'est l'assaut des goélands qui viennent déchirer les sacs, suivis par les chiens qui finissent le boulot… Dans ce cadre, la gestion de la propreté à Quimper était un véritable casse-tête, en particulier l'été. C'était

insupportable de voir, l'été, partout, des poubelles étalées sur la rue… On aurait pu faire le choix d'avoir des containers individuels mais il n'y a pas de place pour cela dans le centre-ville car, alors, tous les trottoirs seraient encombrés de containers. C'est donc une solution raisonnable, qui n'est pas choisie que par notre ville : la plupart de villes qui s'interrogent aujourd'hui sur ces questions, choisissent les points d'apport volontaire, en particulier en milieu urbain. Après, si les collectivités souhaitent développer des points d'apport volontaire sur l'ensemble de leur territoire, on le fera progressivement, à la demande des maires qui le souhaitent.
Quand je parlais tout à l'heure de la suppression des sacs gris, il s'agit aussi d'une réglementation : aujourd'hui, les ripeurs exécutent des centaines ou des milliers de fois les mêmes gestes : balancer les sacs à l'intérieur du camion. Or, en matière de santé, cela représente des risques musculo-squelettiques. Il est préconisé, aujourd'hui, de ne plus avoir ces manipulations de sacs. A partir du moment où il n'y a plus ces manipulations de sacs ni les containers, la solution est celle de l'apport volontaire.

En ce qui concerne le troisième point (la collecte sélective et les emballages), même topo : la collecte sélective se fera par points d'apport volontaire, dans les centres-villes et dans les centres-bourgs, avec déploiement en fonction de la demande et de la volonté des maires. Cela veut dire que dans le centre-ville de Quimper, où la collecte sélective n'existe pas aujourd'hui, les habitants auront la possibilité de faire du tri grâce aux points d'apport volontaire qui seront déployés. Conséquence directe : il n'y aura plus de sacs jaunes sur le territoire. Les sacs jaunes seront remplacés par les points d'apport volontaire dans les centres-villes et centres-bourgs et, par des containers, pour le reste du territoire. »

Mme Assih *: « Non. Ce qui est supprimé c'est la* collecte *des sacs jaunes en porte à porte. On n'a pas encore tranché sur le fait de supprimer les sacs jaunes ou pas ! »*

M. Le Bigot : *« Je parle bien de la collecte. »*

Mme Assih : *« Non. J'ai bien entendu suppression des sacs jaunes… »*

M. Le Bigot : *« Je reprécise mais cela me paraissait tellement évident : il s'agit bien de la* collecte *des sacs jaunes qui est remplacée par les points d'apport volontaire ou par la collecte en containers. C'est bien de cela dont il s'agit. Je n'ai pas l'intention de vous imposer quoi que ce soit. Je trouve qu'il est bon que les uns et les autres interviennent. Je ne me sens pas déstabilisé.*
Une question, relative à la propreté, nous a régulièrement été posée lorsqu'on travaillait sur ce sujet : comment faire en sorte d'assurer la propreté autour des points d'apport volontaire ? C'est un véritable sujet et il faut qu'on soit extrêmement vigilants là-dessus. D'ailleurs, la question de la compétence se posera : restera-t-elle au niveau des communes ou sera-t-elle partagée avec QBO ? C'est une question qui n'a pas encore été tranchée mais qui méritera de l'être.
Second point, important : tout le monde n'aura peut-être pas la possibilité de se déplacer pour venir aux points d'apport volontaire. Il va donc falloir être extrêmement vigilants pour s'assurer que, d'un point de vue social, il n'y ait pas des gens dans des situations délicates. S'il y en a, il faudra faire un repérage pour solliciter une aide de « voisins solidaires » ou une aide de services. La collectivité, l'an passé, a testé des vélos pour ramasser les déchets en cœur de ville : ce pourrait être une des solutions proposées à ceux qui ont des problèmes à se déplacer.
Point suivant : la mise en place d'une cellule environnement. Elle n'est pas encore calibrée en termes RH mais le souhait est bien de mettre en place une telle cellule dont la mission sera à

la fois pédagogique et de terrain. Elle aura aussi une mission de verbalisation lorsque l'action pédagogique n'aura pas été suffisante. A un moment donné, il faudra sans doute verbaliser ceux qui ne respectent pas les préconisations.
En ce qui concerne le contrôle des accès en déchèteries : actuellement, l'accès se fait de manière libre. Les collectivités qui nous entourent ont mis en place, depuis un moment déjà, des badges d'accès. Cela fait que nous assistons à un report : des gens qui ne peuvent plus aller sur d'autres collectivités viennent chez nous. A un moment donné, c'est un peu injuste puisque ce sont les citoyens de QBO qui paient le service. Il est normal qu'il soit réservé à ceux qui le paient. Mettre en place un accès par badge permettra de résoudre cette question-là. Cela permettra d'apporter aussi une autre fiabilité par rapport aux artisans. Aujourd'hui, il n'est pas si évident que ça de savoir qui est artisan et qui ne l'est pas. Les badges permettront davantage de clarté.
Sixième point : on souhaite développer, pour des raisons pratiques, la collecte séparative des papiers et des cartons. Aujourd'hui, les papiers sont mélangés avec d'autres emballages dans les sacs jaunes. Le problème, c'est qu'ils sont bien souvent souillés par d'autres déchets. Souillés, lorsqu'ils arrivent au centre de tri, ils n'ont pas la même valeur que du papier non souillé. Aujourd'hui, le prix de reprise se situe environ à 100 euros la tonne. On sait que s'il s'agit de papiers non souillés, le prix de reprise est nettement supérieur. L'idée est donc de faire en sorte que, par apports volontaires à nouveau, on puisse récupérer le papier et le carton. Aujourd'hui, dans les communes périphériques, les cartons ne sont pas ramassés. L'idée est donc d'aller plus loin et de pouvoir collecter le carton dans les différents bourgs.
Enfin, dernier point : on poursuit la réflexion sur la tarification. Aujourd'hui, la tarification se fait dans le cadre d'une taxe sur les ordures ménagères, ce que l'on appelle la TEOM : vous payez le service en fonction de la valeur locative de votre taxe foncière. L'idée est de réfléchir à ce qu'une partie au moins du financement se fasse au prorata des ordures produites et collectées sur l'espace public. La décision n'est pas prise aujourd'hui. La réflexion est en cours. Il y a différentes solutions : la redevance incitative, la taxe incitative... Il faudra tout de même décider, d'ici fin 2022, sur ces questions de tarification incitative.

Pour conclure, malgré tout cela, nous n'atteindrons pas les objectifs fixés par la Loi ! On ne parviendra pas à ce qui nous est demandé par la Loi. On a fait tous les schémas possibles, on n'y arrive pas. Cela signifie qu'il faudra faire à nouveau de la pédagogie, trouver d'autres moyens d'action afin, d'une part, de baisser le volume des déchets produits et, d'autre part, de les valoriser encore davantage. »

Mme Assih : *« On n'atteindra pas les objectifs fixés par la Loi mais on aura tout de même transformé radicalement le mode de gestion de la collecte des déchets. »*

M. Fontaine : *« Daniel Le Bigot a été tellement vif et brillant que l'on a du mal à suivre… On a tout de même l'impression que l'on est en train de dégrader le service. Cela n'apparaissait pas de façon aussi claire dans la délibération. Je remercie donc Daniel pour son propos précis. Pour moi, il me semble qu'il s'agit d'une dégradation du traitement des déchets avec un risque majeur : celui d'un désengagement de la population du tri collectif et de la gestion des déchets. Le risque, en faisant cela, c'est que les gens se disent : « tout cela m'emmerde, je vais aller déposer mes déchets n'importe où ». C'est le risque majeur en faisant ce genre de choses ! Il faut que les collectivités soient facilitatrices pour le traitement des déchets. C'est hyper important. Tu aurais pu proposer Daniel, quitte à être coercitif, quitte à imposer, à ce qu'on diminue les déchets. Vous voulez diminuer la consommation d'énergie. C'est ce que vous avez mis dans votre programme et c'est très bien. On peut aussi diminuer la production de déchets en imposant, dans un certain nombre de cas, notamment auprès des grandes surfaces, auprès*

des commerçants, la diminution des emballages. Vous pouvez très bien inclure, dans certains appels d'offres, la diminution des emballages lorsqu'on vous livre quelque chose. De même, la diminution du plastique peut être imposée par la collectivité. On n'a pas entendu parler des consignes : on pourrait très bien imaginer, en travaillant en amont avec les producteurs ou les marchands, réinventer le système des consignes qui marchait très bien, qui permettait de récupérer des bouteilles sans qu'elles soient cassées, etc. On récupérait sa petite piécette, souvenez-vous (du moins pour ceux qui ont un certain âge). Quand les grands-parents étaient sympas, on ramenait les bouteilles et ils nous laissaient récupérer la petite pièce. Il y a donc des enjeux environnementaux importants parce que tous les déchets qui ne seront pas pris en charge par la collectivité seront largués dans la nature... Et on sait où cela finit : cela finit forcément, par le biais des bassins versants, dans les rivières, puis dans la mer.
Tu parlais des biodéchets et du reste. La question importante est : quel contenant pour les amener à la déchèterie ? Va-t-on se faire fournir, comme actuellement, des sacs jaunes ? Est-ce que pour les biodéchets ce sera des sacs verts biodégradables ? Ou alors, faudra-t-il que chacun mette les peaux de banane et le reste sur le siège de sa voiture ? Y aura-t-il un contenant dédié ? Quelles solutions seront proposées ? Il faudra que ce soit plus précis !
Tu as parlé également de la collecte des cartons. Moi, lorsque j'entends « collecte », j'entends « ramassage à domicile ». Pour les cartons, y aura-t-il ramassage à domicile ou faudra-t-il également les mettre dans des points de dépôt ?
Enfin, tu as parlé de tarification. Comment paiera-t-on ? Faudra-t-il payer en déposant ses déchets ? Faudra-t-il payer si on ne les dépose pas ? »

Mme Assih : *« Il s'agit de la tarification incitative, pour laquelle il n'y a pas de proposition. C'est un chantier à ouvrir et une réflexion à mener. »*

M. Fontaine : *« En tous cas, les déchèteries seront bien payantes ? Pour l'instant non ? Donc, si je comprends bien, pour le moment, on ne sait pas quelles seront les modalités de taxation des déchets, en plus de la TEOM ? »*

M. Le Goff : *« Je voulais juste réagir sur la question des dépôts sauvages parce que la salubrité publique a été au cœur de nos discussions. La salubrité publique est effectivement de la responsabilité des maires et on a échangé sur le fait de savoir ce qu'il en serait aux abords des points d'apport volontaire. Je pense que cette question-là ne devrait pas se poser et je pense qu'on peut faire confiance aux nouvelles générations, à la jeunesse. Il faut aussi, collectivement, que l'on fasse preuve de pédagogie. J'ai bon espoir que ça fonctionne. J'ai eu la chance d'accueillir Daniel Le Bigot sur ma commune, tout récemment, à l'initiative de jeunes de ma commune, pour collecter du déchet. On a collecté 240 kilos de déchets en l'espace de deux heures. Je veux dire par là que les dépôts sauvages existent aujourd'hui. Ce n'est pas pour autant que l'on doit baisser les bras. Les nouvelles générations prennent conscience de ces problématiques. Les jeunes enfants sont très au fait du tri et je me fais souvent reprendre ! Je pense que c'est par ces leviers-là qu'on arrivera à avancer. Il faut se doter d'outils et de moyens et ne pas y mettre de frein. La salubrité publique est l'enjeu de tous. »*

M. Menguy : *« Merci à Daniel Le Bigot d'avoir expliqué, de manière transparente et assez longuement, cette proposition de nouvelle organisation. Ce n'est pas un dossier anodin. Vous y avez travaillé depuis plusieurs mois. Nous avons participé à une réunion d'information, intéressante et instructive, à laquelle Daniel nous avait invités. Ce soir, la délibération propose une consultation pour 21 millions d'euros HT de services. C'est colossal. Sincèrement, je trouve que la délibération est à l'opposé de l'explication de Daniel. Elle n'est pas du tout transparente pour un sujet de cette importance-là, avec les changements qui viennent d'être expliqués par*

Daniel. Avant que celui-ci ne parle, nous n'avions pas pris la mesure de ces changements. Ce n'était pas clair. Il nous reste encore plein de questions. Je trouve regrettable qu'une délibération comme celle-là, après le travail que vous avez probablement mené, ne soit pas plus explicite car la nouvelle stratégie qui sera mise en place aura un effet-levier colossal en termes d'action publique, d'économies potentielles pour la collectivité, de préservation de l'environnement. Elle aura aussi un impact colossal sur la vie quotidienne de nos concitoyens. Je crois que c'est Arnaud Platel qui parlait, tout à l'heure, d'appréhension des citoyens vis-à-vis de la décision politique. On est en plein là-dedans : à un moment donné, nos concitoyens seront concernés par un changement majeur et il faudra qu'ils le comprennent. Alors, lorsque nous, les élus, nous n'avons déjà pas les clés, au travers des délibérations présentées, pour comprendre… Certes, c'est un domaine très complexe. Heureusement qu'il y a une séance publique pour parler de ces sujets. Je trouve que, sur des changements de cette importance-là, avec des budgets qui sont colossaux, la délibération aurait mérité d'être plus claire. Donc, merci encore pour les explications orales.
J'avais un a priori favorable aux évolutions sur cette politique, pour les raisons que j'ai évoquées à l'instant : cela peut avoir un effet-levier considérable et il faut avancer dans ces voies-là. Mais, clairement, concrètement, au quotidien, quelles évolutions vont concerner les habitants ? Il y a une foule de détails qui ne sont pas évoqués : la fin de la collecte des sacs, les modalités de dépôt en bacs, etc. Il y a déjà eu, par le passé, des bacs, des caisses (jaunes et bleues). Et puis cela avait été changé parce que les caisses étaient trop lourdes. Dans la caisse jaune, on mettait les bouteilles en plastique et dans la bleue les journaux, etc. Cela avait changé. Donc, cela avait coûté de l'argent public. Du coup, après, on est passé aux sacs dans les poubelles grises. Chaque famille a une taille de poubelle différente en fonction de la composition du foyer. Les poubelles doivent être ramassées. Elles ne le sont pas toujours, ce qui génère des nuisances, sur les trottoirs, pour les personnes en situation de handicap, pour les personnes âgées. C'est le cas lorsque les trottoirs sont très étroits. Prenez la rue Bourg-les-Bourgs par exemple.
La question de l'entretien des points d'apport volontaire est fondamentale. Dans plusieurs villes, il y a un développement des populations de rats. Evidemment, il faudra que l'entretien soit impeccable, alors qu'il existe d'ores et déjà des dépôts sauvages difficiles à gérer. Pendant le dernier mandat, avec Ludovic Jolivet et Yves Gentric, nous avons essayé de gérer un dépôt sauvage en haut de la rue Goarem Dro. Je passe là tous les jours : le dépôt sauvage existe toujours ! Et puis, il y a le sujet du contrôle de ces dépôts sauvages, du respect des obligations et des potentielles sanctions. Et enfin, sujet qui concernent beaucoup nos concitoyens : celui de la redevance ou des taxes. Qui paie ? J'ai sondé quelques personnes après la réunion d'information – avec, je le répète, un a priori favorable sur les évolutions : des personnes nous ont dit que du moment qu'elles paient une taxe, elles attendent un service en face. C'est une conception qui peut être celle de certains de nos concitoyens mais qui est un vrai sujet.
C'est une politique éminemment complexe, souvent un casse-tête pour nombre de maires mais là, franchement, je trouve qu'on rate un peu les objectifs de transparence et de pédagogie. Et, à chaque fois que ça manque de transparence, cela génère des réserves… »

Mme Assih : *« Sur la question de la délibération, je peux entendre ce que dit Guillaume Menguy mais mettre en mots toute cette complexité, la quantité d'informations, d'échanges et de travail depuis un an, n'est pas chose aisée. Je peux vous assurer, chers collègues, qu'il y a eu un certain nombres d'allers-retours entre le politique et les services. Ce n'est certainement pas parfait mais, en tous cas, il y a une volonté de transparence totale. La preuve : la présentation, pour le coup très complète, de Daniel Le Bigot ce soir. »*

Mme Postic : *« Dans la série « évoquons nos souvenirs », s'agissant du traitement des déchets et des problèmes environnementaux, je voudrais vous faire part d'une expérience qui a été la mienne : j'ai eu la chance de vivre une année « Erasmus », en 1994, aux Pays-Bas et, dans ce pays, la gestion des déchets est bien plus avancée que celle qui existe en France encore aujourd'hui. Exemple : la machine à café de la Fac ne fonctionnait pas avec des gobelets jetables mais avec des gobelets qu'on devait acheter. Le compost de toutes les maisons était collecté par la ville et les bouteilles, en plastique ou en verre, étaient consignées dans les supermarchés. Aujourd'hui, on a l'impression qu'on fait un pas en arrière en France.*
Ceci étant dit, sur le projet qui est proposé au niveau de QBO : évidemment, j'adhère personnellement à une démarche de diminution des déchets et de préservation de l'environnement. Simplement, nos concitoyens sont fainéants. Il faut le savoir. Ils sont fainéants, oui ! Dans le projet qui nous est présenté, je pense qu'il y a une lacune : l'accompagnement pédagogique des habitants de QBO. Pourquoi ? J'ai pu constater, dans des collectifs du centre-ville de Quimper, que les gens mettaient les bouteilles en verre dans les poubelles ordinaires, plutôt que de les déposer dans les containers qui se trouvent à quelques centaines de mètres de chez eux. Cet accompagnement pédagogique et la communication font à mon sens défaut dans la délibération qui nous est proposée. Peut-être que cela est prévu mais, en tous cas, pour inciter les gens à faire quelques centaines de mètres afin de se rendre à ces points d'apport volontaire (contraint en réalité), je pense qu'il va falloir que QBO se lance dans une grande opération de communication !
Là où je ne suis pas forcément d'accord avec notre collègue Daniel Le Bigot, c'est lorsqu'il préconise de supprimer, en centre-ville, les containers individuels au motif que cela ferait trop de containers sur la voirie. Il y a une autre problématique qui n'est pas évoquée : celle des immeubles collectifs. Dans les immeubles collectifs en copropriété, qui gèrent les déchets ? Ce sont, bien souvent, des prestataires payés par le syndicat des copropriétaires. Dans ces collectifs, soit il existe des locaux qui peuvent accueillir les containers, soit il n'y a pas de containers. J'ai constaté, comme vous, les sacs éventrés, posés à même la voirie. C'est bien souvent parce que les collectifs n'ont pas de containers, faute de place pour les stocker. Je rejoins donc les propos de mon voisin : pour convaincre les gens d'aller jusqu'aux containers pour déposer leurs déchets, je pense qu'il y aura un grand travail pédagogique à faire et un accompagnement à mettre en place pour les plus âgés. Déjà, pour les plus âgés, le tri sélectif est compliqué. Ils sont un peu perdus par la rigueur du tri sélectif. Voilà les propos que je voulais apporter à la réflexion commune. »

M. Jolivet : *« Je crois que nous sommes dans un changement de paradigme important et je trouve assez intéressant que ce soit porté par Daniel Le Bigot. Finalement, je ne suis pas spécialement opposé à cet apport volontaire, le tout est de savoir combien de containers ou de dispositifs enterrés pourront être mis à disposition de la population. Si chacun n'a que vingt ou trente mètres à faire, à la limite pourquoi pas ? Si c'est cent ou cent cinquante mètres, on aura un problème. Notamment au centre-ville de Quimper, on sait très bien qu'on a eu quelques difficultés pour implanter l'apport volontaire. Ce sera peut-être plus facile dans les quartiers. Mais le tout est de savoir quelle sera la distance du point d'apport volontaire le plus proche. Personnellement, par principe, je trouve que l'on peut faire un petit effort.*
Pendant quelques années, lorsque j'étais conseiller régional, j'étais représentant à la Poste. On parlait de la transformation de la distribution du courrier et j'osai proposer qu'à la place de boîtes aux lettres individuelles il puisse y avoir des « CIDEX ». Je trouvais que cela pouvait être plus rapide et que c'était un moyen pour la population de se retrouver autour d'un tel dispositif. Volée de bois vert ! De la Gauche en général. Pas question d'imaginer des « CIDEX » alors que ça existait rue Descartes et rue Fernand Pelloutier. Et là, changement de paradigme énorme : vous demandez aux gens d'apporter leurs poubelles ! Il va falloir faire de

la pédagogie. Je suis donc étonné de cela Daniel mais tant mieux. Vous avez vraiment changé d'avis. Tant mieux !
Deuxième chose : le badge. Attention, il va falloir montrer patte blanche. D'ailleurs, quand on va à la déchèterie aujourd'hui, on doit prouver qu'on habite la communauté d'agglomération. Je me souviens des débats, ici, sur la carte « Korrigo » : on va être « pucés » et compagnie... C'est donc encore un revirement de situation et je félicite monsieur Daniel Le Bigot d'être en mesure aujourd'hui, avec quelques années de vécu, de pouvoir faire une translation aussi importante. »

Mme Le Meur (Annaïg) : *« Je voulais juste dire que je suis enchantée que QBO, lorsque « la maison brûle », ne regarde pas ailleurs ! Je tiens à le dire. L'écologie est une attente des citoyens, le traitement des déchets également. Je pense qu'ils sauront être responsables. Ils seront capables de s'adapter. Certes, il faudra de la pédagogie et du temps mais j'ai confiance dans les citoyens. Je partage le constat sur les poubelles qui traînent sur la voirie, etc. Ce n'est plus possible d'être confronté à des problèmes de rats et d'insalubrité. Maintenant – je vais faire plaisir à madame Rainero -, je me pose la question du devenir des ripeurs : avez-vous envisagé de déployer ces personnels sur d'autres fonctions ? Peut-être, justement, à l'entretien des sites de collecte ? Est-ce que cela est prévu ?*
Franchement, je suis contente. On parle effectivement de la loi « AGEC » et de ses objectifs. C'est peut-être une contrainte mais ce sont des objectifs importants. Je remercie notamment ma collègue Graziella Melchior qui a beaucoup travaillé là-dessus, notamment sur la réduction des déchets en plastique. Au niveau de la grande distribution et des supermarchés, il y avait tout de même un enjeu à diminuer l'ensemble des déchets en plastique. En 2040, il est prévu qu'il n'y ait plus d'emballages plastiques, notamment pour l'alimentaire. Et, dès 2025, 100% des plastiques seront des plastiques recyclés. Les enjeux ont déjà été marqués. Le Gouvernement a déjà mis en place plusieurs choses sur le dernier mandat. L'engagement est déjà pris. »

Mme Levry-Gérard : *« Merci à Daniel Le Bigot et à toutes celles et tous ceux qui ont travaillé sur ce sujet complexe. Je ne vais pas reprendre ce qui a été dit, notamment par Guillaume Menguy, mais j'ai tout de même des questions. Tout d'abord, une chose me frappe vraiment : on ne prend pas en compte les gens qui ne pourront pas amener leurs déchets aux points de collecte. Ce n'est pas pris en considération. Les réponses sont du type : « Si vous ne pouvez pas y aller vous-même, peut-être qu'on fera appel au CCAS, peut-être qu'on fera appel à autre chose ». C'est un peu : « Démerdez-vous ! » et, personnellement, je ne peux pas accepter ça. Vraiment, c'est le point de cette délibération que, pour ma part, je ne peux pas accepter. On ne peut pas dire aux gens : « Débrouillez-vous si vous ne pouvez pas y aller » !*
Après, j'ai tout de même quelques questions. Tu as dit, Daniel, qu'il avait été acté qu'on garderait les deux systèmes : régie et DSP. Or, il est indiqué que, sur la phase 3, le choix des différents scénarios sera réalisé avec l'aide du Cabinet. Est-ce que cela est décidé ? Deuxième question : je voudrais savoir ce qu'on nous demande de voter exactement. Est-ce la stratégie que l'on vote et un lancement des marchés mais sur l'ancien système ? Sur six ans ? Cela signifie-t-il qu'on se donne une échéance à six ans pour modifier le système ? Je voudrais une précision sur ce point. Dans l'appel à marchés, il est précisé que les camions doivent être à énergie propre. Les entreprises sont-elles déjà prêtes à mettre en circulation l'ensemble des camions avec une énergie propre ? Ce serait intéressant si cela était possible. En ce qui concerne le projet proposé de collecte en points d'apport volontaire, vous avez tout le temps parlé du centre-ville. Qu'en est-il des quartiers ? Est-ce la même chose et, si oui, à quelle échéance ? Et je voudrais aussi que vous nous parliez de la cellule de l'environnement avec son rôle de surveillance, de contrôle, de punition. »

Mme Assih : *« Non ! D'accompagnement ! D'accompagnement ! »*

Mme Levry-Gérard : *« Oui, j'entends bien mais cela signifie qu'on ne fera pas qu'accompagner. Il y a tout de même cette notion de punition. »*

Mme Assih : *« À un moment donné oui, mais c'est déjà le cas. »*

Mme Levry-Gérard : *« Là, le système sera tout de même très différent. Donc, je voudrais savoir ce qu'il en sera. On a parlé de pédagogie, du temps qu'il faudra pour mettre tout cela en place au regard des obstacles qui, à mon sens, sont tout de même importants pour les individus - même lorsqu'il y a une adhésion. Je veux bien qu'on fasse confiance aux jeunes générations – et moi aussi je leur fais confiance. Ce n'est pas tant que ça ne suffise pas mais, les jeunes générations, à un moment donné, deviennent de vieilles générations et je pense qu'il faut penser à tout le monde lorsqu'on construit un projet comme celui-là. Aujourd'hui, il y a des anciens qui sont bien plus précurseurs, en termes d'environnement, que certains jeunes. Je ne vais pas opposer les tranches d'âge. Ce n'est pas mon sujet. Mais, par contre, il existe parfois un vrai problème de mobilité. Je ne parle même pas des personnes en situation de handicap. Pour les anciens d'aujourd'hui ou de demain, il est de notre responsabilité de prévoir tout cela. Et là, pour le coup, je trouve qu'on n'est pas du tout au rendez-vous ! »*

M. Le Bigot : *« Pour répondre aux questions posées par Claire Levry-Gérard, la délibération est nette : il y a un vote. On vote sur l'autorisation qui sera donnée à la présidente d'élaborer le marché. Il y a donc bien un vote sur les marchés. Vous avez noté qu'il y a trois lots : un lot concerne la collecte des ordures ménagères sur le territoire « ex-Quimper Communauté », dans la mesure où l'on reste en régie sur le territoire du pays Glazik. Un autre lot concerne la collecte du verre mais sur l'ensemble du territoire. Le troisième lot concerne l'entretien du matériel. La délibération autorise bien la présidente à prévoir les marchés.*
On a bien compris que deux points sont essentiels pour la réussite du projet : le premier concerne la salubrité des points d'apport volontaire. Il faudra une vigilance absolue pour les maintenir propres, sinon on se cassera la figure. Ce sera le boulot de la cellule environnement de repérer les problèmes pour que le nettoyage soit réalisé le plus rapidement possible. Le deuxième point concerne les personnes qui auraient des difficultés. Bien évidemment, il faut prendre en compte ces personnes. Je n'ai pas du tout dit qu'elles devront se débrouiller toutes seules. Je n'ai pas du tout dit ça ! J'ai dit qu'on allait les recenser, rechercher avec elles des solutions : cela pourrait être un ramassage par vélo ou triporteur électrique ; cela pourrait être la sollicitation des voisins (la solidarité entre les gens existent aussi et je fais confiance à cela). Je fais confiance au sens de responsabilité des personnes. Je ne suis pas du tout comme Georges-Philippe Fontaine, ni comme madame Postic : pour moi, les gens ne sont pas des fainéants ! Les gens ont besoin d'avoir des outils, des procédures ou des méthodes pour pouvoir gérer mais, globalement, les gens sont aujourd'hui prêts à accepter qu'on ne peut plus continuer comme avant avec nos déchets. On pèse sur la Planète. On est donc prêt à y aller. Il est évident qu'il faudra être au plus près des gens ayant des difficultés et trouver des solutions de manière à ce que personne ne soit écarté du dispositif. Nous avons cette préoccupation.
Georges-Philippe Fontaine a fait part de son point de vue : dégradation du service ; citoyens irresponsables… Je considère, au contraire, que les gens sont responsables et sont prêts, si on leur donne les outils, à y aller. En ce qui concerne la question des consignes (Uisant Créquer pourra peut-être en dire un mot), je suis complètement d'accord sur le fait qu'il faut réutiliser une bouteille de verre lorsqu'elle a été fabriquée ! C'est tout de même dommage de la briser pour refaire une autre bouteille. Cependant, cela ne dépend pas de nous : ce n'est pas QBO

qui va décider de généraliser la consigne ! Par contre, il y a des opérateurs, des associations qui, aujourd'hui, se lancent dans le développement de la consigne. C'est le cas, par exemple, pour les bouteilles de bière. Là, la collectivité a un rôle pour aider mais nous n'allons pas nous substituer au pouvoir économique.
Quelqu'un a évoqué les « suremballages » dans les supermarchés ou autres : à nous d'adresser un message clair à ces hypermarchés mais ce n'est pas nous, là encore, qui allons réglementer le domaine. Une réglementation existe mais ce sera aux députés de travailler à l'améliorer.
En ce qui concerne les biodéchets, il y aura, dans le cadre de QBO, distribution de seaux pour aller porter les biodéchets aux points d'apport volontaire. Il faudra communiquer sur cette mise à dispositions de seaux.
Aujourd'hui, deux jours par semaine (le vendredi et le mardi), les cartons sont collectés dans le cœur de ville de Quimper mais uniquement dans le cœur de ville. Si on faisait une collecte dans les communes autres que Quimper, je ne suis pas sûr que la valeur des cartons ramassés – dans la mesure où il ne s'agit pas de zones à grande activité commerciale - puisse justifier le passage d'un camion une fois par semaine. Il est plus simple, dans la mesure où le carton ne se dégrade pas, d'avoir des containers en points d'apport volontaire. Le camion passera lorsque les containers seront pleins. On a des capteurs, des viseurs optiques qui permettent de savoir quand le container est à moitié ou aux trois quarts plein. On va apporter un service qui n'existe pas aujourd'hui, donc une facilité pour les commerçants. La question de savoir si deux tours seront maintenus, dans le cœur de ville de Quimper, n'a pas été résolue. On va regarder cela.
Ai-je répondu à toutes les questions ?
En ce qui concerne les sacs jaunes, ma réponse a été complétée par celle de la présidente : il n'y aura plus de sacs jaunes pour… »

Mme Assih : *« Non ! Il n'y aura plus de* collecte *de sacs jaunes ! »*

M. Le Bigot : *« Je finis ma phrase : il n'y aura plus de sacs jaunes consacrés au ramassage en porte-à-porte. Il n'y en aura plus. »*

Mme Assih : *« Ça, ce n'est pas clair. Il n'y aura plus de* collecte *de sacs jaunes en porte-à-porte. »*

M. Le Bigot : *« On ne collectera plus les sacs gris et les sacs jaunes à la main. Les ripeurs ne prendront plus de sacs pour les mettre dans le camion. Par contre, chacun pourra aller aux points d'apport volontaire avec son sac jaune ou gris ou vert ! »*

Mme Assih : *« Le calendrier s'il te plaît ? »*

M. Le Bigot : *« Le calendrier : délibération ce soir ; finalisation du DCE, du marché, suite aux échanges qui ont eu lieu, pour la fin du mois d'avril ; lancement de la consultation. Normalement, on recueillera les propositions des prestataires fin juin/début juillet. Ensuite, il appartiendra aux services de la collectivité de présenter ces propositions et de proposer un choix. On souhaite que le prestataire soit désigné pour l'été. »*

Mme Assih : *« Par souci de clarté dans ce qu'on a à voter : à partir de quand certaines mesures pourront-elles être mises en œuvre ? Je crois que c'était ça le sens des questions posées. »*

M. Le Bigot : *« Le marché actuel arrive à échéance le 1er janvier 2023. A partir du 1er janvier, on partira sur un nouveau marché. Le nouveau marché va se mettre en place progressivement. On ne va pas déployer, du jour au lendemain, des points d'apport volontaire partout. Nous ne sommes pas capables de le faire. Ce sera un marché à bons de commande qui permettra, au fur et à mesure, de modifier les prestations pour que celles-ci soient conformes à nos choix en termes de stratégie. Le déploiement se fera de manière progressive. Ce ne sera pas un couperet qui ferait passer, du jour au lendemain, d'une situation à l'autre. »*

Mme Assih : *« Avec expérimentation dans le centre-ville de Quimper aussi… »*

M. Le Bigot : *« Il y aura expérimentation et développement en fonction de l'efficacité. Tout à l'heure quelqu'un a posé la question de savoir comment les communes allaient faire : eh bien, on fait confiance aux maires des communes pour nous dire ce qui marche et ce qui doit être corrigé. QBO corrigera. »*

Mme Assih : *« Je tiens d'ailleurs à préciser que cette refonte de la politique déchets a fait l'objet de beaucoup d'échanges en bureau communautaire mais, surtout, a fait l'objet d'une conférence des maires consacrée spécialement à ce sujet. Effectivement, ce seront les maires qui travailleront sur les périmètres de déploiement – ou non - des différents points d'apport volontaire. »*

M. Le Bigot : *« En ce qui concerne les camions, cela fera aussi partie de l'appel d'offres. Les camions auront une motorisation propre. Si vous avez bien regardé les camions qui circulent déjà, au titre de Veolia, ils portent une inscription :* « je roule avec vos déchets ». *La plupart des opérateurs savent le faire aujourd'hui, sans aucun problème. Ces camions fonctionnent, pour la plupart, au biométhane issu de la méthanisation des déchets. »*

M. Menguy : *« Et en ce qui concerne l'investissement : qui paiera les points d'apport volontaire enterrés ? »*

M. Le Bigot : *« Cela ne vous a pas échappé : l'investissement relèvera de la collectivité, bien évidemment. Ce n'est pas le prestataire qui va… »*

M. Menguy : *« Oui, évidemment. Mais c'est l'EPCI ou les communes ? »*

M. Le Bigot : *« La compétence relève de l'EPCI. C'est donc QBO. »*

M. Menguy : *« Ce n'est pas le cas aujourd'hui. »*

M. Le Bigot : *« Non mais ce sera le cas. On va aussi bénéficier d'un budget annexe. Jusqu'à présent, le budget déchets est mélangé au budget général. Le budget déchets sera, à partir de l'année prochaine, un budget annexe dans lequel figureront les dépenses et les recettes. Dans les dépenses, il y aura les points d'apport volontaire. »*

M. Boédec : *« Mon inquiétude – je l'ai déjà exprimée à plusieurs reprises en bureau communautaire – concerne les biodéchets, leur hygiénisation avant d'être utilisés soit en compostage, soit en méthanisation. On sait que ça ne monte pas suffisamment en température. Et aujourd'hui, avec les soucis qui existent au niveau des élevages - avec la grippe aviaire ou la peste porcine – et comme la viande pourra être mise parmi ces biodéchets, c'est tout de même, pour ma part, une vraie inquiétude.*

Ensuite, une remarque relativement aux sacs jaunes : à partir du moment où nous serons en points d'apport volontaire, j'estime que les sacs jaunes n'ont plus d'utilité. Pour moi, il s'agit aussi de suremballages plastiques. Dans le pays Glazik, il n'y a pas de sacs jaunes. Il y a des points d'apport volontaire depuis longtemps et cela fonctionne très bien.
Je souhaite faire aussi une suggestion par rapport à la redevance : je fais partie, un peu comme Hervé Herry, des partisans de la consigne. J'ai connu les redevances sur le pays Glazik et je peux vous dire que, du jour où on est passé à la taxe, cela a résolu énormément de problèmes. »

Mme Assih : *« Merci pour ce retour qui montre bien la belle diversité des expériences et des points de vue dans notre agglomération. »*

M. Le Bigot : *« Aujourd'hui, les biodéchets suivent un cheminement qui est prévu par la Loi. L'hygiénisation est imposée – comme le désemballage -, c'est-à-dire que tout organisme qui relève, en termes d'exutoire, des biodéchets doit pouvoir prouver sa capacité à faire de l'hygiénisation. À titre indicatif, l'usine VOL-V/Engie qui est sur Quimper, à Ergué-Armel, possède ces deux outils : désemballage et hygiénisation. Je ne sais plus si cela se fait à 70 degrés ou à 80 dégrés. Je ne sais plus comment cela se passe exactement mais, pour rassurer Paul Boédec, cette usine traite déjà les déchets des abattoirs, les déchets carnés issus de chez Ranou, issus de l'ensemble du secteur. On n'aura jamais le volume de déchets carnés qu'il y a déjà aujourd'hui à l'intérieur. Ils ont une capacité de traitement… »*

Mme Assih : *« Je vous propose d'organiser une réunion spécifique sur ce thème. On ne peut pas passer tout le conseil communautaire sur le même sujet. Je regrette que nous n'ayez pas posé toutes ces questions en commissions. Il faudra une réunion spécifique car on voit bien que cela soulève énormément de questions, totalement légitimes. Mais, vous voyez bien qu'on ne peut pas y consacrer une heure de plus... Il y a des collègues qui veulent s'exprimer. Il faut respecter cela aussi. »*

M. Gramoullé : *« C'est un sujet qui passionne et c'est tant mieux ! C'est un sujet ô combien sensible et ô combien important, qui touche tout le monde, tous les habitants dans leur quotidien. Ce débat est important et je pense qu'il faut entendre les questions, les interrogations, voir comment elles peuvent être intégrées au dispositif. Car ces interrogations viendront aussi de la part des habitants, forcément.*
Le jugement de valeur qu'on a entendu sur les habitants est inacceptable et n'a pas sa place. Ce n'est ni le débat ni le sujet.
En fait, tout à l'heure, on a voté un projet communautaire, avec un axe 1 qui concerne la transition écologique. On s'est dit qu'il fallait y aller, que nous étions comme le maçon au pied du mur, etc. Eh bien voilà ! Nous sommes au boulot ! Comme l'a dit Annaïg Le Meur tout à l'heure, il s'agit d'une traduction concrète du développement durable, du développement maîtrisé, de la transition écologique dans le quotidien des habitants. Le sens de la démarche – comme celui des textes de loi nationaux – est là. Après, il y a bien-sûr des questions, des interrogations, il peut y avoir des dysfonctionnements, qu'il faut absolument intégrer. Mais, à condition de ne pas oublier le sens de la démarche.
Comme cela avait été dit en commission élargie, notamment par Guillaume Menguy et Karim Ghachem : cela n'est pas révolutionnaire. Il s'agit, quelque part, de rattraper un retard. Ces dispositifs existent déjà dans de nombreuses villes. C'est donc une sorte d'adaptation. Par contre, pour les habitants, c'est vrai que cela représentera un vrai changement. Mais de la même manière que cela avait changé, il y a 40 ans, avec le tri. Avant, cela n'existait pas. Mais on s'y est mis. Je suis d'autant plus à l'aise à le dire que, au début, j'étais absolument nul : je ne comprenais pas pourquoi on triait ni comment. Et maintenant, je le fais, je trouve ça simple.

Et chez moi – ce qui était inimaginable il y a quinze ans -, j'ai un composteur que j'utilise ! C'est très simple et cela marche très bien. Le but – cela a été rappelé au début – est, dans le cadre de la transition écologique, de réduire les déchets et de les recycler. C'est une étape importante. Après, il y en aura d'autres. Je reconnais que Daniel Le Bigot a beaucoup consulté, beaucoup réfléchi, beaucoup débattu, à la recherche d'une sorte de consensus sur le sujet. Cela n'était pas simple. C'est un sujet où il est difficile de trouver un consensus, tellement il y a d'éléments de détail qui interviennent.
On l'a dit et redit : tout au long de la démarche, il importera d'accompagner les habitants. Il faudra avoir des moyens, concrets et pratiques, d'accompagner les habitants en difficultés ou empêchés. C'est indispensable. Sinon, il y aura des soucis sur la compréhension de la démarche et des gens n'auront pas accès au service, ce qui n'est pas juste. Il faut que la dimension sociale – pas seulement écologique – soit intégrée (volet 3 de notre projet communautaire).
Dans la mise en œuvre, on voit bien que cela se fait « par archipels », certaines communes étant un peu en avance, d'autre moins. Cela progressera au fur et à mesure. Il faudra de la pratique afin que cela avance partout.
Il faut reconnaître que nous-mêmes, élus, parfois, ne sommes pas toujours en avance. Véritablement, globalement, chez les jeunes générations, il y a des choses évidentes qu'elles peuvent facilement intégrer, à condition que ce soit clair et que l'accompagnement soit assuré. Je pense qu'il faut avancer, avec discernement évidemment, mais, par rapport à notre projet et aux enjeux de l'époque, c'est une avancée importante. »

Mme Huet-Morinière : *« Je serai brève, simplement pour rappeler qu'il était largement temps qu'on s'y attèle, vu le retard accumulé ! Je remercie Daniel Le Bigot. On parlait de la Hollande mais on peut parler des communes de France : par exemple, lorsque je rends visite à mes enfants, étudiants à Brest, on apporte ses déchets, depuis belle lurette, dans des conteneurs en ville. Il était donc temps qu'on mette en place cette réforme. Evidemment, cela exige de la pédagogie. Les ateliers et les réunions publiques étaient là pour ça. Je pense que beaucoup d'habitants étaient en demande et se réjouissent de ces changements. D'ailleurs, il y a eu beaucoup de propositions en la matière au budget participatif. Je pense donc qu'on répond à une forte demande de la population. Pour beaucoup, nous étions impatients de voir arriver ces changements, notamment dans l'hyper-centre. »*

M. Créquer : *« On a beaucoup parlé de déchets... Du coup, je voudrais rappeler la notion de hiérarchie des modes de traitement, en partant du pire cas (l'élimination des déchets) au meilleur (la valorisation énergétique des déchets ; leur recyclage ; le réemploi), sachant que la prévention est la meilleure des solutions et n'existe tout simplement pas. Historiquement, on a une bascule du traitement des déchets du « tout jetable » à un traitement par les communes. Le coût passe par une redevance sur les déchets. On a, en France, une politique essentiellement tournée, en termes de communication, sur le recyclage. Je crois que là, petit à petit, on peut essayer d'atteindre la marche au-dessus - pour avoir un coup d'avance – et parler de réemploi. Avant, on parlait de recyclage dans le cadre de l'impact sur l'environnement mais, aujourd'hui, on se situe aussi dans un contexte de raréfaction des ressources : raréfaction énergétique, raréfaction du sable (on évoquait la consigne : parlez avec les producteurs qui achètent leurs bouteilles, ils vous diront que les prix ont bondi. Ils ont pris 25% cette année, du fait des coûts de l'énergie et de la raréfaction du sable). On doit donc passer d'une notion de « déchets » à une notion de « ressources ». Je reprends l'exemple des bouteilles : elles ne doivent plus être un déchet ; elles doivent être une ressource qu'on continue d'utiliser et cela demande un changement culturel dans les pratiques, dans les habitudes. C'est dans ce changement culturel que la collectivité a toute sa place.*

Au niveau gouvernemental, un rendez-vous a été vraiment manqué avec la convention citoyenne pour le climat qui demandait une mise en place généralisée, sur le territoire français, de la consigne. Aucun choix n'a été inscrit dans la Loi. On a seulement des préconisations en termes de budgets de recherche sur le réemploi. Sur le terrain, on voit néanmoins que les chosent bougent, que les acteurs sont en train de s'activer. Les collectivités doivent s'inscrire dans cela et ne pas attendre une réglementation nationale. Le réemploi, je le mets en lien avec le premier débat : le réemploi nous inscrit dans une économie circulaire. Marc Andro a rappelé qu'il s'agit d'un nouvel axe mais j'associe un autre mot à cette économie circulaire : la coopération. L'économie circulaire ne fonctionne que par une coopération entre les acteurs, entre ceux qui génèrent des « déchets » et ceux qui y voient une « ressource ». Le deuxième point – et la consigne est très intéressante sur ce point-là -, concerne le territoire : la consigne et le réemploi des bouteilles en verre n'ont de vraie pertinence que sur un territoire d'environ 250 kilomètres. Cela correspond à peu près à la Région Bretagne. Il y a une vraie cohérence en termes de logistique, de partage et de réemploi des bouteilles sur ce territoire. On voit une convergence, qui commence à apparaître, entre la coopération territoriale et la pertinence environnementale. Dans la coopération, on procède par de la logistique commune, des investissements communs entre acteurs, des standards autour desquels les acteurs économiques se mettent d'accord. On a beaucoup de chance sur le territoire breton car cela fonctionne très bien entre les acteurs économiques : ils savent se parler. Les producteurs de boissons, les cidriers, les brasseurs arrivent à très bien coopérer. On a donc de belles perspectives pour l'avenir.
En conclusion, je dirai que lorsque Hervé Herry parle de la consigne de bouteilles étoilées qu'il a pu connaître ou lorsque je parle de « réemploi » et d'« économie circulaire », finalement, nous parlons exactement de la même chose et il s'agit tout simplement de bon sens. »

M. Jolivet : *« Une explication de vote : même si cela va dans le sens de l'Histoire, je crois franchement que ce dossier n'est pas complètement ficelé, ni complètement abouti. Par exemple, on ne connaît pas le nombre de points d'apport et à combien de distance ils seront des maisons. Or, ces points d'apport génèrent des budgets d'investissement importants. On ne peut pas imaginer s'engager, comme ça, sur 20 millions d'euros, même si cela va dans le bon sens. Ainsi, le groupe votera contre cette délibération. »*

M. Menguy : *« Du coup, une explication de vote un peu différente. Je pense que l'on partage le projet et l'ambition. On est d'accord avec ce que disent Gilbert Gramoullé, Daniel Le Bigot. Mais, encore une fois, cette délibération - six pages pour 20 millions d'euros - manque de clarté. Une phrase dit ceci, en parlant des membres du bureau communautaire : « Ils ont décidé, dans la continuité du fonctionnement actuel, organisationnel et géographique, de lancer le marché, etc. ». Mais ce n'est pas dans la continuité du fonctionnement actuel puisqu'on propose une nouvelle stratégie ! Pour nous, modestes conseillers communautaires, c'est un peu difficile de voter 20 millions d'euros avec autant de flou, même si nous partageons les objectifs. Ainsi, Claire Levry-Gérard et moi-même nous abstiendrons. »*

Mme Assih : *« Très bien. J'entends vos arguments. Sincèrement, je tiens à saluer le travail effectué par notre collègue Daniel Le Bigot qui a vraiment mouillé sa chemise. C'est un point d'étape mais il y a eu une volonté, très sincère et très efficiente, d'aller au contact des habitants des communes au travers de réunions. Il y a eu, malheureusement, assez peu de mobilisation mais il fallait de toute manière le prévoir. Cela a été fait. On ne pourra pas nous reprocher de ne pas avoir été au contact de la population. Nos échanges, ce soir en conseil communautaire, montre bien la complexité du dossier, on l'a dit, mais aussi le champ important des*

modifications qui vont être apportées. Certains collègues ont insisté sur l'importance des enjeux. D'autres moins. Pour ma part, je suis fondamentalement convaincue de l'urgence à agir. D'abord, parce qu'il y va de la préservation de nos ressources, Uisant Créquer l'a dit. Ensuite, parce qu'on a tout de même, il faut le dire, un gros retard. Valérie Huet Morinière l'a dit et c'est totalement vrai. Alors, j'entends que cette délibération aurait pu être plus étoffée, plus précise. Je l'entends complètement. Elle dit cependant l'essentiel. L'essentiel est très difficile à mettre en mots, je puis vous l'assurer, pour avoir vu tous les allers-retours. L'essentiel des modifications apportées, je le redis, correspond au scénario de base qui a été arrêté et qui est proposé au vote ce soir. C'est là qu'on a vraiment la synthèse. Après, chaque mot peut soulever des détails dont la suppression de la collecte des sacs jaunes est un exemple. On s'en tient donc à cela. Je précise que l'on estime à 5 millions d'euros les investissements, notamment la mise en place des points d'apport volontaire et leur déploiement sur huit ans. Pour deux raisons, on ne peut pas être plus précis sur ce montant d'investissement : premièrement parce qu'on va lancer les marchés et que ce seront les réponses des prestataires qui seront précises. La seconde raison est très pragmatique : on va mener, en parallèle, la poursuite du travail avec les maires de l'agglomération et c'est cela qui nous permettra de définir la carte d'implantation des points d'apport volontaire et donc le nombre d'installations nécessaires. Dernier élément de précision, qui n'est pas des moindres : sur l'installation des points d'apport volontaire, on peut obtenir jusqu'à 55% de subventions par l'ADEME. Nous allons franchir une belle marche mais ce n'est que le début du chemin. Merci encore à Daniel Le Bigot, vraiment. »

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Didier LEROY

N° 6

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Construction d'une médiathèque pour le pays Glazik et Quéménéven
Validation du projet et désignation du jury de concours

Dans le cadre de la définition de la compétence lecture publique et du retrait progressif du Conseil départemental du Finistère qui soutient actuellement les communes d'Edern, de Landrévarzec, Landudal, Langolen, et Quéménéven, il est prévu la réalisation d'un équipement « bibliothèque relais » à Briec d'une surface d'environ 880 m². L'équipement sera implanté en cœur de bourg sur les parcelles AA 244, AA 245 et AA 313 et se substituera à l'équipement présent sur la commune, jugé trop exigu. Une assistance à la maîtrise d'ouvrage décidée en bureau communautaire le 21 janvier 2021 a été confiée au cabinet CERUR qui a mené une étude de faisabilité. Elle a été présentée le 14 décembre 2021 au comité de pilotage constitué pour la maîtrise d'ouvrage. Ce travail a permis d'évaluer les besoins du territoire et de définir les services devant être proposés dans le nouvel équipement.

***

Par délibération du conseil communautaire en date du 20 septembre 2018, la médiathèque de Briec a été déclarée d'intérêt communautaire et désignée comme « bibliothèque relais » pour les communes du Pays Glazik et de Quéménéven. Cela signifie qu'elle a vocation à participer au soutien de la lecture publique et de l'action culturelle pour les bibliothèques des autres communes qui ont rejoint la communauté d'agglomération lors de la fusion entre le Pays Glazik et la communauté d'agglomération de Quimper. Cette mission est indissociable d'une coopération déjà engagée entre le réseau des médiathèques de Quimper Bretagne Occidentale et les équipes des bénévoles des bibliothèques de ces communes, afin d'entamer la prise de relais de la bibliothèque du Finistère.

La mission de « bibliothèque relais » marque une évolution dans l'extension du réseau de lecture publique. Alors qu'auparavant chaque commune était appelée à disposer d'une médiathèque intercommunale, il s'agit présentement de concevoir une médiathèque pour la desserte d'un ensemble de communes.

La médiathèque actuelle de Briec est toutefois sous-dimensionnée pour assurer ce rôle de bibliothèque relais. Elle se situe à l'intérieur du centre culturel de l'Arthémuse et sa surface utile nette est de 242 m². La surface de plancher préconisée par la DRAC et conditionnant l'octroi de subventions est de l'ordre de 884 m² (0,07 m² par habitant pour une population à desservir estimée à 12 635 habitants).

Dans ce contexte, la construction d'une nouvelle médiathèque-relais s'avère nécessaire pour proposer aux usagers :

- une médiathèque multi-support (livres, CD, périodiques, DVD, collections et services numériques) ;

- un équipement qui offre des lieux d'animations (espace d'exposition, d'animation, espace multimédia) ;

- un espace d'apprentissage tout au long de la vie (formation, autoformation, apprentissage, perfectionnement), voire coworking ;

- un lieu d'insertion sociale, de convivialité, de sociabilité et de loisirs (tisanerie, salon numérique et jeux vidéo, terrasse avec mobilier adapté pour la lecture en extérieur, etc.) ;

- un centre de ressource pour la vie culturelle et éducative du territoire ;

- un lieu capable de s'adapter aux progrès et évolutions technologiques et bibliothéconomiques, notamment en permettant la polyvalence et la diversité des nouveaux usages numériques (travail individuel, à plusieurs, silencieux, bruyant, sans fil tout en permettant aussi les raccordements filaires).

Des ateliers participatifs ont été animés en fin d'année 2021 avec les usagers, les élus, les enseignants, les associations locales, les bibliothécaires professionnels et bénévoles du territoire pour définir les fonctions et les espaces d'une future médiathèque et répondre ainsi aux objectifs cités ci-dessus et aux besoins identifiés sur les territoires.

Les principales caractéristiques de l'équipement sont les suivantes :

- l'espace accessible au public sera sur un seul niveau. Les locaux administratifs et/ou techniques pourront être en étage pour minimiser la surface au sol ;

- espaces intérieurs décloisonnés, afin d'assurer la surveillance et une présence humaine visible par tous ;

- traitement acoustique de qualité ;

- implantation en cœur de bourg à proximité de l'Arthémuse : l'emplacement de cette médiathèque est stratégique. Les usagers doivent pouvoir s'y rendre lors d'un passage au bourg centre (courses, accompagnement des enfants à l'école…) et les habitants de la commune les plus éloignés du bourg doivent pouvoir se garer aisément à proximité ;

- les objectifs énergétiques seront fixés dans le programme. Seront notamment étudiés :
    . le niveau de performance énergétique du bâtiment Passivhaus avec/sans label, équivalence RE 2020… ;
    . la possibilité d'installer des panneaux photovoltaïques.

Le budget global de l'opération, estimé par le cabinet CERUR est de 3 080 000 € HT, soit 3 700 000 € TTC valeur octobre 2021. Il intègre le coût des travaux, les honoraires de maîtrise d'œuvre, contrôleur technique, frais divers, aléas. Il ne comprend pas les aménagements extérieurs, 230 000 € TTC (coût travaux) et la démolition du bâtiment sur la parcelle AA245, 40 000 € TTC qui seront réalisés par la commune.

Une enveloppe de 220 000 € HT soit 264 000 € TTC est à prévoir en sus pour le mobilier.

Au regard de ces dépenses, un montant estimatif de 1 505 000 € de subventions répartis comme suit, peut être envisagé :

- Etat..... 945 000 €
- Région..... 151 000 €
- Département..... 139 000 €
- DSIL ..... 270 000 €

Le futur équipement devrait se rapprocher des coûts de fonctionnement du bâtiment actuel. En effet, si ses surfaces augmentent, les performances énergétiques attendues devraient permettre de contenir les consommations en fluides.

L'équipement actuel est déjà doté de personnels et le projet architectural du bâtiment sur un seul plateau doit permettre de maintenir l'effectif pour le faire fonctionner.

C'est le projet culturel, en cours de définition, qui pourra apporter une évolution, notamment par la relation au réseau élargi des communes du Pays Glazik et de Quéménéven, pour lequel, un travail de co-construction du mode d'animation et de coordination des bénévoles, des collections et des actions culturelles est en cours. L'ensemble des communes, et des bénévoles ont été récemment rencontrés par la direction de la culture et des médiathèques, afin d'évaluer le fonctionnement et la gestion actuels, mais également de prendre en compte les attendus des bourgs, en termes d'offre de lecture publique, et ainsi prendre le relais de la bibliothèque départementale.

Sur la base des principaux éléments de programmation, la publication de la procédure est prévue pour le mois de juin afin de retenir une équipe de maitrise d'œuvre en janvier 2023.

Concernant la procédure de choix du maître d'œuvre, il a été retenu le lancement d'une procédure de concours restreint en application des articles R. 2162-15 à R. 2162-21 du Code de la commande publique sur la base du programme préalablement décrit et établi par le cabinet CERUR.

Le lauréat sera choisi parmi trois candidats admis à présenter une offre par le pouvoir adjudicateur, après avis d'un jury composé conformément aux articles R. 2162-22 à R. 2162-26 du Code de la commande publique.

Le jury a pour mission d'apporter au maître d'ouvrage un avis collégial averti, fondé sur l'expérience et le professionnalisme des personnes qui le composent, pour la sélection des candidats puis pour le choix du meilleur projet.

L'article R2162-24 du Code de la commande publique énonce que « les membres élus de la commission d'appel d'offres font partie du jury ».

Il est néanmoins proposé d'élire une commission d'appel d'offres propre à cette procédure qui siègera en tant que jury de concours, conformément à l'article L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Il appartient au conseil municipal de procéder à l'élection, à la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel de cinq membres titulaires et cinq membres suppléants pour la constitution du jury.

Le jury sera présidé par la présidente ou son représentant.

Par ailleurs, en application de l'article R2162-22 du Code de la commande publique, au moins un tiers des membres du jury doit posséder la qualification ou une qualification équivalente à la qualification professionnelle exigée des candidats. Ces personnes seront désignées par la présidente de Quimper Bretagne Occidentale.

Si une seule liste est présentée comme les dispositions de l'article L.2121-21 du CGCT le prévoient, elle doit satisfaire à l'obligation de représentation proportionnelle de manière à permettre l'expression pluraliste des élus lorsqu'une telle pluralité existe au sein de l'assemblée délibérante.

Le dépôt des listes s'effectue dans les conditions fixées par l'assemblée délibérante (article D.1411-5 du CGCT).

L'élection des membres se déroule au scrutin secret sauf si l'assemblée délibérante décide à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret (article L.2121-21 du CGCT). Dans tous les cas, chaque membre de l'assemblée délibérante s'exprime en faveur d'une liste, entière, sans panachage ni vote préférentiel.

Si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement dans l'ordre de la liste le cas échéant et il en est donné lecture par le président de l'assemblée délibérante (article L.2121-21 du CGCT).

Par ailleurs, dans le silence des textes, il appartient au conseil communautaire de définir les modalités de remplacement des membres de la CAO dans l'hypothèse où certains d'entre eux démissionneraient.

***

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés :

1 - d'approuver le projet de médiathèque à Briec ;

2 - d'approuver le préprogramme de travaux et l'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux fixée à 3 080 000 € HT valeur octobre 2021 ;

3 - d'autoriser madame la présidente à publier la consultation de maîtrise d'œuvre sur la base d'un concours ;

4 - de prévoir l'indemnisation des trois candidats admis à présenter une offre pour un montant maximum de 13 000 € HT correspondant à environ 80 % du montant de l'esquisse ;

5 - de prévoir l'indemnisation des membres du jury, extérieurs à la collectivité, dans la limite de 800 € HT par réunion, les frais de déplacement étant en sus ;

6 - d'autoriser madame la présidente à lancer toutes les démarches, signer l'ensemble des documents, actes, contrats qui seraient nécessaires à l'ensemble de la mise en œuvre du projet, à solliciter toutes les autorisations, notamment d'urbanisme relatifs à cette opération et à déposer le permis de construire ;

Par ailleurs, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés, conformément à l'article D1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, du dépôt immédiat des listes candidates pour siéger au jury de concours.

Une seule liste ayant été déposée après appel de candidatures, conformément aux dispositions de l'article L2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales (sur renvoi de l'article L.5211-1), les nominations ont pris effet immédiatement, dans l'ordre de la liste, et il en a été donné lecture par madame la présidente. La composition du jury de concours s'établit ainsi :

	Membres titulaires :
1	Danièle LE STER
2	Pierre-André LE JEUNE
3	Thomas FEREC
4	Dominique LE ROUX
5	Paul BOEDEC
	Membres suppléants :
6	Jean-Paul COZIEN
7	Erwan CROUAN

8	Jean-René CORNIC
9	Forough-Léa DADKHAH
10	Raymond MESSAGER

Enfin, après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés, qu'il sera pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la CAO siégeant comme jury de concours par le suppléant venant immédiatement après le dernier titulaire. Il sera procédé au renouvellement intégral de la CAO en cas d'impossibilité de pourvoir au remplacement des membres titulaires.

Débats sur le dossier n°6 :

M. Messager : *« Je suis heureux que ce projet soit définitivement lancé. Nous travaillons sur le sujet depuis le précédent mandat. Nous sommes dans la droite ligne de ce qui avait été initié alors. Pour le territoire, il s'agit d'un changement de méthode dans le déploiement des médiathèques : au lieu d'en faire une par commune, ce qui est reconnu comme étant la démarche initiale, nous avons choisi d'en faire une pour six communes, les cinq du pays Glazik et Quéménéven. Tout simplement parce que nous ne sommes plus à la même époque, au regard aussi de la proximité des communes et du tissu associatif, des bénévoles. Tout un tas de critères nous poussaient à aller dans ce sens. Je suis heureux que cela ait été conservé. Il manque, à mon goût, une petite précision : pour construire une médiathèque-relais, qui finalement devra animer le territoire périphérique, cela nécessite – et c'était, au départ, une des clés -, des dépenses de fonctionnement supplémentaires, notamment en personnel. L'animation du territoire périphérique ne se fait pas avec une baguette magique et nécessite forcément du temps humain. C'était l'une des clés de départ : au lieu d'avoir six médiathèques, il n'y en a qu'une mais avec un peu plus de moyens humains pour animer le territoire. Je sais bien que ça n'a rien à voir avec la construction et que ça pourrait difficilement figurer dans cet appel d'offres mais je le rappelle pour mémoire, afin que tout le monde en prenne conscience.*
Deuxième point :il n'est pas tout à fait exact de dire que le Département se désengage. Le Département ne se désengage pas de la lecture publique. Concernant le territoire de QBO, qui a pris la compétence « lecture publique » et va, progressivement, pleinement assurer cette compétence, le Département ne le fera plus. QBO n'est pas obligée de se développer parce que le Département s'en irait. Non, c'est parce que QBO a pris la compétence « lecture publique » et l'exerce, progressivement, sur la totalité de son territoire, que le Département se met en retrait. Ceci pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté. »

M. Créquer : *« Sur ce type de bâtiments, je ne sais pas comment se fait l'appel d'offres mais on pourrait être un peu ambitieux en termes de biomatériaux (bois ; isolation paille, etc.). Il faut que nous soyons un peu précurseurs. Ce sont des bâtiments à échelle humaine. Il y a des compétences à développer sur notre territoire, en termes de maîtrise d'œuvre. Je ne sais pas si, dans le cahier des charges, on a intégré cette notion de biomatériaux intégrés au bâtiment. »*

M. Férec : *« Je vais laisser la parole à Didier Leroy mais, globalement, il s'agit d'un bâtiment « passive house » et, en plus, ce bâtiment communautaire sera alimenté par un réseau de chaleur. Le réseau de chaleur de la commune de Briec est en effet à proximité immédiate. Ce sera donc un bâtiment qui sera alimenté par du bois de bocage, produit localement.*
Je tenais à remercier Didier qui a mené un travail de longue haleine sur ce sujet. Avec le cabinet Cérur, nous avons eu de nombreuses réunions, de nombreux échanges avec les professionnels, les habitants. Je remercie aussi le service de QBO qui a travaillé longuement sur ce projet d'aménagement. Je me félicite également qu'on change de paradigme, qu'on sorte de ce que j'appelle « la jurisprudence Poignant » (une commune, une médiathèque). Les temps changent. Cela montre qu'il faut que les choses évoluent. On a cette habitude de travail en commun et puis on intègre dans la boucle, avec grand plaisir, nos amis de Quéménéven. »

M. Fontaine : *« Une petite question : on sait que ces projets sont assez long à monter. Là, vous avez une valorisation à octobre 2021. Est-ce que vous avez pris en compte, dans les financements et dans les coûts, l'enchérissement du coût des travaux, des matériaux, etc. qui va sûrement impacter le projet ? On se situe autour de 3 millions H.T. Si on commence à prendre 10% de surcoûts… Cela a-t-il été intégré au plan de financement ? »*

Mme Assih : *« On me dit que, globalement, oui. Et j'ai envie de dire que cela constituera une des difficultés sur l'ensemble des projets que l'on a initiés. C'est pour cela que, en propos introductifs, j'ai bien indiqué qu'il faudra être flexible et que notre projet sera à revoir, non pas sous la forme de renoncements mais en tous cas, peut-être, en termes de phasage et d'agilité financière accrue. »*

M. Le Roux (Jacques) : *« Je voudrais apporter une précision. Entre QBO et la ville de Quimper, nous avons mis en place, justement, un observatoire de l'évolution des coûts parce que nous sommes au début de quelque chose qui pourrait se poursuivre quelques années encore. Il s'agit d'évaluer l'effet de l'inflation, de l'augmentation des coûts. Ce sont des choses sur lesquelles nous travaillons. »*

M. Leroy : *« Lorsque nous avons abordé le premier rapport, relatif au projet communautaire, j'ai bien parlé, à un moment, d'adaptabilité : il faudra que nous prenions en compte le contexte. Bien malin celui qui peut dire, aujourd'hui, ce qu'il va nous arriver dans les années à venir. La tendance inflationniste est déjà là. Cela vaut pour tous les projets, y compris dans nos communes. Je regarde mes collègues maires : on a tous des projets d'investissement et il va bien falloir prendre en compte cette contrainte supplémentaire. On ne va pas y échapper ! »*

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Madame Anna-Vari CHAPALAIN

N° 7

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Signature du marché relatif à la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage d'urbaniste coordonnateur pour la requalification des quartiers Avenue de la Libération, Eau blanche et Hippodrome et maîtrise d'oeuvre urbaine pour le quartier Eau blanche

Il s'agit d'autoriser la signature du marché relatif à la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage d'urbaniste coordonnateur pour la requalification des quartiers Avenue de la Libération, Eau blanche et Hippodrome et maîtrise d'œuvre urbaine pour le quartier Eau blanche.

***

Lors de sa séance du 31 mars 2022, la commission d'appel d'offres a attribué le marché pour la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage d'urbaniste coordonnateur pour la requalification des quartiers Avenue de la Libération, Eau blanche et Hippodrome et maîtrise d'œuvre urbaine pour le quartier Eau blanche.

Le centre-est quimpérois va connaitre dans les prochaines années des mutations importantes à travers la mise en place de plusieurs projets urbains aux temporalités et modalités de mises en œuvre distinctes :

- le secteur de l'Eau Blanche qui accueillera notamment une grande salle multisport sera la première opération d'aménagement (maîtrise foncière quasi totale à venir dans les prochains mois ;

- l'actuelle zone industrielle de l'Hippodrome, qui fait aujourd'hui l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) dans le Plan Local d'Urbanisme (PLU), a vocation à muter vers un quartier urbain mixte ;

- dans le prolongement de la requalification du pôle d'échanges multimodal, le secteur Avenue de la Libération sera requalifié, avec notamment l'accueil d'un

pôle tertiaire nécessitant au préalable la révision du Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) ;

- dans le cadre de l'OPAH-RU du centre-ville de Quimper, des îlots prioritaires ont été retenus dans le quartier de la gare, concentrant des enjeux de vacances et de dégradation du bâti.

La consultation s'est déroulée dans le cadre d'un groupement de commandes conformément aux articles L. 2113-6 et suivants du Code de la commande publique avec les organismes suivants :

- Ville de Quimper,
- Quimper Bretagne Occidentale.

Le coordonnateur du groupement est la communauté d'agglomération Quimper Bretagne Occidentale, mandatée pour établir le cahier des charges, organiser la consultation, analyser, signer et notifier le marché au nom de l'ensemble des membres du groupement. En revanche, chaque membre du groupement sera en charge de l'exécution de la partie du marché qui le concerne, à l'exception des avenants éventuels qui seront établis, signés et notifiés par le coordonnateur.

La procédure de passation est la procédure avec négociation en application des dispositions des articles L. 2124-3, R. 2124-3 et R. 2161-12 à R. 2161-20 du Code de la commande publique.

Le contrat prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande et à marchés subséquents, avec un opérateur économique et un montant maximum fixé à 2 000 000,00 € HT. Il est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il n'est pas prévu de décomposition en lots, l'objet du marché public ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

Le marché sera conclu à compter de sa date de notification pour une durée de six ans. Cette durée est nécessaire en raison de l'objet du contrat destiné à accompagner le projet de requalification des quartiers susmentionnés dont la durée sera supérieure à quatre années.

La répartition prévisionnelle, pour chaque membre du groupement, pour la période initiale, est la suivante :

Quimper Bretagne Occidentale	Ville de Quimper
50 %	50 %

À l'issue de la phase de candidature, trois groupements ont été retenus pour participer à la phase d'offres :

- Groupement MICHEL DESVIGNE PAYSAGISTE (mandataire) / Particules / Artelia / Agence ON / IAO SENN / VIZEA / Mille Lieux concertation - 23 rue du Renard – 75004 Paris

- Groupement AGENCE TER PAYSAGISTES URBANISTES (mandataire) / Agence TER Architectures / Arcadis / SCROPIC / Agence ON – 18 rue du Faubourg du Temple – 75011 Paris
- Groupement ATELIER CASTRO DENISSOF ET ASSOCIES (mandataire) / A3 Paysage / DCI Environnement – 32 Boulevard Ménilmontant 75020 PARIS.

L'attributaire est le groupement AGENCE TER PAYSAGISTES URBANISTES (mandataire sis 18 rue du Faubourg du Temple – 75011 Paris) / Agence TER ARCHITECTURES / ARCADIS / SCROPIC / Agence ON sur la base d'un devis estimatif de 1 498 102,00 euros HT et pour un montant maximum de 2 000 000,00 euros HT.

***

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés, d'autoriser madame la présidente à signer ce marché public.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Dominique LE ROUX

N° 8

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Nouvelle composition des commissions communautaires

L'objet de la présente délibération est de valider une nouvelle composition des commissions communautaires intégrant plusieurs conseillers municipaux des communes-membres - ne siégeant pas au sein de l'assemblée délibérante de Quimper Bretagne Occidentale (QBO).

***

Une des propositions du pacte de gouvernance, adopté lors du conseil communautaire du 04 novembre 2021, consiste à associer plus étroitement les conseillers municipaux des communes-membres, qui ne siègent pas à l'assemblée délibérante de Quimper Bretagne Occidentale, à la vie de la communauté d'agglomération.

Afin d'y donner suite, par courrier en date du 23 décembre 2021 adressé aux maires, madame la présidente de QBO a invité les communes qui le souhaitent à proposer quelques conseillers municipaux afin de les intégrer au sein des commissions communautaires, dans la limite d'un conseiller municipal par commune et par commission.

Ceci est rendu possible par l'alinéa 2 de l'article L.5211-40-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) qui dispose que lorsqu'un EPCI à fiscalité propre forme une commission, « *il peut prévoir la participation de conseillers municipaux des communes-membres selon des modalités qu'il détermine*. »

Pour mémoire, en début de mandat, par délibération n° 2 du 23 juillet 2020, le conseil communautaire avait institué et composé quatre commissions : « Finances et évaluation », « Territoire durable », « Territoire attractif » et « Territoire au quotidien ».

***

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés :

1 – d'autoriser, conformément aux dispositions de l'article L.5211-40-1 du CGCT, la participation aux commissions communautaires (« Finances et évaluation », « Territoire durable », « Territoire attractif » « Territoire au quotidien ») de conseillers municipaux des communes-membres, dans la limite d'un conseiller municipal par commune et par commission ;

2 – vu les réponses des communes-membres, de compléter la composition des commissions communautaires ainsi qu'il suit :

Commission finances et évaluation *(composée de : finances, RH, administration générale, gestion patrimoniale des équipements communautaires)*	
Conseillers communautaires membres de la commission :	
Dominique LE ROUX (président)	
Pierre-André LE JEUNE	
Christian CORROLLER	
Jacques LE ROUX	
Uisant CREQUER	
Doriane LE TREUST	
Anna Vari CHAPALAIN	
Bernard JASSERAND	
Valérie POSTIC	
Annaïg LE MEUR	
Jean-Claude PERINAUD	
Alain LE GRAND	
Annick PHILIPPE	
Conseillers municipaux membres de la commission :	
Nom :	**Commune :**
Jean-Claude PERROT	*BRIEC*
Dominique COLLOCH	*LANDREVARZEC*
Matthieu BARGAIN	*GUENGAT*
Fabienne LAGADEC	*QUEMENEVEN*
Jean L'HARIDON	*LANDUDAL*
Yves FORMENTIN-MORY	*QUIMPER*

Commission territoire durable *(composée de : eau, assainissement, transition énergétique, numérique, logement, biodiversité, valorisation des déchets, piscines communautaires)*
Conseillers communautaires membres de la commission :
Daniel LE BIGOT (président)
Thomas FEREC

Jean-Paul COZIEN
Alain DECOURCHELLE
Valérie HUET MORINIERE
Gilbert GRAMOULLE
Nabila PRIGENT
Christelle QUERE
Georges-Philippe FONTAINE
Guillaume MENGUY
Eric GUEGUEN
Arnaud PLATEL
David LE GOFF
Jean-Luc LECLERCQ
Erwan CROUAN
Margaux PHILIPPE

Conseillers municipaux membres de la commission :

Nom :	Commune :
Bruno LE MEN	*BRIEC*
Julie PÈRIÉ	*PLOGONNEC*
Michel RANNOU	*LANDREVARZEC*
Jean-René TANGUY	*GUENGAT*
Michel DESCOMBES	*QUEMENEVEN*
Aurélien QUEAU	*LANDUDAL*
Jean-Louis LE LEUCH	*LOCRONAN*
René BILIEN	*QUIMPER*

Commission territoire attractif

(composée de : économie, animation communautaire, Cornouaille, soutien à l'activité commerciale, industrielle, tertiaire, artisanale et portuaire, enjeux milieu rural, innovation, recherche, enseignement supérieur, ingénierie financière)

Conseillers communautaires membres de la commission :

Marc ANDRO (président)
Hervé HERRY
Raymond MESSAGER
Jean-Luc LECLERCQ
Forough-Léa DADKHAH
David LESVENAN
Ludovic JOLIVET
Claire LEVRY-GERARD
Annaïg LE MEUR
Aurélie DAO
Ronan L'HER
Jean-René CORNIC
Erwan CROUAN
Jean-Paul COZIEN

Conseillers municipaux membres de la commission :

Nom :	Commune :
Jean-René GUELLEC	*PLOMELIN*
Vincent LE GUILLOU	*PLONEIS*

Stéphane RIOU	*LANDREVARZEC*
Pierrick BOUSSARD	*GUENGAT*
Valérie DEUIL	*LANDUDAL*
Jean-Louis LE LEUCH	*LOCRONAN*
Valérie DURRWELL	*QUIMPER*

Commission territoire au quotidien
(composée de : renouvellement démocratique, jeunesse, politique de la ville, transport, lecture publique, petite enfance, action sociale d'intérêt communautaire, contrat local de santé)
Conseillers communautaires membres de la commission :
Didier LEROY (président)
Marie-Pierre JEAN-JACQUES
David LE GOFF
Paul BOEDEC
Christine FLOCHLAY
Françoise DORVAL
Matthieu STERVINOU
Philippe BROUDEUR
Patrick TROGLIA
Yvonne RAINERO
Valérie LECERF-LIVET
Marie-Laure LE MEUR
Marie-Claude GEFFROY
Valérie LEDUCQ
Danièle LE STER
Edith LE BORGNE
Véronique PLOUHINEC

Conseillers municipaux membres de la commission :	
Nom :	**Commune :**
Myriam THEBAULT	*QUEMENEVEN*
Danielle PERENNOU	*LANDUDAL*
Noémie PUILLANDRE-COLLARD	*QUIMPER*

3 – de fixer les modalités de participation des conseillers municipaux des communes-membres – qui ne siègent pas au conseil communautaire – aux travaux des commissions communautaires selon le principe suivant : lesdits conseillers municipaux pourront assister aux débats de la commission dans laquelle ils siègent et participer aux échanges mais ils ne disposeront pas de voix délibérative et ne pourront en aucun cas participer aux votes (qui seraient, le cas échéant, nécessaires pour déterminer l'avis émis par la commission sur les sujets à l'ordre du jour).

Débats sur le dossier n°8 :

M. Fontaine : *« Une question : comment ont été désignés les conseillers municipaux de chaque commune ? Dans l'ordre de la liste ou par un vote ? »*

M. Le Roux (Dominique) : *« Les maires ont tous été sollicités par un courrier de la présidente et dans chaque commune – en tous cas, c'est ainsi que cela s'est passé dans la mienne -, on a demandé qui était volontaire pour venir participer à une commission. Je ne sais pas si cela s'est passé de cette façon dans les autres communes mais j'imagine que oui. »*

M. Le Goff : *« Je voulais juste saluer l'avancée parce que, pour les communes qui n'ont qu'un seul membre, il est extrêmement compliqué de pouvoir participer à la vie de l'ensemble des commissions, du fait du calendrier des commissions. Je trouve donc que c'est une excellente chose pour l'ensemble des communes qui n'ont qu'un seul représentant. »*

M. Le Roux (Dominique) : *« C'était l'effet recherché lorsqu'on a voté notre texte en novembre 2021. »*

M. Crouan : *« Je voulais dire la même chose que David Le Goff et rajouter que les personnes qui sont fléchées, chez nous, le sont par volontariat mais aussi par compétence. »*

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Dominique LE ROUX

N° 9

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Information des élus municipaux des communes membres de Quimper Bretagne Occidentale

L'article L.5211-40-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), issu de la loi relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, prévoit une meilleure information des conseillers municipaux des communes-membres de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI), qui ne sont pas membres de son organe délibérant, sur les affaires faisant l'objet d'une délibération.

Le présent rapport vise à exposer la mise en œuvre de ces dispositions au niveau de Quimper Bretagne Occidentale (QBO).

***

Dans un souci de démocratisation et de transparence, dans l'intention également de renouer le lien parfois distendu entre communes et intercommunalité, le Législateur a introduit dans le CGCT, à l'occasion de la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, un article L.5211-40-2 qui prévoit que de nombreux documents, relatifs à l'intercommunalité, soient adressés aux conseillers municipaux des communes-membres de QBO qui ne sont pas membres de son organe délibérant.

Cet article prévoit que les conseillers municipaux « *sont destinataires d'une copie de la convocation adressée aux conseillers communautaires (…) avant chaque réunion de l'organe délibérant de l'EPCI accompagnée, le cas échéant, de la note explicative de synthèse* ». En outre, ce même article énonce que doivent leur être communiqués les documents suivants :

- le rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels ainsi que sur la structure et la gestion de la dette ;

- le rapport annuel retraçant l'activité de l'EPCI accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement ;

- dans un délai d'un mois, le compte rendu des réunions de l'organe délibérant de l'EPCI ;

- enfin, les éventuels avis émis par la conférence des maires.

L'article L.5211-40-2 précise enfin que **l'ensemble de ces documents « *sont transmis ou mis à disposition de manière dématérialisée par l'ECPI* »** et que ces documents « *sont consultables en mairie par les conseillers municipaux, à leur demande* ».

***

Afin de mettre en œuvre concrètement ces dispositions au niveau de QBO, voici ce qui sera engagé :

1°) **Mise à disposition, à chaque conseiller municipal concerné (cela représente près de 235 personnes), non pas d'une tablette numérique - comme en sont dotés les conseillers communautaires -, mais d'un accès à une plateforme « Sharepoint Online »**. Pour cela, les élus municipaux devront utiliser un compte « Microsoft », afin de pouvoir recevoir les informations. S'ils ne disposent pas déjà d'un compte de ce type, il est possible d'en créer un sur la plateforme. Grâce à cet outil, les conseillers municipaux pourraient recevoir les convocations, ordres du jour et notes de synthèses des conseils communautaires. Cela leur permettrait également d'avoir accès au rapport sur les orientations budgétaires, au rapport annuel d'activité de QBO ainsi qu'au compte administratif.
Un mail les avertirait à chaque fois du dépôt desdits documents sur la plateforme.
Les conseillers municipaux s'identifieraient à cet outil en utilisant leur adresse mail ainsi qu'un mot de passe laissé à leur soin.

2°) En ce qui concerne, ensuite, le compte rendu des réunions de l'organe délibérant, il faut distinguer deux choses :

- d'une part, le compte rendu succinct de la réunion (c'est-à-dire les délibérations prises) : ici, les conseillers municipaux seraient invités à consulter directement le site internet de la communauté d'agglomération où toutes les délibérations sont mises en ligne, en général dans les huit jours qui suivent la séance ;

- d'autre part, le procès-verbal de séance (c'est-à-dire la retranscription de l'intégralité des débats ayant eu lieu en séance) : dès l'établissement de ce document, celui-ci serait mis à disposition des conseillers municipaux selon les mêmes modalités que la note de synthèse, c'est-à-dire sur la plateforme « Sharepoint Online ».

3°) Quant aux avis éventuellement émis par la conférence des maires, ils seraient transmis, au cas par cas, par simple mail, à l'ensemble des conseillers municipaux des communes-membres de QBO.

***

Le conseil communautaire en prend acte.

Débats sur le dossier n°9 :

M. Le Goff : *« De la même façon que pour le rapport précédent, je trouve que c'est une excellente chose. Pour les communes qui n'ont qu'un seul représentant, nous sommes le seul prisme, pour nos conseillers municipaux, de la vie communautaire. Cela leur permettra de s'imprégner encore plus du fonctionnement communautaire, de la vie communautaire et de se sentir partie prenante d'un projet global. »*

Mme Assih : *« Cela nous permet effectivement d'aller dans le sens d'un partage, à la fois, des projets et des décisions prises, et de l'appropriation des politiques communautaires par l'ensemble des élus. »*

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Madame Marie-Pierre JEAN-JACQUES

N° 10

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Transports collectifs - Avenant 8 de la DSP transport

L'avenant n°8 de la convention de délégation de service public pour la gestion des transports collectifs de QBO a pour objet principal d'ajuster la contribution forfaitaire versée à l'exploitant afin de tenir compte de l'inflation sur le GNV. Par ailleurs, il est proposé une série de mesures, visant à dynamiser l'usage du réseau QUB et répondre aux attentes exprimées par les usagers, élus locaux et employeurs du territoire.

***

Par délibération du 9 mars 2017, le conseil communautaire a décidé de retenir Keolis comme délégataire du réseau de transports collectifs de Quimper Bretagne Occidentale (QBO) pour la période du 1er avril 2017 au 31 décembre 2023.

L'avenant n°8 de la convention de délégation de service public pour la gestion des transports collectifs de QBO a pour objet principal d'ajuster la contribution forfaitaire versée à l'exploitant afin de tenir compte de l'inflation sur le GNV. Par ailleurs, il est proposé une série de mesures, visant à dynamiser l'usage du réseau QUB et répondre aux attentes exprimées par les usagers, élus locaux et employeurs du territoire.

Article 1 – Prix du Gaz naturel véhicules (GNV)

Par délibération en date du 2 décembre 2021, le conseil communautaire a fixé la contribution forfaitaire versée à l'exploitant, à savoir 16 288 728 € HT pour l'année 2022. Ce budget prévisionnel s'articulait autour d'un prix du GNV à 36€ du MwH.

Cette contribution tenait compte d'un « effet inflation » de +705 000 € HT (dont 500 000 € HT liés exclusivement au GNV). Intervenant après une chute en 2020 liée à la récession provoquée par la pandémie du Covid-19, les hausses successives du prix du GNV au sortir de la crise du Covid-19 résultaient d'un contexte exceptionnel dû à la combinaison de facteurs multiples : une forte reprise économique, des stocks bas et des approvisionnements limités qui augmentaient les tensions sur le marché international.

La crise ukrainienne amplifie ce phénomène inflationniste et bouleverse les économies européennes : 40% du gaz consommé en Europe provient de Russie. On constate ces dernières semaines une très nette accélération de l'inflation, ce qui n'est pas sans conséquences pour le budget de la collectivité.

Il est proposé de revoir les acomptes de charges, sur la base d'un prix d'un GNV à 90€ du MwH. Le surcoût à la charge de QBO représente 1 566 103 € HT, soit une contribution forfaitaire fixée à 17 854 831€ HT en 2022.

Article 2 – Services de transport à la demande (TAD)

Extension du service QUB Noz aux communes à partir de septembre 2022

En septembre 2021, une expérimentation de « transport à la demande dynamique » a été mise en œuvre afin de proposer une offre de transport collectif entre 20h00 et 00h00, via un outil dynamique et agile de réservation, sur la ville-centre. Des déplacements de point d'arrêt à point d'arrêt sont possibles, sur réservation jusqu'à une heure avant le déplacement.

Sur les premiers mois d'exploitation, les retours démontrent un intérêt certain de la part des citoyens :

- 300 usagers différents ont utilisé le service ;
- 400 déplacements par mois en moyenne ;
- Stabilité des déplacements sur toute la tranche horaire ;
- 30% des déplacements sont réservés le jour même ;
- Le motif « travail » représente 60% des déplacements ;
- Un taux de refus de 10 à 15% en moyenne.

Il est proposé d'étendre le dispositif de « transport à la demande dynamique » aux communes d'Ergué-Gabéric, Ploneis, Pluguffan, et Plomelin. Pour égalité de traitement, le réseau HandiQUB est également prolongé sur ces créneaux horaires. Les moyens humains supplémentaires mis en œuvre permettront par ailleurs de renforcer l'offre sur la ville centre lorsqu'il est à saturation.

En année pleine, cela représente un solde à la charge de QBO à hauteur de 52 350 € HT (en € 2016)

Amélioration du service HandiQUB le dimanche à partir de septembre 2022

Le service HandiQUB du dimanche fonctionne sur la même tranche horaire que le réseau régulier (10h à 12h et de 13h30 à 21h00). Ce service connait une certaine saturation dans la matinée et en début d'après-midi, générant des difficultés de réservation pour les usagers occasionnels.

Il est proposé de créer un service supplémentaire sur cette période, ouvert aux déplacements occasionnels exclusivement. En année pleine, cela représente un solde à la charge de QBO à hauteur de 13 739 € HT (en € 2016).

Expérimentation d'un service de transport à la demande dynamique estival dès l'été 2022

Afin d'améliorer l'attractivité des lignes des plages pour les citoyens des communes de Pluguffan et Plomelin, il est proposé d'expérimenter un service de transport à la demande dynamique en période estivale.

A raison d'un aller/ retour par jour sur les mois de juillet et août 2022, les usagers auront la possibilité de réserver jusqu'à H-1 un déplacement vers un arrêt situé sur la commune de Combrit. Une correspondance sera ainsi possible avec une ligne régionale du réseau BreizhGo (vers Sainte-Marine, Ile Tudy, etc.). Ce dispositif représente un solde à la charge de QBO à hauteur de 3 279 € HT par été.

Révision du taux de déclenchement de la ligne P85

La ligne P85 est assurée en transport à la demande sur réservation la veille avant 17h15. Il convient de tenir compte du taux de déclenchement réel. Celui-ci permet de générer une économie annuelle de 11 687 € HT en année pleine pour QBO.

Article 3 – Création d'une desserte de la zone d'activité de Cuzon

Le réseau QUB ne propose pas de desserte en transports collectifs au cœur de la ZA de Cuzon. Pourtant, cette dernière comprend 150 entreprises et 1 200 emplois environ.

Il est proposé de créer une desserte à raison de deux allers/ retours par jour du lundi au vendredi (dont 1 A/R en transport à la demande). Une concertation avec les employeurs permettrait de définir des horaires cohérents avec les besoins.

En conséquence, les services QUB Mat et QUB Noz seraient également accessibles.

En année pleine, cela représente un solde à la charge de QBO à hauteur de 9 025 € HT (en € 2016).

Article 4 – Développement du service VéloQUB

En 2021, la communauté d'agglomération Quimper Bretagne Occidentale a fait le choix de doubler le parc de vélos à assistance électrique (VAE) et d'expérimenter l'usage de vélos cargo à assistance électrique. Ces deux dispositifs ont rencontré un franc succès de la part des citoyens.

À ce titre, il est proposé de d'accompagner à nouveau cette dynamique autour de l'usage quotidien du vélo :

- Étendre le parc de vélos à assistance électrique de 150 unités, portant ainsi le parc à 450 VAE (investissement porté par QBO dans le cadre du budget annexe des transports) ;

- Accroître le parc de vélos cargo à assistance électrique de 8 unités, portant ainsi le parc à 10 unités (investissement porté par le délégataire). Ces vélos seraient inscrits en « biens de reprise » pour la collectivité.

Afin d'accompagner ce développement, les effectifs de l'exploitant seraient complétés de 0,6 ETP (équivalent temps plein) afin de conduire des opérations de commercialisation, animation sur le territoire, suivi des réparations, remise des vélos au sein des communes et non plus uniquement à Quimper, etc. Un véhicule dédié au service VéloQUB serait par ailleurs nécessaire.

En année pleine, cela représente un solde (déduction faite des recettes commerciales) à la charge de QBO à hauteur de 30 698 € HT (en € 2016).

Article 5 – Transferts d'appels téléphoniques de l'agence commerciale

Sur certaines tranches horaires, l'accueil téléphonique de l'agence commerciale fait face à un excédent d'appels par rapport aux capacités. Une expérimention est donc en place depuis le 17 janvier 2022, afin d'éprouver un système de « débordement d'appels » vers le PIMMS de Cornouaille, des agents formés aux outils et ayant une bonne connaissance du réseau QUB. Cette expérimentation ne génère pas de surcoût pour la collectivité.

Article 6 – Tour de France du 23 au 25 juin 2021

Afin de promouvoir le tour de France 2021, certaines dispositions avaient été prises, notamment :

- Un renfort d'offre sur les lignes urbaines A et B ;
- La mise en œuvre de la gratuité du réseau QUB dès le mercredi 23 juin 2021 ;
- L'ouverture d'un P+R « sud » à l'université, en complément du P+R « nord » de la croix des gardiens.

Le solde à la charge de QBO pour cette opération représente 14 107 € HT sur l'année 2021.

Article 7 – Renfort d'offre en ligne 9

Des courses supplémentaires ont été mises en œuvre sur la ligne 9 dès septembre 2021. Cette disposition génère un besoin en matériel roulant : + 1 bus standard à la charge de QBO en 2023.

Article 8 – Indexation de l'engagement des recettes

L'application de l'indexation du terme Rn est fortement perturbée en raison de la crise sanitaire et de ses effets durables sur la mobilité. De même qu'en 2020 et 2021, le terme Rn Trafic est fixé 1,0473 pour l'année 2022. L'engagement de recettes du délégataire est fixé à 2 619 165 € HT (en € 2022).

Synthèse des enjeux financiers – hors effet inflation du GNV :

En € 2016 HT	*2021*	*2022*	*2023*
Total charges	-3 220 €	48 792 €	116 055 €
Total recettes commerciales	-11 051	9 181 €	18 664 €
Solde à la charge de QBO	**7 831 €**	**39 610 €**	**97 391 €**

Acomptes de charges 2022 (base PEG = 90) :

Afin de tenir compte des évolutions énumérées ci-dessus, les acomptes mensuels de charges sont fixés à :

1 357 394,00 € HT de janvier 2022 à juin 2022 ;

1 618 411 € HT de juillet 2022 à décembre 2022.

***

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés, d'autoriser madame la présidente :

1 - à signer l'avenant n°8 à intervenir avec la société Keolis Quimper ;

2 - à verser mensuellement à l'exploitant, 1 780 252 € TTC à compter du 1er juillet 2022 représentant les charges d'exploitation modifiées pour 2022 (l'exploitant devant en parallèle reverser mensuellement à QBO la somme correspondant aux recettes d'exploitation conformément à l'article 25.3 de la convention).

Débats sur le dossier n°10 :

M. Jasserand : *« Je voudrais simplement souligner l'importance de la desserte de la zone d'activité de Cuzon. Cela permettra aussi de réduire, sans doute, la circulation routière sur le site. C'est un vrai progrès et c'était véritablement très attendu. »*

M. Férec : *« Sur la partie gaz, on est en train de réfléchir. Nous sommes des producteurs de gaz sur site et le contrat actuel fait que nous vendons le gaz et on en achète, par ailleurs, pour alimenter nos bus. Le travail engagé consiste à réfléchir à auto-consommer le gaz que l'on produit, pour alimenter nos bus. On parlait tout à l'heure d'économie circulaire : cela pourrait être une stratégie extrêmement intéressante. On aura en plus, vraisemblablement, du biogaz supplémentaire avec les bio-déchets, etc. On est là dans quelque chose d'intéressant. Cela nous évitera d'avoir des surcoûts monstrueux.*
Un satisfécit en ce qui concerne les vélos. Beaucoup de personnes reviennent vers nous, nous disant que cela a été un déclencheur à l'achat, c'est-à-dire que c'est un test : on n'a pas forcément les moyens d'acheter un vélo à 1 500 euros, même s'il existe des primes ; on teste le vélo de QBO – le dispositif est d'ailleurs victime de son succès malheureusement – et beaucoup de personnes ont été convaincues par la possibilité de se remettre au vélo, grâce à l'assistance électrique.
On vient de parler de Cuzon. Il y a eu une réunion, il n'y a pas très longtemps, du « club d'entreprises » sur la partie pays Glazik : beaucoup d'entreprises se posent la question, par l'intermédiaire de leurs salariés, du besoin de mettre en place de nouvelles lignes de transports en commun, au regard du coût du carburant. Cela incite les gens à se réinterroger et les entreprises sont de plus en plus demandeuses de la mise en place de nouvelles lignes à destination des salariés. »

Mme Assih : *« Cela fait également partie de notre projet communautaire, notamment d'être force de propositions sur les transports du travail. »*

M. Fontaine : *« Une simple question : le taux de refus, de 10 à 15%, c'est quoi ? Ce sont des gens qui sont mécontents du service ou qui sont refusés ? »*

Mme Jean-Jacques : *« En fait, aujourd'hui, il y a un tel succès que les monospaces qui sont à disposition ne sont pas suffisants. Le fait d'élargir à la première couronne va nous imposer d'acheter un véhicule supplémentaire qui permettra de palier à ces refus. On va tout faire pour qu'il soit électrique mais, aujourd'hui, il est difficile de trouver des monospaces qui soient électriques. Je pense que Françoise Dorval pourrait compléter. »*

Mme Dorval : *« Nous avions regardé l'offre à ce niveau et c'est en effet assez compliqué parce qu'il y a très peu d'autonomie. Ainsi, si l'on doit sortir de Quimper, on est vite bloqué. Sur les petits véhicules de transport en commun, l'autonomie est très réduite. »*

M. Menguy : *« J'ai une question sur Cuzon justement : je voudrais savoir si la desserte va s'opérer par les voies existantes ou si elle va s'opérer par un projet, qui existe, de création de nouvelles voies entre le quartier de Kervéguen et Cuzon, voies traversant un futur nouveau quartier ? Et puis, qu'en est-il du prolongement d'une antenne chemin du Mouliouen vers la zone d'activités économiques ? »*

Mme Jean-Jacques : *« Cela se fera sur les voies existantes. »*

M. Troglia : *« Je voulais réagir sur la réglementation des boxes à vélos et aux chiffres annoncés. On peut se réjouir de tous ces chiffres qui ne viennent pas, maintenant, par hasard : chacun à notre échelle, nous avons commencé à changer les possibilités de se déplacer, notamment à vélo. Cette réglementation va permettre l'utilisation des boxes à vélo au pôle d'échanges multimodal… »*

Mme Assih : *« C'est l'objet de la délibération suivante, il me semble, Patrick : le rapport n°12. »*

M. Troglia : *« D'accord, j'attends. »*

M. Cornic : *« Thomas Férec évoquait la possibilité d'utiliser le biogaz que l'on produit mais j'ai cru comprendre que le rachat était fixé à 120 ou 140 euros le mégawatt. Donc, à mon avis, financièrement, ce n'est pas compatible. »*

M. Férec : *« Si tu auto-consommes le gaz qui est produit, tu ne rentres pas dans une question de tarification. Par contre, le contrat actuel fait que, en effet, nous sommes soumis aux prix du marché. Mais, si tu consommes le gaz que tu produis, c'est neutre. »*

M. Cornic : *« Oui, mais si nous avons la possibilité de le revendre bien plus cher qu'on ne l'achète pour les bus ? Une autre question : quelle clientèle utilise les vélos cargos ? S'agit-il d'artisans, de livreurs ? »*

Mme Jean-Jacques : *« Pour le moment, ce sont des parents pour conduire leurs enfants à l'école. D'ailleurs, un petit film a été réalisé pour présenter ces vélos qui sont en location à la QUB. »*

M. Le Bigot : *« Je pense qu'il est important de rappeler aussi les aides mises en place par QBO pour l'acquisition de vélos électriques. Elles viennent doubler celles de l'Etat. »*

M. Le Goff : *« Je trouve intéressant que cela se soit démocratisé et que le dispositif soit passé sur l'ensemble des communes. Auparavant, cela touchait quasiment exclusivement les Quimpérois. Aujourd'hui, cela touche davantage de public. »*

Mme Assih : *« Il s'agit ici d'une compétence très importante, celle des mobilités. On voit bien que, à partir d'une expérimentation d'un an à l'échelle de la ville de Quimper, on étend la possibilité de l'utilisation du service aux communes de « première couronne ». Désolée pour la « seconde couronne » mais c'est déjà une avancée. On expérimente aussi des transports à la demande dynamique pour d'autres services comme, par exemple, l'accès au littoral. Là, chers collègues, nous sommes en plein dans cette politique communautaire et j'en suis vraiment contente. »*

M. Troglia : *« Comme je le disais, cette forte demande pour des solutions de mobilité, comme le vélo, ne viennent pas, à cet instant, par hasard. Je crois que l'on commence tous à prévoir des pistes cyclables, des espaces que certaines personnes ont parfois du mal à comprendre mais, globalement, je pense que nous sommes tous sur la même voie, en train de progresser. Je suis convaincu que, d'ici peu de temps, on reverra encore à la hausse ces différents équipements qui rencontrent un vif succès. C'est bien la preuve que les gens ne sont pas fainéants ! »*

Mme Assih : *« Pour votre information, il se tiendra bientôt un comité de pilotage – je l'attendais avec impatience –, avec le conseil départemental, sur la question des routes, rocades et ronds-points. Je porterai évidemment une attention particulière aux projets d'aménagement, en lien avec les projets que l'on a pu voter depuis le début du mandat, mais aussi à la question de la sécurisation des cyclistes au niveau des ronds-points. Toute une équipe d'élus va partir à Rennes pour regarder comment ça se passe là-bas. Elle sera force de propositions. Je pense que ce sera un temps très constructif.*

Je pense qu'on a fait le tour de la question ? On voit bien combien la hausse des prix vient impacter directement notre contrat avec Keolis. Cependant, il y a aussi, dans ce rapport, beaucoup d'innovations et de propositions de nouveaux services. Je trouve que c'est vraiment très intéressant. Merci à Marie-Pierre Jean-Jacques pour le portage de ces enjeux. »

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Madame Marie-Pierre JEAN-JACQUES

N° 11

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Transports collectifs - tarifs 2022-2023

En application de la convention de délégation de service public pour la gestion des transports collectifs de l'agglomération quimpéroise, il est proposé de maintenir les tarifs inchangés, dans un contexte où le coût des carburants ne cesse de croître. Cette mesure vise à soutenir le pouvoir d'achat des ménages de la communauté d'agglomération.

Les seuils de la tarification solidaire sont par ailleurs ajustés afin de tenir compte du relèvement du RSA (+0,1%).

Enfin, les modalités de location du service VéloQUB évoluent afin de proposer une location jusqu'à 12 mois.

Enfin, des modalités spécifiques à l'accueil des réfugiés ukrainiens sont proposées.

***

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés, de fixer comme suit les tarifs à compter du 1er juillet 2022 :

1 - QUB et HandiQUB

Gratuité le samedi et le dimanche toute la journée. Par ailleurs, la navette de centre-ville QUB City est gratuite sur sa période de fonctionnement.

	Prix 2021	**Prix 2022**	**Ayants droit**
Billet Unité	1,50 €	1,50 €	
Billet Duo	2,60 €	2,60 €	
Carte Journée	4,00 €	4,00 €	
Carte 10 Voyages (tarif normal)	11,90 €	11,90 €	

Carte 10 Voyages (tarif réduit)	5,95 €	5,95 €	- Familles nombreuses (>= 3 enfants âgés - 26 ans au moment de la vente du titre), - Personnes âgées >= 65ans, non imposables, bénéficiaires de la tarification solidaire. - Accompagnateurs des personnes en situation de handicap titulaires d'une carte « mobilité inclusion » (CMI) portant la mention « priorité » ou « stationnement »
Carte Groupe* *(De 10 à 19 voyages, puis par tranches de 10 voyages)*	9 €	9 €	Etablissements scolaires et maisons de quartier
Carte Mensuelle Famille	43,90 €	43,90 €	Famille avec enfants - 26 ans au moment de la vente du titre
Carte Annuelle Famille	439 €	439 €	Famille avec enfants - 26 ans au moment de la vente du titre
Carte Mensuelle (tarif normal)	32 €	32 €	
Carte Annuelle (tarif normal)	304 €	304 €	
Carte Mensuelle Jeunes (J1)	25 €	25 €	Jeunes - 26 ans au moment de la vente du titre
Carte Mensuelle Jeunes (J2)	18,40 €	18,40 €	Jeunes - 26 ans au moment de la vente du titre
Carte Annuelle Jeunes (J1)	240 €	240 €	Jeunes - 26 ans au moment de la vente du titre
Carte Annuelle Jeunes (J2)	178,50 €	178,50 €	Jeunes - 26 ans au moment de la vente du titre
Carte Mensuelle Seniors	25 €	25 €	Retraités ou >= 65 ans
Carte Annuelle Seniors	240 €	240 €	Retraités ou >= 65 ans
Abonnement P + R (mensuel)	9,50 €	9,50 €	Réservé aux personnes se stationnant Parking de la Croix-des-Gardiens et empruntant Illiqo B (départ Croix-des-Gardiens) avec un aller-retour par jour possible du lundi au samedi.
Formule Liberté (par déplacement) *(Formule de post-paiement réglée par prélèvement automatique le 10 du mois suivant.)*	1,20 €	1,20 €	
Titre Festival	3 €	3 €	Valable un aller-retour en groupe de 5 personnes maximum se déplaçant ensemble au départ des parkings relais Croix-des-Gardiens ou UBO, lors du festival de Cornouaille.

Carte Escapade**	1,50 €	1,50 €	
Carte Uzuel hebdo (tarif normal)	5,40 €	5,40 €	Titre en complément d'un abonnement TER Uzuel
Carte Uzuel mensuelle (tarif normal)	16 €	16 €	Titre en complément d'un abonnement TER Uzuel
Carte Uzuel hebdo (tarif jeune)	4,20 €	4,20 €	Titre en complément d'un abonnement TER Uzuel
Carte Uzuel mensuelle (tarif jeune)	12,50 €	12,50 €	Titre en complément d'un abonnement TER Uzuel
Carte Uzuel annuelle (tarif normal)	192€	192€	Titre en complément d'un abonnement TER Uzuel
Carte Uzuel annuelle (tarif jeune)	150€	150€	Titre en complément d'un abonnement TER Uzuel

(*) : étant précisé que les écoles maternelles et primaires, les maisons de quartier et les centres de loisirs de QBO peuvent bénéficier à titre dérogatoire de bons groupe gratuits utilisables, après réservation, sur les lignes régulières en heures creuses.
(**) : titre valable pour la desserte de l'embarcadère des Vedettes de l'Odet durant la période estivale (juin, juillet, août et septembre).

Les conditions générales de vente détaillent les modalités de désengagement des usagers abonnés annuels.

2 - Tarification solidaire ouvrant le droit à réduction sur les cartes mensuelles, annuelles et cartes 10 voyages selon les quotients CAF suivants :

Niveau	Quotient	Réduction	Titre
1	**587 < QF < 787**	25 %	Pass 25
2	**509 < QF< 586**	50 %	Pass 50
3	**432 < QF< 508**	75 %	Pass 75
4	**QF < 431**	Participation	Pass 95

Soit la tarification suivante :

	Prix 2021	**Prix 2022**
Pass mensuel 25	24 €	24 €
Pass mensuel 50	16 €	16 €
Pass mensuel 75	8 €	8 €
Participation mensuelle	1,80 €	1,80 €
Pass annuel 25	228 €	228 €
Pass annuel 50	152 €	152 €
Pass annuel 75	76 €	76 €
Participation annuelle	18 €	18 €

3° - Frais de duplicata de carte :

Les frais de duplicata de la carte KorriGo sont de 8€.

4°- Gratuité sur les lignes régulières pour les ayants droit ci-après :

- Enfants < 6 ans ;
- Accompagnateurs de personnes en situation de handicap titulaires d'une carte d'invalidité ou d'une carte « mobilité inclusion » (CMI) portant la mention « invalidité » et sur laquelle figure l'une des sous-mentions "besoin d'accompagnement" ou "cécité", sur le réseau régulier et HandiQUB ;
- Salariés du délégataire Keolis avec leur famille à charge, ex-agents retraités de Keolis (en vertu de la convention collective) ;
- Agents PIMMS dans le cadre de leurs missions pour le réseau QUB ;
- Agents de police dans l'exercice de leur fonction ;
- Agents de surveillance de la voie publique de la ville de Quimper dans l'exercice de leur fonction ;
- Agents de Quimper Bretagne Occidentale chargés de la vérification du réseau de transport ;
- Conseillers en mobilité de l'association Mobil Emploi dans l'exercice de leur mission.
- « Réfugiés temporaires » pour une période maximale de trois mois consécutifs. Au-delà, la tarification solidaire « Pass 95 » est attribuée (application dès le 1er mai 2022).

5°- VéloQUB

Tarifs Vélos classiques	Usagers non-abonnés Réseau QUB	**Usagers non-abonnés Réseau QUB**	Usagers abonnés Réseau QUB	**Usagers abonnés Réseau QUB**
	2021	**2022**	2021	**2022**
12 mois	-	**70 €**	-	**50 €**
9 mois	58 €	**X**	44 €	**X**
6 mois	42 €	**40 €**	31 €	**30 €**
3 mois	26 €	**30 €**	21 €	**20 €**

Tarifs Vélos électriques	Usagers non-abonnés Réseau QUB	**Usagers non-abonnés Réseau QUB**	Usagers abonnés Réseau QUB	**Usagers abonnés Réseau QUB**
	2021	**2022**	2021	**2022**
12 mois	-	**200 €**	-	**150 €**
9 mois	154 €	**X**	118 €	**X**
6 mois	115 €	**120 €**	87 €	**90 €**
3 mois	68 €	**70 €**	52 €	**50 €**

Tarifs Vélos cargos électriques	Usagers non-abonnés Réseau QUB	**Usagers non-abonnés Réseau QUB**	Usagers abonnés Réseau QUB	**Usagers abonnés Réseau QUB**
	2021	**2022**	2021	**2022**
12 mois	-	**280 €**	-	**210 €**
6 mois	-	**190 €**	-	**130 €**
3 mois	102€	**105 €**	78€	**80 €**

Tarifs accessoires	Siège pour enfant	
	2021	**2022**
12 mois	-	**40 €**
6 mois	-	**20 €**
3 mois	-	**10 €**

Il est proposé de limiter la durée de location à 12 mois maximum pour tout type de locations (contre 18 mois actuellement), afin de favoriser le taux de rotation du parc.

6°- Plan de mobilité employeur (PdME)

Lorsqu'une entreprise ou administration établit un Plan de mobilité employeur (PdME), les salariés bénéficient d'une réduction de :

- 10% sur l'achat d'un abonnement VéloQUB (3, 6 ou 12 mois) ;
- 15% sur l'achat d'un abonnement annuel QUB.

Débats sur le dossier n°11 :

Mme Assih : *« On peut également rappeler la gratuité temporaire pour les réfugiés, ce qui constitue un élément tout à fait particulier de reconnaissance du statut de réfugié. Il ne s'agit pas que des réfugiés ukrainiens mais, en l'occurrence, actuellement oui, cela ne concerne que les réfugiés ukrainiens qui ont ce statut-là et pour lesquels on propose la gratuité sur une période maximale de trois mois consécutifs, afin de laisser le temps à ces personnes de pouvoir remplir les dossiers de tarification solidaire mais surtout leur permettre d'utiliser les transports en commun. Cela n'était pas possible précédemment. Nous en avions déjà parlé collectivement et cela fait partie des mesures un peu particulières proposées dans le rapport. »*

M. Leroy : *« Une personne de Plogonnec m'a posé la question de savoir s'il existait un tarif adapté pour les parents d'enfant handicapé. Existe-t-il un dispositif particulier pour ce type de demandes ? »*

Mme Jean-Jacques : *« Non, pas de dispositif particulier pour le moment. C'est sans doute plus vers le département qu'il faut se tourner, vers la Maison départementale pour les personnes handicapées (MDPH). »*

Mme Assih : *« Il existe la PCH : la prestation de compensation du handicap. Par contre, on voit que la gratuité est accordée sur les lignes régulières pour les accompagnateurs de personnes en situation de handicap, titulaires d'une carte d'invalidité ou d'une carte « mobilité inclusion » portant la mention « invalidité » et sur laquelle (comme quoi, c'est tout de même restrictif ; je dis cela parce que toutes les cartes n'ont pas les mêmes mentions) figure l'une des sous-mentions « besoin d'accompagnement » ou « cécité » sur le réseau régulier et Handiqub. Voilà les possibilités proposées au niveau du réseau. »*

Mme Le Meur (Annaïg) : *« Je voudrais tout de même remercier QBO parce que, pour avoir un bonus à l'achat d'un vélo à assistance électrique, au niveau de l'Etat, cela était conditionné au fait que les collectivités s'engagent elles-mêmes à présenter une aide. Merci donc. Ainsi, les gens peuvent cumuler les deux aides alors qu'autrement, ils ne pouvaient pas solliciter l'aide de l'Etat. »*

Mme Assih : *« Tout à fait. C'est un vrai effet-levier de pouvoir cumuler deux aides, une de l'agglomération et une de l'Etat. »*

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Madame Marie-Pierre JEAN-JACQUES

N° 12

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Règlement d'utilisation des boxes vélos individuels

Dans le cadre du développement des modes de déplacements actifs, Quimper Bretagne Occidentale met en place un service public de stationnement individuel sécurisé des vélos. Cette offre, en intermodalité avec les transports en commun et le covoiturage, a pour objectif d'encourager la pratique du vélo.

Afin de s'assurer du bon fonctionnement de ce service, il convient de règlementer le service.

***

Quimper Bretagne Occidentale a déployé, en 2021, 5 boxes permettant le stationnement de 10 vélos. Ce dispositif sera renforcé en 2022 par le déploiement d'une dizaine de boxes supplémentaires. Afin de favoriser l'usage des boxes conformément à leur destination et de prévoir les suites en cas d'utilisation inappropriée, il revient au conseil communautaire de règlementer ce service public.

Le règlement proposé rappelle que les boxes vélos sont mis à disposition gratuitement et réservés au stationnement de vélos et d'accessoires vélo pour une durée de 7 jours maximum.

En cas de non-respect, les services communautaires seront autorisés à ouvrir et vider les boxes.

***

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés, d'adopter le règlement d'utilisation des boxes vélos individuels.

Débats sur le dossier n°12 :

M. Troglia : *« C'est vraiment une bonne nouvelle. On parle souvent ici de stationnement... C'est un sujet qu'on aime beaucoup ! Pour une fois, on parle de stationnement des vélos. J'en profite pour intervenir. Nous sommes là dans la continuité de toutes ces excellentes décisions qui ont été initiées par Elisabeth Borne, en 2020, et qui ont permis de gagner énormément de temps. Sans elle, évidemment, on n'en serait pas là. Je pense qu'on ne serait pas en train de parler des problématiques du stationnement des vélos dans les pôles d'échanges multimodaux. Je crois qu'il ne faut pas oublier qu'il s'agit de problématiques qui concernent tous les niveaux, du local au national. Cette régularisation va permettre de bien réglementer l'utilisation de ces boxes à vélos qui, évidemment, sont réservés aux vélos ! De même que le centre-ville piéton ou les trottoirs sont réservés aux piétons… Si on respecte les stationnements pour les vélos, si on respecte tous les aménagements cyclables, ils seront bien utilisés par les cyclistes. C'est un fait : quand on construit des infrastructures, quand on met en place des parkings pour les vélos, ils sont utilisés. De la même façon qu'on trouve normal de disposer d'une place de stationnement pour son 4X4 ou sa limousine anglaise, on doit trouver logique, normal, de disposer de son parking à vélos, libre de tout autre véhicule. Normalement, on ne doit pas avoir de voitures sur une piste cyclable et on ne doit pas avoir de scooters dans un parking à vélos ! »*

Mme Jean-Jacques : *« J'ai oublié de vous dire que nous allons acheter dix boxes à vélos supplémentaires cette année. »*

Mme Assih : *« Ce que je comprends de ces interventions, c'est que ces boxes sont très utilisées de fait et correspondent à un vrai besoin de pouvoir stationner son vélo. Ce règlement est utile pour faire retirer les véhicules qui ne sont pas des vélos. C'est arrivé, notamment sur le secteur de la gare, où il y avait des motos. »*

Mme Dorval : *« Je pense effectivement qu'il est important d'avoir ce règlement intérieur car il semble qu'il y ait eu des abus : des personnes fermaient les emplacements avec un cadenas, alors que leur vélo n'était pas à l'intérieur, uniquement pour être sûres de retrouver le boxe libre, pour elles-mêmes, le lendemain… Je n'ai pas regardé de près comment se présentent ces boxes mais, si on en achète d'autres, serait-il possible qu'il y ait une partie ouverte ou grillagée afin que l'on puisse voir à l'intérieur s'il y a déjà un vélo ? »*

Mme Jean-Jacques : *« On voit très bien : la porte grillagée coulissante permet de voir ce qu'il y a à l'intérieur. »*

M. Fontaine : *« Il en est des vélos comme des déchets : on voit bien que tout le monde n'a pas un caractère citoyen et que tout le monde ne respecte pas la civilité nécessaire au vivre-ensemble. »*

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Thomas FEREC

N° 13

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Avenant n°23 au contrat de délégation de service public pour la gestion du réseau Herminéo - Modification du catalogue tarifaire

Il est proposé de valider l'avenant n° 23 au contrat de DSP Herminéo pour permettre la mise en œuvre de modifications tarifaires du réseau.

***

Dans le cadre de l'adaptation de la politique tarifaire du réseau Herminéo à l'évolution du marché des télécom, Axione, délégataire du réseau Herminéo propose d'adapter deux aspects du catalogue tarifaire :

I/ Modification du catalogue ADSL :

- Modification des conditions de facturation de la collecte nationale auprès des opérateurs. Passage à un système de facturation fixe par abonné. Ce qui permettra d'harmoniser le coût facturé par client pour tous les opérateurs.

- Anticipation d'une baisse du volume des clients ADSL et modification des seuils pour la dégressivité des tarifs proposés aux opérateurs.

II/ Modification du catalogue Fibre Optique noire (FON) :

Les fibre optiques noire sont des fibres optiques non « allumées » par un opérateur, mais directement par celui qui la souscrit (souvent des opérateurs pour leur compte, des grandes entreprises ou des administrations).

La modification consiste principalement en :

- une baisse des prix des locations sur 3 et 5 ans pour s’adapter aux offres des concurrents ;

- un ajout d’une location d’1 an pour les besoins FON « d’appoint » ;

- la suppression de la location de10 ans remplacée par un tarif d’IRU de 7 ans. L’IRU est un droit inaliénable à utiliser une fibre pendant une durée donnée et payé intégralement en début de période.

***

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l’unanimité des suffrages exprimés :

1 - de valider le projet d’avenant n°23 au contrat de concession entre Quimper Bretagne Occidentale et AXIONE ;

2 - d’autoriser madame la présidente à signer l’avenant n°23.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Alain DECOURCHELLE

N° 14

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Opération' Quimper cœur de ville'
Mise en œuvre d'une 2ème Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain sur le centre-ville de Quimper

L'opération "Quimper, coeur de ville", Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) a été lancée en octobre 2016 pour une durée de 5 ans afin d'enrayer le processus de déqualification et de restaurer la qualité résidentielle du centre-ville. En 2021, cette opération a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2022 afin répondre aux engagements du programme national « Action cœur de ville ».

Au regard des enjeux sociaux, économiques, patrimoniaux et environnementaux, il est proposé d'engager une étude pré-opérationnelle qui déterminera l'opportunité et les conditions pour lancer une 2ème opération « Quimper, cœur de ville 2023-2027 ».

***

La convention signée le 3 octobre 2016 entre Quimper Bretagne Occidentale, la commune de Quimper, l'État et l'ANAH, définit des objectifs ambitieux pour réinvestir la qualité résidentielle du centre-ville : lutter contre l'habitat indigne et très dégradé, lutter contre la vacance, favoriser le maintien des populations, créer une offre de logements plus diversifiée pour permettre le retour d'habitants, recycler les immeubles et les îlots dégradés…

L'opération Quimper cœur de ville s'est rapidement inscrite dans le paysage local. Identifiée des partenaires, des services de la collectivité et de l'Etat, des professionnels et des porteurs de projet, cette opération prouve quotidiennement son intérêt à travers la dynamique opérationnelle qu'elle a impulsée.

Première opération de ce type sur le territoire, ce dispositif a nécessité un temps de pédagogie, la mise en place de pratiques de travail, de construction des partenariats et de portée à connaissance auprès des habitants. Cette mobilisation collective a permis à Quimper

Bretagne Occidentale de traiter des champs nouveaux d'intervention publique comme le traitement préventif des copropriétés en difficulté ou le recyclage des immeubles vacants et dégradés au bénéfice de la revitalisation du centre-ville.

I. Bilan de l'opération « Quimper, cœur de ville » 2016-2022

La stratégie d'intervention de Quimper Bretagne Occidentale allie l'incitation à la rénovation privée des immeubles et des logements, la mise en œuvre des procédures coercitives mobilisables en matière de lutte contre l'habitat indigne et les opérations de renouvellement urbain :

1) L'agglomération a mis en place un dispositif d'aides propre en complément des aides de l'ANAH pour inciter les propriétaires bailleurs et occupants à s'engager dans une démarche travaux. Les objectifs quantitatifs ne sont pas encore atteints, sur les 260 logements prévus dans la convention, 121 sont réhabilités (soit 47%) et 2 copropriétés sur 12 feront l'objet de travaux de rénovation avant la fin de l'opération le 31 décembre 2022. La dynamique de l'opération a été ralentie par :

   - Les impacts de la crise sanitaire sur les retards de mise en chantier et sur les coûts de travaux en raison de l'augmentation de la matière première ;

   - Les dispositifs concurrentiels qui ont capté une partie des projets (Ma Prime Rénov' par exemple) ;

   - Sur le volet copropriété, des règles d'éligibilité des projets ne sont pas adaptés aux petites copropriétés en quartier ancien ;

   - De nombreux logements seront réhabilités à l'issue des procédures coercitives engagées en 2022.

   Cependant, l'évaluation de la réussite de l'opération s'analyse également au regard des impacts sur l'économie locale, en effet, la réhabilitation de ces logements a un réel impact sur l'économie locale car a engendré 6,5 millions € TTC de travaux en mobilisant les subventions suivantes :

   - QBO : 1,3 M€ (726 696 € aides aux travaux + 482 322 € ingénierie) ;

   - ANAH : 2,2 M€ (1 760 000 € aides aux travaux + 493 007 € ingénierie) ;

   - Conseil départemental : 255 300 € (aides aux travaux).

2) Enjeu prioritaire, la lutte contre l'habitat indigne a mobilisé fortement l'équipe projet sur le terrain et a permis de diagnostiquer 131 immeubles totalisant 694 logements. De nombreuses procédures ont été engagées pour traiter ces situations : infraction au Règlement Sanitaire Départemental, consignation des allocations CAF, arrêtés de péril et insalubrité. L'agglomération a également accompagné 13 ménages vers le relogement. Ces actions ont permis la réhabilitation de 52 logements (non comptabilisés dans le bilan car les travaux n'ont pas mobilisé les aides publiques de l'opération).

3) Les actions de renouvellement urbain sont engagées pour recycler et restructurer en profondeur les 6 îlots d'intervention prioritaires de l'opération.

Sur l'ensemble du périmètre de l'opération et plus spécifiquement sur ces 6 îlots, 12 immeubles pouvant être réhabilités dans le cadre d'une Opération de Restauration Immobilière (ORI) ont également été identifiés. L'ORI est une procédure d'aménagement qui permet à QBO d'enclencher la réalisation de travaux importants de réhabilitation complète d'immeubles. Cette procédure, engagée en 2022, vise la réhabilitation de 37 logements.

L'opération « Quimper, cœur de ville » comprend également une campagne de ravalement obligatoire, mise en œuvre dès 2018 et qui concerne 2 axes stratégiques du cœur de ville. Sur les 56 façades identifiées de l'axe 1 (rues Kereon, du Chapeau Rouge, une partie de la rue de Douarnenez), 41 bénéficient d'une aide au ravalement.

Ces travaux représentent 765 164 € HT bénéficiant d'une subventions QBO de 181 080 €.

L'axe n°2 concernant les avenues de la gare et de la libération sera engagée en 2022 et 2023 en articulation avec les travaux sur le quartier de la gare et du pôle d'échange multimodal.

II. « Quimper, cœur de ville » 2023-2028

Les instances nationales du programme « Action cœur de ville » encouragent activement les collectivités à prolonger les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain sur leur territoire. Quimper Bretagne Occidentale et la ville de Quimper bénéficieront ainsi pleinement de ce programme national jusqu'en 2026.

L'engagement dans la mise en œuvre d'une 2ème opération programmée nécessite préalablement la réalisation d'une étude pré-opérationnelle pour réinterroger la stratégie d'intervention et définir le programme d'action, les objectifs quantitatifs, qualitatifs et le budget prévisionnel.

L'analyse du bilan 2016-2021 permet déjà de pré-définir les orientations pour calibrer dans la continuité de la 1ère opération le dispositif d'une 2ème opération :

- Confirmer la dynamique de la réhabilitation des logements tout en définissant des leviers d'action pour répondre aux problématiques récentes telles que la pénurie de logements ;

- Définir des actions pour développer une nouvelle offre locative ;

- Renforcer les actions de lutte contre l'habitat indigne en levant notamment les freins tels que le relogement d'urgence des occupants notamment ;

- Développer les outils du portage foncier ;

- Poursuivre les projets d'aménagement des 6 îlots prioritaires ;

- Engager la 1ère Opération de Restauration Immobilière à Quimper ;

- Définir une nouvelle stratégie d'intervention pour la réhabilitation des copropriétés dégradées et en difficulté ;

- Poursuivre les campagnes de ravalement obligatoires.

À l'issue de cette analyse pré-opérationnelle, le conseil communautaire pourra alors engager la 2ème Opération Programmée au dernier trimestre 2022, en autorisant la signature du projet de convention qui définira la stratégie d'intervention, les objectifs et le budget prévisionnel.

Pour se faire assister dans cette action, il est proposé de retenir un prestataire qui sera retenu selon un accord-cadre à bons de commande comportant :

- la réalisation de l'étude pré-opérationnelle ;

- la mission de suivi-animation de la 2ème opération programmée qui sera commandée dans l'hypothèse où le conseil communautaire valide la convention de la 2ème opération « Quimper, cœur de ville » 2023-2027.

***

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés :

1 - d'approuver le bilan et les enjeux d'intervention publique de l'opération "Quimper, cœur de ville" 2016-2021 ;

2 - d'autoriser madame la présidente à signer tous les actes à intervenir ;

3 - d'autoriser la sollicitation de toute subvention mobilisable pour la mise en œuvre de cette opération.

Débats sur le dossier n°14 :

M. Menguy : *« L'opération « cœur de ville », c'est aussi de l'aménagement urbain et des possibilités de débloquer des opérations lourdes. Je trouve que la délibération n'en parle pas du tout. Vous savez que nous avons des opérations complexes dans le périmètre de l'OPAH et certainement encore d'autres à venir. On focalise sur l'habitat, je trouve ça un peu dommage. D'ailleurs, outre l'urbanisme, il y a tous les autres objectifs qui sont compris dans l'opération « cœur de ville ». Je trouve dommage qu'on se focalise exclusivement sur l'habitat. Cela dit, c'est une belle opération et il faut évidemment qu'elle soit renouvelée. »*

M. Decourchelle : *« En effet, il y a tout un programme qui concerne des îlots sur Quimper, en cours de réhabilitation, dont la galerie Kéréon. C'est peut-être ce à quoi tu fais référence, entre autres ? C'est un programme qui avance bien. Nous suivons ce projet de la galerie Kéréon, régulièrement, avec David Lesvenan. On a énormément de réunions et de concertations sur ce sujet. C'est un projet qui avance bien mais ce n'est pas l'objet, aujourd'hui, de le détailler. Aujourd'hui, il s'agit d'avoir l'accord de principe du conseil pour relancer une deuxième opération. »*

Mme Le Meur (Annaïg) : *« Guillaume Menguy a raison : initialement, il s'agissait d'un projet beaucoup plus global. Il s'agissait de créer une attractivité en cœur de ville qui passe, notamment, par de l'aménagement urbain : verdir des endroits ; rendre des places dynamiques ; amener du commerce…. C'est pour ça que, lors du lancement, tous les acteurs s'étaient retrouvés autour de la table. C'était une boîte à outils dans laquelle on pouvait intégrer l'ensemble des aspects (les mobilités, etc.).*
J'ai une question sur les logements insalubres et indignes : comment avez-vous fait pour identifier ces logements ? Des personnes se sont-elles plaintes ? »

M. Decourchelle : *« C'est le service hygiène de la ville de Quimper qui, soit par signalements, soit par détection par l'opérateur, a identifié ces logements indignes. »*

M. Lesvenan : *« Juste pour compléter les propos d'Alain Decourchelle : lors de la cession d'actifs immobiliers, on demande aussi parfois à visiter le bien quand on a une suspicion (une façade dégradée par exemple). A ce moment-là, on va demander au propriétaire et à ses conseils (notaires ou autres) de pouvoir accéder au logement afin de procéder au contrôle et, le cas échéant, accompagner les propriétaires dans la transformation ou la rénovation de leur bien. »*

Mme Assih : *« Je précise, par rapport à vos remarques, qu'il ne s'agit ici que de l'OPAH et non pas de tout le programme « action cœur de ville ». Cela peut prêter à confusion mais, là, on parle bien de l'OPAH, pas de l'ensemble des autres actions Il n'y a donc pas du tout d'appauvrissement de l'ambition sur les actions « cœur de ville ». Ceci dit pour qu'il n'y ait justement pas d'ambiguïté ni de confusion. »*

M. Menguy : *« Il est écrit noir sur blanc dans la délibération : « il est proposé au conseil communautaire d'approuver le bilan et les enjeux d'intervention publique de l'opération Quimper cœur de ville ». Ce n'est pas l'OPAH qui est évoquée… »*

Mme Assih : *« Dans le cadre de « Quimper cœur de ville » mais la délibération porte sur la partie OPAH... »*

M. Menguy : *« Je comprends, Isabelle, que tu le dises mais ce n'est pas écrit. »*

Mme Assih : *« J'entends que ça puisse prêter à confusion mais je tiens à préciser que, évidemment, la totalité de l'ambition « cœur de ville » ne figure pas dans ce rapport. Nous ne sommes pas dans un appauvrissement de l'ambition ! »*

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Madame Christelle QUERE

N° 15

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Vente sur WebEnchères

L'aliénation de biens mobiliers d'une valeur supérieure à 4 600 euros ne figure pas dans le périmètre de la délégation consentie à la présidente, en début de mandat, par l'assemblée délibérante. Elle doit être autorisée par le conseil communautaire.

***

Le présent rapport a pour objectif d'autoriser la remise des lots remportés lors de la vente sur le site WebEnchères.com des biens suivants :

- V13M – VEHICULE BLUECAR BOLLORE ELECTRIC a été vendu sur le site WebEnchères au prix de 5 324,00€ (TTC) au particulier Madame GASSELIN ISABELLE - Adresse : 9 rue de la Gare – 41300 La Ferté Imbault

- V384 – VEHICULE UTILITAIRE FOURGON FORD TRANSIT 4P 280 COURT a été vendu sur le site WebEnchères au prix de 6 171,00 € (TTC) à la société TOUT HAUTEUR représentée par Monsieur TANGUY DAMIEN (numéro de SIRET : 83136166200016) - Adresse : Les portes d'en bas - 22150 Ploeuc sur Lie

Le montant total de la vente de ces biens s'élève à 11 495,00 € TTC.

***

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés, d'autoriser madame la présidente à vendre les biens cités en référence.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Jean-Paul COZIEN

N° 16

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Contrat d'affermage pour la gestion du service de l'assainissement collectif de la périphérie de Quimper - Avenant n°10

Passation d'un avenant n°10 au contrat d'affermage pour la prise en compte de nouveaux équipements avec une hausse de la part proportionnelle (0,3216 € HT/m³ à 0,3269 € HT/m³).

Quimper Bretagne Occidentale a passé un contrat d'affermage avec la société SAUR pour l'exploitation du service d'assainissement collectif des communes périphériques de l'ex Quimper Communauté.

Un nouveau poste de relèvement a été mis en service et intègre le périmètre de la délégation (poste de relevage de Kervoelig à Pluguffan) et un second est supprimé (poste de relèvement de Kervenouel), ce qui engendre des charges différentes pour l'exploitant. La part proportionnelle passe de 0,3216 € HT/m³ (part fixé par l'avenant 08) à 0,3269 € HT/m³. Une part proportionnelle au tonnage apporté est intégrée à 11,71 euros HT/Tonne. La part fixe reste inchangée.

L'ensemble de ces dispositions est repris dans l'avenant.

***

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés, d'autoriser madame la présidente à signer l'avenant n°10.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Jean-Paul COZIEN

N° 17

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Avenant n°11 au contrat de délégation par affermage du service public de l'assainissement collectif sur le périmètre des communes d'Ergué-Gabéric, Guengat, Plogonnec, Plonéis, Plomelin et Pluguffan

La Collectivité choisira lors du conseil communautaire du mois de septembre 2022 le ou les modes de gestion sur son territoire pour l'exercice de la compétence eau potable/assainissement collectif.

Dans ces conditions, et pour permettre un temps de mise en œuvre du ou des modes de gestion retenu(s) suffisant pour permettre une mise en concurrence réelle et fructueuse en vue de la passation d'un contrat de concession de type délégation de service public ou la création d'un opérateur public pour la gestion du service public de l'assainissement collectif sur l'ensemble de son périmètre tout en garantissant la continuité de service sans risque de défaillance majeure, il est nécessaire de prévoir le report de l'échéance du Contrat au 31 décembre 2023 (soit une prolongation du Contrat d'une durée de 10 mois et 27 jours).

La collectivité et le délégataire se sont donc rapprochés pour convenir ensemble des modalités de prolongation du Contrat.

***

1. La Communauté d'agglomération Quimper Bretagne Occidentale (ci-après « la COLLECTIVITÉ ») est issue de la fusion, au 1er janvier 2017, des communautés de communes QUIMPER COMMUNAUTÉ et du PAYS GLAZIK ainsi que de l'intégration d'une commune et compte à ce titre 14 communes membres pour environ 100 620 habitants.

Elle dispose, depuis sa création, de la compétence « *assainissement collectif* » telle que définie aux articles L. 2224-7 et suivants du code général des collectivités territoriales, à l'issue de la mise en oeuvre des procédures suivantes, liées à sa création :

- substitution de la COLLECTIVITÉ à QUIMPER COMMUNAUTÉ, antérieurement compétente en matière d'assainissement, dans le cadre du processus de fusion ;
- substitution de la COLLECTIVITÉ aux communes anciennement membres de la communauté de communes du PAYS GLAZIK ;
- substitution de la COLLECTIVITÉ à la commune de QUÉMÉNÉVEN dans le cadre de son intégration.

Du fait de l'histoire récente de la COLLECTIVITÉ, la compétence « *assainissement collectif* » n'est pas unifiée sur son territoire et la gestion des services est actuellement assurée soit par contrat, soit sous forme de régie directe.

Les mécanismes de substitution susmentionnés, inhérents aux transferts de compétence, ont conduit la COLLECTIVITÉ à se substituer à toute collectivité antérieurement compétente, dans tous ses droits et obligations.

Dans ce cadre, les contrats en cours avaient vocation à se poursuivre dans leurs conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sans que les cocontractants des communes n'aient droit à aucune indemnité.

Sur le secteur de communes d'Ergué-Gabéric, Guengat, Plogonnec, Plonéis, Plomelin et Pluguffan, un contrat de délégation de service public avec la société SAUR en vue de l'exploitation du service d'assainissement collectif a donc été conclu à effet du 3 février 2011 entre QUIMPER COMMUNAUTÉ et le DÉLÉGATAIRE, pour une durée de 12 ans, et une échéance prévue le 2 février 2023.

Ce contrat (ci-après « le Contrat ») a fait l'objet de plusieurs modifications successives, qui n'ont pas changé sa nature globale, ni son montant initial.

2. En application du principe de libre administration des collectivités territoriales qui implique que ces dernières sont libres de déterminer le mode de gestion de leurs services publics, et du principe d'égalité de traitement des usagers devant le service public, la COLLECTIVITÉ souhaite s'engager dans une démarche d'harmonisation de la gestion du service de l'assainissement collectif sur l'ensemble de son périmètre. Pour ce faire, et l'assister dans son choix afin de garantir la meilleure qualité du service aux usagers et d'en assurer toute la continuité, elle se fait accompagner depuis l'été 2021 par un groupement de cabinets.

Elle a également souhaité laisser le temps aux élus communautaires de définir le projet de service harmonisé à l'échelle du territoire, de réfléchir aux conséquences et à l'organisation nécessaire pour l'atteinte de ce dernier.

La Collectivité choisira lors du conseil communautaire du mois de septembre 2022 le ou les modes de gestion sur son territoire pour l'exercice de la compétence eau potable/assainissement collectif.

Dans ces conditions, et pour permettre un temps de mise en œuvre du ou des modes de gestion retenu(s) suffisant pour permettre une mise en concurrence réelle et fructueuse en vue

de la passation d'un contrat de concession de type délégation de service public ou la création d'un opérateur public pour la gestion du service public de l'assainissement collectif sur l'ensemble de son périmètre, tout en garantissant la continuité de service sans risque de défaillance majeure, il est nécessaire de prévoir le report de l'échéance du Contrat au 31 décembre 2023 (soit une prolongation du Contrat d'une durée de 10 mois et 27 jours).

La COLLECTIVITÉ et le DÉLÉGATAIRE se sont donc rapprochés pour convenir ensemble des modalités de prolongation du Contrat.

Tel est l'objet de l'avenant n°11 au Contrat, qu'il vous est demandé de bien vouloir approuver.

Cet avenant vise également à :

- rappeler l'obligation du DÉLÉGATAIRE d'assurer l'égalité de traitement des usagers devant le service public, et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public, conformément aux dispositions de l'article 1-II de la loi 2021-1109 du 24 août 2021 *confortant le respect des principes de la République* ;

- mettre à jour la clause du Contrat relative à la gestion du fichier des abonnés, conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « loi Informatique et Libertés ») telle que modifiée par le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE ;

- préciser les modalités de renouvellement des branchements ;

- préciser les modalités de facturation du service d'assainissement par l'exploitant en charge du service public de l'eau potable ;

- modifier, en vue d'une harmonisation générale, les conditions de fin du Contrat.

3. Les modifications apportées au Contrat par l'Avenant n°11 entraînent une augmentation de son montant de 10,70 %.

En conséquence et compte tenu du fait que le montant des modifications cumulé est, d'une part, inférieur au seuil européen de 5 350 000 € HT, et que, d'autre part, le montant cumulé de ces modifications est proche de 10% du montant initial du Contrat, il apparaît que l'Avenant n°11 constitue, conformément aux dispositions de l'article R. 3135-8 du code de la commande publique, une modification de faible montant qui ne nécessite aucune nouvelle procédure de mise en concurrence.

En outre et en tout état de cause, l'Avenant n°11 emporte une modification non substantielle du Contrat dès lors que, conformément à l'article R. 3135-7 du code susmentionné :

- premièrement, il n’emporte pas changement de l’objet ou de la nature du contrat en ce qu’il n’a pas pour effet de modifier les prestations du DÉLÉGATAIRE de manière telle que l’objet ou la nature du Contrat s’en trouveraient changés. Ces prestations sont au contraire maintenues ;

- deuxièmement, la prolongation du Contrat n’apparaît nullement comme une condition qui, rétrospectivement, aurait permis d’attirer davantage de participants ou permis l'admission de candidats ou soumissionnaires autres que ceux initialement admis ou le choix d'une offre autre que celle initialement retenue ;

- troisièmement, la prolongation de la durée ne modifie pas le périmètre du Contrat, ni la nature de prestations à la charge du DÉLÉGATAIRE ;

- enfin, les modifications envisagées dans l’Avenant n°11 ne modifient pas l’équilibre économique du Contrat en faveur du DÉLÉGATAIRE : les tarifs de la redevance d’assainissement collectif sont maintenus alors que l’exploitation est déficitaire.

***

Ceci étant exposé,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1411-1 et suivants ;

Vu code de la commande publique et notamment ses articles L. 3135-1 et suivants et R. 3135-7 et suivants ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Quimper Bretagne Occidentale ;

Vu l’avis favorable de la Commission de délégation de service public ;

Vu le projet d’avenant n°11 au contrat de délégation par affermage du service public de l’assainissement collectif conclu à compter du 3 février 2011 avec la société SAUR, communes d’Ergué-Gabéric, Guengat, Plogonnec, Plonéis, Plomelin et Pluguffan, annexé à la présente délibération ;

Vu la présente délibération valant note explicative de synthèse adressée aux conseillers communautaires ;

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l’unanimité des suffrages exprimés :

1 - d’approuver le projet d’avenant n°11 au contrat de délégation par affermage du service public de l’assainissement collectif conclu à compter du 3 février 2011 avec la Société SAUR communes d’Ergué-Gabéric, Guengat, Plogonnec, Plonéis, Plomelin et Pluguffan, annexé à la présente délibération ;

2 - d’autoriser madame la présidente ou son représentant à signer l’avenant n°11 au Contrat susvisé et, de manière générale, à prendre tout acte nécessaire pour mettre en œuvre la présente délibération.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Jean-Paul COZIEN

N° 18

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Avenant n°10 au contrat de délégation par affermage du service public de l'assainissement collectif sur le périmètre de la ville de Quimper

La Collectivité choisira lors du conseil communautaire du mois de septembre 2022 le ou les modes de gestion sur son territoire pour l'exercice de la compétence eau potable/assainissement collectif.

Dans ces conditions, et pour permettre un temps de mise en œuvre du ou des modes de gestion retenu(s) suffisant pour permettre une mise en concurrence réelle et fructueuse, en vue de la passation d'un contrat de concession de type délégation de service public ou la création d'un opérateur public pour la gestion du service public de l'assainissement collectif sur l'ensemble de son périmètre tout en garantissant la continuité de service sans risque de défaillance majeure, il est nécessaire de prévoir le report de l'échéance du Contrat au 31 Décembre 2023 (soit une prolongation du Contrat d'une durée de 10 mois et 27 jours).

La COLLECTIVITÉ et le DÉLÉGATAIRE se sont donc rapprochés pour convenir ensemble des modalités de prolongation du Contrat.

****

1. La Communauté d'agglomération Quimper Bretagne Occidentale (ci-après « la COLLECTIVITÉ ») est issue de la fusion, au 1er janvier 2017, des communautés de communes QUIMPER COMMUNAUTÉ et du PAYS GLAZIK ainsi que de l'intégration d'une commune et compte à ce titre 14 communes membres pour environ 100 620 habitants.

Elle dispose, depuis sa création, de la compétence « *assainissement collectif* » telle que définie aux articles L. 2224-7 et suivants du code général des collectivités territoriales, à l'issue de la mise en oeuvre des procédures suivantes, liées à sa création :

- substitution de la COLLECTIVITÉ à QUIMPER COMMUNAUTÉ, antérieurement compétente en matière d'assainissement, dans le cadre du processus de fusion ;
- substitution de la COLLECTIVITÉ aux communes anciennement membres de la communauté de communes du PAYS GLAZIK ;
- substitution de la COLLECTIVITÉ à la commune de QUÉMÉNÉVEN dans le cadre de son intégration.

Du fait de l'histoire récente de la COLLECTIVITÉ, la compétence « *assainissement collectif* » n'est pas unifiée sur son territoire et la gestion des services est actuellement assurée soit par contrat soit sous forme de régie directe.

Les mécanismes de substitution susmentionnés, inhérents aux transferts de compétence, ont conduit la COLLECTIVITÉ à se substituer à toute collectivité antérieurement compétente, dans tous ses droits et obligations.

Dans ce cadre, les contrats en cours avaient vocation à se poursuivre dans leurs conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sans que les cocontractants des communes n'aient droit à aucune indemnité.

Sur le secteur de la Ville de QUIMPER, un contrat de délégation de service public en vue de l'exploitation du service d'assainissement collectif a donc été conclu avec la société SAUR à effet du 3 février 2011 entre QUIMPER COMMUNAUTÉ et le DÉLÉGATAIRE, pour une durée de 12 ans, et une échéance prévue le 2 février 2023.

Ce contrat (ci-après « le Contrat ») a fait l'objet de plusieurs modifications successives, qui n'ont pas changé sa nature globale, ni son montant initial.

2. En application du principe de libre administration des collectivités territoriales qui implique que ces dernières sont libres de déterminer le mode de gestion de leurs services publics, et du principe d'égalité de traitement des usagers devant le service public, la COLLECTIVITÉ souhaite s'engager dans une démarche d'harmonisation de la gestion du service de l'assainissement collectif sur l'ensemble de son périmètre. Pour ce faire et l'assister dans son choix, afin de garantir la meilleure qualité du service aux usagers et d'en assurer toute la continuité, elle se fait accompagner depuis l'été 2021 par un groupement de cabinets.

Elle a également souhaité laisser le temps aux élus communautaires de définir le projet de service harmonisé à l'échelle du territoire, de réfléchir aux conséquences et à l'organisation nécessaire pour l'atteinte de ce dernier.

La Collectivité choisira lors du conseil communautaire du mois de septembre 2022 le ou les modes de gestion sur son territoire pour l'exercice de la compétence eau potable/assainissement collectif.

Dans ces conditions, et pour permettre un temps de mise en œuvre du ou des modes de gestion retenu(s) suffisant pour permettre une mise en concurrence réelle et fructueuse en vue de la passation d'un contrat de concession de type délégation de service public ou la création d'un opérateur public pour la gestion du service du service public de l'assainissement collectif

sur l’ensemble de son périmètre tout en garantissant la continuité de service sans risque de défaillance majeure, il est nécessaire de prévoir le report de l’échéance du Contrat au 31 Décembre 2023 (soit une prolongation du Contrat d’une durée de 10 mois et 27 jours).

La COLLECTIVITÉ et le DÉLÉGATAIRE se sont donc rapprochée pour convenir ensemble des modalités de prolongation du Contrat.

Tel est l’objet de l’avenant n°10 au Contrat, qu’il vous est demandé de bien vouloir approuver.

Cet avenant vise également à :

- rappeler l’obligation du DÉLÉGATAIRE d'assurer l'égalité de traitement des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public, conformément aux dispositions de l’article 1-II de la loi 2021-1109 du 24 août 2021 *confortant le respect des principes de la République* ;

- mettre à jour la clause du Contrat relative à la gestion du fichier des abonnés, conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « loi Informatique et Libertés ») telle que modifiée par le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE ;

- préciser les modalités de renouvellement des équipements sur l’année 2023 et le sort du compte de renouvellement ;

- préciser les modalités de facturation du service d’assainissement par l’exploitant en charge du service public de l’eau potable ;

- modifier en vue d’une harmonisation générale les conditions de fin du Contrat.

3. Les modifications apportées au Contrat par l’Avenant n°10 entraînent une augmentation de son montant de 8,5%.

En conséquence, et compte tenu du fait que le montant des modifications cumulé est, d’une part, inférieur au seuil européen de 5 350 000 € HT, et que, d’autre part, le montant cumulé de ces modifications est inférieur à 10 % du montant initial du Contrat, il apparaît que l’Avenant n°10 constitue, conformément aux dispositions de l’article R. 3135-8 du code de la commande publique, une modification de faible montant qui ne nécessite aucune nouvelle procédure de mise en concurrence.

En outre et en tout état de cause, l’Avenant n°10 emporte une modification non substantielle du Contrat dès lors que, conformément à l’article R. 3135-7 du code susmentionné :

- premièrement, il n’emporte pas changement de l’objet ou de la nature du contrat en ce qu’il n’a pas pour effet de modifier les prestations du DÉLÉGATAIRE de manière telle que l’objet ou la nature du Contrat s’en trouveraient changés. Ces prestations sont au contraire maintenues ;

- deuxièmement, la prolongation du Contrat n’apparaît nullement comme une condition qui, rétrospectivement, aurait permis d’attirer davantage de participants ou permis l'admission de candidats ou soumissionnaires autres que ceux initialement admis ou le choix d'une offre autre que celle initialement retenue ;

- troisièmement, la prolongation de la durée ne modifie pas le périmètre du Contrat, ni la nature de prestations à la charge du DÉLÉGATAIRE ;

- enfin, les modifications envisagées dans l’Avenant n°10 ne modifient pas l’équilibre économique du cntrat en faveur du DÉLÉGATAIRE : les tarifs de la redevance d’assainissement collectif sont maintenus alors que l’exploitation est déficitaire.

***

Ceci étant exposé,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1411-1 et suivants ;

Vu code de la commande publique et notamment ses articles L. 3135-1 et suivants et R. 3135-7 et suivants ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Quimper Bretagne Occidentale ;

Vu l’avis favorable de la Commission de délégation de service public ;

Vu le projet d’avenant n°10 au contrat de délégation par affermage du service public de l’assainissement collectif conclu à compter du 3 février 2011 avec la Société SAUR sur le périmètre la Ville de Quimper , annexé à la présente délibération ;

Vu la présente délibération valant note explicative de synthèse adressée aux conseillers communautaires ;

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l’unanimité des suffrages exprimés :

1 - d’approuver le projet d’avenant n°10 au contrat de délégation par affermage du service public de l’assainissement collectif conclu à compter du 3 février 2011 avec la société SAUR sur le périmètre la Ville de Quimper annexé à la présente délibération ;

2 - d’autoriser madame la présidente ou son représentant à signer l’avenant n°10 au Contrat susvisé et, de manière générale, à prendre tout acte nécessaire pour mettre en œuvre la présente délibération.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Jean-Paul COZIEN

N° 19

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Contrat d'affermage pour la gestion du service de l'assainissement collectif de la ville de Quimper - Avenant n°09

Passation d'un avenant n°09 au contrat d'affermage pour la prise en compte de nouveaux équipements avec une hausse de la part proportionnelle (0,4131 € HT/m³ à 0,4324 € HT/m³).

Quimper Bretagne Occidentale a passé un contrat d'affermage avec la société SAUR pour l'exploitation du service d'assainissement collectif de la ville de Quimper.

Trois nouveaux postes de relèvement ont été mis en service et intègrent le périmètre de la délégation (postes de relevage de Kersaliou, de Kerlan Vras et de Kervalguen) et deux postes sont supprimés (postes de relèvement Moulin des Landes et Les Fauvettes), ce qui engendre des charges différentes pour l'exploitant. La part proportionnelle passe de 0,4131 € HT/m³ (part fixée par l'avenant 05) à 0,4324 € HT/m³. La part fixe et la part proportionnelle PMV au tonnage apporté restent inchangées.

L'ensemble de ces dispositions est repris dans l'avenant.

***

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés, d'autoriser madame la présidente à signer l'avenant n°09.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Jean-Paul COZIEN

N° 20

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Avenant n°5 au contrat de délégation par affermage du service public de distribution de l'eau potable sur le périmètre de la commune de Pluguffan

La Collectivité choisira lors du conseil communautaire du mois de septembre 2022 le ou les modes de gestion sur son territoire pour l'exercice de la compétence eau potable/assainissement collectif.

Dans ces conditions, et pour permettre un temps de mise en œuvre du ou des modes de gestion retenu(s) suffisant pour permettre une mise en concurrence réelle et fructueuse en vue de la passation d'un contrat de concession de type délégation de service public ou la création d'un opérateur public pour la gestion du service public de l'alimentation en eau potable sur l'ensemble de son périmètre tout en garantissant la continuité de service sans risque de défaillance majeure, il est nécessaire de prévoir le report de l'échéance du Contrat au 31 Décembre 2023 (soit une prolongation du Contrat d'une durée de 10 mois et 27 jours).

La COLLECTIVITÉ et le DÉLÉGATAIRE se sont donc rapprochés pour convenir ensemble des modalités de prolongation du Contrat.

****

1. La Communauté d'agglomération Quimper Bretagne Occidentale (ci-après « la COLLECTIVITÉ ») est issue de la fusion, au 1er janvier 2017, des communautés de communes QUIMPER COMMUNAUTÉ et du PAYS GLAZIK ainsi que de l'intégration d'une commune et compte à ce titre 14 communes membres pour environ 100 620 habitants.

Elle dispose, depuis sa création, de la compétence « *eau potable* » telle que définie aux articles L. 2224-7 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Du fait de l'histoire récente de la COLLECTIVITÉ, la compétence « *eau potable* » n'est pas unifiée sur son territoire et la gestion des services est actuellement assurée soit par contrat soit sous forme de régie directe.

Conformément aux principes qui régissent les transferts de compétences, la COLLECTIVITÉ s'est substituée, en matière d'alimentation en eau potable, aux autorités anciennement compétentes dans tous leurs droits et obligations à compter du transfert effectif de la compétence.

2. Sur le secteur de la commune de PLUGUFFAN, un contrat de délégation par affermage du service public de production et de distribution d'eau potable a donc été conclu en 2013 entre la commune et le DÉLÉGATAIRE, pour une durée de 9 ans, 6 mois et 2 jours, et une échéance prévue le 2 février 2023.

Ce contrat est désigné ci-après « le Contrat » et la COLLECTIVITÉ en assure actuellement l'exécution, conformément aux principes présentés plus haut.

Le Contrat a fait l'objet de plusieurs modifications, qui n'ont pas changé sa nature globale.

3. En application du principe de libre administration des collectivités territoriales qui implique que ces dernières sont libres de déterminer le mode de gestion de leurs services publics, et du principe d'égalité de traitement des usagers devant le service public, la COLLECTIVITÉ souhaite s'engager dans une démarche d'harmonisation de la gestion de l'eau potable sur l'ensemble de son périmètre. Pour ce faire, et l'assister dans son choix afin de garantir la meilleure qualité du service aux usagers et d'en assurer toute la continuité, elle se fait accompagner depuis l'été 2021 par un groupement de cabinets.

Elle a également souhaité laisser le temps aux élus communautaires de définir le projet de service harmonisé à l'échelle du territoire, de réfléchir aux conséquences et à l'organisation nécessaire pour l'atteinte de ce dernier.

La Collectivité choisira lors du conseil communautaire du mois de septembre 2022 le ou les modes de gestion sur son territoire pour l'exercice de la compétence eau potable/assainissement collectif.

Dans ces conditions, et pour permettre un temps de mise en œuvre du ou des modes de gestion retenu(s) suffisant pour permettre une mise en concurrence réelle et fructueuse en vue de la passation d'un contrat de concession de type délégation de service public ou la création d'un opérateur public pour la gestion du service de l'alimentation en eau potable sur l'ensemble de son périmètre tout en garantissant la continuité de service sans risque de défaillance majeure, il est nécessaire de prévoir le report de l'échéance du Contrat au 31 Décembre 2023 (soit une prolongation du Contrat d'une durée de 10 mois et 27 jours).

La COLLECTIVITÉ et le DÉLÉGATAIRE se sont donc rapprochés pour convenir ensemble des modalités de prolongation du Contrat.

Tel est l'objet de l'avenant n°5 au Contrat, qu'il vous est demandé de bien vouloir approuver.

Cet avenant vise également à :

- rappeler l'obligation du DÉLÉGATAIRE d'assurer l'égalité de traitement des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public, conformément aux dispositions de l'article 1-II de la loi 2021-1109 du 24 août 2021 *confortant le respect des principes de la République* ;

- mettre à jour la clause du Contrat relative à la gestion du fichier des abonnés, conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « loi Informatique et Libertés ») telle que modifiée par le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE ;

- modifier les conditions de renouvellement des branchements ;

- préciser les modalités de renouvellement des équipements sur l'année 2023 et le sort du compte de renouvellement ;

- modifier en vue d'une harmonisation générale les conditions de fin du Contrat.

Les modifications apportées au Contrat par l'Avenant n°5 entraînent une augmentation de son montant de 10,19 %.

En conséquence et compte tenu du fait que le montant des modifications cumulé est, d'une part, inférieur au seuil européen de 5 382 000 € HT, et d'autre part, proche de 10% du montant initial du Contrat, il apparaît que l'Avenant n°5 constitue, conformément aux dispositions de l'article R. 3135-8 du code de la commande publique, une modification de faible montant qui ne nécessite aucune nouvelle procédure de mise en concurrence.

En tout état de cause il constitue une modification non substantielle du Contrat dès lors qu'il ne remplit aucune des conditions de l'article R. 3135-7 du code de la commande publique.

Il ressort en effet de cet Avenant n°5 que :

- <u>premièrement</u>, il n'emporte pas changement de l'objet ou de la nature du contrat en ce qu'il n'a pas pour effet de modifier les prestations du DÉLÉGATAIRE de manière telle que l'objet ou la nature du Contrat s'en trouveraient changés. Ces prestations sont au contraire maintenues ;

- <u>deuxièmement</u>, la prolongation du Contrat n'apparait nullement comme une condition qui, rétrospectivement, aurait permis d'attirer davantage de participants ou permis l'admission de candidats ou soumissionnaires autres que ceux initialement admis ou le choix d'une offre autre que celle initialement retenue ;

- troisièmement, la prolongation de la durée ne modifie pas le périmètre du Contrat, ni la nature de prestations à la charge du DÉLÉGATAIRE ;

- enfin, les modifications envisagées dans l'Avenant 5 ne modifient pas l'équilibre économique du contrat en faveur du DÉLÉGATAIRE : les tarifs de la redevance d'eau potable sont maintenus alors que l'exploitation est déficitaire.

***

Ceci étant exposé,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1411-1 et suivants ;

Vu code de la commande publique et notamment ses articles L. 3135-1 et suivants et R. 3135-7 et suivants ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Quimper Bretagne Occidentale ;
Vu l'avis favorable de la Commission de délégation de service public ;

Vu le projet d'avenant n°5 au contrat de délégation par affermage du service public de production et de distribution d'eau potable conclu en 2013 sur le périmètre de la commune de PLUGUFFAN avec la Société VEOLIA EAU, annexé à la présente délibération ;

Vu la présente délibération valant note explicative de synthèse adressée aux conseillers communautaires ;

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés :

1 - d'approuver le projet d'avenant n°5 au contrat de délégation par affermage du service public de production et de distribution d'eau potable conclu en 2013 sur le périmètre de la commune de PLUGUFFAN avec la Société VEOLIA EAU, annexé à la présente délibération ;

2 - d'autoriser madame la présidente ou son représentant à signer l'avenant n°5 au Contrat susvisé et, de manière générale, à prendre tout acte nécessaire pour mettre en œuvre la présente délibération.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Jean-Paul COZIEN

N° 21

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Avenant n°8 au contrat de délégation par affermage du service public de distribution de l'eau potable sur le périmètre de la ville de Quimper

La Collectivité choisira lors du conseil communautaire du mois de septembre 2022 le ou les modes de gestion sur son territoire pour l'exercice de la compétence eau potable/assainissement collectif.

Dans ces conditions, et pour permettre un temps de mise en œuvre du ou des modes de gestion retenu(s) suffisant pour permettre une mise en concurrence réelle et fructueuse en vue de la passation d'un contrat de concession de type délégation de service public ou la création d'un opérateur public pour la gestion du service public de l'alimentation en eau potable sur l'ensemble de son périmètre tout en garantissant la continuité de service sans risque de défaillance majeure, il est nécessaire de prévoir le report de l'échéance du Contrat au 31 Décembre 2023 (soit une prolongation du Contrat d'une durée de 10 mois et 27 jours).

La COLLECTIVITÉ et le DÉLÉGATAIRE se sont donc rapprochés pour convenir ensemble des modalités de prolongation du Contrat.

****

1. La Communauté d'agglomération Quimper Bretagne Occidentale (ci-après « la COLLECTIVITÉ ») est issue de la fusion, au 1er janvier 2017, des communautés de communes QUIMPER COMMUNAUTÉ et du PAYS GLAZIK ainsi que de l'intégration d'une commune et compte à ce titre 14 communes membres pour environ 100 620 habitants.

Elle dispose, depuis sa création, de la compétence « *eau potable* » telle que définie aux articles L. 2224-7 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Du fait de l'histoire récente de la COLLECTIVITÉ, la compétence « *eau potable* » n'est pas unifiée sur son territoire et la gestion des services est actuellement assurée soit par contrat soit sous forme de régie directe.

Conformément aux principes qui régissent les transferts de compétences, la COLLECTIVITÉ s'est substituée, en matière d'alimentation en eau potable, aux autorités anciennement compétentes dans tous leurs droits et obligations à compter du transfert effectif de la compétence.

2. Sur le secteur de la commune de QUIMPER, un contrat de délégation par affermage du service public de distribution d'eau potable a donc été conclu à compter du 3 février 2011 entre la commune et la société VEOLIA EAU, pour une durée de 12 ans, et une échéance prévue le 2 février 2023.

Ce contrat est désigné ci-après « le Contrat » et la COLLECTIVITÉ en assure actuellement l'exécution, conformément aux principes présentés plus haut.

Le Contrat a fait l'objet de plusieurs modifications, qui n'ont pas changé sa nature globale.

3. En application du principe de libre administration des collectivités territoriales qui implique que ces dernières sont libres de déterminer le mode de gestion de leurs services publics, et du principe d'égalité de traitement des usagers devant le service public, la COLLECTIVITÉ souhaite s'engager dans une démarche d'harmonisation de la gestion de l'eau potable sur l'ensemble de son périmètre. Pour ce faire, et l'assister dans son choix afin de garantir la meilleure qualité du service aux usagers et d'en assurer toute la continuité, elle se fait accompagner depuis l'été 2021 par un groupement de cabinets.

Elle a également souhaité laisser le temps aux élus communautaires de définir le projet de service harmonisé à l'échelle du territoire, de réfléchir aux conséquences et à l'organisation nécessaire pour l'atteinte de ce dernier.

La Collectivité choisira lors du conseil communautaire du mois de septembre 2022 le ou les modes de gestion sur son territoire pour l'exercice de la compétence eau potable/assainissement collectif.

Dans ces conditions, et pour permettre un temps de mise en œuvre du ou des modes de gestion retenu(s) suffisant pour permettre une mise en concurrence réelle et fructueuse en vue de la passation d'un contrat de concession de type délégation de service public ou la création d'un opérateur public pour la gestion du service de l'alimentation en eau potable sur l'ensemble de son périmètre tout en garantissant la continuité de service sans risque de défaillance majeure, il est nécessaire de prévoir le report de l'échéance du Contrat au 31 Décembre 2023 (soit une prolongation du Contrat d'une durée de 10 mois et 27 jours).

La COLLECTIVITÉ et le DÉLÉGATAIRE se sont donc rapprochés pour convenir ensemble des modalités de prolongation du Contrat.

Tel est l'objet de l'avenant n°8 au Contrat, qu'il vous est demandé de bien vouloir approuver.

Cet avenant vise également à :

- rappeler l'obligation du DÉLÉGATAIRE d'assurer l'égalité de traitement des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public, conformément aux dispositions de l'article 1-II de la loi 2021-1109 du 24 août 2021 *confortant le respect des principes de la République* ;

- mettre à jour la clause du Contrat relative à la gestion du fichier des abonnés, conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « loi Informatique et Libertés ») telle que modifiée par le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE ;

- modifier les conditions de renouvellement des branchements ;

- modifier en vue d'une harmonisation générale les conditions de fin du Contrat.

Les modifications apportées au Contrat par l'Avenant n°8 entraînent une augmentation de son montant de 9,62 %.

En conséquence et compte tenu du fait que le montant des modifications cumulé est, d'une part, inférieur au seuil européen de 5 382 000 € HT, et d'autre part, inférieur à 10% du montant initial du Contrat, il apparaît que l'Avenant 8 constitue, conformément aux dispositions de l'article R. 3135-8 du code de la commande publique, une modification de faible montant qui ne nécessite aucune nouvelle procédure de mise en concurrence.

En tout état de cause il constitue une modification non substantielle du Contrat dès lors qu'il ne remplit aucune des conditions de l'article R. 3135-7 du code de la commande publique.

Il ressort en effet de cet Avenant n°8 que :

- <u>premièrement</u>, il n'emporte pas changement de l'objet ou de la nature du contrat en ce qu'il n'a pas pour effet de modifier les prestations du DÉLÉGATAIRE de manière telle que l'objet ou la nature du Contrat s'en trouveraient changés. Ces prestations sont au contraire maintenues ;

- <u>deuxièmement</u>, la prolongation du Contrat n'apparait nullement comme une condition qui, rétrospectivement, aurait permis d'attirer davantage de participants ou permis l'admission de candidats ou soumissionnaires autres que ceux initialement admis ou le choix d'une offre autre que celle initialement retenue ;

- <u>troisièmement</u>, la prolongation de la durée ne modifie pas le périmètre du Contrat, ni la nature de prestations à la charge du DÉLÉGATAIRE ;

- enfin, les modifications envisagées dans l'Avenant 8 ne modifient pas l'équilibre économique du contrat en faveur du DÉLÉGATAIRE : les tarifs de la redevance d'eau potable sont maintenus alors que l'exploitation est déficitaire.

***

Ceci étant exposé,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1411-1 et suivants ;

Vu code de la commande publique et notamment ses articles L. 3135-1 et suivants et R. 3135-7 et suivants ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Quimper Bretagne Occidentale ;

Vu l'avis favorable de la Commission de délégation de service public ;

Vu le projet d'avenant n°8 au contrat de délégation par affermage du service public de distribution d'eau potable conclu en 2011 avec la société VEOLIA EAU, annexé à la présente délibération ;

Vu la présente délibération valant note explicative de synthèse adressée aux conseillers communautaires.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés :

1 - d'approuver le projet d'avenant n°8 au contrat de délégation par affermage du service public de distribution d'eau potable conclu en 2011 avec la société VEOLIA EAU, annexé à la présente délibération;

2 - d'autoriser madame la présidente ou son représentant à signer l'avenant n°8 au Contrat susvisé et, de manière générale, à prendre tout acte nécessaire pour mettre en œuvre la présente délibération.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Jean-Paul COZIEN

N° 22

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Avenant n°2 au contrat de délégation par affermage du service public de production et de distribution de l'eau potable sur le périmètre des communes de Guengat, Plogonnec, Plonéis, Plomelin

La Collectivité choisira lors du conseil communautaire du mois de septembre 2022 le ou les modes de gestion sur son territoire pour l'exercice de la compétence eau potable/assainissement collectif.

Dans ces conditions, et pour permettre un temps de mise en œuvre du ou des modes de gestion retenu(s) suffisant pour permettre une mise en concurrence réelle et fructueuse en vue de la passation d'un contrat de concession de type délégation de service public ou la création d'un opérateur public pour la gestion du service public de l'alimentation en eau potable sur l'ensemble de son périmètre tout en garantissant la continuité de service sans risque de défaillance majeure, il est nécessaire de prévoir le report de l'échéance du Contrat au 31 Décembre 2023 (soit une prolongation du Contrat d'une durée de 10 mois et 27 jours).

La COLLECTIVITÉ et le DÉLÉGATAIRE se sont donc rapprochés pour convenir ensemble des modalités de prolongation du Contrat.

****

1. La Communauté d'agglomération Quimper Bretagne Occidentale (ci-après « la COLLECTIVITÉ ») est issue de la fusion, au 1er janvier 2017, des communautés de communes QUIMPER COMMUNAUTÉ et du PAYS GLAZIK ainsi que de l'intégration d'une commune et compte à ce titre 14 communes membres pour environ 100 620 habitants.

Elle dispose, depuis sa création, de la compétence « *eau potable* » telle que définie aux articles L. 2224-7 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Du fait de l'histoire récente de la COLLECTIVITÉ, la compétence « *eau potable* » n'est pas unifiée sur son territoire et la gestion des services est actuellement assurée soit par contrat soit sous forme de régie directe.

Conformément aux principes qui régissent les transferts de compétences, la COLLECTIVITÉ s'est substituée, en matière d'alimentation en eau potable, aux autorités anciennement compétentes dans tous leurs droits et obligations à compter du transfert effectif de la compétence.

2. La COLLECTIVITÉ s'est ainsi substituée à QUIMPER COMMUNAUTÉ dans le contrat de délégation du service public par affermage de production et de distribution de l'eau potable conclu avec la société SAUR sur les périmètres des communes de Guengat, Plogonnec, Plonéis et Plomelin.

QUIMPER COMMUNAUTÉ a approuvé ce contrat par délibération du 29 septembre 2016. Il est entré en vigueur, entre le DÉLÉGATAIRE et la COLLECTIVITÉ substituée à QUIMPER COMMUNAUTÉ, à compter :

- du 1er janvier 2017 pour le périmètre des communes de Guengat, Plogonnec et Plonéis ;
- du 1er janvier 2018 pour le périmètre de la commune de Plomelin.

L'échéance du Contrat est fixée au 2 février 2023 fixant ainsi sa durée totale à 6 ans, 1 mois et 1 jour.

Ce contrat est désigné ci-après « le Contrat » et la COLLECTIVITÉ en assure actuellement l'exécution, conformément aux principes présentés plus haut.

Le Contrat a fait l'objet d'une modification, qui n'a pas changé sa nature globale.

3. En application du principe de libre administration des collectivités territoriales qui implique que ces dernières sont libres de déterminer le mode de gestion de leurs services publics, et du principe d'égalité de traitement des usagers devant le service public, la COLLECTIVITÉ souhaite s'engager dans une démarche d'harmonisation de la gestion de l'eau potable sur l'ensemble de son périmètre. Pour ce faire, et l'assister dans son choix afin de garantir la meilleure qualité du service aux usagers et d'en assurer toute la continuité, elle se fait accompagner depuis l'été 2021 par un groupement de cabinets.

Elle a également souhaité laisser le temps aux élus communautaires de définir le projet de service harmonisé à l'échelle du territoire, de réfléchir aux conséquences et à l'organisation nécessaire pour l'atteinte de ce dernier.

La Collectivité choisira lors du conseil communautaire du mois de septembre 2022 le ou les modes de gestion sur son territoire pour l'exercice de la compétence eau potable/assainissement collectif.

Dans ces conditions, et pour permettre un temps de mise en œuvre du ou des modes de gestion retenu(s) suffisant pour permettre une mise en concurrence réelle et fructueuse en vue de la passation d'un contrat de concession de type délégation de service public ou la création d'un opérateur public pour la gestion du service de l'alimentation en eau potable sur

l’ensemble de son périmètre tout en garantissant la continuité de service sans risque de défaillance majeure, il est nécessaire de prévoir le report de l’échéance du Contrat au 31 Décembre 2023 (soit une prolongation du Contrat d’une durée de 10 mois et 27 jours).

La COLLECTIVITÉ et le DÉLÉGATAIRE se sont donc rapprochés pour convenir ensemble des modalités de prolongation du Contrat.

Tel est l’objet de l’avenant n°2 au Contrat, qu’il vous est demandé de bien vouloir approuver.

Cet avenant vise également à :

- rappeler l’obligation du DÉLÉGATAIRE d'assurer l'égalité de traitement des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public, conformément aux dispositions de l’article 1-II de la loi 2021-1109 du 24 août 2021 *confortant le respect des principes de la République* ;

- mettre à jour la clause du Contrat relative à la gestion du fichier des abonnés, conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « loi Informatique et Libertés ») telle que modifiée par le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE ;

- modifier et préciser les conditions de renouvellement des compteurs par le DÉLÉGATAIRE ;

- préciser les modalités de renouvellement des équipements sur l’année 2023 et le sort du compte de renouvellement ;

- modifier en vue d’une harmonisation générale les conditions de fin du Contrat.

4. Les modifications apportées au Contrat par l’Avenant n°2 entraînent une augmentation de son montant de 15,33%.

En conséquence, compte tenu de l’objet de l’Avenant n°2, il constitue une modification non substantielle dès lors qu’il ne remplit aucune des conditions de l’article R. 3135-7 du code de la commande publique.

Il ressort en effet de cet Avenant n°2 que :

- <u>premièrement</u>, il n’emporte pas changement de l’objet ou de la nature du contrat en ce qu’il n’a pas pour effet de modifier les prestations du DÉLÉGATAIRE de

manière telle que l'objet ou la nature du Contrat s'en trouveraient changés. Ces prestations sont au contraire maintenues ;

- deuxièmement, la prolongation du Contrat n'apparait nullement comme une condition qui, rétrospectivement, aurait permis d'attirer davantage de participants ou permis l'admission de candidats ou soumissionnaires autres que ceux initialement admis ou le choix d'une offre autre que celle initialement retenue ;

- troisièmement, la prolongation de la durée ne modifie pas le périmètre du Contrat, ni la nature de prestations à la charge du DÉLÉGATAIRE.

- enfin, les modifications envisagées dans l'Avenant n°2 ne modifient pas l'équilibre économique du contrat en faveur du DÉLÉGATAIRE : les tarifs de la redevance d'eau potable sont maintenus alors que l'exploitation est déficitaire.

***

Ceci étant exposé,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1411-1 et suivants ;

Vu code de la commande publique et notamment ses articles L. 3135-1 et suivants et R. 3135-7 ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Quimper Bretagne Occidentale ;

Vu l'avis favorable de la Commission de délégation de service public ;

Vu le projet d'avenant n°2 au contrat de délégation par affermage du service public de production et de distribution de l'eau potable sur le périmètre des communes de Guengat, Plogonnec, Plonéis, Plomelin approuvé par délibération du 29 septembre 2016 et conclu avec la Société SAUR, annexé à la présente délibération ;

Vu la présente délibération valant note explicative de synthèse adressée aux conseillers communautaires;

Considérant la nécessité d'autoriser le délégataire à acheter et vendre l'eau en gros pour faciliter la gestion du service sous couvert de l'EPCI ;

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés :

1 - d'approuver le projet d'avenant n°2 au contrat de délégation par affermage du service public de production et de distribution de l'eau potable sur le périmètre des communes de Guengat, Plogonnec, Plonéis, Plomelin approuvé par délibération du 29 septembre 2016 et conclu avec la société SAUR, annexé à la présente délibération ;

2 - d’autoriser madame la présidente ou son représentant à signer l’avenant n°2 au Contrat susvisé et, de manière générale, à prendre tout acte nécessaire pour mettre en œuvre la présente délibération ;

3 - d’autoriser le délégataire à acheter et vendre l’eau en gros.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Jean-Paul COZIEN

N° 23

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Avenant n°7 au contrat de délégation par affermage du service public de distribution de l'eau potable sur le périmètre de la commune d'Ergué Gabéric

La Collectivité choisira lors du conseil communautaire du mois de septembre 2022 le ou les modes de gestion sur son territoire pour l'exercice de la compétence eau potable/assainissement collectif.

Dans ces conditions, et pour permettre un temps de mise en œuvre du ou des modes de gestion retenu(s) suffisant pour permettre une mise en concurrence réelle et fructueuse en vue de la passation d'un contrat de concession de type délégation de service public ou la création d'un opérateur public pour la gestion du service public de l'alimentation en eau potable sur l'ensemble de son périmètre tout en garantissant la continuité de service sans risque de défaillance majeure, il est nécessaire de prévoir le report de l'échéance du Contrat au 31 Décembre 2023 (soit une prolongation du Contrat d'une durée de 10 mois et 27 jours).

La COLLECTIVITÉ et le DÉLÉGATAIRE se sont donc rapprochés pour convenir ensemble des modalités de prolongation du Contrat.

****

1. La Communauté d'agglomération Quimper Bretagne Occidentale (ci-après « la COLLECTIVITÉ ») est issue de la fusion, au 1er janvier 2017, des communautés de communes QUIMPER COMMUNAUTÉ et du PAYS GLAZIK ainsi que de l'intégration d'une commune et compte à ce titre 14 communes membres pour environ 100 620 habitants.

Elle dispose, depuis sa création, de la compétence « *eau potable* » telle que définie aux articles L. 2224-7 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Du fait de l'histoire récente de la COLLECTIVITÉ, la compétence « *eau potable* » n'est pas unifiée sur son territoire et la gestion des services est actuellement assurée soit par contrat soit sous forme de régie directe.

Conformément aux principes qui régissent les transferts de compétences, la COLLECTIVITÉ s'est substituée, en matière d'alimentation en eau potable, aux autorités anciennement compétentes dans tous leurs droits et obligations à compter du transfert effectif de la compétence.

2. Sur le secteur de la commune d'ERGUÉ-GABÉRIC, un contrat de délégation par affermage du service public de distribution d'eau potable a donc été conclu à compter du 3 février 2011 entre la commune et la société VEOLIA EAU, pour une durée de 12 ans, et une échéance prévue le 2 février 2023.

Ce contrat est désigné ci-après « le Contrat » et la COLLECTIVITÉ en assure actuellement l'exécution, conformément aux principes présentés plus haut.

Le Contrat a fait l'objet de plusieurs modifications, qui n'ont pas changé sa nature globale.

3. En application du principe de libre administration des collectivités territoriales qui implique que ces dernières sont libres de déterminer le mode de gestion de leurs services publics, et du principe d'égalité de traitement des usagers devant le service public, la COLLECTIVITÉ souhaite s'engager dans une démarche d'harmonisation de la gestion de l'eau potable sur l'ensemble de son périmètre. Pour ce faire, et l'assister dans son choix afin de garantir la meilleure qualité du service aux usagers et d'en assurer toute la continuité, elle se fait accompagner depuis l'été 2021 par un groupement de cabinets.

Elle a également souhaité laisser le temps aux élus communautaires de définir le projet de service harmonisé à l'échelle du territoire, de réfléchir aux conséquences et à l'organisation nécessaire pour l'atteinte de ce dernier.

La Collectivité choisira lors du conseil communautaire du mois de septembre 2022 le ou les modes de gestion sur son territoire pour l'exercice de la compétence eau potable/assainissement collectif.

Dans ces conditions, et pour permettre un temps de mise en œuvre du ou des modes de gestion retenu(s) suffisant pour permettre une mise en concurrence réelle et fructueuse en vue de la passation d'un contrat de concession de type délégation de service public ou la création d'un opérateur public pour la gestion du service de l'alimentation en eau potable sur l'ensemble de son périmètre tout en garantissant la continuité de service sans risque de défaillance majeure, il est nécessaire de prévoir le report de l'échéance du Contrat au 31 Décembre 2023 (soit une prolongation du Contrat d'une durée de 10 mois et 27 jours).

La COLLECTIVITÉ et le DÉLÉGATAIRE se sont donc rapprochés pour convenir ensemble des modalités de prolongation du Contrat.

Tel est l’objet de l’avenant n°7 au Contrat, qu’il vous est demandé de bien vouloir approuver.

Cet avenant vise également à :

- rappeler l’obligation du DÉLÉGATAIRE d'assurer l'égalité de traitement des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public, conformément aux dispositions de l’article 1-II de la loi 2021-1109 du 24 août 2021 *confortant le respect des principes de la République* ;

- mettre à jour la clause du Contrat relative à la gestion du fichier des abonnés, conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « loi Informatique et Libertés ») telle que modifiée par le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE ;

- modifier en vue d’une harmonisation générale les conditions de fin du Contrat.

4. Les modifications apportées au Contrat par l’Avenant n°7 entraînent une augmentation de son montant de 7,88%.

En conséquence et compte tenu du fait que le montant des modifications cumulé est, d’une part, inférieur au seuil européen de 5 382 000 € HT, et d’autre part, inférieur à 10% du montant initial du Contrat, il apparaît que l’Avenant n°7 constitue, conformément aux dispositions de l’article R. 3135-8 du code de la commande publique, une modification de faible montant qui ne nécessite aucune nouvelle procédure de mise en concurrence.

En tout état de cause il constitue une modification non substantielle du Contrat dès lors qu’il ne remplit aucune des conditions de l’article R. 3135-7 du code de la commande publique.

Il ressort en effet de cet Avenant n°7 que :

- <u>premièrement</u>, il n’emporte pas changement de l’objet ou de la nature du contrat en ce qu’il n’a pas pour effet de modifier les prestations du DÉLÉGATAIRE de manière telle que l’objet ou la nature du Contrat s’en trouveraient changés. Ces prestations sont au contraire maintenues ;

- <u>deuxièmement</u>, la prolongation du Contrat n’apparait nullement comme une condition qui, rétrospectivement, aurait permis d’attirer davantage de participants ou permis l'admission de candidats ou soumissionnaires autres que ceux initialement admis ou le choix d'une offre autre que celle initialement retenue ;

- troisièmement, la prolongation de la durée ne modifie pas le périmètre du Contrat, ni la nature de prestations à la charge du DÉLÉGATAIRE ;

- enfin, les modifications envisagées dans l'Avenant 7 ne modifient pas l'équilibre économique du contrat en faveur du DÉLÉGATAIRE : les tarifs de la redevance d'eau potable sont maintenus alors que l'exploitation est déficitaire.

***

Ceci étant exposé,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1411-1 et suivants ;

Vu code de la commande publique et notamment ses articles L. 3135-1 et suivants et R. 3135-7 et suivants ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Quimper Bretagne Occidentale ;

Vu l'avis favorable de la Commission de délégation de service public ;

Vu le projet d'avenant n°7 au contrat de délégation par affermage du service public de distribution de l'eau potable sur le périmètre de la commune d'Ergué-Gabéric conclu à compter du 3 février 2011 avec la société VEOLIA EAU, annexé à la présente délibération ;

Vu la présente délibération valant note explicative de synthèse adressée aux conseillers communautaires ;

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés :

1 - d'approuver le projet d'avenant n°7 au contrat de délégation par affermage du service public de distribution de l'eau potable sur le périmètre de la commune d'Ergué-Gabéric conclu à compter du 3 février 2011 avec la Société VEOLIA, annexé à la présente délibération ;

2 - d'autoriser madame la présidente ou son représentant à signer l'avenant n°7 au Contrat susvisé et, de manière générale, à prendre tout acte nécessaire pour mettre en œuvre la présente délibération.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Jean-Paul COZIEN

N° 24

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Avenant n°7 au contrat de délégation par affermage du service public de distribution de l'eau potable sur le périmètre de la commune de Locronan

La Collectivité choisira lors du conseil communautaire du mois de septembre 2022 le ou les modes de gestion sur son territoire pour l'exercice de la compétence eau potable/assainissement collectif.

Dans ces conditions, et pour permettre un temps de mise en œuvre du ou des modes de gestion retenu(s) suffisant pour permettre une mise en concurrence réelle et fructueuse en vue de la passation d'un contrat de concession de type délégation de service public ou la création d'un opérateur public pour la gestion du service public de l'alimentation en eau potable sur l'ensemble de son périmètre tout en garantissant la continuité de service sans risque de défaillance majeure, il est nécessaire de prévoir le report de l'échéance du Contrat au 31 Décembre 2023 (soit une prolongation du Contrat d'une durée de 10 mois et 27 jours).

La COLLECTIVITÉ et le DÉLÉGATAIRE se sont donc rapprochés pour convenir ensemble des modalités de prolongation du Contrat.

****

1. La Communauté d'agglomération Quimper Bretagne Occidentale (ci-après « la COLLECTIVITÉ ») est issue de la fusion, au 1er janvier 2017, des communautés de communes QUIMPER COMMUNAUTÉ et du PAYS GLAZIK ainsi que de l'intégration d'une commune et compte à ce titre 14 communes membres pour environ 100 620 habitants.

Elle dispose, depuis sa création, de la compétence « *eau potable* » telle que définie aux articles L. 2224-7 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Du fait de l'histoire récente de la COLLECTIVITÉ, la compétence « *eau potable* » n'est pas unifiée sur son territoire et la gestion des services est actuellement assurée soit par contrat soit sous forme de régie directe.

Conformément aux principes qui régissent les transferts de compétences, la COLLECTIVITÉ s'est substituée, en matière d'alimentation en eau potable, aux autorités anciennement compétentes dans tous leurs droits et obligations à compter du transfert effectif de la compétence.

2. Sur le secteur de la commune de LOCRONAN, un contrat de délégation par affermage du service public de distribution d'eau potable a donc été conclu à compter du 1er janvier 2012 entre la commune et la Société VEOLIA EAU, pour une durée de 11 ans, 1 mois et 1 jour, et une échéance prévue le 2 février 2023.

Ce contrat est désigné ci-après « le Contrat » et la COLLECTIVITÉ en assure actuellement l'exécution, conformément aux principes présentés plus haut.

Le Contrat a fait l'objet de plusieurs modifications, qui n'ont pas changé sa nature globale.

3. En application du principe de libre administration des collectivités territoriales qui implique que ces dernières sont libres de déterminer le mode de gestion de leurs services publics, et du principe d'égalité de traitement des usagers devant le service public, la COLLECTIVITÉ souhaite s'engager dans une démarche d'harmonisation de la gestion de l'eau potable sur l'ensemble de son périmètre. Pour ce faire, et l'assister dans son choix afin de garantir la meilleure qualité du service aux usagers et d'en assurer toute la continuité, elle se fait accompagner depuis l'été 2021 par un groupement de cabinets.

Elle a également souhaité laisser le temps aux élus communautaires de définir le projet de service harmonisé à l'échelle du territoire, de réfléchir aux conséquences et à l'organisation nécessaire pour l'atteinte de ce dernier.

La Collectivité choisira lors du conseil communautaire du mois de septembre 2022 le ou les modes de gestion sur son territoire pour l'exercice de la compétence eau potable/assainissement collectif.

Dans ces conditions, et pour permettre un temps de mise en œuvre du ou des modes de gestion retenu(s) suffisant pour permettre une mise en concurrence réelle et fructueuse en vue de la passation d'un contrat de concession de type délégation de service public ou la création d'un opérateur public pour la gestion du service de l'alimentation en eau potable sur l'ensemble de son périmètre tout en garantissant la continuité de service sans risque de défaillance majeure, il est nécessaire de prévoir le report de l'échéance du Contrat au 31 Décembre 2023 (soit une prolongation du Contrat d'une durée de 10 mois et 27 jours).

La COLLECTIVITÉ et le DÉLÉGATAIRE se sont donc rapprochés pour convenir ensemble des modalités de prolongation du Contrat.

Tel est l'objet de l'avenant n°7 au Contrat, qu'il vous est demandé de bien vouloir approuver.

Cet avenant vise également à :

- rappeler l'obligation du DÉLÉGATAIRE d'assurer l'égalité de traitement des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public, conformément aux dispositions de l'article 1-II de la loi 2021-1109 du 24 août 2021 *confortant le respect des principes de la République* ;

- mettre à jour la clause du Contrat relative à la gestion du fichier des abonnés, conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « loi Informatique et Libertés ») telle que modifiée par le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE ;

- modifier en vue d'une harmonisation générale les conditions de fin du Contrat.

4. Les modifications apportées au Contrat par l'Avenant n°7 entraînent une augmentation de son montant de 12,59%.

Cumulées avec le montant des modifications résultant des autres avenants, elle conduit à une modification globale de 15,72 % du montant du Contrat.

En conséquence et compte tenu de l'objet de l'Avenant n°7, il constitue une modification non substantielle du Contrat dès lors qu'il ne remplit aucune des conditions de l'article R. 3135-7 du code de la commande publique.

Il ressort en effet de cet Avenant n°7 que :

- <u>premièrement</u>, il n'emporte pas changement de l'objet ou de la nature du contrat en ce qu'il n'a pas pour effet de modifier les prestations du DÉLÉGATAIRE de manière telle que l'objet ou la nature du Contrat s'en trouveraient changés. Ces prestations sont au contraire maintenues ;

- <u>deuxièmement</u>, la prolongation du Contrat n'apparait nullement comme une condition qui, rétrospectivement, aurait permis d'attirer davantage de participants ou permis l'admission de candidats ou soumissionnaires autres que ceux initialement admis ou le choix d'une offre autre que celle initialement retenue ;

- <u>troisièmement</u>, la prolongation de la durée ne modifie pas le périmètre du Contrat, ni la nature de prestations à la charge du DÉLÉGATAIRE ;

- enfin, les modifications envisagées dans l'Avenant n°7 ne modifient pas l'équilibre économique du contrat en faveur du DÉLÉGATAIRE : les tarifs de la redevance d'eau potable sont maintenus alors que l'exploitation est déficitaire.

***

Ceci étant exposé,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1411-1 et suivants ;

Vu code de la commande publique et notamment ses articles L. 3135-1 et suivants et R. 3135-7;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Quimper Bretagne Occidentale ;

Vu l'avis favorable de la Commission de délégation de service public ;

Vu le projet d'avenant n°7 au contrat de délégation par affermage du service public de distribution d'eau potable a donc été conclu à compter du 1er janvier 2012 entre la commune et la Société VEOLIA EAU, annexé à la présente délibération ;

Vu la présente délibération valant note explicative de synthèse adressée aux conseillers communautaires;

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés :

1 - d'approuver le projet d'avenant n°7 au contrat de délégation par affermage du service public de distribution d'eau potable a donc été conclu à compter du 1er janvier 2012 entre la commune et la société VEOLIA EAU, annexé à la présente délibération;

2 - d'autoriser madame la présidente ou son représentant à signer l'avenant n°7 au Contrat susvisé et, de manière générale, à prendre tout acte nécessaire pour mettre en œuvre la présente délibération.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Hervé HERRY

N° 25

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Secteur de Tréodet à Ergué-Gabéric
Création d'une zone d'activités économique 'Kerourvois 3'

Dans le cadre de la création de la zone d'activités économiques Kérourvois 3 à Ergué-Gabéric, une convention de co-maîtrise d'ouvrage entre Quimper Bretagne Occidentale et la commune d'Ergué-Gabéric, désignant Quimper Bretagne Occidentale maître d'ouvrage unique, doit être établie pour réaliser les ouvrages qui seront construits ou modifiés sur l'emprise du domaine public communal.

Par délibération en date du 17 juin 2021, le conseil communautaire de Quimper Bretagne Occidentale a décidé de créer la zone d'activités de Kerourvois 3. L'opération est située sur la commune d'Ergué-Gabéric et est directement desservie par la route du Stangala.

Le projet d'aménagement prévoit des modifications et la création d'infrastructures à réaliser à la fois sur le domaine public routier de la commune d'Ergué-Gabéric et le domaine privé de Quimper Bretagne Occidentale. Il s'agit de l'aménagement d'un carrefour au nord de l'opération permettant l'accès à la zone d'activités depuis la route du Stangala.

Ces travaux étant à réaliser à la fois sur le domaine public routier de la commune d'Ergué-Gabéric et le domaine privé de Quimper Bretagne Occidentale, ils relèvent donc de la compétence des deux parties. Afin de faciliter les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage, il apparaît donc opportun, en vertu de l'article L2422-12 du code de la commande publique, de désigner la collectivité qui assurera la maitrise d'ouvrage de l'opération.

Dans ce contexte, il est proposé d'établir une convention entre Quimper Bretagne Occidentale et la commune d'Ergué-Gabéric qui précise les conditions d'organisation de cette maîtrise d'ouvrage et qui désigne Quimper Bretagne Occidentale pour assurer la maîtrise d'ouvrage de l'opération.

***

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés, d'autoriser madame la présidente à signer la convention de co-maîtrise d'ouvrage qui désigne Quimper Bretagne Occidentale, maître d'ouvrage unique, pour la réalisation des ouvrages qui seront construits ou modifiés sur l'emprise du domaine public communal.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Marc ANDRO

N° 26

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Convention de financement de la ligne aérienne Quimper-Paris dans le cadre de l'Obligation de Service Public

Depuis 2019, la compagnie Chalair réalise la liaison aérienne entre les aéroports de Quimper et Paris Orly. Le contrat qui lie la Région Bretagne à la compagnie aérienne prend la forme d'une Obligation de Service Public (OSP).

Le conseil communautaire du 5 décembre 2019 a approuvé la convention de participation au financement de la liaison aérienne. Or, cette convention n'a pas été signée, d'une part, en raison de l'impossibilité juridique de de Quimper Cornouaille Développement de verser sa contribution et, d'autre part, du désistement de certains établissements publics de coopération intercommunale inclus dans le plan de financement. Le montant de la contribution inscrit au plan de financement pour notre collectivité est identique à celui qui a été accepté en 2019. Il est proposé d'approuver cette nouvelle convention.

***

La liaison aérienne exploitée entre l'aéroport de Quimper et celui de Paris (Orly) permet de désenclaver la Cornouaille, située à 562 kilomètres du centre parisien par la route, et d'offrir une accessibilité dans des temps réduits vers ou depuis les centres de décisions économiques et administratifs de la Région parisienne.

En 2018, ce sont 67 584 passagers qui ont emprunté la ligne.

La compagnie aérienne qui exploitait la liaison a fait part à la Région de son intention d'arrêter les services à l'horizon de l'automne 2019. Afin d'assurer la continuité de l'exploitation du service et de préserver le schéma actuel d'exploitation, la Commission Permanente du Conseil régional de Bretagne, par délibération du 9 février 2019, a saisi le Ministère chargé des Transports, afin de faire imposer, en application des dispositions de l'article R.330-7 du Code de l'aviation civile, des obligations de services publics sur cette liaison.

Par décision en date du 5 mars 2019, la France a délégué la compétence d'organiser la procédure de passation de la présente délégation de service public à la Région Bretagne. Cette dernière a donc lancé une consultation qui s'est finalisée par la sélection de la compagnie aérienne CHALAIR pour l'exploitation, en exclusivité, des services aériens réguliers entre l'aéroport de Quimper-Pluguffan et celui de Paris-Orly. Une convention de délégation de service public a donc été signée entre la Région, l'Etat et la compagnie CHALAIR. Les prestations et leurs modalités d'exécution seront conformes aux obligations de service public imposées par arrêté du 5 mars 2019, modifié par arrêté du 19 avril 2019, publié au Journal officiel de la République française du 6 mars 2019.

L'obligation de service public, dont la durée est de 4 ans, prendra fin en novembre 2023.

Une convention de « participation au financement de la délégation de service public pour l'exploitation des services aériens réguliers entre Quimper et Paris (Orly) sous obligation de service public » a été proposée à l'approbation des partenaires en novembre 2019. Certains établissements publics de coopération intercommunale intégrés au plan de financement n'ont pas souhaité approuver la convention proposée à leurs instances délibérantes. Aussi, la version de la convention présentée en 2019 n'a pas été signée et est devenue caduque.

La présente convention reprend l'esprit de la précédente version devenue caduque et actualise la composition des partenaires. La clé de répartition de la participation financière relevant des établissements publics de coopération intercommunale est identique à celle proposée dans la précédente version de la convention.

En effet, pour permettre à l'OSP de voir le jour, l'agence de développement Quimper Cornouaille Développement (QCD) a proposé de se substituer à Douarnenez Communauté et à la CC Cap Sizun. Toutefois, vu les statuts de l'agence, cette solution n'a pu être mise en œuvre. Quimper Bretagne Occidentale a donc proposé de financer les parts manquantes, soit 31 901,39 euros. En compensation, cette somme est déduite depuis 2020 du montant de la subvention annuelle de fonctionnement attribuée par QBO à QCD.

Montant de la participation financière

La convention de délégation de service public prévoit que la compensation financière est prise en charge :

- par l'Etat à hauteur de 33,3%, dans la limite de 50% des recettes commerciales hors taxes de la liaison, conformément aux dispositions de l'article 10 du décret n°2005-473 du 16 mai 2005 modifié relatif aux règles d'attribution par l'Etat de compensations financières aux transporteurs aériens et aux exploitants d'aéroports pour leurs missions relatives au sauvetage et à la lutte contre les incendies d'aéronefs, à la sûreté, à la lutte contre le péril aviaire et aux mesures effectuées dans le cadre des contrôles environnementaux et modifiant le Code de l'Aviation Civile ;

- à hauteur du complément par la Région Bretagne.

La Région s'engage à verser annuellement une participation propre d'un montant de 1.547.123 euros. La Région verse directement à la compagnie CHALAIR le montant de sa propre contribution ainsi que celle des partenaires du Finistère. Elle se fera a posteriori rembourser par ces derniers à hauteur des avances qu'elle aura consenties, sa participation propre déduite.

Après déduction de la participation financière de l'Etat et de la Région telle que définie ci-dessus, les sommes restant à financer sont réparties entre les partenaires du Finistère selon les modalités suivantes :

Année	Total partenaires du Finistère	Participation du Département du Finistère	Participation de Quimper Bretagne Occidentale	Participation des EPCI de Cornouaille
2020	788.159,39	300.000,00	410.183,39	77.976,00
2021	785.688,16	300.000,00	407.712,16	77.976,00
2022	683.008,84	300.000,00	305.032,84	77.976,00
2023	582.840,12	300.000,00	204.864,12	77.976,00

La répartition de la participation financière relevant des EPCI de Cornouaille est calculée au prorata de la population de chacun d'entre eux comme suit :

Année	Total EPCI de Cornouaille	Haut Pays Bigouden	Pays Bigouden Sud	Pays Fouesnantais
2020	77.976,00	16.810,00	35.270,00	25.896,00
2021	77.976,00	16.810,00	35.270,00	25.896,00
2022	77.976,00	16.810,00	35.270,00	25.896,00
2023	77.976,00	16.810,00	35.270,00	25.896,00

Chaque financeur verse chaque année à la Région une participation dont le montant est inscrit sur le plan de financement ci-dessus.

Pour information il est précisé que le conseil départemental du Finistère et les EPCI du Pays Bigouden Sud, du Haut Pays bigouden et du Pays Fouesnantais confirment leurs financements. Pour la non-participation de Concarneau Cornouaille Agglomération la Région Bretagne compensera.

La convention proposée a été soumise à l'approbation de la commission permanente du Conseil régional, lors de sa réunion du 28 mars 2022. Il est proposé d'approuver cette convention, dans les termes identiques. La Région Bretagne fera un premier appel de fonds dès que la convention sera signée par l'ensemble des collectivités.

Les statistiques de l'année 2020 avec 7284 passagers dont 6318 sur le Quimper-Paris et celles de 2021 avec 7218 passagers dont 6341 pour Quimper-Paris sont mauvaises comme tous les autres aéroports français (Pour mémoire 67 500 passagers en 2018 à Quimper). Les chiffres depuis septembre sont néanmoins encourageants avec une certaine résilience de la ligne avec Paris notamment depuis le retour des ATR 42. Des projets de nouvelles lignes sont à l'étude et la liaison avec Londres opérée par British Airways va être reconduite cet été. Lorient n'a plus de liaison avec Paris et vient de relancer sa liaison avec Lyon. Brest tente de

son coté de retrouver une liaison normale avec Paris (Les horaires de Transavia ne sont plus adaptés pour les entreprises).

Le soutien à l'aéroport de Quimper Cornouaille s'inscrit dans le cadre de la compétence de Quimper Bretagne Occidentale en matière d'actions de développement économique, compatible avec le schéma régional de développement économique, ainsi que celle en matière de rayonnement, et promotion du territoire.

***

Après avoir délibéré (1 abstention ; 54 suffrages exprimés dont 3 voix contre et 51 voix pour), le conseil communautaire décide d'autoriser madame la présidente :

1 – à verser à la région Bretagne les participations financières telles que décrites dans la convention de financement pour les quatre années de 2020 à 2023 ;

2 – à signer la convention liant l'ensemble des partenaires au financement de la délégation de service public pour l'exploitation des services aériens réguliers entre Quimper et Paris (Orly) sous obligation de service public.

Débats sur le dossier n°26 :

M. Andro : *« Cette délibération revient sur la convention d'obligation de Service Public (OSP) pour la ligne Quimper-Paris sur la période 2020-2023. Une première délibération avait été approuvée en décembre 2019 pour ce financement mais elle est devenue caduque du fait du refus de certains EPCI d'apporter leur cofinancement. Les EPCI du Cap Sizun et de Douarnenez s'étaient opposés dès le départ, et puis la communauté de Concarneau Cornouaille (CCA) a refusé de financer à compter de la deuxième année. Il est demandé ici de valider la nouvelle répartition des financements. Pour ce qui est des contributions demandées à Douarnenez et au Cap Sizun, c'est QBO qui prendra à sa charge mais en ponctionnant sur sa contribution à Quimper Cornouaille Développement (QCD). Cela avait déjà été acté en 2020. Pour ce qui est de la part de CCA à compter de 2021, c'est la Région Bretagne qui la prendra en charge.*
Il n'y a pas grand-chose de nouveau dans cette OSP, sachant qu'elle soulève toujours les mêmes débats. Il nous faudra, dans le prolongement de notre projet de territoire, revenir sur cette question de la desserte aérienne à compter de 2024, à la lumière, d'abord, de l'évolution de la fréquentation de la ligne (il y a une reprise de la fréquentation mais qui est très progressive à ce jour), à la lumière, ensuite, de l'évolution des contributions de l'Etat et de la Région. Il ne vous a pas échappé qu'elles étaient décisives dans le maintien de cette OSP. Ce n'est donc pas quelque chose que l'on décide de notre côté. Il faudra bien évidemment connaître la position de ces partenaires. Il faudra aussi, bien-sûr, avoir une réflexion plus globale sur l'avenir de cet équipement majeur de notre territoire. »

M. Menguy : *« Je voudrais savoir si vous êtes pour le maintien de la ligne ? »*

Mme Assih : *« Voilà une question toute simple. A qui est-elle posée ? À l'ensemble des conseillers communautaires ? »*

M. Menguy : *« On va dire à l'exécutif, dans sa grande diversité. »*

Mme Assih : *« L'exécutif est très divers et, d'ailleurs, je pense qu'il va y avoir un élément de réponse avec Daniel Le Bigot. »*

M. Le Bigot : *« Tout à fait et ce sera conforme aux positions que j'ai pu prendre au cours de l'ancien mandat. J'ai expliqué ma position, à savoir qu'on mettait en concurrence, sur un territoire à 500 Km de Paris, une ligne aérienne avec le train. Le train, aujourd'hui, montre son efficacité en 3 heures et demi, de gare en gare, alors que la ligne aérienne n'a pas montré, ni par sa régularité, ni par son efficacité, un intérêt majeur pour le territoire. Alors, je sais, on va me dire que, pour le développement économique du territoire, il faut absolument que les chefs d'entreprise puissent aller à Paris. Entendu. Mais ils peuvent aujourd'hui s'y rendre en train, sans aucun problème, dans de bonnes conditions. Et ceux qui sont addicts à l'avion peuvent aller le prendre à Brest. Pour que les choses soient claires, je ne suis pas pour la fermeture de l'aéroport de Pluguffan comme cela a souvent été dit. Je pense qu'il existe des services que l'aéroport peut rendre. Par contre, en aucun cas je ne vois l'intérêt qu'il y a, pour la collectivité, à financer, dans le cadre de l'OSP, cette ligne déficitaire entre Quimper et Paris. Je voterai contre cette délibération, à ce titre-là. »*

Mme Assih : *« C'est un élément de réponse. »*

M. Fontaine : *« L'accessibilité de notre territoire est un élément fondamental. L'argument de Daniel Le Bigot est spécieux. Effectivement, prendre le train pour aller à Paris, c'est rapide. Pour aller au centre-ville de Paris. Mais s'il s'agit d'aller dans un aéroport, pour prendre un autre avion, pour faire du commerce vers une autre destination ? Il s'agit de faire en sorte que les chefs d'entreprise, les commerciaux, puissent venir en Bretagne, chez nous, directement. Il y a des liens importants entre la Bretagne et des pays qui font du commerce : l'Allemagne, l'Angleterre… On ne peut pas rester isolés comme ça ! On peut aller de Lyon à Paris en train, en une heure. Ça ne les empêche pas d'avoir un aéroport extrêmement important, qui est un hub. À partir de là, les gens de Lyon peuvent aller partout ! Tu vois donc que l'argument n'est pas aussi simple que ça. Effectivement, le train est hyper-pratique mais il n'y a pas de concurrence directe entre l'avion et le train actuellement. Ce sont deux modes différents. »*

M. Herry : *« Il s'agit là, d'abord, de l'attractivité du territoire et Marc Andro pourra dire également ce qu'il en pense. Disposer de cette ligne vers Paris est indispensable pour l'attractivité du territoire. On peut raconter ce que l'on veut, ça ne change rien du tout : cette attractivité est nécessaire. Maintenant, est-ce qu'elle va perdurer ? Est-ce que les financeurs vont continuer à apporter leur soutien, notamment la Région, pour soutenir cette ligne ? Je n'en suis pas persuadé. Il faut donc regarder aussi les choses en face mais, nous, notre position politique doit être celle-là ! Il n'est pas question qu'elle soit autre.*
En même temps, s'agissant du train – et c'est indiqué dans le projet communautaire que nous avons voté en début de séance -, il faut absolument, même si ça coûte des millions d'euros, que nous soyons à 3 heures, 3 heures et demi maximum, de Paris. Pas avec le train du matin uniquement, ça n'a pas de sens. Il faut qu'il y ait deux, trois, peut-être quatre allers-retours à 3 heures de Paris. J'exprime ici le point de vue des acteurs économiques. Le train peut être intéressant car on peut y travailler plus facilement que dans un avion et parce qu'il arrive directement à Montparnasse. Mais, aujourd'hui, tant qu'on n'a pas cette durée de 3 heures, il faut absolument garder la ligne aérienne*. Il faut aussi qu'on réfléchisse à garder* l'aéroport*. Ce sont deux sujets différents mais complémentaires. Voilà, cher Daniel Le Bigot : je ne suis, encore une fois, pas d'accord avec toi ! »*

M. Andro : *« Je pense qu'il faut apprendre à être réaliste et concret. Aujourd'hui, dans la période qui reste de l'OSP, si on réussit à revenir à un rythme de 5 000 à 6 000 voyages par mois (donc 60 000 à 70 000 à l'année), on peut imaginer que cette ligne continue d'exister. Il faudra quand même que quelqu'un y rajoute un petit peu. C'est ça la réalité. Or, aujourd'hui, on n'est pas à 5 000 ou 6 000 voyages. On se situe plutôt autour de 1 000. On peut toujours faire des effets de manche, ici en assemblée, mais s'il n'y a pas de clients, ça ne sert à rien ! La première chose consiste donc à voir si, sur le reste de la durée de l'OSP, la demande va remonter. Deuxième chose : on peut toujours demander à ce que l'Etat verse, chaque année, un million d'euros et que la Région verse, chaque année, 1,5 million d'euros. Encore faut-il qu'ils soient d'accord ! On peut dire ici « c'est inadmissible, etc. » mais je ne suis pas sûr que les conditions de négociation qui prévalaient il y a quatre ans (après Notre-Dame-des-Landes, etc.) seront les mêmes en 2023… Il ne faut surtout pas que l'on s'écharpe inutilement dans cette enceinte. D'abord, il faut être conscient que ça doit tenir la route économiquement, que le gap financier ne doit pas être trop énorme. Ensuite, il faut qu'on soit tous d'accord d'aller négocier afin que ce gap soit comblé.*
Il faut aussi prévoir de travailler sur un scénario alternatif, si la ligne n'existe plus. Il faut le dire. A ce moment-là, il faudra améliorer la desserte ferroviaire sur la ligne Sud de la Bretagne, ce qui implique de travailler en bonne intelligence avec Lorient et avec Vannes. Il faut aussi que l'on travaille à une meilleure desserte, via des navettes, avec Guipavas. Ça, c'est l'alternative mais, pour ma part, je reste favorable au scénario n°1. Mais, ce n'est pas en

s'engueulant ici qu'il va marcher ! Au contraire, il faut que l'on soit tous d'accord pour dire qu'il faut que cette activité reparte, qu'elle atteigne un certain niveau, et, le jour venu, que l'on soit tous d'accord pour négocier au nom du territoire. »

M. Decourchelle : *« Je pense en effet qu'il faut tout faire pour maintenir cette ligne. Il ne faut pas opposer les moyens de transport. Ils sont complémentaires. Il n'y a pas beaucoup de TGV qui vont à Paris en trois heures et demi. Faire un aller-retour à Paris en TGV, sur la journée, est compliqué. Les moyens de transport sont complémentaires, ils répondent à différents besoins. Je connais plusieurs entreprises qui se sont installées sur Pluguffan ou aux environs de Pluguffan parce qu'il y avait l'aéroport et la ligne vers Orly. Peut-être que ça ne fait pas beaucoup de passagers dans l'avion mais, s'il n'y avait pas eu l'avion, ces entreprises ne se seraient pas installées sur le territoire. Il faut le savoir.*
Ensuite, on parle d'argent public. Alors, bien-sûr, il faut un équilibre financier pour faire fonctionner cette ligne. Mais on circule tous sur des routes. Comment sont-elles financées ces routes ? Avec l'argent public. Est-ce que vous croyez que ce sont les billets des passagers qui paient le TGV ? Non, la SNCF fait du déficit et celui-ci est financé par l'Etat. Il y a donc de l'argent public dans le TGV, de l'argent public dans les routes. Je ne vois pas pourquoi on exclurait l'hypothèse qu'il puisse y avoir un peu d'argent public pour maintenir une ligne qui correspond à un atout du territoire. Peut-être que cette ligne sera fermée un jour mais je pense qu'en tant qu'élus du territoire, on doit tout faire pour essayer de la maintenir ! Pas à n'importe quel prix non plus, bien-sûr.
Aujourd'hui, on sait que le nombre de passagers est limité. On verra bien. Il y a eu jusqu'à 150 000 passagers à une époque. Pourquoi ont-ils tous disparu ? Aujourd'hui, il n'y en a plus que 7 000 à 8 000. Il y en avait 80 000 il y a quelques années encore. On ne peut pas savoir quel sera le nombre potentiel de passagers dans deux ans, trois ans ou dix ans. Je pense qu'il faut une analyse sereine pour ce type de sujets et non pas prendre des positions abruptes du type « cet aéroport ne sert à rien, etc. ». Je pense que cette ligne est très importante pour notre territoire. Il faudra l'analyser, sereinement, en fonction des coûts éventuels. Si l'Etat veut participer, je ne vois pas pourquoi on s'en priverait. Si la Région veut participer, je ne vois pas pourquoi on s'en priverait. Et si, nous, nous pouvons donner aussi un petit coup de main pour que ça fonctionne, je ne vois pas pourquoi on s'en priverait. Voilà, en tous cas, mon point de vue. »

Mme Assih : *« Je pense qu'on va avoir un avis un peu divergent avec Françoise Dorval. Et puis, après, je donnerai le mien. »*

Mme Dorval : *« Je ne voterai pas non plus cette délibération. Déjà, je trouve que les trajets intérieurs en avion (comme Quimper-Paris) sont une aberration écologique. De plus, dans le cas de Quimper, je trouve qu'il s'agit aussi d'une aberration économique. Les deux dernières années, on était à peu près à 7 200 voyages. Si on met cela en rapport avec les subventions qu'on attribue, cela représente 450 euros de subvention par voyage. Je trouve que ça n'a pas de sens. La plupart des personnes que je connais vont prendre l'avion à Brest lorsqu'elles en ont vraiment besoin. Pour le reste, je pense que le train suffit et, comme le disait Hervé Herry, même pour les chefs d'entreprise, il est plus facile de travailler dans le train que dans l'avion. De plus, dans le cas de l'avion, il faut encore prendre d'autres modes de transport entre l'aéroport et Paris. Je trouve que c'est une aberration. Donc, je ne voterai pas. »*

Mme Assih : *« Concernant ce rapport, je suis en désaccord avec mes collègues d'Europe Ecologie Les Verts. C'est quelque chose qui n'est pas nouveau. Nous en avions parlé, notamment pendant la campagne électorale. Dans le respect des sensibilités de chacun,*

j'entends complètement les arguments qui sont les leurs. Ça, c'est une première chose. Cependant, pour ma part, y compris en tant que conseillère départementale, j'ai toujours défendu l'accessibilité de l'Ouest breton, de la pointe bretonne, au moyen de tous les modes de transport, y compris l'aérien. Je rappelle que la loi « climat et résilience » a interdit les lignes aériennes domestiques dans le cas où il existe une alternative de transport en moins de deux heures trente. On n'y est quand même pas, à la pointe bretonne, voyez ! Là-dessus, je pense qu'il faut être raisonnable. On est dans un exercice de sincérité et de différences de points de vue. J'ai toujours du mal à dire ce qui est bien pour l'autre, à sa place ! Là, je pense, par exemple, aux entrepreneurs. Je les écoute depuis le début du mandat. Il y a des entrepreneurs qui me disent, effectivement, avoir pris l'habitude d'aller sur Brest parce qu'il y avait des problèmes de fiabilité (il y en a moins d'ailleurs actuellement), parce qu'ils peuvent se le permettre et que ça ne va pas les mettre en difficultés en termes d'horaires. Il y en a d'autres qui sont extrêmement attachés à la régularité de la ligne Pluguffan-Paris mais qui sont aussi extrêmement attachés au fait de pouvoir faire venir les collaborateurs et les clients sur notre territoire. C'est dans les deux sens. J'y suis très attentive.

Maintenant, comme l'a dit Marc Andro, la question qui nous est posée ce soir, ce n'est pas de savoir si l'on est d'accord ou pas quant à l'existence de la ligne. La question porte sur la modification de la convention de financement, dans le cadre de l'OSP. Nous nous devons d'honorer nos engagements. C'est, pour moi, un principe de base.

Quelques points complémentaires concernant l'utilisation de cette ligne aérienne : il est vrai qu'elle ne va pas bien. Elle ne va pas bien du tout puisque, en 2018, nous étions à 67 500 passagers par an. Avec le contexte de la Covid, on est tombé, en 2020, à 7 284 passagers (donc autour de 6 000 passagers pour la ligne Quimper-Paris, car il y a d'autres lignes ponctuelles). En 2021, nous étions à 7 218 passagers, dont 6 300 pour la ligne Quimper-Paris. Depuis septembre, ça va un peu mieux en termes de fréquentation de la ligne. Il faut le dire, même si la clientèle d'affaires n'est pas encore tout à fait au rendez-vous. On est sur un taux de remplissage des avions de l'ordre de 30%. Je rappelle également que, pour estimer avoir un équilibre de cette ligne aérienne, il faudrait aux alentours de 90 000 passagers à l'année ! Les chiffres sont là... Je rappelle aussi que l'objectif fixé par l'OSP est de 120 000 passagers par an. Alors, comme le disait Marc Andro, que l'on soit favorable à cette ligne aérienne – ce qui est mon cas – ou que l'on n'y soit pas favorable, il y a tout de même des financeurs qui se rappelleront à notre bon souvenir, malheureusement !

Et parmi les deux principaux financeurs, il y a la Région. Vous m'avez interrogée sur la parole du président de Région : j'ai toujours dit que je ne répondrai pas à sa place mais je vais tout de même pouvoir vous indiquer la méthode qui sera suivie, à partir du second trimestre 2022, méthode envisagée par le conseil régional. Et puis, il y a l'Etat. Je ne sais pas si vous avez vu mais l'Etat vient de missionner la Cour des comptes sur l'évaluation des OSP, notamment la ligne Quimper-Paris. Cette ligne est dans le viseur de Bercy. C'est une réalité. Pourquoi ? Parce qu'il s'agit de la bonne utilisation de l'argent public. On a donc là deux financeurs principaux, l'Etat et la Région, qui se questionnent, l'Etat sous la forme d'un « audit » va-t-on dire, en tous cas d'une évaluation de cette OSP. La Région s'interroge de la même manière, pas dans l'immédiat - car les engagements pris doivent être tenus - mais pour l'avenir : cette OSP devra-t-elle être renouvelée ou non ? Voilà la question qui se posera rapidement. Nous ne devons pas être attentistes. Du côté de la Région, on en a discuté avec Michaël Quernez ce matin, il est envisagé de définir la stratégie régionale aéroportuaire à l'horizon du 1er trimestre 2023. Pour définir cette stratégie régionale, il va y avoir une analyse de l'impact de notre aéroport sur le territoire, une analyse globale. Je crois qu'il est important de pouvoir objectiver. Nous sommes dans nos échanges, nos impressions ; il y a ceux qui ont entendu des chefs d'entreprise dire qu'ils n'en avaient pas besoin, ceux qui ont entendu le contraire… Il est donc important d'objectiver le besoin et, notamment, l'impact de cet aéroport sur le territoire.

Attention : il y a l'impact de l'aéroport et l'impact de la ligne aérienne. Ce sont deux questions qui sont liées mais qui posent des enjeux différents. Je suis contente que cette analyse soit demandée par le président de Région, pour pouvoir avancer sur la suite.
Il y aura aussi, à l'initiative de Jean-François Garrec, un temps de rencontres, auquel je participerai au mois de mai, avec les acteurs du territoire. Il me semble absolument important d'être là, d'écouter, d'avoir les dernières évaluations de fréquentation.
L'enjeu, c'est aussi l'avenir de l'aéroport. Imaginons que cette ligne aérienne s'arrête. Quid de l'aéroport ? Quid de l'aérien dans les dix ans à venir ? Je pense que la difficulté qui va être la nôtre sera cet entre-deux : entre la fin de l'OSP et un nouveau modèle, plus vertueux, qui permettra de concilier les enjeux de transition écologique. C'est pour cela qu'on a besoin de notre aéroport. Il ne faut pas que l'on prenne le risque de le perdre.
D'autres lignes vont être remises en service. Je trouve que c'est important puisqu'il y a aussi les lignes touristiques. Il faut que notre aéroport continue à fonctionner. D'autres modèles existent (les jets privés par exemple) ou sont à inventer. Je crois qu'il est impératif que chaque acteur puisse être associé à la question de l'avenir des lignes aériennes et de l'aéroport. Nous avons convenu avec la Région d'organiser une table ronde, avant la pause estivale, avec tous les acteurs concernés, autour de l'avenir de la ligne aérienne et surtout de l'OSP. Évidemment, le maire de Pluguffan sera présent dans ces instances, ô combien importantes.
Je pense avoir été assez complète sur la question, en tous cas je suis claire par rapport à mon positionnement. »

M. Jasserand : *« J'ai une question sur le nombre d'emplois qui seraient concernés par la fermeture de l'aéroport. Combien de salariés seraient concernés ? On a vu ce qui s'est passé à Morlaix il y a quelques années. Ça aussi, il faut le prendre en compte. »*

Mme Assih : *« Ce ne sont pas du tout les mêmes conditions. Il y a beaucoup de maintenance sur l'aéroport de Morlaix. Je ne peux pas répondre précisément à cette question mais il y a une vraie difficulté, actuellement, pour assurer l'équilibre financier. C'est très subventionné. La plateforme est très subventionnée pour que les agents de l'aéroport puissent assurer le minimum de service. Je complèterai suite à la rencontre avec la CCI. »*

M. Decourchelle : *« A ma connaissance, sur l'aéroport lui-même, il doit y avoir une trentaine de personnes. Il faut distinguer trois choses sur un aéroport : l'infrastructure (150 hectares appartiennent à la Région ; il y a la piste) ; la ligne aérienne ; la gestion de l'aéroport. Cette dernière relève de la Chambre de commerce. Ils ont leurs recettes et leurs dépenses également. En gros, sur l'aéroport, il y a une trentaine d'emplois. Et, en effet, l'aéroport ne se limite pas à la ligne avec Orly. Si vous allez vous promener dans l'aéroport, vous verrez régulièrement des jets privés. L'infrastructure est donc là et elle est utile à beaucoup de monde. Il faut savoir qu'il y a beaucoup d'avions, destinés à atterrir à Brest, qui viennent atterrir à Pluguffan. Quand il y a un coup de vent à Brest, ils ne peuvent pas atterrir. C'est donc aussi une piste de secours. Cette piste a beaucoup de fonctions ! Il ne faut pas uniquement envisager la ligne avec Orly. Il y a le problème du gestionnaire de la ligne, le problème du gestionnaire de l'aéroport et, après cela, il y a toute l'infrastructure qui sert à de nombreux avions, y compris au président de la République lorsqu'il vient à Quimper ! Je l'ai encore accueilli, il y a quinze jours, à Pluguffan. »*

M. Fontaine : *« Ça, c'est un vrai argument pour maintenir l'aéroport… Dans ce que tu dis, on sent que s'il n'y a plus la ligne, il ne restera plus que l'aéroport. Mais ce n'est pas vrai non plus : on sait très bien que si on supprime la ligne, ce ne sont pas trois jets privés qui vont maintenir l'aéroport… »*

M. Decourchelle : *« J'ai dit exactement l'inverse ! Je vais illustrer par un exemple : j'ai vécu à Colmar où il y a un aéroport. Colmar, c'est une ville de 60 000 habitants, comme Quimper. À trois quarts d'heure au Nord, il y a l'aéroport de Strasbourg. À trois quarts d'heure au Sud, il y a l'aéroport de Bâle-Mulhouse. Eh bien, l'aéroport de Colmar vit toujours ! Il est toujours là ! L'infrastructure existe. Vous avez là de l'aviation privée. Après, il est évident que s'il n'y a plus que quelques avions civils ou privés, il n'y aura plus besoin de trente personnes pour gérer l'infrastructure. Il faut adapter la structure au trafic. Je mettrai ma main à couper que l'infrastructure existera toujours ! Il y aura toujours un aéroport à Pluguffan ! Après, je ne sais pas pour quel trafic. Regardez aussi Saint-Brieuc : à Saint-Brieuc, vous avez un aéroport ! Je crois qu'il y a moins de 3 000 passagers par an. Regardez ce qui se passe en France : il existe de nombreux aéroports. Vous avez des infrastructures, sans forcément de lignes régulières. C'est une bonne chose ou pas, je n'en sais rien. En tous cas, c'est le constat : partout, vous avez des aéroports dans lesquels il n'y a pas forcément beaucoup de trafic. »*

Mme Assih : *« Pour conclure sur ce sujet : j'étais d'accord avec Michaël Quernez, ce matin, lors de nos échanges, lorsqu'il avançait l'idée de considérer l'aéroport de Pluguffan comme « une zone économique majeure d'innovation ». Lorsque je dis ça, j'ai tout dit et je n'ai rien dit. On est d'accord. Il n'en demeure pas moins que l'innovation devra être au cœur de ce qui va se passer du côté de cette plateforme aéroportuaire. J'en suis convaincue.*
Autre point de désaccord avec Daniel le Bigot : je ne suis pas pour opposer les modalités de déplacement, notamment opposer le train et l'avion. Je crois que chacun correspond à des besoins différents. C'est mon avis.
En parallèle, je n'oublie pas non plus le ferroviaire. Là, on avance. Ludovic Jolivet parlait tout à l'heure de la précédente mandature où il y avait, dans le contrat de plan Etat-Région, la notion de « concomitance » des lignes ferroviaires Paris-Brest et Paris-Quimper. Ça, c'est fini ! La « concomitance » est terminée ! On a bon espoir d'avancer, à l'horizon 2035, et de réduire encore la durée de trajet ferroviaire entre Paris et Quimper. Je me souviens tout de même que le président Macron, lorsqu'il est venu à Quimper en 2018, s'était engagé à ce qu'il y ait davantage de « trains bolides », c'est-à-dire ceux qui font le trajet en 3h24. Ça n'a pas bougé ! Là aussi, il faut continuer notre combat pour obtenir une fréquence augmentée de ces « trains bolides » et continuer, toujours, à poser l'ambition de la diminution de la durée de trajet. »

Mme Le Meur (Annaïg) : *« On n'a pas du tout parlé de numérique. En fait, nous avons complètement changé nos rapports au travail, notamment en termes de déplacements, grâce aux visioconférences notamment. Nos modes de vie ont changé. Les gens se déplacent moins, par exemple pour se rendre à Paris pour une réunion en présentiel, du fait de la possibilité du distanciel. Je ne dis pas que c'est une solution à toutes choses mais je pense que ça a changé. Le numérique contribue aussi au désenclavement. Cela fait partie de l'accessibilité. Je tenais à le souligner. Je suis d'accord avec les débats antérieurs mais j'aimerais qu'on intègre aussi cette notion. Des changements ont eu lieu dans la société à cause, ou grâce à, cette période difficile du point de vue sanitaire. Sinon, je suis d'accord sur la défense de l'aéroport, sur le fait qu'on n'est pas prêt, pour l'instant, à l'abandonner. Il faudra sans doute envisager de nouveaux projets pour l'aéroport. Par exemple : pourquoi ne pas se projeter, un jour, sur la recherche relative aux avions électriques. Il faudra bien des sites d'innovation et de recherche… Se positionner là-dessus, je pense que ce serait un très beau projet. »*

M. Le Bigot : *« Je ne suis pas non plus pour opposer les modes de transport. Par contre, on sait que l'argent public est rare. Il faudra donc bien faire des choix. Entre améliorer la liaison*

ferroviaire avec Paris ou conserver une ligne aérienne largement déficitaire, qui est un gouffre financier, il y a un choix à faire. Je pense que la Chambre régionale des comptes ou la Cour des comptes viendront à mon secours parce que ce n'est pas tenable cette affaire-là ! Voilà pour le point de vue financier.
Quant au point de vue de la diminution de notre impact carbone, l'avion existera toujours certes mais, lorsqu'il existe une alternative à l'avion, il faut privilégier cette alternative ! »

Mme Assih : *« Je n'ai pas de problème là-dessus : personnellement, je ne prends pas l'avion pour aller à Paris. Je n'y travaille pas. Cependant, je maintiens que j'ai besoin de disposer de cette évaluation des besoins. Il y a peut-être des chefs d'entreprise qui en ont besoin, avec une acuité plus importante. C'est tout. Je crois qu'il faut prendre en compte l'ensemble des besoins. Après, il y a une réalité d'équilibre économique qui fait que, là, ça ne tient pas. C'est certain. L'OSP ne tient pas actuellement. Cela, on peut le reconnaître mais ça ne veut pas dire qu'on va condamner notre aéroport. En attendant, nous devons tenir nos engagements passés vis-à-vis de cette OSP. »*

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Madame Forough-Léa DADKHAH

N° 27

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Financement du colloque Bio2actives organisé par Biotech Santé Bretagne

Le centre d'innovation Biotech Santé Bretagne sollicite une subvention exceptionnelle de 10 000 € pour organiser au chapeau rouge à Quimper la seconde édition de son colloque scientifique Bio2actives en juillet 2022 sur le sujet des biomasses et bioraffinerie pour des ingrédients & actifs innovants.

***

Biotech Santé Bretagne est le centre d'innovation technologique breton au service des deux filières : les biotechnologies et la santé, avec sept marchés porteurs : éco-industries, e-Santé, alimentaire et nutrition Santé, agro-industries, pharma/biotech, cosmétique, technologies médicales.

Biotech Santé Bretagne a trois objectifs principaux :

- Identifier les besoins des entreprises, particulièrement des PME, les mettre en relation avec les acteurs adéquats et accompagner le développement de leurs innovations ;

- Contribuer au transfert de technologies et de savoir-faire issus des laboratoires de recherche, des plates-formes technologiques ;

- Participer au développement économique régional et au renforcement de ces filières bretonnes au niveau national et européen.

Depuis plusieurs années, Quimper Bretagne Occidentale apporte un soutien annuel de fonctionnement à Biotech Santé Bretagne (BSB) pour un montant de 25 K€.

En 2017, BSB a organisé au chapeau rouge à Quimper un colloque scientifique associant industriels et chercheurs, sur la thématique de la valorisation des biomasses et la bioraffinerie pour la production d'ingrédients.

En effet l'agroalimentaire génère des « coproduits » (exemple : les têtes de poissons). Ils contiennent des molécules de grande valeur qui sont encore imparfaitement exploitées. Elles peuvent avoir une forte valeur commerciale notamment sur les marchés de l'agroalimentaire, des produits cosmétiques et des compléments alimentaires. Quimper Bretagne Occidentale et la Cornouaille sont des territoires incontournables pour le développement de ces valorisations. En effet, 20 % de la pêche française est débarquée en Cornouaille. Au-delà de la pêche ce colloque traite également de l'ensemble des matières organiques : terrestre et marine, animale et végétales.

Le territoire compte également de belles pépites de la bioraffinerie comme l'entreprise Polaris.

Cet évènement avait accueilli en 2017 :

- 87 personnes provenant de 63 structures différentes (académiques et industrielles) ;
- 28 conférences ;
- 17 posters scientifiques ;
- 7 présentations de poster scientifique ;

À l'issue du colloque, la très grande majorité des participants avait plébiscité Quimper pour l'organisation de cette manifestation (qualité de la salle du chapeau rouge, animation de la ville début juillet…).

BSB souhaite donc organiser à nouveaux le colloque Bio2actives à Quimper en 2022. Cet évènement se déroulera sur 3 jours : journée business le 05 juillet et colloque les 06 et 07 juillet.

Quimper Bretagne Occidentale, pôle reconnu de recherche scientifique sur l'alimentaire, accueille régulièrement des colloques scientifiques :

- le colloque « Spoilers in food », organisé par l'ADRIA, la technopole et l'UBO (laboratoire LUBEM) et qui pourrait avoir lieu à nouveau en 2023 ;

- Biotech Santé Bretagne a déjà organisé deux éditions de son colloque Molécules & Ingrédients Santé (MIS) sur des thématiques telles que les actifs végétaux, actifs marins, procédés, probiotiques & prébiotiques, réglementation & essais cliniques ;

- la première édition de Bio2actives en 2017.

Ce nouveau colloque Bio2actives offre donc une opportunité au territoire de conforter son positionnement et son leadership sur ces thématiques porteuses et sera un vecteur de développement économique du territoire quimpérois du fait de la présence de leaders industriels en agroalimentaire. 100 participants sont attendus, ainsi que 30 intervenants.

Biotech santé Bretagne sollicite une participation financière de Quimper Bretagne Occidentale à hauteur de 10 000 € pour un budget de 130 000 €. Le reste du budget sera financé par les inscriptions au colloque et l'autofinancement de Biotech Santé Bretagne.

***

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés, d'autoriser madame la présidente à verser une subvention de 10 000 € à Biotech santé.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Marc ANDRO

N° 28

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Subvention au festival de Cornouaille pour l'organisation du 'Village Cornouaille gourmand' du 22 au 25 juillet 2022 à Quimper

L'événement du Cornouaille Gourmand constitue une vitrine pour promouvoir et valoriser la filière alimentaire et ses savoir-faire auprès du grand public. Il est proposé de verser une subvention de 60 000 € au Festival de Cornouaille pour l'organisation de cette 9ème édition du « Village Cornouaille gourmand » qui aura lieu du 22 au 25 juillet 2022.

***

L'événement du Cornouaille constitue depuis 2013 une vitrine pour promouvoir et valoriser la filière alimentaire. Le Cornouaille gourmand connaît un succès indéniable : 15 000 visiteurs chaque année durant les six journées.

Quimper Bretagne Occidentale souhaite affirmer comme priorité la promotion et la valorisation de la filière alimentaire dans une démarche de marketing territorial, et ainsi positionner son territoire comme pôle d'excellence de l'Alimentaire au niveau national et international.

Organisé depuis plusieurs années dans le jardin de l'évêché, il a été annulé en 2020. En 2021, le festival de Cornouaille a dû réorganiser ses espaces, pour faire face aux contraintes sanitaires, et s'est installé sur la place Saint Corentin, à la place de l'espace dédié habituellement à la danse. Pour 2022, il est proposé de revenir à l'emplacement initial à l'évêché.

L'organisation serait à nouveau déléguée à l'association du festival de Cornouaille. Ce village devra combiner espaces ludiques et pédagogiques, espaces découvertes et espaces d'approfondissement, l'objectif étant de mettre en valeur tout le savoir-faire quimpérois et cornouaillais dans le secteur de l'aliment, en partenariat avec les acteurs économiques locaux. Il est en effet nécessaire de montrer l'implication de toute la filière en impliquant dans le projet l'amont de la filière (la production agricole et la pêche), la transformation (industries

agroalimentaires), les métiers de bouche (artisans, commerçants), les restaurateurs par le biais par exemple d'ateliers des chefs, l'innovation dans l'alimentation, la recherche, la gastronomie… L'objectif sera de mettre en œuvre toute action destinée à sensibiliser le grand public à la richesse des savoir-faire du territoire en matière d'alimentation.

Parallèlement, afin de développer la convivialité entre les acteurs et les réseaux, l'organisation d'un repas chaque midi sur invitation « A la table du Cornouaille Gourmand » - où des chefs d'entreprises et des acteurs de la filière alimentaire sont invités sur le site du village - pourra également être reconduite (En 2021, plus de 60 personnes ont assisté aux trois repas dans les locaux de l'hôtel de ville).

Pour 2022, le village Cornouaille gourmand mettra ainsi en avant les actions de la filière alimentaire en matière de transitions (lutte contre le gaspillage alimentaire, nouveaux emballages, achat local, …).

L'utilisation de la subvention des 60 000 € se décompose ainsi :

35 000 € pour l'intervention de l'association « Aux goûts du jour » qui organise l'opération ;

25 000 € pour les frais techniques d'aménagement (tentes complémentaires, plancher, cloison, son, vidéo) et les frais de sécurité, de préparation technique, de régie, de communication.

***

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés, d'autoriser madame la présidente :

1 - à verser une subvention de 60 000 € au festival de Cornouaille pour organiser le village Cornouaille gourmand 2022 ;

2 - à signer la convention avec le festival de Cornouaille.

Débats sur le dossier n°28 :

Mme Assih : *« À terme, je tiens à le préciser, on procèdera à une évaluation du « Cornouaille Gourmand ». Il s'agit tout de même de 60 000 euros. Ce n'est pas neutre. Je pense qu'il est important d'avoir cette évaluation pour pouvoir, au besoin, le faire évoluer. »*

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Hervé HERRY

N° 29

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Acquisition d'un terrain avec bâtiment sur le Port du Corniguel

Dans le cadre de l'extension de la zone d'activités économiques du port du Corniguel à Quimper et de la cession de l'entreprise chantier naval du Corniguel, il est proposé l'acquisition d'un terrain d'une surface de 3 542 m² avec un hangar de 700 m² appartenant à Michel Goffi, pour un montant de 200 000 € HT.

***

Monsieur Michel Goffi, gérant du chantier naval du Corniguel, spécialisé dans la réparation et la maintenance navale à Quimper était en location sur le port du Corniguel sous forme d'Autorisation d'Occupation temporaire (AOT) jusqu'à fin novembre 2021. Dans le cadre de son départ à la retraite, il a cédé son entreprise à Sébastien Lesquibit et Patrick Jaffré. Quimper Bretagne Occidentale a établi une nouvelle AOT avec les repreneurs.

Par ailleurs Michel Goffi est propriétaire d'un hangar d'environ 700 m², à usage d'entrepôt, construit avant 1994, en tôle sous charpente en bois sur une parcelle de 3 542 m² cadastrée section IA n° 59 située 141 avenue du Corniguel, sur la zone d'activité du Corniguel mais en dehors du domaine portuaire.

Il semble pertinent d'acquérir cette parcelle située au centre de la zone d'activités du Corniguel et qui est entourée de propriétés qui appartiennent déjà à Quimper Bretagne Occidentale. Cette acquisition sera également utile pour faciliter un éventuel réaménagement futur du port en lien avec l'étude en cours sur le devenir du site portuaire du Corniguel.

Un accord pour l'acquisition de cette parcelle pour un montant de 200 000 € HT, qui est conforme à l'estimation des domaines, a été trouvé avec le propriétaire. Le site sera par ailleurs loué aux repreneurs de l'entreprise de Michel GOFFI sous forme de bail précaire.

***

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés :

1 - d'approuver l'acquisition du terrain avec bâtiment sur le port du Corniguel pour un montant de 200 000 € HT ;

2 - d'autoriser madame la présidente à signer tous documents y afférant.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Marc ANDRO

N° 30

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Radio Kerne : Subvention Yalc'had 2022

Radio Kerne est la seule radio associative du pays de Quimper à émettre exclusivement en langue bretonne. Elle est, de surcroit, le premier producteur et diffuseur régional de contenus audio en breton.

Installée depuis vingt-cinq ans à Plonéis, l'association et ses émissions constituent un lien remarquable avec leur langue pour de nombreux brittophones de Basse-Cornouaille. Ses missions d'information et d'animation contribuent à la promotion et à la valorisation des initiatives locales et des activités économiques et culturelles du territoire. À ce titre, elles font de Radio Kerne un acteur majeur de la vitalité du pays de Quimper.

Dans le cadre de la politique communautaire "rayonnement, promotion du territoire et de son identité régionale", il est proposé de lui verser une subvention de 5 000 €.

Radio Kerne eo ar radio kevredigezhel nemetañ e bro Gemper o skignañ e brezhoneg nemetken. Ar produer hag ar skigner kentañ eo ivez e Breizh evit an abadennoù e brezhoneg.

Staliet eo ar gevredigezh e Ploneiz abaoe 25 bloaz hag hec'h abadennoù a zo ul liamm kreñv gant o yezh evit brezhonegerien Kerne Izel. E gefridi kelaouiñ ha buheziñ a sikour da vrudañ ha da dalvoudekaat an intruduoù lec'hel hag obererezhioù ekonomikel ha sevenadurel ar c'horn-bro. E-giz-se eo deuet da vezañ Radio Kerne un oberer a-bouez eus buhezegezh bro Gemper.

E-barzh politikerezh kumuniezhel "brudañ ar c'horn-bro hag e identelezh rannvroel" e vez kinniget reiñ ur yalc'had 5 000 € dezhañ.

***

Radio Kerne est une radio aux contenus parlés 100 % en langue bretonne, généraliste et basée sur l'information et la promotion des initiatives économiques, sociales et culturelles locales. Elle réalise et diffuse annuellement près de 2 000 heures d'émission inédites. Les studios sont installés à Plonéis et l'équipe compte neuf salariés. Grâce au soutien des collectivités, dont Quimper Bretagne Occidentale, elle est parvenu à créer deux postes à temps plein à l'été 2021.

En 2019, l'association est parvenue à créer une antenne dans le pays nantais, Radio Naoned, la première radio en breton de Loire-Atlantique. Fort de cette expérience, elle s'est lancée, en 2020, dans la création d'une nouvelle antenne dans le pays rennais et a embauché une salariée à cet effet. Ce projet permet aujourd'hui à l'association de compléter son offre d'informations, de faire connaître la vitalité du territoire cornouaillais à ses auditeurs des métropoles de Rennes et Nantes et à l'inverse, ici, de faire connaître le dynamisme nantais et rennais en matière de culture bretonne.

L'association poursuit également des actions culturelles et éducatives sur le territoire cornouaillais et vient de créer un poste de chargé d'éducation aux médias. Ce salarié interviendra auprès des jeunes bretonnants et des adultes apprenants à Rennes, à Nantes et dans le Finistère pour toucher un territoire large et bénéficier de co-financements. À titre d'exemple, Radio Kerne prévoit de travailler dans ce domaine en collaboration avec le collège Diwan, les médiathèques de Quimper et le futur Ehpad de Penhars.

***

Dans le cadre de la compétence de Quimper Bretagne Occidentale « rayonnement, promotion du territoire et de son identité régionale », après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés, d'autoriser madame la présidente à verser une subvention de 5 000 € à l'association Radio Kerne.

Débats sur le dossier n°30 :

M. Lesvenan : *« Je souligne que, grâce à l'antenne dont elle dispose à Nantes, Radio Kerne va beaucoup plus loin que la Cornouaille pour diffuser « la bonne parole » en breton ! »*

Mme Chapalain : *« Et, par la même occasion, au travers de leurs reportages, on parle de la Cornouaille à Nantes ! »*

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Matthieu STERVINOU

N° 31

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Subvention 2022 au Centre intercommunal d'action sociale

Afin de permettre au Centre intercommunal d'action sociale (CIAS) de mener à bien ses missions dans le cadre de la gestion des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) et du Centre local d'information et de coordination (CLIC), il est proposé au conseil communautaire de lui allouer une subvention de fonctionnement de 653 131 € au titre de l'année 2022.

***

Afin d'équilibrer son budget principal pour l'année 2022, le CIAS de Quimper Bretagne Occidentale sollicite une subvention de Quimper Bretagne Occidentale pour un montant de 653 131 €.

258.37 postes en équivalent temps complet permettent au CIAS de remplir les différentes missions qui lui incombent.

Le CIAS gère un budget principal et cinq budgets annexes (1 CLIC et 4 EHPAD) représentant une enveloppe globale d'environ 16.5 millions d'euros.

1. La gestion des EHPAD

Depuis le 1er janvier 2019, le CIAS assure la gestion des 4 EHPAD auparavant gérés par les CCAS / CIAS du territoire de l'agglomération :

- EHPAD Flora Tristan à Briec (capacité d'accueil : 85 places) ;

- EHPAD de Coat Kerhuel à Ergué-Gabéric (capacité d'accueil : 60 places) ;

- EHPAD du Steïr à Plogonnec (capacité d'accueil : 76 places) ;

- EHPAD Les Bruyères – Les Magnolias à Quimper (capacité d'accueil : 144 places).

Ces établissements, autorisés par l'Agence Régionale de Santé et le Conseil départemental du Finistère, bénéficient de dotations annuelles de fonctionnement de ces deux organismes et du produit des loyers facturés aux résidents leur permettant, en principe, de disposer des budgets nécessaires à la prise en charge des résidents qu'ils accueillent.

Toutefois, au titre de 2022, Quimper Bretagne Occidentale participera au fonctionnement des EHPAD au travers du versement :

- d'une enveloppe de 100 000 € destinée à financer le remplacement de l'absentéisme sur l'EHPAD Les Bruyères – Les Magnolias (transfert de charges), ;

- d'une enveloppe de 30 000 € destinée à compenser le régime indemnitaire de l'EHPAD Coat-Kerhuel (transfert de charges) ;

- d'une enveloppe de 74 000 € destinée à financer deux postes d'auxiliaires de soins sur l'EHPAD Bruyères-Magnolias (transfert de charges).

Les transferts de charges évoqués ici sont liés aux transferts de compétences EHPAD. En effet, la collectivité d'origine qui transfère une compétence doit également transférer les moyens qu'elles dédiaient auparavant à sa mise en œuvre pour maintenir le même niveau de service avant et après transfert.

2. La gestion du CLIC

Le CLIC, service autorisé par le Département, assure les missions suivantes :

- accueil, écoute, information, conseil et soutien aux personnes âgées qui sont à domicile et à leur entourage ;

- évaluation des besoins de la personne et élaboration de son projet d'accompagnement si nécessaire.

L'action du CLIC vise à fournir une information spécialisée à la situation de la personne et l'orientation vers les offres et les aides adaptées. Il peut également mettre en place des actions collectives de prévention de la perte d'autonomie.

Afin d'assurer les missions confiées, le CLIC dispose de l'intervention de 6 agents du CIAS pour 4,55 ETP (1 responsable de service, 3 assistants socio-éducatif, 0.35 ergothérapeute et 0.20 psychologue).

Les propositions budgétaires 2022 du CLIC s'élèvent à 6 344.10 € en section d'investissement et à 262 262.74 € en section de fonctionnement (+8 % par rapport aux propositions 2020 du fait de la transformation du poste d'un agent).

Dans le cadre de son autorisation par le Département, le CLIC bénéficie d'une dotation de fonctionnement annuelle.

Pour 2022, le montant sollicité auprès du Département s'élève à 94 182.13 € (eu augmentation par rapport au montant sollicité en 2021).

Afin d'équilibrer le budget du CLIC, QBO verse au CLIC via le budget principal du CIAS une subvention de 145 284,35 € (135 284.35 € de subvention d'équilibre et 10 000 €de financement des mesures de revalorisations sociales).

3. La gestion du CIAS

Afin d'assurer la gestion du CIAS de Quimper Bretagne Occidentale, le budget principal finance :

- 0.60 ETP de DGA Solidarités,
- 0.70 ETP de directrice PA/PH.

Par ailleurs et par parallélisme des formes avec le budget principal du CCAS, le budget principal du CIAS finance trois postes tremplins destinés aux agents titulaires en reclassement médical ayant été déclarés inaptes à leur fonction. De même, le budget formation nécessaire à la reconversion de ces agents est inscrit au budget principal du CIAS, ainsi que les crédits relatifs aux actions bien être à destination des EHPAD, ou enfin, l'enveloppe de temps de coordination des EHPAD

Diverses dépenses nécessaires au fonctionnement du CIAS sont également prévues (affranchissement, frais de reliure, frais d'annonce et d'insertion…).

****

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés, d'allouer au CIAS une subvention de 653 131 € au titre de l'exercice 2022 (imputation budgétaire 520 657362 900). Cette subvention permettra au CIAS d'équilibrer son budget principal ainsi que celui du CLIC.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur David LE GOFF

N° 32

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Association Ulamir e Bro Glazik
Subvention 2022

La convention d'objectifs 2022 signée entre Quimper Bretagne Occidentale et l'association Ulamir E Bro Glazik permet de mettre en œuvre le projet socio-éducatif et culturel de l'association sur les territoires des communes de l'ouest. Quimper Bretagne Occidentale soutient la réalisation de ce projet en participant financièrement à la fonction pilotage.

***

Ulamir E Bro Glazik a vocation à intervenir sur les communes de Plomelin, Pluguffan, Plonéis, Guengat et Plogonnec et assure ses missions et activités conformément aux valeurs exposées dans ses statuts, et aux priorités exprimées dans son projet de développement :

- Pérenniser les actions actuelles et la structure porteuse par la mise en œuvre d'une démarche de projet ;

- Conforter et articuler les actions enfance jeunesse 3-18 ans ;

- Confirmer l'ancrage du projet famille en interne et en externe par l'accompagnement des familles, en facilitant l'expression des difficultés ;

- Développer des temps de convivialité, de rencontre et de partage, par le soutien des associations locales qui œuvrent dans ce domaine, en créant des temps forts et en contribuant également au temps forts des territoires, en encourageant les échanges de savoirs et de services ;

- Développer les rencontres intergénérationnelles par l'ouverture d'activités ciblées par âge vers les autres générations ;

- Mieux prendre en compte les publics fragilisés en veillant à l'accessibilité financière.

Conformément à la convention d'objectifs du 1er janvier 2022 et dans le cadre du budget 2022, il est proposé de reconduire le montant 2021 et lui attribuer par conséquent la subvention de fonctionnement de 190 000 € (Imputation budgétaire : 422.6574.710.7102).

***

Après avoir délibéré, mesdames Véronique PLOUHINEC et Christine FLOCHLAY ne prenant part ni aux délibérations ni au vote, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés, d'autoriser madame la présidente à signer l'avenant financier correspondant.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur David LE GOFF

N° 33

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Attribution de subventions aux associations oeuvrant pour l'insertion des jeunes

Dans le cadre de sa compétence jeunesse, Quimper Bretagne Occidentale soutient l'action des associations qui œuvrent pour l'insertion des jeunes. La présente délibération porte sur l'attribution des subventions 2022 à l'association Gwennili et à la Mission locale du Pays de Cornouaille pour un montant total de 200 500 euros.

***

Quimper Bretagne Occidentale exerce une action en direction de la jeunesse et soutient spécifiquement les partenaires de l'insertion socio-professionnelle des jeunes et en particulier l'association Gwennili et la Mission Locale du pays de Cornouaille.

L'association Gwennili :

Gwennili est une association existant depuis 1998, basée à Quimper et rayonnant sur le sud Finistère, dont l'action vise à promouvoir rencontres et mobilité des jeunes à l'échelle européenne, en lien avec les institutions locales (Lycées, MPT, Mission Locale…) avec une attention particulière envers les jeunes les plus éloignés de la mobilité, en parcours de formation ou d'insertion professionnelle.

En ce qui concerne le territoire de Quimper Bretagne Occidentale, les échanges de jeunes en formation professionnelle et en insertion seront proposés ainsi que les stages professionnels en Europe qui devraient concerner 20 jeunes. Les formations à l'animation interculturelle seront déclinées en 4 sessions et de nouvelles actions à l'échelle locale seront développées : formations à destination des enseignants, formations Service Civique et des rencontres européennes par le biais des outils numériques. Au titre du service volontaire européen, 10 jeunes sont accueillis pour autant de départs à l'étranger.

Gwennili compte 4 salariés et dispose d'un budget de 330 000 €, financé pour chacun 1/3 par l'office franco-allemand de la jeunesse (OFAJ), les contributions des participants aux échanges, et des subventions diverses de fonctionnement.

L'association sollicite pour 2022 une subvention globale de 10 000€. Il est proposé de reconduire le montant 2021 soit 8 000€.

La Mission Locale du Pays de Cornouaille :

La Mission Locale du Pays de Cornouaille, association Loi de 1901 en charge de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans, mène son action sur la communauté à partir de son site central quimpérois et de ses antennes de Kermoysan et de Briec.

Exerçant un rôle d'accueil, d'information, d'orientation, de conseil et d'accompagnement, elle accueille en individuel ou anime des accueils collectifs et accompagne les parcours d'insertion en vue de l'accès à l'emploi, à la formation ou à la qualification professionnelle en activant tous les dispositifs, mobilisant tous les partenaires utiles ou assurant elle-même des prestations.

2 081 jeunes du territoire communautaire ont été suivis par la mission locale en 2021, dont 696 pour un premier accueil.

Pour l'ensemble de la Cornouaille, la mission locale compte 48,7 ETP et met en œuvre un budget annuel de 3 M€, financé schématiquement par l'Etat (23%), Conseil régional (7%), CD29 (8,6%), communauté de communes et d'agglomération (13%) dont QBO (6,5%), financements spécifiques sur actions (essentiellement dispositifs Etat : 28%).

Elle est pilotée par un conseil d'administration de 35 membres dont 3 élus désignés par Quimper Bretagne Occidentale, qui sont également membres du bureau (16 membres).

La Mission Locale sollicite, pour 2022, une subvention globale de 192 500 €. Il est proposé de reconduire le montant 2021 et lui attribuer par conséquent une subvention de 192 500 € au titre du fonctionnement global dont 43 000 € pour le loyer annuel.

***

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés :

1 - d'attribuer à Gwennili une subvention de 8 000€ (reconduction 2021 - ligne budgétaire 422-6574-710) ;

2 - d'attribuer à la Mission Locale du Pays de Cornouaille une subvention globale au titre du fonctionnement d'un montant de 192 500 € dont 43 000 euros sont affectés au loyer annuel (reconduction 2021 - ligne budgétaire 422-6574-710-) ;

3 - d’autoriser madame la présidente ou son représentant à signer l’avenant financier de la Mission Locale.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Christian CORROLLER

N° 34

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Comité social territorial

Il est proposé au conseil communautaire d'adopter la création d'un Comité social territorial commun à Quimper Bretagne Occidentale et son CIAS, la ville de Quimper et son CCAS.

***

L'article 4 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 institue le Comité Social Territorial (CST), nouvelle instance unique issue de la fusion des Comités Techniques (CT) et des Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT). Cette instance sera mise en place à l'issue du prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique, qui aura lieu en fin d'année 2022. Les dispositions relatives aux compétences et au fonctionnement de cette instance entreront en vigueur le 1er janvier 2023.

Le décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics en fixe l'organisation, la composition, les attributions et le fonctionnement.

L'article L. 251-7 du code général de la Fonction publique territoriale ouvre la possibilité de créer, par délibérations coordonnantes, un Comité Social Territorial commun à un EPCI, ses communes membres et leurs établissements publics respectifs.

Quimper Bretagne Occidentale et son CIAS, la ville de Quimper et son CCAS disposaient d'ores et déjà d'un Comité Technique et d'un Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail communs.

Pour des raisons de bonne gestion, il apparait opportun de conserver cette instance paritaire unique en créant un Comité Social Territorial commun placé auprès de la ville de Quimper. Le Comité Social Territorial dispose en son sein d'une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail conformément à son obligation légale. La formation spécialisée exerce les attributions relatives à la protection de la santé physique et

mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail, à l'organisation du travail, au télétravail, aux enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, à l'amélioration des conditions de travail et aux prescriptions légales y afférentes.

***

Après avoir délibéré (4 abstentions ; 50 suffrages exprimés dont 50 voix pour), le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés, d'adopter les dispositions suivantes à compter du 1er janvier 2023 :

A/ En ce qui concerne le Comité Social Territorial :

1 - de créer un Comité Social Territorial commun à Quimper Bretagne Occidentale et son CIAS, la ville de Quimper et son CCAS à compter du 1er janvier 2023 ;

2 - de placer cette instance auprès de la ville de Quimper ;

3 - de fixer à 8 le nombre de représentants titulaires du personnel au Comité Social Territorial et en nombre égal le nombre de représentants suppléants ;

4 - de maintenir le paritarisme en fixant à 8 le nombre de représentants titulaires des collectivités et établissements et en nombre égal le nombre de représentants suppléants ;

5 - de répartir, pour le collège des représentants des collectivités et établissements, les sièges comme suit :

- 3 pour Quimper Bretagne Occidentale
- 3 pour la ville de Quimper
- 1 pour le CCAS de la ville de Quimper
- 1 pour le CIAS de Quimper Bretagne Occidentale

6 - de convenir que chacun des représentants suppléants du collège des représentants des collectivités et établissements pourra remplacer un titulaire, indépendamment de sa collectivité ou son établissement de rattachement ;

7 - d'autoriser le droit de vote pour les représentants des collectivités et établissements.

B/ En ce qui concerne la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail :

1 - d'instituer une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail au sein du Comité Social Territorial ;

2 - de fixer à 8 le nombre de représentants titulaires du personnel au sein de cette formation et en nombre égal le nombre de représentants suppléants ;

3 - de maintenir le paritarisme en fixant à 8 le nombre de représentants titulaires des collectivités et établissements et en nombre égal le nombre de représentants suppléants ;

4 - de répartir, pour le collège des représentants des collectivités et établissements, les sièges comme suit :

- 3 pour Quimper Bretagne Occidentale
- 3 pour la ville de Quimper
- 1 pour le CCAS de la ville de Quimper
- 1 pour le CIAS de Quimper Bretagne Occidentale

5 - de convenir que chacun des représentants suppléants du collège des représentants des collectivités et établissements pourra remplacer un titulaire, indépendamment de sa collectivité ou son établissement de rattachement,

6 - d’autoriser le droit de vote pour les représentants des collectivités et établissements.

Débats sur le dossier n°34 :

Mme Rainero : *« Je m'abstiendrai sur ce rapport, non pas en raison de sa formulation, mais parce que la création de ce comité social territorial, en vertu de la loi de 2019, est une restriction, notamment des droits des salariés, puisqu'elle diminue leur représentation, fait disparaître les CHSCT en les noyant dans une instance aux compétences beaucoup plus larges. Ainsi, les représentants des salariés doivent être compétents sur des domaines très vastes, ce qui est beaucoup plus difficile et qui l'est encore plus lorsqu'ils sont dans l'emploi, c'est-à-dire lorsque ce ne sont pas des permanents. Je m'abstiendrai de la même manière sur le rapport suivant qui concerne les commissions paritaires dont les compétences ont été diminuées par la même loi. »*

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Christian CORROLLER

N° 35

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Commission administrative commune et commission consultative paritaire commune. Modificatif de la délibération n°8 du 5 avril 2018

Il est proposé au conseil communautaire d'adopter la création d'une commission administrative paritaire commune et d'une commission consultative paritaire commune à Quimper Bretagne Occidentale, la commune de Quimper et son CCAS.

***

Par délibération du 5 avril 2018, des instances communes ont été créés :

- entre Quimper Bretagne Occidentale, la commune de Quimper, et le CCAS pour les commissions administratives paritaires ;

- entre Quimper Bretagne Occidentale, la commune de Quimper, et le CCAS pour les commissions consultatives paritaires.

I – Les commissions administratives paritaires

Les modalités de la délibération du 5 avril 2018 sont inchangées, le périmètre des collectivités concernées étant identique à celui de 2018.

II– Les commissions consultatives paritaires

Le code de la Fonction Publique (articles L.272-1 et L.272-2) et son décret d'application n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 fixent les modalités de création et de fonctionnement des commissions consultatives paritaires.

Le décret n°2021-1624 du 10 décembre 2021 modifie certaines dispositions relatives aux commissions consultatives paritaires de la fonction publique territoriale pris en application de la loi de transformation de la fonction publique n° 2019-828 du 6 août 2019 (article 12).

Il révise la composition des commissions consultatives paritaires en supprimant la distinction par catégorie à compter du 1er janvier 2023 et prend acte de la suppression des conseils de discipline de recours

Quimper Bretagne Occidentale, la commune de Quimper et son CCAS disposaient d'ores et déjà de commissions consultatives paritaires communes par catégorie hiérarchique et pour des raisons de bonne gestion, il apparait opportun de conserver cette instance paritaire commune.

L'article L.272-1 et l'article L.263-1 du code de la Fonction Publique offrent la possibilité par délibérations concordantes, à un établissement public de coopération intercommunale, aux communes membres et leurs établissements publics non affiliés à un centre départemental de gestion, de créer une commission consultative paritaire unique et commune.

Cette instance sera désormais unique aux trois catégories (A-B-C) et placée auprès de la commune de Quimper.

***

Après avoir délibéré (3 abstentions ; 51 suffrages exprimés dont 51 voix pour), le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés :

1 – de créer une commission consultative paritaire commune unique à Quimper Bretagne Occidentale, la commune de Quimper et son CCAS à compter du 1er janvier 2023 ;

2 – de placer cette instance auprès de la commune de Quimper ;

3 – de convenir que chacun des représentants suppléants du collège des représentants des collectivités et établissements pourra remplacer un titulaire, indépendamment de sa collectivité ou son établissement de rattachement.

Ces dispositions entreront en vigueur à compter du 1er janvier 2023.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Christian CORROLLER

N° 36

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Convention de groupement de commandes - prévoyance maintien de salaire et assistance technique et juridique

Afin de lancer un appel public à concurrence portant sur un contrat de groupe dans le cadre d'une prévoyance maintien de salaire au bénéfice des agents, il est proposé la constitution d'un groupement et l'appui d'une assistance technique et juridique.

***

Afin de garantir aux agents une protection sociale complémentaire pour prévenir les conséquences financières d'une incapacité temporaire totale de travail, d'une invalidité permanente, d'une perte de retraite consécutive à une invalidité permanente et du décès ou d'une perte totale et irréversible d'autonomie, la collectivité a souscrit à un contrat de prévoyance collective.

Le contrat d'une durée de 6 ans portant sur la prévoyance maintien de salaire arrivera à son terme le 31 décembre 2023.

Un nouvel appel à concurrence va être lancé au premier semestre 2023 pour un nouveau contrat qui ira du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2029.

Lors d'un appel à concurrence, afin de pouvoir bénéficier des meilleures conditions tarifaires, il est possible de regrouper les collectivités.

Afin que les agents puissent continuer à être couvert en matière de prévoyance maintien de salaire, un groupement de commandes avec Quimper Bretagne Occidentale (QBO), la ville de Quimper, le CCAS de la ville de Quimper et le CIAS de QBO est nécessaire en application de l'article L.1414-3 II du Code général des collectivités territoriales.

D'autre part devant la complexité des contrats d'assurance, une assistance technique est souhaitable afin d'examiner l'offre des prestataires.

Enfin, pendant l’exécution du contrat, il est nécessaire de faire appel à une assistance juridique en cas de litige avec le prestataire sur les dossiers des agents mais aussi pour vérifier la bonne exécution du contrat selon le cahier des charges défini lors de l’appel à concurrence.

Une convention constitutive définit les modalités de fonctionnement du groupement et désigne Quimper Bretagne Occidentale comme coordonnateur du groupement.

***

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l’unanimité des suffrages exprimés :

1 - de constituer un groupement de commandes entre Quimper Bretagne Occidentale, la ville de Quimper, le CCAS de la ville de Quimper, le CIAS de QBO ;

2 - d’autoriser madame la présidente à signer la convention constitutive du groupement de commandes désignant Quimper Bretagne Occidentale comme coordonnateur.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Jacques LE ROUX

N° 37

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Démarche Open Data
Conventionnement avec le conseil départemental du Finistère pour adhérer à 'Open data 29', plateforme de publication de données

La loi pour une République numérique promulguée le 7 octobre 2016 vise notamment à favoriser l'innovation numérique. Elle renforce l'ouverture et la circulation des données publiques, que l'on appelle communément l'open data.

Cette loi impose aux collectivités territoriales de plus de 3500 habitants et employant plus de 50 agents, d'ouvrir par défaut toutes les données présentant un intérêt économique, social, sanitaire ou environnemental.

La démarche open data à l'échelle du territoire de Quimper Bretagne Occidentale a démarré début 2021. Afin de permettre la publication de données et faciliter leur accès à tous, Quimper Bretagne Occidentale souhaite passer une convention avec le conseil départemental du Finistère qui met à la disposition des collectivités finistériennes un outil de publication mutualisé.

1 L'open data : définition et principes

L'open data consiste à faciliter l'accès et la réutilisation des données publiques. Les données sont publiées gratuitement, sous forme de fichiers bruts, sur des plateformes internet mise en œuvre par les collectivités ou des organismes publics à l'échelle locale, régionale ou nationale (exemple : opendata.brest-metropole.fr, opendata.finistere.fr, data.gouv.fr).

Toutes les compétences exercées par les collectivités sont concernées par la production et la publication de données : de l'éclairage public en passant par les mobilités, la petite enfance, l'eau potable et l'assainissement, l'urbanisme, la culture, etc.

Sont exclues, les données à caractère personnel, les données protégées par le droit d'auteur, le secret industriel, commercial, défense, les données relevant de la sécurité publique, les données non réutilisables avec des formats fermés ou non mises à jour.

Un référentiel national, nommé Socle Commun des Données Locales (SCDL) a été élaboré par l'Etat. Il est constitué d'une vingtaine de jeux de données à ouvrir en priorité et obligatoirement. Les services de Quimper Bretagne Occidentale mènent actuellement un travail pour constituer et diffuser ce socle de données.

2 Pourquoi publier les données publiques ?

L'open data vise trois objectifs majeurs :

- Rendre l'action publique plus transparente en renforçant notamment la capacité de participation des citoyens ;

- Susciter l'innovation, les usages et la création de nouveaux services numériques ;

- Améliorer le fonctionnement du service public : par l'instauration d'une gouvernance de la donnée, une réforme des processus de production, de mise à jour et de valorisation des données, et contribuer à améliorer le pilotage et l'évaluation des politiques publiques.

A ces trois objectifs opérationnels, peut également être mentionné le bénéfice d'image à mener une politique open data ambitieuse.

3 Un partenariat avec le conseil départemental

Le conseil départemental du Finistère propose aux collectivités finistériennes, dans le cadre d'un conventionnement, de bénéficier d'une plateforme de publication commune (opendata.finistere.fr), et ainsi de mutualiser les coûts de développement et d'hébergement (2K€ / an). Ce partenariat comprend également des mesures d'accompagnement à la démarche open data de Quimper Bretagne Occidentale par le Département (aspects techniques et méthodologiques).

Le portail mutualisé est personnalisable et répond au besoin. Quimper Bretagne Occidentale peut ainsi configurer son propre site web, avec sa charte graphique, sous un nom de domaine du type https://opendata.quimper-bretagne-occidentale.fr. Chaque commune de la communauté d'agglomération peut également en profiter en publiant dans le portail de Quimper Bretagne Occidentale ses propres jeux de données, sans surcoût.

Le partenariat entre le conseil départemental et Quimper Bretagne Occidentale se formalise par une convention et une charte annexées à ce rapport.

***

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés, d'autoriser madame la présidente à signer la convention de mise en ligne de données sur le portail Open Data du Département du Finistère, ainsi que la charte.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Jacques LE ROUX

N° 38

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Adhésion au service RGPD du Centre de gestion du Finistère - Convention

Dans le cadre de la mise en conformité de Quimper Bretagne Occidentale au règlement européen sur la protection des données à caractère personnel (RGPD), et afin d'accélérer ce travail engagé depuis 2020, il est proposé de recourir aux services du centre de gestion du Finistère, qui dispose d'une mission dédiée à ce sujet, en passant une convention.

Le centre de gestion du Finistère dispose d'un service dédié à la protection des données qui accompagne les collectivités dans leur mise en conformité au règlement européen sur la protection des données à caractère personnel (RGPD) entré en vigueur le 25 mai 2018.

Quimper Bretagne Occidentale a engagé sa mise en conformité en 2020 en désignant un délégué à la protection des données (DPD), rattaché la direction communautaire des systèmes d'information, et dont les missions sont d'orchestrer ce travail.

Initialement, la mise en conformité des entités était projetée fin 2022. Devant l'ampleur du travail de rattrapage à mener dans ce domaine, les projections actuelles repoussent l'échéance à fin 2023 et ne permettent par ailleurs pas d'avancer concrètement dans le domaine de l'open data (le chargé de missions cumulant les missions « DPD » et « Open data »).

Afin d'accélérer, il est proposé d'augmenter notre capacité à faire sur le volet protection des données en faisant appel à la mission « RGPD » du centre de gestion du Finistère. Le CDG pourra réaliser un certain nombre de tâches relativement standardisées, tandis que le chargé de mission interne pourra se concentrer sur les domaines les plus sensibles et complexes, et consacrer davantage de temps à la mission Open Data.

Les modalités d'adhésion à ce service sont précisées dans la convention en annexe. Cela représente un coût de 12K€ / an d'ores et déjà prévue pour 2022.

***

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés, d'autoriser madame la présidente à signer la convention d'adhésion au service du délégué à la protection des données (DPD) du Centre de gestion du Finistère.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Madame Isabelle ASSIH

N° 39

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Décisions de la présidente prises par délégation du conseil communautaire

En application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales, madame la présidente de Quimper Bretagne Occidentale a reçu délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire dans les conditions fixées par la délibération n°1 en date du 23 juillet 2020.

***

Madame la présidente informe le conseil communautaire des décisions suivantes, prises conformément à la délégation :

NUMÉRO D'ORDRE	DATE	INTITULÉ
045.22.02 DETI	07/02/2022	Location d'une salle de réunion à la pépinière des innovations en faveur de M. Frédéric DOUX
046.22.02 DETI	07/02/2022	Mise à disposition d'un bureau à l'Hôtel-pépinière d'entreprises de Lumunoc'h à Briec au profit de la SAS Biscuits PANIER
047.22.02 DCSI	07/02/2022	Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage d'accompagnement dans le cadre du renouvellement du marché de prestations de services de Télécommunication Fixe et Mobile - MGFIL - 24 000 € H.T
048.22.02 DCSI	07/02/2022	Maintenance SWITCH BROCADE - SCC - 22 000,00 € H.T.
049.22.02 DCED	10/02/2022	Enlèvement des déchets incinérables de la déchèterie de Briec - GRANDJOUAN SACO - 25 000 € HT maximum
050.22.02 DCSI	11/02/2022	Renouvellement de maintenance licences Logmein - UGAP - 12 793,16€ HT
051.22.02 TEMEP	11/02/2022	Renouvellement de l'adhésion de Quimper Bretagne Occidentale à l'association AIR BREIZH - Année 2022 - 12 000 €
052.22.02 DETI	11/02/2022	Location d'une salle de réunion à la Pépinière des Innovations de Quimper en faveur de la SAS VETOSOFT
053.22.02 DSCI	15/02/2022	Marché subséquent lot 2 accord cadre système et réseau - Maintenance CISCO ET UCOPIA - APIXIT - 18 417,23 € H.T.
054.22.02 DSCI	15/02/2022	Marché subséquent lot 2 accord cadre système et réseau - Fourniture d'équipements DMZ - APIXIT - 40 579,31 € H.T

055.22.02 DTE	15/02/2022	Avenant n°1 au marché de prestation d'élaboration d'un schéma directeur de l'énergie territorialisé sur QBO - SAS AKAJOULE - Sans incidence financière
056.22.02 DETI	15/02/2022	Adhésions numérique de QBO pour l'année 2022
057.22.02 DSCI	17/02/2022	Souscription licences push manager - UGAP – 20 352,80 € H.T
058.22.02 DCED	22/02/2022	Avenant n°1 au marché de prestation d'élaboration d'un schéma directeur de l'énergie territorialisé sur QBO - SAS AKAJOULE - sans incidence financière
059.22.02 DEE	22/02/2022	Analyse de la pratique professionnelle de la petite enfance - Emma Laffont et Christine Froger - 44 196 € HT
060.22.02 DETI	22/02/2022	Bail précaire en faveur de la SAS SPORTRIZER pour la location de bureaux dans les pépinières d'entreprises de Quimper
061.22.02 DFCP	22/02/2022	Avenant n°1 au marché de travaux de déconstruction - démolition de bâtiments communautaires sis aux 11 bis et 13 bis à 15 ter avenue de la Libération à Quimper - DEM7 - 40 641,25 € HT
062.22.02 DCED	24/02/2022	Avenant n°1 au marché de fourniture et livraison de colonnes aériennes d'apport volontaire - SAS COMPOECO - Sans incidence financière
063.22.02 DCSI	22/02/2022	Redevance logiciel ULA Oracle et support associe - UGAP – 97 406,22 € H.T
064.22.02 DCSI	22/02/2022	Parcours cybersécurité - pack initial - UGAP - 16 939,58 € H.T
065.22.02 DCSI	22/02/2022	Maintenance du site web du musée des beaux-arts de Quimper - STRATIS - 67 200,00 € H.T
066.22.03 DGS	01/03/2022	Autorisation d'ester en justice - Recours TEOM 2019 et 2020
067.22.03 DETI	01/03/2022	Location d'une salle de réunion à la pépinière des innovations en faveur de M. Yannick Moysan
068.22.03 DETI	01/03/2022	Location d'une salle de réunion à la pépinière des innovations en faveur de la société Vetosoft
069.22.03 DCED	03/03/2022	Accord-cadre pour chargement, transport et épandage des boues de la STEP de Briec pour le compte de QBO - SEDE ENVIRONNEMENT - 24 900 € HT maximum
070.22.03 DETI	09/03/2022	Location d'un espace de stockage à la pépinière d'entreprises de Quimper en faveur de l'association APF France Handicap
071.22.03 DDC	09/03/2022	Cession de livres des médiathèques à l'association Force T Quimper
072.22.03 DEE	09/03/2022	Adhésion à l'association nationale des directeurs de la restauration collective (AGORES) pour l'année 2022
073.22.03 DETI	09/03/2022	Pôle de compétitivité - accord de subvention de 50 820 € pour ENTECH Smart Energy dans le cadre du projet de pôle de compétitivité ABR
074.22.03 DFCP	09/03/2022	Avenant n°1 au marché d'assistance à maitrise d'ouvrage dans l'élaboration du projet communautaire - INKIPIT/AGENCE DECLIC - 2 450 euros HT
075.22.03 DDC	09/03/2022	Abonnement à un service de notices bibliographiques pour les médiathèques - DECITRE - 60 000 € HT
076.22.03 DRH	11/03/2022	Contentieux RH - C. Montaigne - Autorisation d'ester en justice
077.22.03 DETI	11/03/2022	Location d'une salle de réunion à la pépinière des innovations à Quimper en faveur de monsieur Yannick MOYSAN, société en cours de création
078.22.03 DFCP	14/03/2022	Déconstruction / démolition de bâtiments de Quimper Bretagne Occidentale - KERLEROUX - 129 901,31 € HT
079.22.03 DETI	21/03/2022	Location d'une salle de réunion à la pépinière des innovations de Quimper en faveur de monsieur Yannick MOYSAN, société en cours de création
080.22.03 DCED	23/03/2022	Accord-cadre - Distribution de "Tri +" dans toutes les boites aux lettres des habitants de Quimper Bretagne Occidentale - La Poste Groupe - 75 000 € HT maximum
081.22.03 DCSI	23/03/2022	Mise en place d'une solution de vote dématérialisé par internet - KERCIA - 20 000 € H.T

082.22.03 DGS	23/03/2022	Avenant au marché assurance dommages aux biens et risques annexes - SMACL - plus value pour 2022 de 2060,32 € TTC
083.22.03 DETI	24/03/2022	Aide à l'installation agricole, subvention de 4 000€ à Quentin LE DU
084.22.03 DETI	24/03/2022	Aide à l'installation agricole, subvention de 4 000€ à Valène LEBEL
085.22.03 DETI	24/03/2022	PASS Commerce et Artisanat, subvention de 2 110€ à la SARL OHM Mobile (Ronny HERAUD) à Ergué-Gabéric
086.22.03 DETI	24/03/2022	PASS Commerce et Artisanat, subvention de 7 500€ à l'Eurl Lasseaucolaterie à Quimper
087.22.03 DETI	24/03/2022	PASS Commerce et Artisanat, subvention de 4 972€ à la SARL M&S (Maxime OBSCUR et Samantha KERELLO) à Quimper
088.22.03 DETI	24/03/2022	PASS Commerce et Artisanat, subvention de 7 500€ à monsieur Didier LEROUX à Plomelin
089.22.03 DETI	24/03/2022	PASS Commerce et Artisanat, subvention de 7 500€ à l'Eurl BG Breizh Gamelle à Quimper
090.22.03 DETI	24/03/2022	PASS Commerce et Artisanat, subvention de 7 500€ à monsieur Christophe DENNIEL à Quimper
091.22.03 DETI	29/03/2022	Location d'une salle de réunion à la pépinière des innovations de Quimper en faveur de monsieur Yannick MOYSAN, société en cours de création
092.22.03 DETI	29/03/2022	Avenant n°1 au bail dérogatoire de location de bureaux à la pépinière d'entreprises de Quimper en faveur de la société UYD
093.22.03 DETI	29/03/2022	Location d'une salle de réunion à la pépinière des innovations de Quimper en faveur de la société VETOSOFT
094.22.04 DETI	04/04/2022	Accord de domiciliation sociale à la pépinière d'entreprises de Quimper en faveur de la société ENTRECO en cours de création
095.22.04 DFCP	04/04/2022	Avenants n°1 aux accords-cadres de fourniture et de livraison de viandes fraîches - Lots 1 (viande de bœuf) et 3 (viande d'agneau) - SAS SOCOPA - sans incidence financière
096.22.04 DFCP	04/04/2022	Avenant n°3 à l'accord-cadre de fourniture de véhicules de transport en commun : autobus standards au gaz (GNV) - IVECO FRANCE - 6 600 € HT
097.22.04 DCSI	05/04/2022	Marché subséquent lot 2 accord cadre système et réseau - Maintenance Firewalls - APIXIT - 34 988,86 € HT
098.22.04 DCSI	05/04/2022	Analyse de la pratique de la petite enfance - CARIC Youenn - et BENOIT Alban - 47 433 € Net de TVA
099.22.04 DCSI	06/04/2022	Souscription licences Symantec avec maintenance - UGAP - 14 455.00€ HT
100.22.04 DCSI	06/04/2022	Acquisition de matériel informatique - UGAP - 23 99.90€ HT
101.22.04 DCSI	06/04/2022	Acquisition de licence Ogo Security Waf - UGAP – 18 785.11€ HT
102.22.04 DCSI	06/04/2022	Acquisition de matériel informatique - UGAP -49 851.52€ HT
103.22.04 DCSI	06/04/2022	Renouvellement licences adobe pour le parc QBO - UGAP - 11 004,24€ HT
104.22.04 DCSI	06/04/2022	Acquisition matériel informatique - UGAP - 58 329.23€ HT
105.22.04 DPEL	07/04/2022	Demandes d'autorisation d'urbanisme pour démolitions
106.22.04 DSUH	07/04/2022	Acquisition d'une parcelle auprès du Conseil Départemental 29 - ZAE de Kergaben
107.22.04 DFCP	08/04/2022	Fourniture et livraison de véhicules particuliers et utilitaires neufs pour les véhicules techniques QBO - BRETAGNE AUTOMOBILE - 66 702,72 € TTC
108.22.04 DFCP	08/04/2022	Mission de conseil et de suivi financier, juridique et technique de la délégation du service public pour exploitation du réseau de communication Herminéo et son évolution - CAPHORNIER - Béatrice NICOLAS BN Avocats - 50 000 € HT maximum
109.22.04 DSUH	12/04/2022	Avenant n°1-2022 à la convention de délégation de compétence des aides publiques à la pierre (8ème avenant à la convention)
110.22.04 DCSI	12/04/2022	Acquisition de matériel informatique- UGAP- 18 195,00 HT

111.22.04 DIMEP	12/04/2022	Avenant n°1 au marché de contrôle de l'exécution de la convention de délégation de service public (DSP) pour la gestion des transports - M30 SARL - Sans incidence financière
112.22.04 DSUH	12/04/2022	Acquisition d'une emprise Quilinen à Landrévarzec
113.22.04 DSUH	12/04/2022	Mise à disposition de terrains - Kerlic

***

Le conseil communautaire en prend acte.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Madame Anna-Vari CHAPALAIN

N° 40

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Signature de marchés publics après consultations

Il s'agit d'autoriser la signature de trois marchés publics.

***

Lors des séances du 24 mars et du 07 avril 2022, la commission d'appel d'offres a attribué les marchés publics suivants :

- ***Diagnostic par inspections télévisuelles (ITV) des réseaux d'assainissement et d'eaux pluviales***

Le marché a pour objet la réalisation de diagnostics par inspections télévisuelles des réseaux d'assainissement et d'eaux pluviales. Le réseau d'assainissement représente un linéaire de 600 km et le réseau d'eaux pluviales un linéaire de 460 km.

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Le contrat prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande, avec un montant maximum annuel, attribué à un seul opérateur économique. Il est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il n'est pas prévu de décomposition en lots, l'objet du marché public ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

Le marché sera conclu à compter de sa date de notification pour une durée d'un an reconductible tacitement trois fois.

Le montant maximum des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est fixé à 120 000,00 € HT. Ce montant sera identique pour chaque période de reconduction.

L’attributaire est la société Contrôle Environnement Qualité Ouest, sise 7 ZA de Kerandreo – 29340 RIEC-SUR-BELON, sur la base d’un devis estimatif de 25 810 euros HT pour la période initiale du marché et pour un montant maximum annuel de 120 000 euros HT.

- ***Fourniture et livraison de dinde Label Rouge fraîche ou équivalent***

Le marché concerne la fourniture et la livraison de dinde Label Rouge fraîche ou équivalent pour le service commun de restauration de Quimper Bretagne Occidentale, l’EHPAD Flora Tristan du CIAS de Quimper Bretagne Occidentale et l’EHPAD de Coat Kerhuel du CIAS de Quimper Bretagne Occidentale.

La présente consultation est lancée par le groupement de commandes composé des entités suivantes, conformément à l’article L. 2113-6 du Code de la commande publique :

- Quimper Bretagne Occidentale dont relève le service commun de restauration ;
- Centre Intercommunal d’Action Sociale (CIAS) de Quimper Bretagne Occidentale dont relèvent l’EHPAD Flora Tristan et l’EHPAD de Coat Kerhuel.

Le coordonnateur du groupement est Quimper Bretagne Occidentale. Le coordonnateur du groupement est chargé d’établir le cahier des charges, d’organiser la consultation, de signer et notifier le marché public au nom de l’ensemble des membres du groupement. En revanche, chaque membre du groupement sera en charge de l’exécution de la partie du marché qui le concerne, à l’exception des avenants éventuels qui seront établis, signés et notifiés par le coordonnateur.

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Le contrat prend la forme d’un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum annuel, attribué à un seul opérateur économique. Il est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il n'est pas prévu de décomposition en lots, l'objet du marché public ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

L’accord-cadre est conclu pour une période initiale d’un an à compter du 08 mai 2022 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure. Le contrat est reconductible tacitement deux fois.

Le montant maximum annuel des prestations de l'accord-cadre est défini comme suit :

Membre du groupement	Maximum annuel HT
Quimper Bretagne Occidentale	93 500,00 €
CIAS de QBO	16 500,00 €
TOTAL	110 000,00 €

Ce montant maximum sera identique pour chaque période de reconduction, soit un montant total maximum de 330 000,00 € HT.

La répartition prévisionnelle, pour chaque membre du groupement, pour la période initiale, est la suivante :

Quimper Bretagne Occidentale	CIAS de QBO
85 %	15 %

L'attributaire est la société TEAM OUEST DISTRALIS, sise 3 rue Ravalet ZA La Rivière BP 93311 – 35533 NOYAL-SUR-VILAINE, sur la base d'un devis quantitatif et estimatif annuel de 85 079,40 euros HT et pour un montant maximum annuel de 110 000 euros HT.

- ***Acquisition et renouvellement des droits de licences Microsoft, abonnements aux services en ligne de Microsoft et prestations associées***

Le marché a pour objet l'acquisition et le renouvellement des droits de licences Microsoft, abonnements aux services en ligne de Microsoft et prestations associées.

Le développement des systèmes d'information de Quimper est prioritairement basé sur des progiciels du marché ou des services en ligne. Afin de garantir la continuité et l'évolution des services et de maintenir l'adéquation du nombre des droits d'usages de licences utilisées par ses utilisateurs, ses périphériques (postes de travails, smartphones…) et ses serveurs, la Direction Communautaire des Systèmes d'Information (DCSI) de Quimper Bretagne Occidentale souhaite faire appel à un prestataire pour maintenir son parc logiciel Microsoft par l'acquisition, la mise à jour de licences et acquérir des abonnements aux services en ligne.

Les contrats Microsoft centralisent l'ensemble des droits de licences et abonnements aux services en ligne acquis par :

• Quimper Bretagne Occidentale
• Commune de Quimper
• CCAS de la Ville de Quimper
• CIAS Quimper Bretagne Occidentale
• Quimper Cornouaille Développement
• Commune d'Edern
• Commune d'Ergué-Gabéric
• Commune de Briec
• Commune de Guengat
• Commune de Landrévarzec
• Commune de Plogonnec
• Commune de Pluguffan
• Commune de Quéménéven.

Dans le cadre de la réforme des collectivités territoriales qui visent à rationaliser la carte intercommunale et à faciliter la coopération fonctionnelle entre collectivités, la DCSI pourra être amenée à proposer aux entités publiques concernées par cette mutualisation, notamment l'ensemble des communes de la communauté d'agglomération de Quimper Bretagne Occidentale, de bénéficier des conditions de ce marché.

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Le contrat prend la forme d’un accord-cadre à bons de commande attribué à un seul opérateur économique, avec des montants minimum et maximum, en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il n'est pas prévu de décomposition en lots, l'objet du marché public ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

Le marché sera conclu à compter de sa date de notification pour une durée de trois ans.

Les montants minimum et maximum des prestations pour la durée de l’accord-cadre sont les suivants :

Minimum HT	Maximum HT
1 200 000,00 €	1 900 000,00 €

L’attributaire est la société ECONOCOM PRODUCTS & SOLUTIONS SAS, sise 40 quai de Dion Bouton – 92800 PUTEAUX, sur la base d’un devis quantitatif et estimatif de 1 180 698,69 euros HT et pour un montant maximum de 1 900 000 euros HT sur la durée du marché.

***

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l’unanimité des suffrages exprimés, d’autoriser madame la présidente à signer ces marchés publics.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Uisant CREQUER

N° 41

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Accord préalable pour la démolition d'un bâtiment situé au 29 rue Henri de Bournazel à Quimper dans le cadre du programme de construction ACADIE de la SA d'HLM Le Logis Breton

La SA d'HLM Le Logis Breton, dans le cadre de son programme ACADIE de reconstruction de logements situés au 29 rue Henri de Bournazel à Quimper, sollicite l'accord préalable de Quimper Bretagne Occidentale pour démolir un bâtiment constitué de logements locatifs sociaux et ayant fait l'objet d'une garantie d'emprunt de Quimper Communauté pour le prêt n°1031290 souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

***

Dans le cadre d'une opération de rachat par la SA d'HLM Le Logis Breton de logements situés rue Samuel Champlain et rue Henri de Bournazel appartenant à la SA HLM Atlantique, Quimper Communauté a accordé sa garantie pour le prêt n°1031290 de la Caisse des Dépôts et Consignations par une délibération du 12 décembre 2003.

Afin d'engager la seconde tranche de son programme de construction ACADIE, la SA d'HLM Le Logis Breton envisage la démolition du 3ème et dernier bâtiment situé au 29 rue Henri de Bournazel, constitué de 6 logements locatifs sociaux, pour reconstruire environ 12 à 16 logements, plutôt en accession sociale à la propriété.

S'agissant d'une démolition de logements locatifs et conformément à l'article L-443-15-1 du code de la construction et de l'habitation, la SA d'HLM Le Logis Breton sollicite l'accord préalable de Quimper Bretagne Occidentale, en tant que garant du prêt n°1031290 de la Caisse des Dépôts et Consignations.

***

Vu l'article L-443-15-1 du code de la construction et de l'habitation ;

Après avoir délibéré, Mme Valérie POSTIC ne prenant part ni aux délibérations ni au vote, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés, d'accorder à la SA d'HLM Le Logis Breton l'accord préalable de Quimper Bretagne Occidentale pour la

démolition du bâtiment situé au 29 rue Henri de Bournazel à Quimper sans préjudice des règles du code de l'urbanisme applicables au permis de démolir.

Débats sur le dossier n°41 :

M. Créquer : *« J'en profite pour dire deux mots sur le programme « ACADIE » dont la démarche est remarquable : ils ont vraiment conçu les logements en co-construction avec les habitants, en définissant leurs besoins (une plus grande cuisine ; une salle pour accueillir de la famille…), en tenant compte de leurs éventuels handicaps ou en pensant les parties communes (buanderie ; barbecues ; jardins…). Cette co-construction a eu lieu tout au long du projet. Cette démarche a été présentée comme exemplaire par différents médias et, au-delà, dans la France entière. En conseil de quartier, une habitante nous a fait partager cette expérience et cela nous a vraiment donné envie de voir cette méthodologie déployée plus largement, sur QBO et en France. »*

Mme Assih : *« C'était en effet l'occasion de mettre en valeur cette démarche, hautement participative, d'élaboration d'un programme d'habitat, adapté aux besoins des personnes mais aussi modulable vis-à-vis des futurs potentiels locataires. Pour compléter ton intervention : précédemment, il y avait eu un programme assez proche de cela, à Berlin, et celui dont on parle a été évalué comme plus en avance encore sur la démarche participative. Avec un architecte qui s'appelle La Prairie, je trouve que c'est encore plus poétique ! C'était l'occasion de mettre en lumière cette démarche. »*

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Daniel LE BIGOT

N° 42

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Piscine Aquacove - Reconduction des dispositions de l'avenant n°9 relatif aux subventions complémentaires

Un contrat de délégation de service public a été conclu le 8 décembre 2010 entre la société Aquacove & Spa et la mairie de Briec jusqu'en mai 2032. Ce contrat est intégré dans le champ de compétences de Quimper Bretagne Occidentale depuis le 1er janvier 2019.

Le délégataire sollicite Quimper Bretagne Occidentale afin de reconduire les modalités de l'avenant n°9, portant sur des compléments de subvention octroyés pour trois ans.

***

Lors du conseil communautaire du 4 avril 2019, il avait été décidé d'adopter un avenant n°9 au contrat de délégation de service public, portant notamment sur la poursuite « pour une durée de trois ans des compléments de subventions, à raison de 20 000 € HT par an pour la subvention d'exploitation et de 25 404 € par an pour la subvention d'accueil des scolaires et CLSH ». Cet avenant prenait effet au 1er janvier 2019. Il est arrivé à échéance.

Il est proposé de reconduire ces dispositions sur trois ans supplémentaires à compter de janvier 2022. Cette modification contractuelle sera actée par la signature d'un avenant n°14.

***

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés, d'autoriser madame la présidente à signer l'avenant n°14 au contrat de délégation de service public.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Bernard JASSERAND

N° 43

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Supports de communication externe
Avenant n°1 à la convention de groupement de commandes

Les marchés relatifs aux supports de communication externe passés par le groupement de commandes constitué de la commune de Quimper, Quimper Bretagne Occidentale, du CCAS de la commune de Quimper, du CIAS de Quimper Bretagne Occidentale, du Sivalodet et du Sidepaq, expireront en 2022 et 2023. Les consultations seront prochainement lancées pour désigner les nouveaux prestataires. Un avenant est nécessaire afin d'ajuster la convention pour ces nouveaux marchés.

***

Par délibération du 26 juin 2018 le conseil communautaire a autorisé la constitution d'un groupement de commandes d'une durée de 6 ans avec la commune de Quimper, le CCAS de la commune de Quimper, le CIAS de Quimper Bretagne Occidentale, le Sivalodet et le Sidepaq afin de lancer des consultations communes pour les marchés de supports de communication externe.

Les marchés arriveront à échéance en 2022 et 2023 et les consultations pour de nouveaux marchés seront prochainement lancées.

Il est apparu nécessaire d'y intégrer de nouvelles prestations : l'enregistrement de voix-off et la réalisation de spots radio.

Afin de permettre à la commune de Quimper, coordonnateur du groupement, de lancer une consultation incluant ces prestations, un avenant à la convention de groupement est nécessaire.

****

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés, d'autoriser madame la présidente ou son représentant à signer l'avenant n°1 à la convention constitutive du groupement de commandes pour les supports de communication externe, relatif à l'intégration de nouvelles prestations.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Pierre-André LE JEUNE

N° 44

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Garantie d'emprunt de la SA HLM Aiguillon Construction auprès de la Banque des Territoires - Construction de 8 logements situés Saint-Philibert sur la commune de Plomelin

La SA d'HLM Aiguillon Construction, dans le cadre du financement de la construction de 8 logements situés à Saint Philibert à Plomelin, demande la garantie du conseil communautaire de Quimper Bretagne Occidentale à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt n°132395 d'un montant total de 1 286 750 euros souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations et dont le contrat joint en annexe fait partie intégrante de la présente délibération.

***

Les caractéristiques du contrat sont les suivantes :

Contrat n°132395				
Type Identifiant ligne du prêt	PLAI 5475025	PLAI foncier 5475026	PLUS 5475023	PLUS foncier 5475024
Montants	363 371 €	102 745 €	652 345 €	168 289 €
Durée d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Taux d'intérêt (variable suivant variation de l'index)	0,80%	0,80%	1,53%	1,53%
Marge fixe sur l'index	-0,20%	-0,20%	0,53%	0,53%
Index	Livret A			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Base de calcul des intérêts	30/360			
Modalité de révision	Double révisabilité			
Taux de progressivité des échéances	0,5%	0,5%	-0,3%	-0,3%

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignation, Quimper Bretagne Occidentale s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA d'HLM Aiguillon Construction pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement. Le conseil s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.

***

Vu l'article L 5111-4 et les articles L 5214-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu le contrat de prêt n°132395 en annexe signé entre la SA d'HLM Aiguillon Construction ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;

Après avoir délibéré, M. Alain DECOURCHELLE ne prenant part ni aux délibérations ni au vote, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés :

1 - d'accorder à la SA d'HLM Aiguillon Construction la garantie de Quimper Bretagne Occidentale à hauteur de 100% pour le remboursement de ce prêt d'un montant total de 1 286 750 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°132395 constitué de 4 lignes du prêt. La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 286 750 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.
La garantie est apportée aux conditions suivantes :
La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignation, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.
Le conseil s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

2 - d'autoriser madame la présidente à signer la convention afférente à cette garantie d'emprunt entre Quimper Bretagne Occidentale et la SA d'HLM Aiguillon Construction.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Pierre-André LE JEUNE

N° 45

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Garantie d'emprunt de la SA HLM Aiguillon Construction auprès de la Banque des Territoires - Construction de 18 logements situés 16 - 16bis impasse du stade sur la commune de Pluguffan

La SA d'HLM Aiguillon Construction, dans le cadre du financement de la construction de 18 logements situés 16 - 16 bis Impasse du Stade à Pluguffan, demande la garantie du conseil communautaire de Quimper Bretagne Occidentale à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt n°132384 d'un montant total de 2 086 614 euros souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations et dont le contrat joint en annexe fait partie intégrante de la présente délibération.

***

Les caractéristiques du contrat sont les suivantes :

Contrat n°132384				
Type Identifiant ligne du prêt	PLAI 5475926	PLAI foncier 5475925	PLUS 5475924	PLUS foncier 5475923
Montants	444 481 €	156 437 €	1 141 882 €	343 814 €
Durée d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Taux d'intérêt (variable suivant variation de l'index)	0,80%	0,80%	1,53%	1,53%
Marge fixe sur l'index	-0,20%	-0,20%	0,53%	0,53%
Index	Livret A			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Base de calcul des intérêts	30/360			
Modalité de révision	Double révisabilité			
Taux de progressivité des échéances	0,5%	0,5%	-0,3%	-0,3%

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignation, Quimper Bretagne Occidentale s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA d'HLM Aiguillon Construction pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement. Le conseil s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.

***

Vu l'article L 5111-4 et les articles L 5214-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu le contrat de prêt n°132384 en annexe signé entre la SA d'HLM Aiguillon Construction ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;

Après avoir délibéré, M. Alain DECOURCHELLE ne prenant part ni aux délibérations ni au vote, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés :

1 - d'accorder à la SA d'HLM Aiguillon Construction la garantie de Quimper Bretagne Occidentale à hauteur de 100% pour le remboursement de ce prêt d'un montant total de 2 086 614 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°132384 constitué de 4 lignes du prêt. La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 2 086 614 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.
La garantie est apportée aux conditions suivantes :
La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignation, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.
Le conseil s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

2 - d'autoriser madame la présidente à signer la convention afférente à cette garantie d'emprunt entre Quimper Bretagne Occidentale et la SA d'HLM Aiguillon Construction.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Pierre-André LE JEUNE

N° 46

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Garantie d'emprunt pour l'association SATO RELAIS auprès de la Caisse d'Epargne Bretagne-Pays de Loire dans le cadre du transfert d'activités de l'association AGEHB

L'association SATO RELAIS, dans le cadre de l'apport partiel d'actif de l'association AGEHB avait fait l'objet d'une garantie d'emprunt de Quimper Bretagne Occidentale pour l'acquisition de leur site par une délibération du 20 juin 2019. Elle sollicite la réitération de la garantie initiale du conseil communautaire de Quimper Bretagne Occidentale à hauteur de 40% du prêt n°5494928 d'un montant de 424 000 euros souscrit auprès de la Caisse d'Épargne Bretagne-Pays de Loire et dont l'avenant de délégation joint en annexe fait partie intégrante de la présente délibération.

***

L'association Animation et Gestion pour l'Emploi et l'Hébergement en Bretagne (AGEHB) a souhaité se rapprocher d'un acteur local pour sa branche d'activités des 3 chantiers d'insertion suivants :

- chantier d'insertion Hygiène et maintenance (7 bis rue de Lanrédec - 29200 Brest) ;

- chantier d'insertion Terre en Espoir Papier (95 rue de Paris - 29490 Guipavas) ;

- chantier d'insertion Solidarités Papier (494 route de Rosporden - 29000 Quimper).

Après un appel à manifestation, l'association AGEHB a choisi l'association Service d'Aide par le Travail Occasionnel – Relais (SATO RELAIS) pour la reprise de cette branche d'activité. Le 23 avril 2021, l'AGHEB et SATO RELAIS ont signé une convention d'apport partiel d'actif fixant le cadre du transfert des éléments de l'actif et du passif de la branche d'activité « chantiers ».

Lors de l'acquisition de l'immeuble situé au 494 route de Rosporden à Quimper, l'association AGEHB a souscrit un prêt d'un montant de 424 000 € auprès de la Caisse

d’Epargne Bretagne-Pays de Loire et pour lequel Quimper Bretagne Occidentale a accordé sa caution à hauteur de 40% par délibération de son conseil communautaire du 20 juin 2019.

Dans le cadre de cet apport partiel d’actif, le prêt n°5494928 d’un montant de 424 000 € doit être transféré à l’association SATO RELAIS avec une réitération de la garantie initiale de Quimper Bretagne Occidentale.

Les caractéristiques du contrat sont les suivantes :

Type	N° crédit	Montant en euros	Durée en mois	Taux (proportionnel annuel)	T.E.G (Taux Effectif Global)	Taux de période (TEG / nombre d’échéance par an)
Prêt équipement taux fixe	5494928	424 000 €	240	1,25%	1,26%	0,11%
N° crédit	Nombre d’échéances	Périodicité	Montant hors assurance	Assurance	Total échéance	
5494928	240	Mensuelle	1 997,61 €	0,00 €	1 997,61 €	

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu’au complet remboursement de celui-ci et porte sur l’ensemble des sommes contractuellement dues par l’emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d’exigibilité.

Sur notification de l’impayé par lettre simple de la Caisse d’Epargne Bretagne-Pays de Loire, Quimper Bretagne Occidentale s’engage dans les meilleurs délais et pour la quotité convenue, à se substituer à l’association SATO RELAIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement. Le conseil s’engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.

Une convention de garantie d′emprunt sera signée avec l′association «SATO RELAIS».

***

Vu l’article L 5111-4 et les articles L 5214-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l’article 2298 du Code civil ;

Vu l’avenant n°2 de délégation parfaite au contrat de prêt n°5494928 en annexe signé entre l’association SATO RELAIS et la Caisse d’Epargne Bretagne-Pays de Loire ;

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l’unanimité des suffrages exprimés :

1 - d’accorder à l’association SATO RELAIS la garantie de Quimper Bretagne Occidentale à hauteur de 40% pour le remboursement du prêt n°5494928 d’un

montant total de 424 000 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse d'Epargne Bretagne-Pays de Loire dans les conditions énumérées ci-dessus.

2 - d'autoriser madame la présidente à signer la convention afférente à cette garantie d'emprunt entre Quimper Bretagne Occidentale et l'association SATO RELAIS.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Pierre-André LE JEUNE

N° 47

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Garantie d'emprunt de la SA d'HLM Aiguillon Construction auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations - Construction de 6 logements situés 18 rue des Korrigans à Pluguffan

La SA d'HLM Aiguillon Construction, dans le cadre du financement de la construction de 6 logements situés 18 rue des Korrigans à Pluguffan, demande la garantie du conseil communautaire de Quimper Bretagne Occidentale à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt n°132000 d'un montant total de 526 000 euros souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations et dont le contrat joint en annexe fait partie intégrante de la présente délibération.

Les caractéristiques du contrat sont les suivantes :

Contrat n°132000					
Type	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier	PHB
Identifiant ligne du prêt	5466859	5466860	5466861	5466862	5466858
Montants	90 480 €	35 205 €	280 372 €	89 943 €	30 000 €
Durée d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans	40 ans
Taux d'intérêt (variable suivant variation de l'index)	0,80%	0,80%	1,53%	1,53%	0,52%
Marge fixe sur l'index	0,20%	-0,20%	0,53%	0,53%	-
Phase d'amortissement 1					
Durée du différé d'amort.					240 mois
Durée					20 ans
Index					Taux fixe
Taux d'intérêt					0,00%
Index	Livret A				Taux fixe
Périodicité	Annuelle				

Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)				Amort. prioritaire
Base de calcul des intérêts	30/360				
Modalité de révision	Double révisabilité				Sans objet
Taux de progressivité des échéances	0,5%	0,5%	-0,3%	-0,3%	-0,3%

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignation, Quimper Bretagne Occidentale s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA d'HLM Aiguillon Construction pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement. Le conseil s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.

***

Vu l'article L 5111-4 et les articles L 5214-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu le contrat de prêt n°132000 en annexe signé entre la SA d'HLM Aiguillon Construction ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;

Après avoir délibéré, M. Alain DECOURCHELLE ne prenant part ni aux délibérations ni au vote, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés :

1 - d'accorder à la SA d'HLM Aiguillon Construction la garantie de Quimper Bretagne Occidentale à hauteur de 100% pour le remboursement de ce prêt d'un montant total de 526 000 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°132000 constitué de 5 lignes du prêt. La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 526 000 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.
La garantie est apportée aux conditions suivantes :
La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignation, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le conseil s’engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

2 - d’autoriser madame la présidente à signer la convention afférente à cette garantie d’emprunt entre Quimper Bretagne Occidentale et la SA d'HLM Aiguillon Construction.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Pierre-André LE JEUNE

N° 48

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Garantie d'emprunt de la SA d'HLM Aiguillon Construction auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations - Acquisition en VEFA de 29 logements situés 21 rue de Pont l'Abbé à Quimper

La SA d'HLM Aiguillon Construction, dans le cadre du financement de l'acquisition en VEFA de 29 logements situés 21 rue de Pont l'Abbé à Quimper, demande la garantie du conseil communautaire de Quimper Bretagne Occidentale à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt n°132458 d'un montant total de 2 356 557 euros souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations et dont le contrat joint en annexe fait partie intégrante de la présente délibération.

***

Les caractéristiques du contrat sont les suivantes :

Contrat n°132458			
Type	PLS	PLS foncier	Prêt Booster
Identifiant ligne du prêt	5474635	5474636	5474648
Montants	1 436 945 €	686 828 €	232 784 €
Durée d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans
Taux d'intérêt (variable suivant variation de l'index)	1,53%	1,53%	1,20%
Marge fixe sur l'index	0,53%	0,53%	-
Index	Livret A	Livret A	Taux fixe
Périodicité	Annuelle		
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)		
Base de calcul des intérêts	30/360		
Modalité de révision	Double révisabilité	Double révisabilité	Sans objet
Taux de progressivité des échéances	-0,5%	-0,5%	-

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignation, Quimper Bretagne Occidentale s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA d'HLM Aiguillon Construction pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement. Le conseil s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.

***

Vu l'article L 5111-4 et les articles L 5214-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu le contrat de prêt n°132458 en annexe signé entre la SA d'HLM Aiguillon Construction ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;

Après avoir délibéré, M. Alain DECOURCHELLE ne prenant part ni aux délibérations ni au vote, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés :

1 - d'accorder à la SA d'HLM Aiguillon Construction la garantie de Quimper Bretagne Occidentale à hauteur de 100% pour le remboursement de ce prêt d'un montant total de 2 356 557 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°132458 constitué de 3 lignes du prêt. La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 2 356 557 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.
La garantie est apportée aux conditions suivantes :
La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignation, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.
Le conseil s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

2 - d'autoriser madame la présidente à signer la convention afférente à cette garantie d'emprunt entre Quimper Bretagne Occidentale et la SA d'HLM Aiguillon Construction.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 avril 2022
Rapporteur :
Monsieur Pierre-André LE JEUNE

N° 49

ACTE RENDU EXECUTOIRE
compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022
(accusé de réception du 03/05/2022)

Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Garantie d'emprunt de la SA d'HLM Aiguillon Construction auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations - Acquisition en VEFA de 36 logements situés rue de Pont l'Abbé à Quimper

La SA d'HLM Aiguillon Construction, dans le cadre du financement de l'acquisition en VEFA de 36 logements situés rue de Pont l'Abbé à Quimper, demande la garantie du conseil communautaire de Quimper Bretagne Occidentale à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt n°132002 d'un montant total de 2 475 004 euros souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations et dont le contrat joint en annexe fait partie intégrante de la présente délibération.

***

Les caractéristiques du contrat sont les suivantes :

Contrat n°132002				
Type	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Identifiant ligne du prêt	5468393	5468395	5468392	5468394
Montants	628 784 €	370 479 €	1 044 336 €	431 405 €
Durée d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Taux d'intérêt (variable suivant variation de l'index)	0,80%	0,80%	1,53%	1,53%
Marge fixe sur l'index	-0,20%	-0,20%	0,53%	0,53%
Index	Livret A			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Base de calcul des intérêts	30/360			
Modalité de révision	Double révisabilité			
Taux de progressivité des échéances	0,5%	0,5%	-0,3%	-0,3%

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignation, Quimper Bretagne Occidentale s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA d'HLM Aiguillon Construction pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement. Le conseil s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.

***

Vu l'article L 5111-4 et les articles L 5214-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu le contrat de prêt n°132002 en annexe signé entre la SA d'HLM Aiguillon Construction ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;

Après avoir délibéré, M. Alain DECOURCHELLE ne prenant part ni aux délibérations ni au vote, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés :

1 - d'accorder à la SA d'HLM Aiguillon Construction la garantie de Quimper Bretagne Occidentale à hauteur de 100% pour le remboursement de ce prêt d'un montant total de 2 475 004 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°132002 constitué de 4 lignes du prêt. La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 2 475 004 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.
La garantie est apportée aux conditions suivantes :
La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignation, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.
Le conseil s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

2 - d'autoriser madame la présidente à signer la convention afférente à cette garantie d'emprunt entre Quimper Bretagne Occidentale et la SA d'HLM Aiguillon Construction.